



**PRESENTATION DU RAPPORT D'AUDIT ET DE  
RECONCILIATION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LES  
INDUSTRIES EXTRACTIVES A L'ETAT MALAGASY ET DES  
RECETTES PERCUES PAR L'ETAT – EXERCICE 2010**

**SEPTEMBRE 2012**

**Réalisé pour le compte de :**

**EXTRACTIVE INDUSTRIES TRANSPARENCY INITIATIVE  
(EITI MADAGASCAR)**

**Extractive Industry Transparency Initiative (EITI)**

**Rapport d'audit et de réconciliation des  
paiements effectués par les industries  
extractives à l'Etat malagasy et des recettes  
perçues par l'Etat – Exercice 2010**

**24 Septembre 2012 – Version finale**



Ernst & Young  
Bâtiment C1,  
Explorer Business Park,  
Ankorondrano,  
Antananarivo - 101  
Madagascar  
Tel: +261 22 217 96  
Fax: +261 22 216 48  
[www.ey.com](http://www.ey.com)

M. Judicaël TAHINY  
Secrétaire Exécutif  
Extractive Industry Transparency Initiative (EITI)  
Bâtiment de l'Ancien Laboratoire des Mines,  
Rue Rafaty,  
Ampandrianomby, Antananarivo  
MADAGASCAR

Antananarivo, le 04 septembre 2012

Objet: Audit de réconciliation des flux de paiements effectués par les industries extractives et des recettes perçues par l'Etat Malagasy pour l'exercice 2010.

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Dans le cadre de l'exécution de la mission d'audit de réconciliation des flux de paiements effectués par les industries extractives et des recettes perçues par l'Etat Malagasy pour l'exercice 2010, suivant l'ordre de service n° 028/EITI/MdM/Champion, nous vous prions de trouver ci-après notre rapport final relatif à la mission citée en objet.

Le présent rapport a été établi conformément aux normes internationales ISRS 4400 (*International Standard on Related Services*). Ces normes impliquent notamment un haut degré d'intégrité et de déontologie, ainsi qu'une rigueur dans les procédures de gestion et des travaux, de management des ressources et de contrôle interne destinées à garantir la pertinence, la qualité et l'objectivité des travaux.

Dans l'accomplissement de la mission, nous sommes amenés à fournir :

- ▶ Une méthodologie comprenant le mode opérationnel, le calendrier et le déploiement des ressources ;
- ▶ Un état initial incluant les flux financiers et le canevas de reporting ;
- ▶ Un rapport sur l'étude de matérialité et la méthodologie de certification des comptes publics;
- ▶ Un rapport intermédiaire résultant de la compilation et de réconciliation ;
- ▶ Un rapport final.

Nous nous tenons à votre disposition pour apporter tous les renseignements complémentaires que vous souhaiteriez obtenir et vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l'expression de notre considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Yann RASAMOELY', written over a horizontal line.

Yann RASAMOELY  
Country Managing Partner  
Ernst & Young



## Sommaire

Résumé exécutif .....	6
Liste des abréviations .....	15
1. Contexte de la mission .....	17
1.1. L'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI).....	17
1.2. L'EITI à Madagascar .....	17
1.3. Le secteur extractif à Madagascar .....	18
1.3.1. Le secteur pétrolier amont.....	18
1.3.2. Le secteur minier .....	18
2. Présentation de la mission .....	20
2.1. Objectifs .....	20
2.2. Nature et étendue de nos travaux .....	20
2.3. Périmètre de couverture de la réconciliation .....	23
2.3.1. Les secteurs extractifs concernés .....	23
2.3.2. L'exercice couvert par la réconciliation.....	23
2.3.3. Les flux soumis aux travaux de réconciliation.....	23
2.3.4. Les seuils de vérification des flux financiers .....	26
2.3.5. Le seuil de matérialité de l'étude .....	26
3. Notre approche .....	35
4. Résultats de nos travaux .....	39
4.1. Résultat de la réconciliation globale (en millions Ariary) .....	39
4.2. Résultat de la réconciliation détaillée par société .....	41
4.2.1. Projet Ambatovy.....	41
4.2.2. QMM S.A. ....	55
4.2.3. KRAOMA.....	60
4.2.4. Madagascar Wisco.....	65
4.2.5. Groupe PAM .....	67
4.2.6. Mainland Mining .....	78
4.2.7. Gold Sand .....	83
4.2.8. Madagascar Oil .....	87
4.2.9. Holcim .....	92
4.3. Etat des déclarations des sociétés volontaires .....	98
4.4. Résultat de la réconciliation au niveau des collectivités locales .....	101
4.4.1. Ristournes minières.....	101
4.4.2. Frais d'administration minière. ....	103
4.4.3. Impôt foncier sur les propriétés bâties. ....	106
5. Observations et recommandations.....	107
5.1. Etat de suivi des recommandations antérieures.....	107
5.1.1. Amélioration dans l'organisation et le déroulement de la réconciliation .....	107
5.1.2. Amélioration de la traçabilité des revenus.....	108

5.2.	Nouvelles recommandations .....	109
5.2.1.	Améliorations dans la définition du périmètre de réconciliation .....	109
5.2.2.	Amélioration dans la production des données et informations .....	110
6.	Annexes .....	114
6.1.	Annexe 1 : Tableau de réconciliation globale en Millions USD.....	114
6.2.	Annexe 2 : Tableau de réconciliation globale détaillé par société en USD .....	117
6.2.1.	Société Ambatovy Minerals SA (AMSA) .....	117
6.2.2.	Société DMSA .....	120
6.2.3.	QMM S.A. ....	124
6.2.4.	KRAOMA.....	127
6.2.5.	Madagascar Wisco.....	130
6.2.6.	Société Pan African Mining Madagascar.....	132
6.2.7.	Société PAM Sakoa.....	134
6.2.8.	PAM Atomique.....	136
6.2.9.	Mainland Mining .....	138
6.2.10.	Gold Sand .....	141
6.2.11.	Madagascar Oil .....	143
6.2.12.	Holcim.....	146
6.3.	Annexe 3 : Détail des Frais d'Administration Minière versés par le BCMM aux communes en 2010 (tous exploitants confondus).....	149
6.4.	Annexe 4 : Détail des Frais d'Administration Minière non versés par le BCMM aux communes en 2010 (tous exploitants confondus).....	156
6.5.	Annexe 5 : Liste exhaustive des entités du secteur minier et pétrolier .....	167
6.6.	Annexe 6: Modèle de canevas .....	171
6.7.	Annexe 7: Note préparatoire.....	177
6.8.	Annexe 8 : Diagramme de flux de paiements dans le secteur minier .....	180
6.9.	Annexe 9 : Personnes contactées .....	181
6.10.	Annexe 10 : Procès-verbal d'approbation des termes de références du Réconciliateur du 26 janvier 2012.....	186
6.11.	Annexe 11 : Compte-rendu de la réunion en date du 16 avril 2012.....	194
6.12.	Annexe 12 : Procès-verbal d'approbation du Rapport final d'audit et réconciliation réalisé par le Réconciliateur du 04 septembre 2012 .....	196
6.13.	Annexe 13 : Lettre du Premier Ministre aux compagnies minières et pétrolières (exemple de Madagascar oil).....	204
6.14.	Annexe 14 : Pression Médiatique.....	205
6.15.	Annexe 15 : Plaidoyer de la société civile .....	206
6.16.	Annexe 16 : Arrêté du Ministère des Mines .....	207
6.17.	Annexe 17 : Lettre du Secrétaire Général du Ministère des Mines pour HOLCIM....	211
6.18.	Annexe 18 : Mandat du Ministère des Mines .....	212
6.19.	Annexe 19 : Note de service du Secrétariat Général, Ministère des Finances et du Budget .....	213

## Résumé exécutif

Ernst & Young a conduit durant les mois de juin à septembre 2012 la réconciliation des paiements et des recettes du secteur des industries extractives pour l'exercice 2010 pour le compte de l'EITI Madagascar. Nous avons réalisé nos travaux conformément aux termes de référence établis par le Comité National et aux normes internationales ISRS 4400 (International Standard on Related Services).

Notre intervention avait pour objectif majeur d'assurer la transparence et la crédibilité des paiements effectués par les industries extractives à l'Etat et les revenus reçus par l'Etat de ces industries extractives.

A l'issue de la pré-étude de matérialité validé par le Comité National, le seuil de matérialité retenu a été de USD 600 000 avec un taux de couverture de 95%.

L'étude affinée par le Consultant a ressorti qu'avec un seuil de matérialité de USD 600 000 le taux de couverture s'établit à 93%. Cependant, il a été noté que les paiements effectués par deux sociétés (Gold Sand et Mainland Mining) sont en dessous mais très proche de ce seuil. Le Comité National a souhaité maintenir l'intégration des deux sociétés. Le seuil de matérialité réel s'établit à USD 550 000 avec un taux de couverture de 94%.

Ainsi, les sociétés minières et pétrolières en amont retenues par le Comité National pour la réconciliation sont les suivantes :

- **Projet Ambatovy (Ambatovy Minerals S.A et Dynatec Minerals S.A)/ Holcim S.A/ Qit Madagascar Minerals / Wisco Madagascar / Groupe Pan African Mining (PAM Madagascar, PAM Sakoa, PAM Atomique) /HOLCIM SA/ Mainland Mining Limited/ Gold Sand / Madagascar Oil.**

Toutes les compagnies incluses dans le périmètre de réconciliation ont participé à ce rapport de réconciliation des flux financiers entre l'Etat et les industries extractives.

Les sociétés **Toliara Sands, Mada-Aust et Madagascar Consolidated Mining** ont volontairement participé au processus en remplissant le canevas de déclaration, sans faire l'objet de réconciliation.

Sur la base de notre réconciliation, des informations qui nous ont été transmises par le Comité National, l'Etat et ses démembrements et les industries extractives, nous avons constaté que :

- **la somme des écarts définitifs des flux de paiement s'élève à un trop perçu au profit de l'Etat de MGA 1,3 milliards soit 0,43 % des recettes totales perçues par L'Etat.**

*(en MGA)*

Total déclaré par les sociétés extractives	Montant perçu par l'Etat	Ecart constaté	%
316 895 995 601,11	318 272 162 291,09	(1 376 166 689,98)	-0,43%

► la source de ces écarts s'analyse comme suit:

(en MGA)

Source des écarts résiduels sur les flux de paiements	Montant
Paiements non communiqués par les industries extractives	-1 459 654 664,26
Paiements non retracés au niveau de l'Administration	83 487 974,28
<b>Total différences</b>	<b>-1 376 166 689,98</b>

1) Synthèse de la réconciliation des paiements des compagnies et des recettes de l'Etat - Version désagrégée par société (en millions MGA)

Flux financiers		AMSA			DMSA			QMM			KRAOMA		
		Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart
I	Impôt et taxes	9 027,41	9 071,67	-44,25	14 131,81	15 530,23	-1 398,42	2 658,89	2 658,89	0,00	6 597,75	6 598,93	-1,19
	Communs	6 426,26	6 470,51	-44,25	13 762,29	15 160,70	-1 398,40	1 824,45	1 824,45	0,00	5 018,97	5 020,20	-1,23
	Impôts d'Etat	6 426,20	6 470,45	-44,25	13 762,23	15 160,64	-1 398,40	730,49	730,49	0,00	3 116,43	3 117,65	-1,23
	Impôts locaux	0,06	0,06	0,00	0,06	0,06	0,00	1 093,97	1 093,97	0,00	1 902,54	1 902,54	0,00
	Sectoriels	2 601,15	2 601,15	0,00	369,51	369,53	-0,02	834,43	834,43	0,00	1 578,78	1 578,74	0,04
A	Autres paiements	17,57	18,37	-0,80	134,94	135,06	-0,13	38,37	38,37	0,00	0,00	0,00	0,00
	Communs	17,57	18,37	-0,80	134,94	135,06	-0,13	38,37	38,37	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R	Retenues à la source	3 085,58	3 085,58	0,00	20 699,34	20 701,10	-1,76	4 346,21	4 346,21	0,00	947,42	947,42	0,00
D	Dons	1,29	0,69	0,60	317,39	312,25	5,14	348,50	348,50	0,00	2,56	2,56	0,00
	<b>TOTAL</b>	<b>12 131,85</b>	<b>12 176,31</b>	<b>-44,45</b>	<b>35 283,47</b>	<b>36 678,64</b>	<b>-1 395,17</b>	<b>7 391,96</b>	<b>7 391,96</b>	<b>0,00</b>	<b>7 547,72</b>	<b>7 548,91</b>	<b>-1,19</b>

Flux financiers		WISCO			PAMM			PAM SAKOA			PAM ATOMIQUE		
		Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart
I	Impôt et taxes	25,16	25,16	0,00	2 735,19	2 664,62	70,57	676,15	681,36	-5,20	748,80	749,13	-0,33
	Communs	0,32	0,32	0,00	82,84	12,28	70,57	552,99	558,19	-5,20	0,00	0,33	-0,33
	Impôts d'Etat	0,32	0,32	0,00	82,84	12,28	70,57	552,99	558,19	-5,20	0,00	0,33	-0,33
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sectoriels	24,84	24,84	0,00	2 652,34	2 652,34	0,00	123,16	123,16	0,00	748,80	748,80	0,00
A	Autres paiements	224 822,00	224 822,00	0,00	7,11	7,11	0,00	5,71	5,53	0,18	4,15	4,55	-0,40
	Communs	0,00	0,00	0,00	7,11	7,11	0,00	5,71	5,53	0,18	4,15	4,55	-0,40
	Sectoriels	224 822,00	224 822,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R	Retenues à la source	0,00	0,00	0,00	251,49	251,75	-0,26	136,80	136,80	0,00	60,14	56,51	3,63
D	Dons	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	<b>224 847,16</b>	<b>224 847,16</b>	<b>0,00</b>	<b>2 993,79</b>	<b>2 923,49</b>	<b>70,30</b>	<b>818,66</b>	<b>823,69</b>	<b>-5,02</b>	<b>813,09</b>	<b>810,19</b>	<b>2,89</b>

Flux financiers		MAINLAND			GOLDSAND			MADAGASCAR OIL		
		Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart
I	Impôt et taxes	945,30	942,64	2,66	1 130,88	1 137,48	-6,60	2 117,06	2 117,06	0,00
	Communs	123,05	120,38	2,67	1,11	1,17	-0,05	3,70	3,70	0,00
	Impôts d'Etat	75,60	72,94	2,67	1,11	1,17	-0,05	3,70	3,70	0,00
	Impôts locaux	47,45	47,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sectoriels	822,25	822,25	0,00	1 129,77	1 136,31	-6,55	2 113,35	2 113,35	0,00
A	Autres paiements	434,32	434,32	0,00	5,07	5,07	0,00	2,59	2,59	0,00
	Communs	6,57	6,57	0,00	5,07	5,07	0,00	2,59	2,59	0,00
	Sectoriels	427,75	427,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R	Retenues à la source	5,84	5,84	0,00	0,37	0,37	0,00	387,28	387,28	0,00
D	Dons	11,61	11,61	0,00	0,00	0,00	0,00	29,15	29,15	0,00
	<b>TOTAL</b>	<b>1 397,08</b>	<b>1 394,41</b>	<b>2,66</b>	<b>1 136,32</b>	<b>1 142,92</b>	<b>-6,60</b>	<b>2 536,07</b>	<b>2 536,07</b>	<b>0,00</b>

Flux financiers		HOLCIM			Total		
		Société	Etat	Ecart	Société	Etat	Ecart
I	Impôt et taxes	19 060,72	19 060,31	0,41	59 855,11	61 237,47	-1 382,36
	Communs	17 417,28	17 416,66	0,61	45 213,27	46 588,90	-1 375,63
	Impôts d'Etat	17 198,02	17 197,40	0,61	41 949,93	43 325,56	-1 375,63
	Impôts locaux	219,26	219,26	0,00	3 263,34	3 263,34	0,00
	Sectoriels	1 643,44	1 643,65	-0,21	14 641,84	14 648,57	-6,73
A	Autres paiements	58,10	58,10	0,00	225 529,93	225 531,08	-1,15
	Communs	58,10	58,10	0,00	280,18	281,33	-1,15
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	225 249,75	225 249,75	0,00
R	Retenues à la source	818,39	818,39	0,00	30 738,84	30 737,23	1,61
D	Dons	61,62	61,62	0,00	772,11	766,37	5,74
	<b>TOTAL</b>	<b>19 998,82</b>	<b>19 998,41</b>	<b>0,41</b>	<b>316 896,00</b>	<b>318 272,16</b>	<b>-1 376,17</b>

2) la synthèse des écarts, par société et par type d'impôts est présentée dans le tableau ci-après :

(En millions de MGA)

Description	AMSA	DMSA	MAINLAND	MADA OIL	GOLDSAND	KRAOMA	QMM	PAM M	PAM SAKOA	PAM ATOMIQUE	WISCO	HOLCIM	Total
Impôts sur les revenus								0,78		-0,32			0,46
Tva intermittente												0,49	0,49
Droits d'enregistrement des actes		-0,03			-0,05					-0,01		0,18	0,08
Droits d'enregistrement de bail	-12,13	-35,60						4,54					-43,20
Droits et taxes d'importation	-32,12	-1 362,77				-0,06		65,25	-5,20			-0,06	-1 334,97
TFT													0,00
Frais d'administration minier		0,00	0,00		-0,06							-0,21	-0,27
Frais d'évaluation et de suivi de l'impact					-6,49								-6,49
Frais d'administration OMNIS													0,00
Frais de formation OMNIS													0,00
Tva non remboursée	0,00	0,00											0,00
Location de terrain						0,04							0,04
Redevances télécommunication		-0,02											-0,02
Droits à l'export			2,67			-1,16							1,50
Pénalités sur taxe professionnelle	-0,80	-0,13							0,18	-0,40			-1,15
IRSA										3,63			3,63
CNAPS		-1,76						-0,26	0,00				-2,02
Dons en numéraires	0,60	5,14											5,74
<b>TOTAL</b>	<b>-44,45</b>	<b>-1 395,17</b>	<b>2,66</b>	<b>0,00</b>	<b>-6,60</b>	<b>-1,19</b>	<b>0,00</b>	<b>70,30</b>	<b>-5,02</b>	<b>2,89</b>	<b>0,00</b>	<b>0,41</b>	<b>-1 376,17</b>

3) L'état récapitulatif des recettes de l'exercice 2010 des collectivités locales est présenté ci-après:

a) Recettes provenant des ristournes minières

(en MGA)

Communes/Région	Société concernée	Montants versés par les industries extractives	Montants reçus par les communes	Ecart
Commune Ampasy Nampoana	QMM	328 189 765,98	328 245 933,78	-56 167,80
Commune Mandromondromotra	QMM	164 094 882,99	164 094 881,95	1,04
Commune Fort Dauphin	QMM	164 094 882,99	164 137 006,70	-42 123,71
Commune Brieville	KRAOMA	123 669 878,00	123 669 878,00	0,00
Commune Ampasimbe Manatsatrana	MAINLAND MINING	2 885 332,60	2 764 393,20	120 939,40
Commune Ampasina Maningory	MAINLAND MINING	13 145 993,60	13 145 993,60	0,00
Commune Soanierana Ivongo	MAINLAND MINING	8 042 325,00	8 042 325,00	0,00
Commune Andranomanelatra	HOLCIM	5 217 994,00	5 217 994,00	0,00
Commune Tritriva	HOLCIM	8 440 920,00	8 440 920,00	0,00
Commune Ibity	HOLCIM	29 710 878,00	29 710 878,00	0,00
Région Anosy	QMM	328 189 765,98	329 157 017,30	-967 251,32
Région Betsiboka	KRAOMA	61 834 939,00	61 834 939,00	0,00
Région Analanjirofo	MAINLAND MINING	12 036 825,60	12 036 825,60	0,00
Région Vakinankaratra	HOLCIM	21 684 895,00	21 684 895,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>1 271 239 278,74</b>	<b>1 272 183 881,13</b>	<b>-944 602,39</b>

Il convient de noter que la réconciliation des ristournes payées par les sociétés extractives avec celles reçues par le Trésor Public n'a pas révélé d'écart.

La différence présentée dans le tableau ci-dessus a été constatée lors de la répartition des ristournes perçues par le Trésor Public (agent percepteur) vers les collectivités décentralisées.

b) Etat des Frais d'administration minière (FAM) versés

► Frais d'administration 2010 reversés aux communes et régions

Libellés	Communes (*)	Régions	Montant (en MGA)	Montant (en USD)
ALAO TRA MANGORO	15 348 670,20	41 724 666,20	57 073 336,40	27 301,81
AMORON'I MANIA	16 672 581,52	31 668 604,63	48 341 186,15	23 124,66
ANALAMANGA	3 870 859,20	15 291 213,18	19 162 072,38	9 166,44
ANALANJIROFO	36 504 194,74	27 275 697,60	63 779 892,34	30 509,98
ANDROY	29 916 562,80	22 093 518,30	52 010 081,10	24 879,73
ANOSY	50 191 642,00	83 108 531,77	133 300 173,77	63 765,95
ATSIMO ANDREFANA	206 424 332,54	143 097 154,70	349 521 487,24	167 198,36
ATSIMO ATSIANANA	13 232 790,00	19 107 718,00	32 340 508,00	15 470,52
ATSIANANA	16 097 031,60	32 311 542,67	48 408 574,27	23 156,90
BETSIBOKA	126 864 678,00	129 439 696,05	256 304 374,05	122 606,69
BOENY		8 674 504,65	8 674 504,65	4 149,57
BONGOLAVA	4 396 345,88	11 335 607,20	15 731 953,08	7 525,59
DIANA	32 092 197,60	28 584 325,70	60 676 523,30	29 025,44
HAUTE_MATSIATRA	11 530 963,20	37 265 358,41	48 796 321,61	23 342,38
IHOROMBE	20 442 333,60	25 376 559,16	45 818 892,76	21 918,09
MELAKY	3 213 060,00	15 342 726,69	18 555 786,69	8 876,41
MENABE	87 275 851,48	75 562 653,31	162 838 504,79	77 896,02
SAVA	8 187 818,40	47 797 092,00	55 984 910,40	26 781,14
SOFIA	46 571 415,60	133 245 816,20	179 817 231,80	86 018,02
VAKINANKARATRA	23 402 585,44	39 988 985,07	63 391 570,51	30 324,22
VATOVAVY FITOVINANY	49 945 154,09	76 283 984,26	126 229 138,35	60 383,43
<b>TOTAL</b>	<b>802 181 067,89</b>	<b>1 044 575 955,75</b>	<b>1 846 757 023,64</b>	<b>883 421,36</b>

(\*) La liste nominative des communes bénéficiaires sont présentée en Annexe 3

Notons que les frais d'administration minière reçus et présentés ci-dessus concernent les recettes confondues provenant de tous les exploitants existants dans le périmètre de la commune et la région. En effet, le système actuel du BCMM ne permet pas de distinguer les recettes des communes et régions par société / exploitant minier. Ainsi, la part des FAM relative aux sociétés incluses dans le périmètre de réconciliation de l'EITI ne peut être distinguée de la totalité des FAM reçues par les communes et régions.

► Etat des frais d'administration en attente de reversement par le BCMM aux communes au titre de l'année 2010

Libellés	Communes (*)	Montant restant impayé (en MGA)	Montant restant impayé (en USD)
ALAOIRA MANGORO	43 494 721,20	43 494 721,20	20 806,29
AMORON'I MANIA	25 558 866,38	25 558 866,38	12 226,43
ANALANJIROFO	9 311 520,00	9 311 520,00	4 454,29
ANDROY	6 138 336,00	6 138 336,00	2 936,36
ANOSY	65 448 276,00	65 448 276,00	31 308,07
ATSIMO ANDREFANA	1 080,00	1 080,00	0,52
ATSIMO ATSIANANA	13 874 712,00	13 874 712,00	6 637,16
ATSIANANA	27 238 891,20	27 238 891,20	13 030,09
BETSIBOKA	83 388 110,40	83 388 110,40	39 889,84
BOENY	9 868 271,40	9 868 271,40	4 720,62
BONGOLAVA	681 271,20	681 271,20	325,90
DIANA	10 379 503,20	10 379 503,20	4 965,18
HAUTE_MATSIATRA	44 416 852,58	44 416 852,58	21 247,41
IHOROMBE	4 191 641,25	4 191 641,25	2 005,13
ITASY	3 666 894,95	3 666 894,95	1 754,11
MELAKY	22 597 169,38	22 597 169,38	10 809,66
MENABE	35 963 955,57	35 963 955,57	17 203,85
SAVA	61 030 419,89	61 030 419,89	29 194,73
SOFIA	16 668 531,00	16 668 531,00	7 973,62
VAKINANKARATRA	22 536 897,60	22 536 897,60	10 780,83
VATOVAVY FITOVINANY	60 087 843,78	60 087 843,78	28 743,84
<b>TOTAL</b>	<b>566 543 764,98</b>	<b>566 543 764,98</b>	<b>271 013,92</b>

(\*) La liste nominative des communes bénéficiaires sont présentée en Annexe 4

c) Recettes provenant des impôts fonciers sur la propriété bâtie

(en MGA)

Communes	Société concernée	Montants versés par les industries extractives	Montants reçus par les communes	Ecart
Commune Brieville	KRAOMA	8 607 499,00	8 607 499,00	0,00
Commune Ibity	HOLCIM	8 881 308,00	8 881 308,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>17 488 807,00</b>	<b>17 488 807,00</b>	<b>0,00</b>

4) L'état des dons des entreprises extractives est détaillé ci-dessous :

(en MGA)

Société	Montant des contributions volontaires
KRAOMA	2 560 000,00
QMM	348 495 401,54
DMSA	317 390 300,00
AMSA	1 294 400,00
MADAGASCAR OIL	29 149 151,67
MAINLAND	11 608 000,00
HOLCIM	61 616 896,00
<b>Total des dons</b>	<b>772 114 149,21</b>

Les entreprises extractives ont remis leurs dons sur une base du volontariat. Ces dons n'ont pas fait l'objet d'une réconciliation mais d'une constatation physique et/ou d'une vérification des pièces justifiant leur octroi.

## Liste des abréviations

Sigle	Signification
<b>Entités publiques:</b>	
ANDEA	Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
BCMM	Bureau du Cadastre Minier de Madagascar
CNaPS	Caisse Nationale pour la Prévoyance Sociale
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DIR	Direction Interrégionale des Mines
DRI	Direction Régionale des Impôts
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
EITI	Extractive Industries Transparency Initiative
ITIE	Initiative de la Transparence des Industries Extractives
OMERT	Office Malagasy d'Etudes et de Régulation des Télécommunications
OMNIS	Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques
ONE	Office National pour l'Environnement
OSIE	Organisation Sanitaire Inter-Entreprise
SONAPAR	Société Nationale de Participation
SPAT	Société du port à gestion autonome de Toamasina
SRE	Service Régional des Entreprises
SMMC	Société de Manutention de Marchandises Conventionnelles
<b>Entreprises minières :</b>	
AMSA	Ambatovy Minerals Société Anonyme
COMINA	Compagnie Minière d'Andriamena
DMSA	Dynatec Madagascar Société Anonyme
KRAOMA	Kraomita Malagasy
MADOIL	Madagascar Oil
MCM	Madagascar Consolidated Mining
QMM	Qit Madagascar Minerals
WISCO	WUHAN Iron and Steel Co Guanxin
PAM	Pan African Mining
<b>Impôts et taxes:</b>	
AERP	Autorisation Exclusive de Réserve de Périmètre
DA	Droit d'accise
DD	Droit de douanes
FAM	Frais d'administration minière
HTVA	Hors TVA
IBS	Impôts sur les bénéfices des sociétés
IFPB	Impôts foncier sur la propriété bâtie
IFT	Impôts fonciers sur les terrains
IR	Impôts sur les revenus
IRCM	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers
IRSA	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés
IPVI	Impôts sur les plus values immobilières
REU	Redevance sur les eaux usées
TAFB	Taxe annexe à l'IFPB
TFT	Taxe forfaitaire sur le transfert
TP	Taxe professionnelle
TPF	Taxe de publicité foncière

<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>TVST</b>	Taxe sur mes véhicules de tourisme des entreprises
<b>ENR</b>	Entreprises non résidentes
<b>Textes et lois:</b>	
<b>LGIM</b>	Loi sur les Grands Investissements Miniers
<b>Autres:</b>	
<b>AC</b>	Avis de crédit
<b>AMIT</b>	Association Médicale Inter-Entreprises de Tananarive
<b>CAD</b>	Commissionnaire agréé en douane
<b>Corp.</b>	Corporation
<b>CPP</b>	Contrat de Partage de production
<b>CTD</b>	Collectivités territoriales décentralisées
<b>DAU</b>	Déclaration administratif unique
<b>ISRS</b>	International Standards on Related Services
<b>Km</b>	Kilomètre
<b>Ltd</b>	Limited
<b>MECIE</b>	Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement
<b>MGA</b>	Malagasy Guaranteed Ariary
<b>NIF</b>	Numéro d'identité fiscale
<b>OMSI</b>	Organisation Médico-Sociale Inter-professionnelle
<b>OV</b>	Ordre de Virement
<b>PV</b>	Procès Verbal
<b>S.A</b>	Société Anonyme
<b>SARLU</b>	Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle
<b>SMIMO</b>	Service Médical Inter-Entreprises Moramanga
<b>SE</b>	Secrétaire Exécutif
<b>USD</b>	Dollar des Etats-Unis d'Amérique

# 1. Contexte de la mission

## 1.1. L'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)

L'EITI a été officiellement créé à Londres en 2003 après une annonce lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002. Elle est une initiative issue d'une coalition de gouvernements, d'entreprises, d'organisations de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. Cette initiative établit une norme permettant aux entreprises des industries extractives de publier combien elles paient, et aux gouvernements de divulguer leurs revenus. Elle vise à renforcer la gouvernance en améliorant la transparence et la responsabilité dans le secteur extractif. L'EITI est financé par un fonds multi-bailleurs mis en place en 2004, auquel participent de nombreux gouvernements (britannique, allemand, néerlandais, norvégien, français), et géré par la Banque Mondiale.

Au sein de l'EITI, il existe un Conseil d'Administration représentatif de la diversité de cette coalition. Il est assisté par un Secrétariat International chargé de concrétiser les décisions politiques du Conseil d'Administration et de coordonner les efforts internationaux visant à mettre en œuvre l'EITI.

La participation d'un pays dans le processus EITI repose sur plusieurs étapes, notamment devenir un pays candidat et ensuite être conforme aux normes EITI. Ces étapes sont toutes deux soumises à des conditions d'adhésion et à des principes devant être respectés par chaque pays voulant y adhérer.

L'intégration au sein de l'EITI apporte plusieurs avantages à tous les pays membres dont le développement de la capacité de gouvernance, l'amélioration de la crédibilité internationale et du climat d'investissement, la preuve de la volonté de lutter contre la corruption et l'engagement à la bonne gouvernance.

## 1.2. L'EITI à Madagascar

Madagascar a souhaité participer au Processus EITI et a déjà parfait certaines conditions et principes d'adhésion établis par le Processus. A cet effet, Madagascar a été accepté en tant que pays candidat à l'EITI en 2008. Une première communication et diffusion de l'information sur les paiements a été réalisé. Un Groupe Multipartite National a été établi. Cette plateforme se compose des membres de toutes les régions extractives (Comités Régionaux), ainsi que de la Région Centrale. Le groupe et le conseil sont tripartites, avec des représentants de la société civile, de l'Administration et des sociétés extractives. Le Comité National représente le Conseil d'Administration du Groupe Multipartite National.

Le premier rapport officiel de l'EITI, préparé par Ernst & Young, a été édité en 2011. Il couvre la période allant de janvier 2007 à juin 2010. Les trois compagnies minières participantes étaient : Ambatovy, Kraoma et Rio Tinto-QMM. La participation de ces compagnies s'est faite d'une manière volontaire.

Toutefois, en raison de la crise politique qui prévaut dans le pays depuis 2009, le Conseil d'Administration de l'EITI a suspendu Madagascar de son statut de pays candidat en octobre 2011, faute de reconnaissance internationale du Gouvernement de la Transition. La suspension tiendra jusqu'à ce que la situation internationale soit résolue. Toutefois, le Conseil donne sa confiance au Groupe Multipartite pour continuer la mise en œuvre de l'EITI et pour produire un deuxième rapport de réconciliation.

A cet effet, le Comité National de l'EITI Madagascar commandite un rapport de réconciliation des flux financiers entre l'Etat et les principaux contribuables de l'industrie extractive pour l'année fiscale 2010. Ce nouveau rapport devrait faciliter la mise en conformité de Madagascar, dès la levée de suspension à l'EITI.

## **1.3. Le secteur extractif à Madagascar**

### **1.3.1. Le secteur pétrolier amont**

#### **1.3.1.1. Cadre légal, contractuel et institutionnel**

Le secteur du pétrole est régi par différents textes, au premier rang desquels se trouve la loi n°96-018 du 04 septembre 1996 portant Code Pétrolier. La Charte de l'Environnement, les différentes Lois de Finance, le décret MECIE (Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement), ainsi que les décrets sur les titres miniers d'hydrocarbures lui sont également applicables.

Sur la base du principe selon lequel les gisements d'hydrocarbures ne sont pas susceptibles d'appropriation privée, les entreprises souhaitant opérer dans le secteur pétrolier amont doivent établir un contrat avec l'OMNIS. Il peut s'agir d'un contrat de partage de production (CPP) ou d'un contrat de joint-venture. Le titre minier correspondant est délivré sur décret du Président de la République.

L'OMNIS assiste ainsi son cocontractant dans ses relations avec les autorités et les administrations locales, et fournit les données et informations disponibles concernant le périmètre contractuel.

#### **1.3.1.2. Etat du secteur**

A ce jour, Madagascar n'est pas encore un pays producteur de pétrole. Toutefois, plusieurs compagnies étrangères sont contractantes dans des contrats de partage de production et de joint-venture avec l'OMNIS, qui est la société gestionnaire nationale des ressources pétrolières. La majorité de ces compagnies sont encore en phase d'exploration et de recherche. Madagascar dispose de 20 blocs pétroliers onshore et de 246 blocs pétroliers offshore totalisant près de 1,5 millions de kilomètres carrés.

### **1.3.2. Le secteur minier**

#### **1.3.2.1. Législation sectorielle**

Le secteur des mines est régi par la loi n°99-022 du 19 août 1999 portant Code minier modifiée par la loi n°2005-021 du 17 octobre 2005 et par le décret n°2006-910 du 19 décembre 2006 fixant leurs modalités d'application et par l'arrêté interministériel n°21985-2007 du 20 décembre 2007 fixant les modalités de recouvrement des redevances et ristournes minières. Ces lois constituent le droit commun du secteur minier à Madagascar. La Charte de l'Environnement, les différentes Lois de finances et le décret MECIE (Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement) lui sont également applicables.

Madagascar a également adopté une autre législation spécifique pour les grands investissements miniers. Il s'agit de la loi n°2001-031 du 8 octobre 2002 modifiée par la loi n°2005-021 du 02 août 2005 et du décret n°2003-784 du 08 janvier 2003 fixant leurs conditions d'application. Cette loi s'applique à toute société ayant satisfait les conditions d'éligibilité d'application qui y sont stipulées notamment le montant de l'investissement à hauteur de 50 000 000 000 Ariary.

Enfin, il convient de noter qu'une Convention d'Etablissement spécifique, signée entre l'Etat Malagasy et Rio Tinto et promulguée au Journal Officiel, régit le projet d'exploitation d'ilménite de cette société à Tolagnaro (Fort-Dauphin).

### 1.3.2.2. Etat du secteur

Madagascar dispose dans son sous-sol d'un très grand nombre de substances minérales, réparties sur l'ensemble du territoire et exploitées à des degrés divers :

- ▶ **Les substances minérales non métalliques** : il s'agit de substances minérales non métalliques utilisées à des fins de constructions et de travaux publics tel que le sable, l'argile, le marbre,...
- ▶ **Les substances minérales à usage industriel** : il s'agit de substances minérales à usage industriel comme le fer, le cobalt, le nickel, le chrome, le manganèse, le vanadium, le titane, le zirconium, l'ilménite ...
- ▶ **Les métaux de base** : il s'agit du cuivre, du plomb, de la houille, du lignite, de l'aluminium, de l'étain,...
- ▶ **Les métaux précieux** : ils sont principalement constitués par l'or, l'argent ou le platine.
- ▶ **Les pierres précieuses et semi-précieuses** : il s'agit du béryl, du saphir, de l'émeraude, du rubis, du quartz rose, de la topaze, de la tourmaline, de l'améthyste, de l'aigue-marine,...
- ▶ **Les substances minérales stratégiques** : il s'agit de minéraux radioactifs comme le mercure, lithium, magnésium, radium et des terres rares.
- ▶ **Les eaux minérales** : Il s'agit de substances minérales issues d'eau potable.

Les principales substances ayant attiré les investissements directs étrangers les plus élevés sont le nickel-cobalt (Projet Ambatovy, actuellement proche de la phase d'exploitation) et l'ilménite (Rio Tinto QMM, en phase d'exploitation depuis 2009). Les perspectives pour les années futures concernent l'exploitation du charbon, du fer et d'autres gisements d'ilménite.



## 2. Présentation de la mission

### 2.1. Objectifs

Conformément aux termes de référence, l'objectif de la mission est de réaliser un audit de réconciliation des flux financiers entre l'Etat et les industries extractives à Madagascar. Il s'agit simultanément de :

- ▶ procéder à une étude sur la matérialité des contributions fiscale et parafiscales des sociétés minières et pétrolières en amont au regard de l'ensemble du secteur ;
- ▶ vérifier les paiements des compagnies minières et pétrolières en termes de fiscalité et de parafiscalité ;
- ▶ de vérifier auprès de l'Etat et de ses organismes rattachés les recettes perçues de ces compagnies ;
- ▶ d'expliquer les écarts éventuellement décelés.

Ainsi, l'audit couvre :

- ▶ la réalisation d'une étude pour affiner le seuil de matérialité en accord avec le Comité National ;
- ▶ l'inventaire de la liste des flux financiers pris en compte ;
- ▶ l'élaboration d'un canevas de reporting ;
- ▶ la collecte les informations provenant des entreprises identifiées ainsi que les administrations admises dans le processus et la consolidation de ces informations ;
- ▶ le rapprochement entre les chiffres avancés par les industries extractives et ceux provenant de l'Etat ;
- ▶ l'analyse des lacunes d'informations ;
- ▶ la mise en exergue des informations financières concernant les Régions et Communes ;
- ▶ l'organisation d'un atelier de consultation entre les différentes parties prenantes du processus ;
- ▶ la publication du rapport et la dissémination des informations ;
- ▶ l'élaboration des extraits de rapport aux fins de publication locale, régionale et nationale.

### 2.2. Nature et étendue de nos travaux

Les déclarations des données ont été préparées sous la responsabilité respective de l'Etat et de chacune des compagnies extractives du secteur minier et du secteur pétrolier.

Il nous appartient de :

- ▶ **collecter et de compiler les données** reçues des sociétés minières et pétrolières amont et des administrations à partir des canevas et/ou des états qui lui ont été remis ;
- ▶ **vérifier la cohérence des flux financiers** complétés par ces entités avec le référentiel de formulaire adopté, « le canevas » de reporting ;
- ▶ **contrôler la fiabilité des données** contenues dans ces canevas et/ou états à partir de l'analyse des procédures de leur enregistrement et des pièces justificatives correspondantes (déclarations, quittances de paiement, etc.)
- ▶ **faire un rapprochement des données compilées ;**
- ▶ **faire une analyse des lacunes d'informations, donner une explication aux écarts** et s'il y a lieu d'établir les recommandations nécessaires sur la base des faiblesses constatées et en références aux bonnes pratiques dans d'autres pays pour y remédier.

Ainsi que précisé dans le contrat, notre intervention était limitée à la réconciliation des données, à l'estimation et à l'analyse des écarts. Nous n'étions pas amenés à formuler une opinion sur la qualité de l'information et des estimations,

d'une part, et, d'autre part, à investiguer en cas de suspicion de fraude (examen des pièces justificatives, audit des formules et du système d'information, vérification du mode de calcul des impôts ...). Le travail consiste en effet en une comparaison des données fournies suivant le canevas de reporting en veillant au maximum sur les critères de comparabilité des informations reçues des différentes parties, en une analyse de l'explication fournie et enfin en une émission d'hypothèses probables de source d'écart.

Nous avons conduit nos travaux sur la base des normes internationales des services connexes (International Standard on Related Services) ISRS 4400 « Mission de procédure convenue relative à des informations financières » dont l'objectif est, pour l'auditeur, de mettre en œuvre des procédures de nature d'audit, définies d'un commun accord entre l'auditeur, l'entité et toute autre partie intéressée, et de communiquer les constatations de fait.

Conformément à la norme ISRS 4400, notre intervention ne constitue ni un audit, ni un examen limité des revenus du secteur minier. L'audit et la certification des données transmises n'entrent pas dans le périmètre de nos travaux. De même, notre intervention n'a pas pour objet de déceler des erreurs, des fraudes ou d'autres irrégularités.

Dès lors que l'auditeur ne fournit qu'un rapport sur des constatations de fait sur base des procédures convenues, aucun degré d'assurance n'est exprimé. Il appartient aux destinataires du rapport d'évaluer par eux-mêmes les procédures et les constatations de fait de l'auditeur, et de tirer leurs propres conclusions des travaux de l'auditeur.

Néanmoins, nous avons obtenu l'attestation des Commissaires aux comptes des sociétés que les comptes de l'exercice 2010 ont été audités conformément aux normes internationales d'Audit (ISA) dont Projet Ambatovy (AMSA, DMSA), QMM, Madagascar Oil, KRAOMA, Mainland Mining, Groupe PAM (PAM Sakoa, PAM Atomique, PAM Madagascar), Holcim, Madagascar Wisco. Les certificats y afférents provenant des auditeurs nous ont été fournis.

Par ailleurs, un avis sur la méthodologie de vérification des déclarations de l'Etat est en cours d'obtention auprès de la Cour des Comptes.

Toutefois, il convient de noter que nos travaux de collecte de données ne se sont pas limités à la réception du canevas et ses annexes. Des travaux ont été réalisés pour fiabiliser les données collectées à savoir :

- ▶ une prise de connaissance du circuit des flux financiers : pour chaque flux financiers (impôt, taxes, redevances,...) énumérés dans le canevas, nous avons reconstitué l'acheminement des fonds versés par la compagnie, passant par les entités réceptrices (banque primaire, trésor public...) jusqu'au bénéficiaire final pour fin de suivi de la traçabilité des recettes encaissées par l'Etat. Un diagramme présentant les flux financiers les plus significatifs est fourni en annexe;
- ▶ une vérification des pièces justificatives : concernant les données chiffrées du canevas et de ses annexes, nous avons testé leur fiabilité (exactitude des montants, bonne période d'imputation, non existence de doublon ni d'omission,...) par l'examen des pièces justificatives (déclaration, récépissé de paiement ou quittance, avis de débit bancaire, ...), pour les flux de paiement significatifs de chaque compagnie réconciliée suivant le seuil de vérification prédéfini au point 2.3.4;
- ▶ une analyse des procédures d'enregistrement des flux financiers dans le canevas et ses annexes : nous avons revu la correcte classification des flux financiers par nature tout en veillant à l'objectif de comparabilité et de consolidation des données de toutes les entités concernées (compagnie, état et ses démembrements). Une

vérification arithmétique du montant total porté dans le canevas par rapport aux détails des annexes a été effectuée ainsi qu'un contrôle de la cohérence des informations enregistrées dans les annexes avec les pièces justificatives;

- une confirmation de paiements auprès des entités réceptrice des fonds: Les paiements en faveur des entités publiques telles que la Direction des Grandes Entreprises, la Douane, la Direction des Mines, les Régions et certaines communes ... sont versés directement au compte du Trésor public qui est leur régisseur. Chaque entité détient la preuve de paiement des compagnies extractives (ordre de virement, copie des chèques...) mais seul le Trésor peut attester l'effectivité du paiement. Nous avons collecté les références du Bordereau de Transfert des Recettes(BTR) et avis de crédit auprès de chaque entité et les ont remis ensuite au Trésor public pour confirmation de paiement. Les fonds des entités telles que le BCMM, l'OMNIS, ANDEA, ONE, OMERT sont détenus auprès des banques primaires qui peuvent confirmer les paiements reçus en faveur de ces entités.

Les données collectées auprès des compagnies extractives et état ont été rapprochées et ont fait ressortir des écarts. Les écarts ont fait l'objet de demande d'explication auprès de chaque partie prenante. Des corrections ont été portées pour les écarts justifiés par des pièces justificatives et acceptées par les deux parties. Les écarts restant concernent les informations dont aucune explication ne nous est parvenue ou ne sont pas retracées par l'autre partie prenante.

En particulier, il est demandé d'une part, à l'auditeur de prendre en compte, en plus des flux financiers, l'ensemble des dons provenant des industries extractives en faveur de l'Etat et de ses entités et d'autre part, de mettre en exergue les informations financières concernant les Régions et les Communes.

Nous devons présenter, sous une forme consolidée puis désagrégée par compagnie, pour chaque des revenus EITI considérés, les flux de revenus déclarés versés par les compagnies extractives du secteur minier, ainsi que les flux de revenus déclarés perçus par l'Etat.

Le détail de la démarche méthodologique adoptée pour l'exécution de la mission est présenté dans la section 3 « Approche » du Réconciliateur.

## **2.3. Périmètre de couverture de la réconciliation**

### **2.3.1. Les secteurs extractifs concernés**

Conformément aux Termes de Référence, la réconciliation couvrira les paiements des industries extractives dans les secteurs minier et pétrolier.

### **2.3.2. L'exercice couvert par la réconciliation**

L'exercice de réconciliation est l'exercice 2010. Il s'agit donc des paiements effectués par les industries extractives auprès de l'Etat au titre de l'année 2010, indépendamment de la période de versement.

### **2.3.3. Les flux soumis aux travaux de réconciliation**

Les flux considérés par le Comité National rentrant dans le champ de réconciliation sont répartis en six catégories, présentées ci-dessous :

#### **2.3.3.1. Les impôts d'Etat**

Cette rubrique concerne les impôts, droits et taxes dont les définitions des principaux concernés sont ci-après :

### 2.3.3.2. Les impôts locaux

Intitulé	Définition
<b>Redevances minières</b>	La perception effectuée au profit de l'État et des institutions sectorielles nationales, qui est due sur la valeur des produits des mines à leur première vente.
<b>Impôt Foncier sur les propriétés bâties</b>	Il représente l'impôt annuel établi sur les constructions, les terrains employés à usage industriel ou commercial et les outillages des établissements industriels fixés à perpétuelle demeure.
<b>Taxe professionnelle</b>	Il s'agit d'une taxe annuelle qui s'applique à l'endroit de toutes activités taxables et exercées à Madagascar.
<b>Ristournes minières</b>	La perception au profit de la Province Autonome, de la Région et des Communes, qui est due sur la valeur des produits des mines à leur première vente.
<b>Impôt foncier sur les terrains</b>	Il s'agit d'un impôt annuel qui s'applique sur les terrains autres que ceux déjà soumis à l'IFPB et quelles que soient leur situation juridique ou de leur affectation.

### 2.3.3.3. Les revenus sectoriels

Intitulé	Définition
<b>Frais d'administration et de formation</b>	Recettes perçues par l'OMNIS à l'endroit des sociétés pétrolières titulaires de Contrat de Partage de Production à titre de frais administratifs, de formation de son personnel et de transfert de connaissance en matière de gestion et de technique requises pour le bon déroulement des opérations pétrolières.
<b>Frais d'administration minière</b>	Les frais dus par le titulaire, en recouvrement des coûts de prestations et de la gestion des droits attachés au permis minier qui sont garantis par l'Administration, ils sont fixés par carré.
<b>Redevances domaniales</b>	Il s'agit de sommes versées à échéances périodiques à l'Etat en contrepartie de l'occupation des domaines propriétés de l'Etat.
<b>Redevances de télécommunication</b>	Elles concernent les sommes payées à raison de l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques.

<b>Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental</b>	Il s'agit des montants payés par tout promoteur de projet à titre de frais d'évaluation des dossiers soumis à une étude d'impact environnemental.
---	---

### 2.3.3.4. Les autres paiements

<b>Intitulé</b>	<b>Définition</b>
<b>Pénalités</b>	Il s'agit sommes payées en raison de retard ou de non paiement des versements obligatoires.
<b>Droit de visa</b>	Il constitue les coûts des séjours des étrangers à payer pour être en situation régulière à Madagascar.
<b>Carte d'identité d'étranger</b>	Il concerne les frais à payer en contrepartie de la délivrance d'un visa long séjour.

### 2.3.3.5. Les impôts retenus à la source

<b>Intitulé</b>	<b>Définition</b>
<b>Impôt sur les revenus salariaux et assimilés</b>	Il représente l'impôt retenu à la source sur les revenus des personnes physiques afférents aux salaires des employés nationaux et expatriés.
<b>Cotisations à la CNaPS</b>	Il s'agit des montants payés à l'occasion de la protection sociale des travailleurs dans le secteur privé.

### 2.3.3.6. Les contributions volontaires en nature et en numéraire

<b>Intitulé</b>	<b>Définition</b>
<b>Dons</b>	Il s'agit des contributions en nature et en numéraires effectués par les industries extractives de manière volontaire, à titre gratuit et sans contrepartie dans un but d'intérêt général et de contribution au développement d'une structure nationale ou localité ou organisation donnée.

### 2.3.4. Les seuils de vérification des flux financiers

Nous avons procédé à la vérification de la fiabilité des données et informations contenues dans le canevas de reporting sur la base des seuils d'audit suivants :

- ▶ un seuil de significativité établi à 1% de la valeur totale des montants annuels payés pour chaque compagnie minière ou pétrolière amont;
- ▶ un seuil d'erreur tolérable de 50% du seuil de significativité ;
- ▶ un seuil d'erreur nominale de 5% du seuil de significativité.

Un seuil de significativité est une limite au-delà de laquelle les erreurs potentielles, inexactitude ou omission sont considérées comme problématiques. C'est le montant à partir duquel le jugement d'un lecteur averti pourrait être modifié sur les déclarations des recettes.

Le seuil d'erreur tolérable est l'erreur maximale dans la population sélectionnée que l'auditeur peut tolérer tout en concluant que les résultats du sondage ont atteint l'objectif de l'audit.

Ainsi, les montants d'impôts, de taxes, de droits et de redevances excédant 50% du seuil de significativité ont fait l'objet d'une vérification sur pièces par sondage des données et des justificatifs (déclarations et récépissés de paiement ou de versement) à hauteur de 50% minimum des pièces justificatives.

### 2.3.5. Le seuil de matérialité de l'étude

#### 2.3.5.1. Seuil de matérialité et liste des sociétés initialement prévus

Les Termes de Référence prévoyaient que le total des flux de paiements compris dans le champ de réconciliation devrait atteindre un seuil de couverture de 95% des recettes perçues par l'Administration auprès du secteur minier et pétrolier amont. Une pré-étude de matérialité réalisée par l'EITI concluait que les compagnies ayant effectué des paiements avoisinant ce seuil de matérialité de 600 000 USD permettait d'atteindre ce taux.

Une pré-étude de matérialité commandée par le Comité National et menée par le Secrétariat Exécutif a émis l'hypothèse que neuf compagnies, dont sept dans le secteur minier et deux dans le secteur pétrolier, couvraient ce taux et atteignaient le seuil susmentionné. Il s'agissait des compagnies suivantes :

- ▶ **Les sociétés minières :** Projet Ambatovy ; Qit Madagascar Minerals S.A. ; Kraomita Malagasy ; Groupe Pan African Mining ; Madagascar Wisco Guangxin Kam Wah Resources S.A. ; Mainland Mining ; Gold Sand
- ▶ **Les sociétés pétrolières :** Madagascar Oil ; Exxon Mobil

Au cours de la réconciliation et à l'issue de la vérification du seuil de matérialité prédéfini par le Comité National, la compagnie pétrolière Exxon Mobil n'atteignant pas ledit seuil a été retirée du périmètre de réconciliation par le Comité National.

### 2.3.5.2. Seuil de matérialité et liste des sociétés effectivement couverts



Pour apporter davantage de crédibilité au rapport EITI 2012, le Comité National a commandité une étude de matérialité auprès du cabinet Ernst & Young. Cette étude de matérialité avait pour objectif d'affiner le seuil de matérialité prédéfini par le Comité National afin d'affirmer la liste des compagnies du secteur minier et pétrolier amont concernées effectivement par la réconciliation.

Pour ce faire, la vérification a été effectuée sur la base de données du Ministère des Mines et des Hydrocarbures, de l'OMNIS, du Bureau du Cadastre Minier, de la Direction Générale des Impôts, et de la Direction Générale des Douanes. Ces entités étatiques et privées détiennent en théorie les informations provenant de l'ensemble des industries extractives.

La méthode suivante a été appliquée pour déterminer les entités significatives du secteur :

Pour le secteur minier, il a été retenu comme représentatif du secteur minier les entités ayant versé plus de 10 millions d'Ariary de frais d'administration minière au titre de la période 2010, soit 122 entités sur un total de 755 personnes physiques et morales dont le total des FAM versées sur 2010 excède 95% du montant de FAM reçus par le BCMM soit MGA 15 795 905 780,00. Il convient de noter que les 633 entités (574 personnes physiques et 59 personnes morales) non incluses dans le périmètre de l'étude de matérialité représentent seulement 5% des recettes globales des FAM reçues soit MGA 735 181 420,00 (dont 1,28% soit MGA 212 014 130,00 pour les seules 59 personnes morales). Parmi les 574 personnes physiques, 556 ne possèdent qu'un permis réservé aux petits exploitants, 6 disposent d'un permis de recherche et 3 d'un permis d'exploitation.

Pour le secteur pétrolier amont, les contractants titulaires d'un contrat de partage de production avec l'OMNIS au titre de l'année 2010 constituent l'ensemble des entités retenues, soit 14 sociétés.

De cette étude de matérialité, il a été ressorti que le montant total par nature des recettes globales des 136 sociétés et personnes physiques sélectionnées du secteur minier pétrolier amont au cours de l'exercice 2010, s'élève approximativement de 291 milliards Ariary.

Si l'on maintient l'hypothèse du seuil de matérialité initial de 600 000 USD adopté dans la pré-étude de matérialité menée par l'EITI Madagascar, le taux de couverture s'établirait à 93%. Le nombre de sociétés concernées serait au nombre de 7, à savoir : **Wisco Madagascar, Projet Ambatovy (Ambatovy Minerals S.A et Dynatec Minerals S.A), Holcim Industrie SA, Qit Madagascar Minerals, Groupe Pan African Mining (PAM Madagascar, PAM Sakoa, PAM Atomique) et Madagascar Oil.**

Ainsi, la société HOLLCIM atteindrait le seuil de matérialité et devrait être comprise dans le périmètre de réconciliation tandis que Mainland Mining et Goldsand devraient en être exclues.

La représentativité des recettes perçues par l'Etat en provenance des compagnies retenues par le Comité National s'établit finalement de 88% par rapport aux recettes totales de l'année 2010. Les compagnies concernées sont : **Projet Ambatovy (Ambatovy Minerals S.A et Dynatec Minerals S.A), Qit Madagascar Minerals, Wisco Madagascar, Groupe Pan African Mining (PAM Madagascar, PAM Sakoa, PAM Atomique), Mainland Mining Limited et GoldSand et Madagascar Oil.**

Toutes les compagnies incluses dans le périmètre de matérialité de 600 000 USD ont rempli leur canevas de déclaration EITI. Par mesure de précaution, le comité national a inclus également les compagnies susceptibles d'être proches de la matérialité. Il s'agit de Mainland Mining et Goldsand. Le seuil de matérialité réel est alors de USD 550 000 pour intégrer toutes les compagnies ayant fait l'objet de réconciliation avec un taux de couverture de 94%.

Toutes les compagnies incluses dans le périmètre de réconciliation ont participé à ce rapport de réconciliation des flux financiers entre l'Etat et les industries extractives.

La participation des compagnies ont été obtenue grâce à :

- ▶ L'adhésion volontaire des compagnies Ambatovy, Kraoma, QMM ;
- ▶ La sollicitation du Premier Ministre envers les autres compagnies incluses dans le périmètre initial à participer à l'EITI. La société Madagascar Oil dans le secteur Hydrocarbure a répondu favorablement à cette sollicitation (Annexe 13);
- ▶ La pression médiatique émanant du secrétariat exécutif de l'EITI et le plaidoyer de la société civile ont permis l'adhésion de PAM Madagascar, Mainland et Goldsand (Annexe 14 et 15);
- ▶ La promulgation anticipée d'un arrêté Ministériel des Mines sollicitant aux compagnies minières susceptibles d'incorporer le périmètre du rapport, de remplir le canevas EITI et de mettre à la disposition du réconciliateur toutes les pièces justificatives (Annexe 16) ;
- ▶ La participation de Wisco a été obtenue suite à cet arrêté et la notification du Ministre des Mines. Cet arrêté a aussi permis de sécuriser la participation des compagnies minières et pétrolières en amont inclus dans le périmètre initialement défini dans le pré-étude (Annexe 16) ;
- ▶ La sensibilisation officielle du Ministère des Mines a permis l'adhésion de Holcim après la vérification du seuil de matérialité (Annexe 17).

Au cours de la réunion du comité national en date du 04 septembre 2012 pour l'approbation du rapport final EITI. Il a été soulevé la nécessité d'intégrer HOLCIM dans le périmètre de réconciliation. Par ailleurs, les paiements de Gold Sand et de Mainland inférieurs au seuil de matérialité ont été également discutés. Aux termes de cette réunion, il a été décidé que :

- ▶ Gold Sand a réalisé un paiement de 547 695,00 USD donc proche du seuil de matérialité. Sa participation est requise.
- ▶ Les paiements de Mainland recensés jusqu'ici sont de 358 876,57 USD, inférieur à 600 000 USD. Toutefois, Mainland a payé en sus 200 000 USD à l'Etat pour accéder à ses permis de recherche.

- La non participation de HOLCIM a été due à un problème de classification de la compagnie: Industrie extractives en Industrie de transformation. En effet, le comité national et le secrétariat n'ont pas classifié au préalable cette compagnie comme une compagnie minière. Toutefois après la connaissance des premiers résultats de l'étude de matérialité, le Secrétariat EITI a sensibilisé la compagnie à sa participation au rapport depuis le 22 Août 2012 afin de ne pas voir perdre les indicateurs 9 et 11 des règles EITI.

Le Ministre des Mines, Champion de l'EITI a sollicité la Direction Générale de la compagnie Holcim depuis le 03 septembre 2012. Puis, une lettre officielle a été envoyée par le Secrétariat Général du Ministère pour saisir la compagnie. Enfin, Holcim a donné son accord le 07 septembre 2012.

Le tableau récapitulatif des recettes par secteur d'activité et par type de permis des entreprises extractives retenues pour l'étude de matérialité se présente comme suit :

► **Recettes des sociétés concernées par la réconciliation**

Secteur	Sociétés	Types de permis	Recettes globales (en MGA)	Recettes globales (en USD)
Minier	Projet Ambatovy (DYNATEC MADAGASCAR S.A & AMBATOVY MINERALS S.A.)	Exploitation, Recherche	28 565 071 020,84	13 664 490,60
Minier	QIT MADAGASCAR MINERALS S.A.	Exploitation	5 691 129 280,16	2 722 429,17
Minier	KRAOMA S.A.	Exploitation	4 300 415 007,20	2 057 162,06
Minier	GOLD SAND S.A.R.L.	Exploitation	1 144 934 500,00	547 695,00
Minier	Groupe PAM(PAM Atomique S.A.R.L. & PAM SAKOA COAL S.A. & PAM Madagascar S.A)	Recherche	3 069 435 295,44	1 468 306,16
Minier	MAINLAND MINING LTD S.A.R.L.U	Exploitation	750 217 115,40	358 876,57
Minier	MADAGASCAR WISCO GUANGXIN KAM WAH RESSOURCES S.A.U.	Recherche	209 072 160 000,00	100 012 513,99
Minier	HOLCIM	Exploitation	17 861 820 525,46	8 544 445,01
Pétrolier	Madagascar Oil	Recherche	2 814 588 570,32	1 346 396,76
<b>Total recettes couvertes</b>			<b>273 269 771 314,82</b>	<b>130 722 315,33</b>

► **Recettes globales des sociétés non incluses dans le périmètre de réconciliation**

- Recettes de personnes morales

Secteur	Types de permis	CLASSIFICATION	Recettes globales (en MGA)	Recettes globales (en USD)
Minier	Recherche	PERSONNE MORALE	6 563 821 551,96	3 139 893,40
Minier	Exploitation	PERSONNE MORALE	3 830 746 650,03	1 832 489,81
Pétrolier	Recherche	PERSONNE MORALE	4 868 177 883,69	2 328 759,16
<b>TOTAL</b>			<b>15 262 746 085,68</b>	<b>7 301 142,37</b>

➤ Recettes des personnes physiques

Secteur	Types de permis	CLASSIFICATION	Recettes globales (en MGA)	Recettes globales (en USD)
Minier	Recherche	PERSONNE PHYSIQUE	1 323 179 250,00	632 960,81
Minier	Exploitation	PERSONNE PHYSIQUE	65 843 350,00	31 497,06
Minier	Permis réservé aux petits exploitants	PERSONNE PHYSIQUE	1 023 810 027,00	489 753,46
<b>TOTAL</b>			<b>2 412 832 627,00</b>	<b>1 154 211,33</b>

La liste exhaustive des entités dans le secteur minier et pétrolier est présentée en **Annexe 5**.

### 2.3.5.3. Adhérents volontaires au processus

Lors de la séance d'information des sociétés incluses dans le champ de réconciliation, la société Toliara Sands s'est portée volontaire pour participer au processus, même si elle n'atteint pas le seuil de matérialité sus-indiqué. Les sociétés Mada-Aust et Madagascar Consolidated Mining ont également adhéré au volontairement au processus par la suite. Le Secrétaire Exécutif de l'EITI a accepté leur participation. Toutefois, ces sociétés ont eu seulement à fournir un canevas rempli et signé, et n'ont fait l'objet ni d'une collecte auprès l'Administration ni d'une réconciliation.

### 2.3.5.4. Présentation des sociétés couvertes par la réconciliation

#### 2.3.5.4.1. Projet Ambatovy

Le projet Ambatovy a été mis en place par un consortium d'investisseurs privés (Sherritt 40 %, Kores 27,5 %, Sumitomo 27,5 %, SNC-Lavalin 5 %) qui détient son capital à 100 %. Le projet Ambatovy a pour objet la production de nickel (60 000 tonnes par an) et de cobalt (5.600 tonnes par an) à partir des mines situées dans la région Alaotra Mangoro et des usines de traitement situées à Toamasina (région Atsinanana). La durée de vie de l'exploitation est estimée à 27 ans.

Ce projet, actuellement en phase de construction dont le coût est estimé à plus de USD 4,5 milliards, fait partie des plus grands projets miniers en cours en Afrique Subsaharienne. Le projet Ambatovy se subdivise juridiquement en deux sociétés ; Ambatovy Minerals S.A. qui se charge de l'extraction minière, et Dynatec Minerals S.A. qui se charge du traitement du minerai. Les deux sociétés ont été les premières agréées au titre de la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM), par décret n° 2007-093 du 12 février 2007. En tant que projet unique, les déclarations de ces deux sociétés sont considérées comme constituant un seul ensemble dans le cadre de cette mission.

#### **2.3.5.4.2. Holcim**

Holcim SA opère une cimenterie opérationnelle à Madagascar depuis 1950.

Elle est rattachée à la zone Outre Mer qui regroupe Holcim Réunion et Bourbon, Holcim Mauritius, Holcim Calédonie et Holcim Madagascar. C'est une filiale du groupe Holderbank dont le siège social est basé en Suisse.

Ses principales activités concernent la production et la commercialisation de ciment sur tout le territoire malgache.

Le site d'exploitation de la cimenterie Holcim se trouve dans la Commune rurale d'Ibity - région Vakinankatra où l'entreprise extrait les matières premières.

Un terminal d'ensachage Holcim est situé au port de Toamasina – Région Atsinanana. Des agences commerciales et dépôts garantissent l'accessibilité des ciments par les consommateurs dans tout Madagascar.

Holcim Madagascar offre à sa clientèle une large gamme de ciments Lova. Orimbato. Manda. Le Développement durable fait partie intégrante de la stratégie de l'entreprise. Le principal défi de Holcim consiste à trouver le juste équilibre entre :

- La création de valeur
- La performance environnementale
- La responsabilité sociale

« *Holcim. Construire pour durer.* »

#### **2.3.5.4.3. QMM**

QMM S.A, dont les carrés miniers sont concentrés dans le district de Tolagnaro (Fort-Dauphin), dans la région Anosy, est le premier grand projet minier actuellement en phase d'exploitation à Madagascar. Filiale de Rio Tinto, cette société a pris sa décision d'investissement en décembre 2005 après plus de 20 ans d'études de faisabilité et la signature d'une Convention d'Etablissement en 1998. Le coût total du projet a atteint près de 1 milliard USD. Le premier envoi d'ilménite a eu lieu en mars 2009 après une phase de construction qui a duré trois années. En plus de détenir une participation dans QMM SA, le Gouvernement de Madagascar a injecté une subvention non remboursable de l'ordre de 35 millions USD financée par la Banque Mondiale pour la construction du port d'Ehoala.

Les activités du projet ilménite sont mises en œuvre par deux sociétés du groupe Rio Tinto : QMM SA et Port d'Ehoala SA. QMM SA est détenue majoritairement par Rio Tinto avec une participation minoritaire initiale de 20 % de l'Etat Malagasy à travers l'OMNIS, conformément à la Convention d'Etablissement et au pacte d'actionnaires signé en 1999. Port d'Ehoala SA est quant à elle détenue à 100 % par QMM SA. Port d'Ehoala SA assure la construction, la gestion et l'exploitation du nouveau port d'Ehoala, situé dans la ville de Tolagnaro (Fort-Dauphin) en vertu de la convention de concession globale de gestion signée en 2006 pour une durée de 60 ans.

La convention d'Etablissement dispose, en son titre 5, relatif au régime fiscal et douanier du projet ilménite de QMM que ce régime est octroyé pour une période de 25 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur, soit jusqu'en 2023.

#### **2.3.5.4.4. Kraoma**

Kraomita Malagasy est une Société Anonyme existant depuis 1966. Elle portait à l'origine la dénomination de COMINA (Compagnie Minière d'Andriamena) et a été nationalisée en 1975. Actuellement, son capital social s'élève à 308 millions Ariary. La société est détenue à 75% par l'Etat Malagasy et par deux institutions financières étatiques, la SONAPAR (Société Nationale de Participation) et la compagnie d'assurances Ny Havana). Les employés détiennent également des actions à dividendes.

KRAOMA, dont les sites d'exploitation sont localisés dans la région Betsiboka, se spécialise dans l'extraction, la transformation et l'exportation de minerais de chrome. Son chiffre d'affaires est évalué à 20 millions USD par an. La société s'est également lancée dans une diversification de ses activités avec des projets d'exploitation d'or à grande échelle autour de la commune de Brieville dans la région Betsiboka. Kraoma exerce ses activités minières sous le régime de droit commun, sans agrément spécifique à cette date.

#### **2.3.5.4.5. Madagascar Wisco**

Madagascar Wisco est une filiale du consortium chinois (Hong Kong), WUHAN Iron and Steel Co Guanxin (WISCO). Elle a été créée en 2010 avec un capital social de 200 millions Ariary. Son activité porte sur l'exploitation de gisement des minerais de fer de Soalala dans la région Boeny, sur une superficie de 430 km<sup>2</sup>. L'exploitation est prévue commencer dans 5 à 6 ans, la société étant à l'heure actuelle en phase d'exploration. Le montant prévu de ses investissements avoisine les 2 milliards USD. La société prévoit de construire toutes les infrastructures nécessaires à son exploitation à partir de 2013, dont un port dans la baie de Baly. Les projections de production sont estimées à 3,5 millions de tonnes produites par an d'ici 2014 pour une durée de 30 ans.

#### **2.3.5.4.6. Groupe Pan African Mining**

Pan African Mining Corp. est une compagnie minière créée en 2003 et rachetée par le groupe thaïlandais Italian Thai Development Ltd. en 2008. Ce groupe est constitué de trois filiales, dont PAM Madagascar S.A, PAM Sakoa S.A. et PAM Atomique S.A. PAM Madagascar. Ce dernier prospecte dans le domaine de l'or à Dabolava. PAM Sakoa prospecte quant à elle dans le domaine du charbon, au sud-est de l'île tandis que PAM Atomique étudie les gisements d'uranium dans la région Anosy. L'activité du groupe à Madagascar s'étend sur 12.500km<sup>2</sup> au total, tous gisements confondus. La compagnie se trouve à l'heure actuelle en phase de recherche. Pour chaque société, le montant actuel des investissements est estimé à USD 50.000.

#### **2.3.5.4.7. Mainland Mining**

Mainland Mining Ltd SARLU constituée en 2006 avec un capital social de 20 millions Ariary est une société d'Etat chinoise. Dans le cadre de son activité, la société a pour but d'exploiter les gisements pour l'extraction d'ilménite et de zircon. Depuis 2007, elle est présente sur le site d'Anjahambe à l'extrême Nord du district de Fénérive-Est. Cette société souhaite s'implanter à Mangatsiotra, Manakara, région Vatovavy Fitovinany pour l'extraction d'ilménite depuis quelques années. Plus précisément, La société est titulaire de quatre permis d'exploitation pour les substances ilménite et zircon dans la région d'Analanjrofo, depuis 2006, objet des permis environnementaux délivrés en 2007 et 2009. Depuis 2010, elle possède également 22 permis de recherche dont les permis environnementaux sont en cours d'instruction dans les régions suivantes : Analanjrofo, Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Atsinanana et Anosy. A ce jour, l'ONE a suspendu son permis environnemental à titre de sanction à l'exploitation du site (installation de plusieurs infrastructures et existence de forages) sans autorisation préalable.

#### **2.3.5.4.8. Gold Sand**

Gold Sand est une société créée en 2006 avec un capital social de 30 millions Ariary. Son activité se concentre sur l'exportation de sable de mer au Sud Est de Madagascar. A ce stade, elle est encore en phase d'exploration. Son activité a débuté en 2009.

#### **2.3.5.4.9. Madagascar Oil**

Madagascar Oil est une filiale de Madagascar Oil Limited, constituée par des investisseurs étrangers dont Touradji Capital Management, RAB Capital, Persistency Capital et Grafton Resources. Elle a signé en 2004 un Contrat de Partage de Production avec l'OMNIS. Elle se spécialise principalement dans les huiles lourdes mais son activité concerne également le développement, l'exploration et la transformation de pétrole onshore sur cinq sites à savoir Tsimiroro, Bemolanga, Morondava, Manambolo et Manandaza.

Depuis 2004, le montant de son investissement est estimé à plus de 200 millions USD. Elle est la plus grande compagnie dans le domaine onshore tout aussi bien en termes de ressources que de superficie. Le site de Bemolanga ne produit pas encore mais la phase de développement est en cours depuis trois ans et pourrait nécessiter à terme un montant à investir proche des 10 milliards USD. Ces travaux terminés, une production journalière de 180.000 barils est attendue à partir de 2013. Il est à noter que pour ce site, Madagascar Oil collabore avec Total S.A qui prend en charge 60% des coûts de développement. Quant à Tsimiroro, l'exploitation a commencé en 2008 où la production journalière était de 2.000 barils mais pour les 20 années à venir, la société projette d'atteindre les 100.000 barils par jour. Elle a l'intention de tester la commercialité de la production en 2014.

#### **2.3.5.4.10. Mada-Aust**

Mada-Aust est une société minière filiale de la compagnie australienne Malagasy Minerals Limited. Elle prospecte des minerais tels que : nickel, cuivre, vanadium et argent dans plusieurs sites d'une superficie totale de près de 2.000 km<sup>2</sup> dans le sud de Madagascar localisés à Ampanihy, Fotadrevo, Vohibory. La société est encore en phase de recherche et d'évaluation de la teneur en minéralisation de ses sites. Outre son activité de recherche, elle exploite également, en partenariat avec trois autres sociétés, des carrières de labradorite situées sur ses périmètres miniers.

#### **2.3.5.4.11. Madagascar Consolidated Mining SA**

Créée en Décembre 2004, Madagascar Consolidated Mining (MCM) est une société anonyme détenue par Yoxford Holding (à 80 %) et par National Supply and Services Company (NASSCO) (à 20%). Elle possède actuellement 138 permis miniers sur une étendue totale de 86 250 hectares dans la région Atsimo Andrefana, Toliary. Ses principales activités concernent la recherche de charbon de terre dans plusieurs communes localisées dans la Région Atsimo Andrefana dont le site fut découvert en 1908. Elle a connu sa première exploitation partielle durant le début du 19ème siècle puis fut abandonné par la suite. En 2004, MCM reprend les travaux exploration.

#### **2.3.5.4.12. Toliara Sands**

Toliara Sands est une société minière détenue à 100% par World Titanium Resources, une société Australienne cotée en bourse. Elle est présente à Madagascar depuis près de 15 ans durant lesquels elle a entrepris des travaux de prospection de sable noir ou Ilménite dans le village de Ranobe, à 40 km au nord de Toliara dans la région Sud-Ouest de Madagascar. L'exploration de sables minéralisés a commencé en 1996 mais le gisement de Ranobe a été identifié en 2000 par l'équipe de Toliara Sands sous la conduite de Dr Peter Woods. Des forages manuels et mécaniques ont été effectués entre 2000 et 2007 pour identifier le gisement (qualité, réserves...). La ressource est évaluée à 710 millions de tonnes à 6,29% de teneur en minéraux lourds. Toliara Sands possède à ce jour 3 permis de recherche et 2 permis d'exploitation. Pour cette année, elle a fait une révision du projet notamment pour mettre à jour ses études environnementales et sociales, d'ingénierie et des infrastructures.

### **2.3.5.5. Les principales administrations concernées**

Les principales entités publiques intervenant dans le processus de réconciliation en raison de paiements effectués par les sociétés résultant d'une disposition légale ou réglementaire sont listées ci-après :

- ▶ La Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- ▶ La Direction Générale des Douanes ;
- ▶ La Direction Générale et interrégionale des Mines ;
- ▶ Le Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM) ;
- ▶ La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNaPS) ;
- ▶ Les Collectivités locales ;
- ▶ L'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS) ;
- ▶ L'Office Malagasy d'Etudes et de Régulation des Télécommunications (OMERT) ;
- ▶ L'Office National pour l'Environnement (ONE) ;
- ▶ L'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA) ;
- ▶ La Direction Générale du Trésor Public.

### 3. Notre approche

Les travaux de collecte d'information et de données sont basés uniquement à partir des données de déclaration et de paiement fournies par les entreprises minières et pétrolières et par l'Administration.

L'approche adoptée est résumée par étape comme suit:

- ▶ Prise de connaissance générale de chaque entité concernée,
- ▶ Collecte et consolidation des informations provenant des entreprises et des administrations,
- ▶ Réconciliation des flux et analyse des écarts et lacunes d'information,
- ▶ Organisation d'un atelier de consultation,
- ▶ Publication du rapport et dissémination des informations.



Le programme de travail détaillé est présenté ci-après :

#### Etape 1 : Etude de matérialité, inventaire des flux financiers et finalisation du canevas de reporting

##### Objectifs

- ▶ Réaliser une étude de matérialité
- ▶ Elaborer un canevas de Reporting ;
- ▶ Vérifier la conformité des flux identifiés au regard des régimes fiscaux définis par les cadres légaux et fiscaux applicables à chaque société objet de la réconciliation ;
- ▶ Elaborer d'autres matrices d'outil de travail (questionnaire, note sur les bases et modalité de calcul, planning... ) ;
- ▶ Définition d'un planning et fixation d'un calendrier d'intervention.

##### Démarche

###### 101-Réalisation de l'étude de matérialité

- ▶ Lister les impôts à intégrer dans l'étude de matérialité
- ▶ Lister les interlocuteurs à approcher au niveau de l'Administration, notamment : le Ministère des Finances et ses directions (impôts, douanes etc.), le BCMM, l'OMNIS, le Ministère des Mines et le Ministère des Hydrocarbures etc.
- ▶ Lister les sources alternatives d'information, notamment : la Chambre des Mines, l'Association des Pétroliers Amont de Madagascar
- ▶ Faire nommer des interlocuteurs dédiés au niveau de l'Administration pour l'étude de matérialité, et pour l'ensemble de la réconciliation
- ▶ Collecter les données nécessaires et effectuer l'analyse statistique de matérialité
- ▶ Dégager la liste finale des sociétés à intégrer au processus

###### 102-Collecte de données/analyse documentaire/diagnostic de l'existant

- ▶ Collecte des données disponibles sur les revenus générés par les sociétés participantes et par entité de l'Etat au niveau local, régional et national ;
- ▶ Etude et documentation sur la relation institutionnelle, structurelle et en matière de recouvrement d'impôts/encaissement/réconciliation des recettes entre les différents organismes de l'Etat/Société, d'une part, et entre l'Etat et ses démembrés, d'autre part ;
- ▶ Identification de : la typologie des flux financiers par société, la nature des revenus d'impôts (déclaration spontanée faite pour soi-même ou au profit d'un tiers – IR non résident, redressement fiscal), du lieu de paiement (central ou régional), la modalité de paiement (avance, compensation) et l'évolution des taux d'imposition par rapport au temps en parlant particulièrement du régime de droit commun (Loi des finances de 2007 à 2010), etc. ;
- ▶ Etude sur les critères de comparabilité des informations financières compte-tenu des plans des comptes utilisés par chaque société et les organismes étatiques et/ou les CTD en considérant la consistance ou nature des impôts payés, l'entité concernée (les sociétés participantes ou les tiers qui travaillent avec eux), les niveaux de détails requis pour

- les détails des comptes à réconcilier ;
- ▶ Etude sur le mode de réconciliation des dons en nature et sur le seuil de matérialité des dons en nature, à valider par le comité EITI.
  - ▶ Planification des rencontres avec le comité EITI, le SE de EITI, d'une part, et, de chaque partie prenante, d'autre part, et ce en considérant les aspects ci-après outre l'identification des flux : les points de contacts dans chacune des structures, la destination de chaque flux, les dates de disponibilité des données, les dispositions à prendre s'il y a des données manquantes ou des lignes vides dans le Reporting ou en cas de problème particuliers ou en cas d'impossibilité de faire la réconciliation compte-tenu d'un problème particuliers ou autres situations bloquant l'avancement de la réconciliation ;
  - ▶ Préparation d'une note informative sur les bases et les modalités de calcul des impôts et taxes selon les différents régimes ;
  - ▶ Rédaction d'un questionnaire supplémentaire visant à comprendre la modalité de fonctionnement de chaque entité, les risques en matière de recouvrement d'impôt compte-tenu des activités et type de contrôle existant, de la complexité des circuits d'acheminement des documents, des informations, des flux d'argent ainsi que de la modalité d'enregistrement comptable des recettes qui ont été versé à chaque entité ;
  - ▶ Préparation d'un canevas de Reporting pour validation par le Comité EITI.

#### **103-Réunion avec les mandataires de la mission**

- ▶ Présentation d'un canevas de Reporting pour discussion avec le comité EITI et le SE de EITI;
- ▶ Planification générale de la mission ;
- ▶ Finalisation du canevas de Reporting avec une instruction sur sa modalité de remplissage

#### **104-Réunion avec les parties prenantes**

- ▶ Réunion et briefing de l'équipe d'auditeur en interne incluant les procédures/dispositions à prendre en cas d'écart après réconciliation ou en cas de blocage de quelque nature que ce soit ;
- ▶ Diffusion du planning de la mission et préparation d'une réunion de démarrage avec toutes les parties prenantes visant à donner un éclaircissement sur l'objectif de la réconciliation, ses intérêts, notre approche et ce que nous attendons d'eux, etc. ;
- ▶ Organisation d'une réunion de lancement de la mission avec les différentes parties prenantes et validation/confirmation de la note pré établie concernant les bases et les modalités de calcul des impôts et taxes.

#### **Livrables**

- ▶ Etude de matérialité avec la liste des principales entreprises extractives dont la somme des impôts totalise 95% des impôts perçus dans ce secteur
- ▶ Rapport Planning détaillé de notre intervention au démarrage de la mission
- ▶ Rapport présentant le Canevas de Reporting finalisé avec guide de remplissage.
- ▶ Questionnaire concernant l'entité sur les « sources d'informations financières » à réconcilier.
- ▶ Planning d'intervention incluant les différents étapes, les contacts, l'équipe responsable de la réconciliation auprès de chaque entité, le calendrier d'exécution, les livrables, etc.
- ▶ Note sur les bases et les modalités de calcul des impôts et taxes selon les différents régimes.
- ▶ PV des réunions avec les comités/SE EITI, d'une part, et, PV des réunions avec les parties prenantes (avec ou sans les représentants de l'EITI), d'autres part.

## **Etape 2 : Collecte et consolidation des informations provenant des entreprises et des administrations**

#### **Objectifs**

- ▶ Obtenir des informations réelles, à jour, fiables, sans omissions ni doublons, concernant chaque entité faisant l'objet de la réconciliation, il s'agira des informations financières, dons en nature enregistrées, déclarées et comptabilisées pour la bonne période fiscale.

#### **Démarche**

##### **201- Collecte des flux des paiements dans les entreprises extractives**

- ▶ Visite du site de chaque société et élaboration d'une synthèse des informations financières et des dons publiés pour l'année fiscale 2010 et en particulier les flux des paiements versés à l'Etat ;
- ▶ Organisation d'une réunion de lancement avec le directeur de l'entité auditée et prendre connaissance de l'activité de l'entreprise et de son environnement ;
- ▶ Obtention de copie des documents suivants pour l'année fiscale 2010:
  - Rapport du commissaire aux comptes ;
  - Rapport d'activité;
  - Déclarations périodiques ;
  - Balance générale comptable;
  - Les originaux des déclarations et des quittances de paiement des impôts droits et taxes et autres avantages au

- profit de l'Etat ; (Ceci implique toutes les déclarations pour l'année fiscale 2010);
- Les notifications de redressement et les quittances de paiement ;
  - La justification des crédits de taxes ;
  - ▶ Etablissement du modèle des flux de paiements de l'entreprise minière,
  - ▶ Définition du seuil de signification pour procéder au test de fiabilité des informations portée sur les canevas
  - ▶ Vérification que tous les paiements sélectionné pour vérification de fiabilité sont justifiés par :
    - Des déclarations en bonne et due forme ;
    - Des PV de notification de redressements ;
    - Des quittances de paiement ;
    - Copie des chèques de paiements.
  - ▶ Etablissement d'un modèle de flux de dons de l'entreprise extractive, et constat physique du don ou vérification du PV de réception
  - ▶ Pointage sur la base d'un échantillon sélectionné comme significatif des flux de paiements avec les relevés bancaires.
  - ▶ Vérification de la conformité de ces flux au regard des régimes fiscaux définis par la convention d'établissement et le cas échéant ses avenants;
  - ▶ S'assurer dans la mesure du possible que les déclarations fiscales déposées par les entreprises minières ont été établies conformément avec les Conventions d'Etablissements et le Code Général des Impôts.
  - ▶ Signature de la déclaration par le directeur de la société.
  - ▶ Obtention d'une lettre de représentation (ou lettre d'affirmation) de la part de la direction.

#### 202- Collecte des flux des paiements perçus par l'Etat

- ▶ Obtention de la déclaration des recettes fiscales encaissées par la Direction Générale des Impôts ventilée par entreprise extractive et par nature d'impôt.
- ▶ Obtention de la déclaration des recettes fiscales et autres recettes encaissées par le bureau du cadastre minier ventilée par entreprise extractive et par nature d'impôt ou avantage.
- ▶ Obtention de la déclaration des recettes douanières encaissées par la direction douanière.
- ▶ Obtention de la déclaration des recettes encaissées par les autres organismes/démembrement de l'Etat (Ministère des mines, Ministères des finances, OMNIS).
- ▶ Obtention de la déclaration des recettes encaissées par les CTD.
- ▶ Obtention auprès des différents organes de la liste des créances et dettes publiques en relation avec les entreprises minières.
- ▶ Obtention des confirmations des informations financières nécessaires (recettes encaissées) validées auprès des auditeurs de la Cour des Comptes.
- ▶ Obtention d'une déclaration de conformité émanant du Trésor Public et de la Banque Centrale sur la fiabilité des revenus de l'Etat

#### Livrables

- ▶ Canevas rempli et fiabilisé pour chaque entité (par la société et par l'Administration) et au cas échéant une note annexe explicative pour aider à la compréhension des données réconciliées et difficultés rencontrées

### Etape 3 : Rapprochement des flux et analyse des écarts et lacunes d'information

#### 301- Effectuer le rapprochement entre les chiffres avancés par les industries extractives et ceux provenant par l'Etat

##### Objectifs

- ▶ Identifier les écarts en plus ou en moins entre les deux sources de revenus ;
- ▶ Faire expliquer les écarts par chaque partie prenantes ; et
- ▶ Examiner la véracité et logique des explications avancées
- ▶ En cas de doute sur les explications fournies par les parties prenantes, émettre une hypothèse possible d'explication des écarts

##### Démarche

- ▶ Rapprochement des déclarations des différentes administrations avec les déclarations des entreprises minières.
- ▶ Rapprochement des dettes et créances déclarées par les différentes administrations avec les déclarations des entreprises minières.
- ▶ Identification et explication de tout écart constaté entre les déclarations des différentes parties prenantes.
- ▶ Vérification que les mouvements des flux en vigueur assurent une parfaite transparence des transactions et formulation de recommandation nécessaire pour atteindre l'objectif de transparence.

##### Livrables

- ▶ Etat récapitulatif des écarts entre flux de paiements et les revenus perçus par l'Etat par entreprise extractive

#### 302- Effectuer une analyse des lacunes d'information

<b>Objectifs</b>
▶ Obtenir une explication sur les lacunes d'information
<b>Démarche</b>
▶ Faire expliquer les écarts par chaque partie prenante. ▶ Examiner la véracité et logique des explications avancées. ▶ En cas de doute sur les explications fournies par les parties prenantes, émettre une hypothèse possible d'explications des écarts en se basant sur l'analyse de l'environnement de l'entité, de l'existant, de la pratique au sein de la société/administration et formuler une suggestion sur comment y remédier en faisant un benchmark par rapport à la bonne pratique dans d'autres pays ayant appliqués le processus EITI ou candidats à ce processus.
<b>Livrables</b>
▶ Une note d'analyse des écarts avec les scénarios d'hypothèses possibles d'explication des écarts venant de la partie prenante et venant de l'auditeur avec une proposition d'amélioration après benchmark des pratiques dans d'autres pays candidats à l'EITI ou ayant déjà appliqués ce processus EITI. ▶ Un rapport intermédiaire résultant de la compilation et de réconciliation

## Etape 4 : Reporting et dissémination

<b>401- Organisation d'un atelier de consultation</b>
<b>Objectifs</b>
▶ Communication du résultat de réconciliation et collecte des avis/commentaires des parties prenantes sur les résultats d'analyse
<b>Démarche</b>
▶ Elaboration d'un tableau de réconciliation consolidé des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les administrations. ▶ Formulation des modes de collecte à même d'assurer une parfaite transparence des transactions. ▶ Faire toute recommandation utile pour corriger les insuffisances et dysfonctionnements constatés dans la mise en œuvre de l'EITI à Madagascar. ▶ Préparation de la note synthèse de la mission. ▶ Organisation d'un atelier de validation de ½ journée avec les différentes parties pour présentation et collecte des commentaires des résultats issus de la réconciliation.
<b>Livrables</b>
▶ Compte-rendu d'atelier mentionnant les commentaires sur chaque point contesté et le dénouement des débats et/ou des questions en suspens et PV y afférent
<b>402- Publication du rapport et dissémination des informations</b>
<b>Objectifs</b>
▶ Rédaction du rapport final
<b>Démarche</b>
▶ Intégrer dans le rapport final (à rédiger par société) les commentaires issus de l'atelier suivant un format préalablement approuvé.
<b>Livrables</b>
▶ Rapport final
<b>403- Elaboration des extraits de rapport aux fins de publication locale, régionale et nationale</b>
<b>Objectifs</b>
▶ Communiquer aux CTD et les démembrés de l'Etat en région ou au niveau central les résultats de la réconciliation à leur niveau et communiquer sur les bonnes pratiques à mettre en place ▶ Porter à la connaissance de la population locale, régionale et nationale la contribution des entreprises extractives à l'économie locale et/ou régionale
<b>Démarche</b>
▶ Prendre un extrait du rapport final par société pour la partie intéressant des CTD, les organismes de l'Etat implantés dans les régions d'Anosy, Menabe, Atsinanana, Alaotra Mangoro, ... et les organismes de l'Etat au niveau national.
<b>Livrables</b>
▶ Extrait de rapport aux niveaux local, régional et national par société

## 4. Résultats de nos travaux

### 4.1. Résultat de la réconciliation globale (en millions Ariary)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART				
			MONTANT	%	EN MOINS	EN PLUS	
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	59 855,11	61 237,47	- 1 382,36	-2,31%	1 456,31	73,95
	<b>Communs</b>	<b>45 213,27</b>	<b>46 588,90</b>	<b>(1 375,63)</b>	<b>-3,04%</b>	<b>1 449,53</b>	<b>73,90</b>
	Impôts d'Etat	41 949,93	43 325,56	(1 375,63)	-3,28%	1 449,53	73,90
1	Impôts sur les revenus (IR) -	3 805,78	3 805,32	0,46	0,01%	0,32	0,78
3	Droits d'enregistrement des actes	737,06	736,98	0,08	0,01%	0,09	0,18
4	Droits d'enregistrement bail	15,19	58,39	(43,20)	-284,35%	47,73	4,54
6	Taxes sur les véhicules de tourisme des entreprises (TVST)	1,36	1,36	-	0,00%	-	-
7	TVA à l'importation	10 231,44	10 964,53	(733,09)	-7,17%	784,30	51,21
8a	TVA Non déductible	10 498,57	10 498,57	-	0,00%	-	-
8b	TVA non remboursée	5 165,17	5 165,17	(0,00)	0,00%	0,00	0,00
9	Droits de douanes	4 859,19	5 460,94	(601,75)	-12,38%	615,79	14,04
11	Droits à l'export	110,47	108,97	1,50	1,36%	1,16	2,67
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	1 503,78	1 503,41	0,37	0,02%	0,12	0,49
14a	IBS/ TFT -ENR	725,78	725,78	-	0,00%	-	-
14b	IRCM	27,78	27,78	-	0,00%	-	-
	Impôts locaux	3 263,34	3 263,34	-	0,00%	-	-
16	Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)	24,98	24,98	-	0,00%	-	-
20	Taxe professionnelle (TF)	0,12	0,12	-	0,00%	-	-
24	Redevances sur les eaux usées (REU)	7,33	7,33	-	0,00%	-	-
26	Ristourne minière	1 206,37	1 206,37	-	0,00%	-	-
29	Autres (TVA: Montants rejetés)	1 892,27	1 892,27	-	0,00%	-	-
	<b>Sectoriels</b>	<b>14 641,84</b>	<b>14 648,57</b>	<b>(6,73)</b>	<b>-0,05%</b>	<b>6,77</b>	<b>0,04</b>
30	Redevance minière	811,47	811,47	-	0,00%	-	-
31	Frais d'administration minière	6 507,71	6 507,92	(0,21)	0,00%	0,21	-
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	95,89	102,37	(6,49)	-6,77%	6,49	-
33	Redevances domaniales	98,00	98,00	-	0,00%	-	-
34	Frais d'administration	1 596,52	1 596,52	-	0,00%	-	-
35	Frais de formation	516,38	516,38	-	0,00%	-	-
36	Location de terrains	2 995,01	2 994,97	0,04	0,00%	-	0,04
(e)	Autres (AERP)	3,86	3,86	-	0,00%	-	-
37	Redevances de pompage d'eau	219,16	219,16	-	0,00%	-	-
38	Redevances télécommunication	66,53	66,55	(0,02)	-0,03%	0,02	-
40	Redevances de fréquence	1,31	1,31	-	0,00%	-	-
43	Autres (droit de port perçu par SMMC)	779,17	779,23	(0,06)	-0,01%	0,06	0,00
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>225 529,93</b>	<b>225 531,08</b>	<b>(1,15)</b>	<b>0,00%</b>	<b>1,33</b>	<b>0,18</b>

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART			
			MONTANT	%	EN MOINS	EN PLUS
Communs	280,18	281,33	(1,15)	-0,41%	1,33	0,18
46 Pénalités	18,19	19,34	(1,15)	-6,32%	1,33	0,18
lb) Droit de visa	40,98	40,98	-	0,00%	-	-
{0 .Carte d'identité étranger	151,39	151,39	-	0,00%	-	-
48 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	69,62	69,62	-	0,00%	-	-
Sectoriels	225 249,75	225 249,75	-	0,00%	-	-
49 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	225 249,75	225 249,75	-	0,00%	-	-
<b>R Retenues à la source</b>	<b>30 738,84</b>	<b>30 737,23</b>	<b>1,61</b>	<b>0,01%</b>	<b>2,02</b>	<b>3,63</b>
Communes	30 738,84	30 737,23	1,61	0,01%	2,02	3,63
45 Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	27 560,76	27 557,14	3,63	0,01%	-	3,63
46 CNAPS	2 167,88	2 169,90	(2,02)	-0,09%	2,02	-
47 OSIE	257,99	257,99	-	0,00%	-	-
52a AMIT	85,35	85,35	-	0,00%	-	-
52b SMIMO	223,27	223,27	-	0,00%	-	-
52c OMSI	443,23	443,23	-	0,00%	-	-
53 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,37	0,37	-	0,00%	-	-
<b>D Dons</b>	<b>772,11</b>	<b>766,37</b>	<b>5,74</b>	<b>0,74%</b>	<b>-</b>	<b>5,74</b>
Numéraires	707,22	701,48	5,74	0,81%	-	5,74
Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)	64,89	64,89	-	0,00%	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>316 896,00</b>	<b>318 272,16</b>	<b>(1 376,17)</b>	<b>-0,43%</b>	<b>1 459,66</b>	<b>83,49</b>
<b>ECART GLOBAL</b>	<b>(1 376,17)</b>					
<b>POURCENTAGE D'ECART GLOBAL</b>	<b>-0,43%</b>					

Les écarts globaux les plus significatifs par type d'impôts s'analysent comme suit :

► DROITS D'ENREGISTREMENT DE BAIL:

Un écart global de MGA 43,20 millions a été constaté. L'écart est constitué par des droits d'enregistrement de bail non renseignés dans le canevas des sociétés DMSA et AMSA d'un montant total de MGA 47,73 millions et non identifiés après de l'administration fiscale de la société PAM Madagascar d'un montant de MGA 4,54 millions.

► DROITS DE DOUANES ET TVA A L'IMPORTATION :

Une incohérence a été constatée entre les données recueillies auprès des entreprises minières par rapport à l'administration douanière. L'écart s'élevant à MGA 1 334,97 millions comprend principalement des droits et taxes non retrouvés auprès des sociétés DMSA, AMSA pour un montant total de 1 394,90 Millions et des droits et taxes de la société PAM Madagascar non retracées auprès de la douane d'un montant de MGA 65,25 Millions.

## 4.2. Résultat de la réconciliation détaillée par société

### 4.2.1. Projet Ambatovy

#### 4.2.1.1. Société Ambatovy Minerals SA (AMSA)

##### 4.2.1.1.1. Tableau

(En millions MGA)

I	TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR AMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
						AMSA	ETAT		AMSA	ETAT					
	<b>Impôt et taxes</b>	9 027,41	4 033,57	4 993,84	55,32%	0,00	5 038,09		9 027,41	9 071,67	-44,25	-0,49%	44,25	0,00	
	Communs	6 426,26	1 432,42	4 993,84	77,71%	0,00	5 038,09		6 426,26	6 470,51	-44,25	-0,69%	44,25	0,00	
	Impôts d'Etat	6 426,20	1 432,36	4 993,84	77,71%	0,00	5 038,09		6 426,20	6 470,45	-44,25	-0,69%	44,25	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR)	72,29	72,29	0,00	0,00%				72,29	72,29	0,00	0,00%	0,00	0,00	
4	Droits d'enregistrement bail	0,00	12,13	-12,13	0,00%				0,00	12,13	-12,13	0,00%	12,13	0,00	Note 1
7	TVA à l'importation	3,51	21,03	-17,52	-499,28%				3,51	21,03	-17,52	-499,28%	17,52	0,00	Note 2
8a	TVA Non déductible	5 038,09		5 038,09	100,00%		5 038,09	Note 1	5 038,09	5 038,09	0,00	0,00%	0,00	0,00	
8b	TVA non remboursée	1 249,56	1 249,56	0,00	0,00%				1 249,56	1 249,56	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR AMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
					AMSA	ETAT		AMSA	ETAT					
9	Droits de douanes	2,79	17,39	-14,60	-524,18%			2,79	17,39	-14,60	-524,18%	14,60	0,00	Note 2
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	59,96	59,96	0,00	0,00%			59,96	59,96	0,00	0,00%	0,00	0,00	Note 2
	Impôts locaux	0,06	0,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,06	0,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
20	Taxe professionnelle (TP)	0,06	0,06	0,00	0,00%			0,06	0,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	2 601,15	2 601,15	0,00	0,00%	0,00	0,00	2 601,15	2 601,15	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	440,60	440,60	0,00	0,00%			440,60	440,60	0,00	0,00%	0,00	0,00	
36	Location de terrains	2 160,51	2 160,51	0,00	0,00%			2 160,51	2 160,51	0,00	0,00%	0,00	0,00	
39	Redevances télécommunication	0,04	0,04	0,00	0,00%			0,04	0,04	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>17,57</b>	<b>0,80</b>	<b>16,77</b>	<b>95,45%</b>	<b>0,00</b>	<b>17,57</b>	<b>17,57</b>	<b>18,37</b>	<b>-0,80</b>	<b>-4,55%</b>	<b>0,80</b>	<b>0,00</b>	
	Communs	17,57	0,80	16,77	95,45%	0,00	17,57	17,57	18,37	-0,80	-4,55%	0,80	0,00	
46	Pénalités	0,00	0,80	-0,80	0,00%			0,00	0,80	-0,80	0,00%	0,80	0,00	Note 3
(b)	Droit de visa	3,69		3,69	100,00%		3,69	3,69	3,69	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(c)	Carte d'identité d'étranger	12,00		12,00	100,00%		12,00	12,00	12,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR AMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					AMSA	ETAT		AMSA	ETAT						
48	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	1,88		1,88	100,00%		1,88	Note 3	1,88	1,88	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	3 085,58	2 850,77	234,80	7,61%	0,00	234,80		3 085,58	3 085,58	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	3 085,58	2 850,77	234,80	7,61%	0,00	234,80		3 085,58	3 085,58	0,00	0,00%	0,00	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	2 450,43	2 450,43	0,00	0,00%				2 450,43	2 450,43	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNaPS	400,35	400,35	0,00	0,00%				400,35	400,35	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52a	AMIT	4,81		4,81	100,00%		4,81	Note 4	4,81	4,81	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52b	SMIMO	216,76		216,76	100,00%		216,76	Note 5	216,76	216,76	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52c	OMSI	13,23		13,23	100,00%		13,23	Note 6	13,23	13,23	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	1,29	0,00	1,29	100,00%	0,00	0,69		1,29	0,69	0,60	46,35%	0,00	0,60	
	Numéraires	1,29		1,29	100,00%		0,69	Note 7	1,29	0,69	0,60	46,35%	0,00	0,60	Note 4
	<b>TOTAL</b>	12 131,85	6 885,15	5 246,70	<b>43,25%</b>	0,00	5 291,16		12 131,85	12 176,31	-44,45	<b>-0,37%</b>	45,05	0,60	

#### 4.2.1.1.2. Explication des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société AMBATOVOY MINERALS S.A. avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### **Note 1 : TVA non déductible**

Un ajustement en plus de MGA 5 038 091 599,61 a été effectué au niveau des données de l'Etat. L'objet de cet ajustement concerne les excédents de crédit de TVA déductibles qui n'ont pas fait l'objet de demande de remboursement par la société AMBATOVOY MINERALS S.A auprès de l'Etat et ont portées directement en tant que charges. Néanmoins, elles sont incluses dans leur canevas car il s'agit de paiements au profit de l'Etat. L'Etat a collectée ces TVA en amont lors de la vente faite par les fournisseurs. La réconciliation de ces TVA au niveau de l'administration fiscale aurait supposé la réconciliation de chaque fournisseur ce qui est techniquement non réalisable dans les délais impartis à la mission compte tenu du volume de transactions.

##### **Note 2 : Droit de visa et carte de résident**

Les données sur les droits de délivrance de visa et de carte de résident au niveau de l'EDBM et du Ministère de l'Intérieur n'ont pas pu être obtenues. En effet, le système de gestion actuel de l'administration ne permet de produire les données par société minière. En effet, les dossiers de l'EDBM sont gérés par personne physique et non pas par société.

Toutefois, nous avons pu vérifier auprès de la société AMBATOVOY MINERALS S.A. les pièces justificatives de paiement de ces droits de visa et de carte de résident.

De ce fait, nous avons ajusté respectivement les données de l'Etat de MGA 3 691 964 et de MGA 11 996 819,28 pour les droits de délivrance de visas et de carte de résident.

##### **Note 3 : « Rubrique 48 : Autres paiements »**

Les « autres paiements » d'un montant total de MGA 1 880 300 enregistrent essentiellement les droits de visites techniques des véhicules. En raison de leur faible valeur au regard de l'ensemble des paiements, l'administration concernée n'a pas fait l'objet de collecte de données. A cet effet, les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 1 880 300 afin de générer aucun écart.

##### **Note 4 : AMIT**

Les organismes sanitaires dont l'AMIT n'intègrent pas encore le périmètre de réconciliation. Compte tenu de ce contexte et la non significativité du montant renseigné dans le canevas, l'AMIT n'a pas fait l'objet de collecte de données. Toutefois, les pièces justificatives fournies par la société AMBATOVOY MINERALS S.A. sont cohérentes avec le montant déclaré dans le canevas et justifient les paiements effectués au niveau de l'AMIT. Un ajustement en plus de MGA 4 814 493,57 a été constaté en conséquence au niveau des données de l'Etat pour ne pas créer d'écart.

##### **Note 5 : SMIMO**

Les organismes sanitaires dont SMIMO n'intègrent pas encore le périmètre de réconciliation. Compte tenu de ce contexte, le SMIMO n'a pas fait l'objet de collecte de données. Toutefois, nous avons pu vérifier au niveau de la société AMBATOVOY MINERALS S.A. les justificatifs de paiements effectués au niveau de SMIMO. Un ajustement en plus de MGA 216 760 612,96 a été constaté en conséquence au niveau des données de l'Etat pour neutraliser l'écart.

#### Note 6 : OMSI

Les organismes sanitaires dont OMSI n'intègrent pas encore le périmètre de réconciliation. Compte tenu de ce contexte et du faible montant renseigné dans le canevas, l'OMSI n'a pas fait l'objet de collecte de données. Toutefois, les pièces justificatives fournies par la société AMBATOVOY MINERALS S.A. sont cohérentes avec le montant déclaré dans le canevas et justifient les paiements effectués au niveau de l'OMSI. De ce fait, un ajustement en plus de MGA 13 226 268,83 a été inscrit au niveau des données de l'Etat pour neutraliser l'écart.

#### Note 7 : Dons

Nos travaux ont consisté en la vérification des pièces justificatives (demande de dons, pièce de réception, justificatif de paiements...). Les dons justifiés par des pièces justificatives en bonne et due forme ont été considérés comme reçus par l'entité bénéficiaire. Les dons n'ayant pas fait l'objet de confirmation auprès de bénéficiaires ont été ajustés au niveau des données de l'Etat pour un montant de MGA 694 400.

Les dons octroyés par la société AMSA au titre de l'année 2010 est de MGA 1 294 400 dont les bénéficiaires sont le District de Moramanga et la Commune Moramanga.

### 4.2.1.1.3. ANALYSE DES ECARTS

#### Note 1 : Droit d'enregistrement des actes et droits d'enregistrement de bail

L'administration fiscale enregistre des droits d'enregistrement d'une valeur de MGA 12 132 000,00 alors que l'entreprise minière n'a pas renseigné dans son canevas. Cet écart est constitué essentiellement par des droits d'enregistrement sur acte de cession de part qui se détaillent comme suit.

Date	Numéro récépissé	Objet	Montant
12/08/2010	145962	ACTES&AUTRES(DAMTO)	12 104 000,00
14/04/2010	137985	DR.ENRG/ACTES (DEAS)	2 000,00
10/05/2010	139373	DR.ENRG/ACTES (DEAS)	2 000,00
18/06/2010	142424	DR.ENRG/ACTES (DEAS)	14 000,00
18/06/2010	142422	DR.ENRG/ACTES (DEAS)	2 000,00
02/07/2010	142760	DR.ENRG/ACTES (DEAS)	6 000,00
20/07/2010	143981	DR.ENRG/ACTES (DEAS)	2 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>12 132 000,00</b>

Selon l'explication obtenue de la société AMBATOVOY MINERALS S.A., ces paiements ne sont pas retracés dans leur comptabilité.

#### Note 2 : Droits et taxes d'importation (droits de douane et TVA à l'importation)

L'écart de MGA 32 121 949,00 correspond à la valeur des droits et taxes de douanes enregistrés au niveau de l'administration douanière et que le canevas de l'entreprise minière n'a pas renseigné. Il s'agit de la liste des droits suivants :

N° quittance	Date quittance	Déclarant	Importateur	Taxe à payer	DD	TVA
8839	05/08/2010	108-CAD	99155	94 272,00	42 851,00	51 421,00
8748	04/08/2010	108-CAD	99155	131 874,00	59 943,00	71 931,00
10954	24/09/2010	108-CAD	99155	193 787,00	88 085,00	105 702,00
12290	28/10/2010	DOUANES	99155	68 000,00	30 909,00	37 091,00
14881	27/12/2010	108-CAD	99155	74 280,00	33 764,00	40 516,00
6063	25/03/2010	021-CAD	99155	31 559 736,00	14 345 334,00	17 214 402,00
<b>TOTAL</b>				<b>32 121 949,00</b>	<b>14 600 886,00</b>	<b>17 521 063,00</b>

Selon les documents fournis par la douane, il a été noté que les déclarations de douane relatives à ces paiements sont libellées au nom de la société AMBATOVOY MINERALS S.A. Cependant, la société AMBATOVOY MINERALS affirme n'avoir pas de traces de ces paiements dans leur système. Une investigation est en cours pour identifier au niveau des services de la douane l'origine du règlement.

### Note 3 : Pénalités sur taxe professionnelle

Les informations recueillies auprès de la DGE ont fait apparaître une pénalité sur la taxe professionnelle pour un montant de MGA 800 000 alors que ce montant n'est pas inscrit dans le canevas fourni par la société AMBATOVOY MINERALS S.A.

Selon l'explication obtenue de la société AMBATOVOY MINERALS S.A., ce paiement n'est pas enregistré dans leur comptabilité.

### Note 4 : Dons en numéraires

L'écart de MGA 600 000,00 est constitué par le don octroyé pour le district de Moramanga. Après vérification au sein du District, on a constaté qu'aucune pièce justifiant l'encaissement de ce montant n'a été trouvée. Il est à noter que le chèque a été établi au nom de l'ancien Chef de district.

#### 4.2.1.2. Société DMSA

(En millions MGA)

I	TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
						DMSA	ETAT		DMSA	ETAT					
	<b>Impôt et taxes</b>	14 131,81	10 065,53	4 066,28	28,77%	0,00	5 464,70		14 131,81	15 530,23	-1 398,42	-9,90%	1 398,42	0,00	
	Communs	13 762,29	9 700,22	4 062,07	29,52%	0,00	5 460,48		13 762,29	15 160,70	-1 398,40	-10,16%	1 398,40	0,00	
	Impôts d'Etat	13 762,23	9 700,16	4 062,07	29,52%	0,00	5 460,48		13 762,23	15 160,64	-1 398,40	-10,16%	1 398,40	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR)	176,08	176,08	0,00	0,00%				176,08	176,08	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	0,00	0,03	-0,03	0,00%				0,00	0,03	-0,03	0,00%	0,03	0,00	<b>Note 1</b>
4	Droits d'enregistrement bail	6,05	41,65	-35,60	-588,39%				6,05	41,65	-35,60	-588,39%	35,60	0,00	<b>Note 2</b>
7	TVA à l'importation	2 093,80	2 856,49	-762,70	-36,43%				2 093,80	2 856,49	-762,70	-36,43%	762,70	0,00	<b>Note 3</b>
8a	TVA Non déductible	5 460,48		5 460,48	100,00%		5 460,48	Note 1	5 460,48	5 460,48	0,00	0,00%	0,00	0,00	
8b	TVA non remboursée	3 915,61	3 915,61	0,00	0,00%				3 915,61	3 915,61	0,00	0,00%	0,00	0,00	
9	Droits de douanes	1 742,34	2 342,29	-599,95	-34,43%				1 742,34	2 342,29	-599,95	-34,43%	599,95	0,00	<b>Note 3</b>
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	367,88	368,00	-0,12	-0,03%				367,88	368,00	-0,12	-0,03%	0,12	0,00	<b>Note 3</b>

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					DMSA	ETAT		DMSA	ETAT						
	Impôts locaux	0,06	0,06	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,06	0,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
20	Taxe professionnelle (TP)	0,06	0,06	0,00	0,00%				0,06	0,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	369,51	365,31	4,20	1,14%	0,00	4,22		369,51	369,53	-0,02	-0,01%	0,02	0,00	
31	Frais d'administration minière	158,04	153,81	4,22	2,67%	-4,22		<b>Note 2</b>	153,81	153,81	0,00	0,00%	0,00	0,00	
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	95,33	95,33	0,00	0,00%				95,33	95,33	0,00	0,00%	0,00	0,00	
38	Redevances de pompage d'eau	46,74	46,74	0,00	0,00%				46,74	46,74	0,00	0,00%	0,00	0,00	
39	Redevances télécommunication	66,47	66,49	-0,02	-0,03%				66,47	66,49	-0,02	-0,03%	0,02	0,00	<b>Note 4</b>
43	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	2,93	2,93	0,00	0,00%	4,22	4,22	<b>Note 2</b>	7,15	7,15	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	134,94	0,46	134,47	99,66%	0,00	134,60		134,94	135,06	-0,13	-0,10%	0,13	0,00	
	Communs	134,94	0,46	134,47	99,66%	0,00	134,60		134,94	135,06	-0,13	-0,10%	0,13	0,00	
46	Pénalités	0,53	0,46	0,07	12,64%		0,20	Note 3	0,53	0,66	-0,13	-24,36%	0,13	0,00	<b>Note 5</b>
(b)	Droit de visa	24,89		24,89	100,00%		24,89	Note 4	24,89	24,89	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					DMSA	ETAT		DMSA	ETAT						
(c)	Carte d'identité d'étranger	99,87		99,87	100,00%		99,87	Note 4	99,87	99,87	0,00	0,00%	0,00	0,00	
48	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	9,65		9,65	100,00%		9,65	Note 5	9,65	9,65	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	20 699,34	20 184,06	515,28	2,49%	0,00	517,04		20 699,34	20 701,10	-1,76	-0,01%	1,76	0,00	
	Communes	20 699,34	20 184,06	515,28	2,49%	0,00	517,04		20 699,34	20 701,10	-1,76	-0,01%	1,76	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	19 595,32	19 595,32	0,00	0,00%				19 595,32	19 595,32	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	586,98	588,74	-1,76	-0,30%				586,98	588,74	-1,76	-0,30%	1,76	0,00	
52a	AMIT	80,53		80,53	100,00%		80,53	Note 6	80,53	80,53	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52b	SMIMO	6,50		6,50	100,00%		6,50	Note 7	6,50	6,50	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52c	OMSI	430,00		430,00	100,00%		430,00	Note 8	430,00	430,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	317,39	0,00	317,39	100,00%	0,00	312,25		317,39	312,25	5,14	1,62%	0,00	5,14	
	Numéraires	317,39		317,39	100,00%		312,25	Note 9	317,39	312,25	5,14	1,62%	0,00	5,14	<b>Note 6</b>

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
					DMSA	ETAT		DMSA	ETAT					
<b>TOTAL</b>	35 283,47	30 250,06	5 033,42	14,27%	0,00	6 428,59		35 283,47	36 678,64	-1 395,17	-3,95%	1 400,31	5,14	

#### **4.2.1.2.1. Explications des ajustements**

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société DYNATEC MADAGASCAR S.A. avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour neutraliser les écarts identifiés.

##### **Note 1 : TVA non déductible**

Un ajustement en plus de MGA 5 460 476 143,534 est effectué au niveau des données de l'Etat. L'objet de l'ajustement concerne les TVA non déductibles n'ayant pas fait l'objet de demande de remboursement par la société DYNATEC MADAGASCAR S.A. auprès de l'Etat et comptabilisées directement en tant que charges. Elles sont intégrées dans leur canevas en considérant qu'il s'agit de paiements indirects au profit de l'Etat. En effet, l'Etat encaisse ces TVA à travers la déclaration des TVA collectées effectuées par les fournisseurs de la société. Cependant, il est difficile de collecter au niveau de l'Etat les données relatives à tous ces paiements.

##### **Note 2 : Frais d'administration minière**

Un montant de MGA 4 224 000,00 a été enregistré en tant que frais d'administration minière par la société DYNATEC MADAGASCAR S.A. Cependant, ce paiement ne peut être considéré comme frais d'administration au niveau de BCMM qu'à partir de la délivrance du permis minier. Le BCMM a bien confirmé l'encaissement de la somme et l'a enregistré dans leur canevas en tant que crédit pour la société DYNATEC MADAGASCAR S.A.

A cet effet, ce montant a été reclassé dans la rubrique 43 « Autres impôts sectoriels ».

##### **Note 3 : Pénalités**

La rubrique « Pénalités » dans le canevas renseigne les pénalités sur les impôts sur les revenus et les amendes de fourrières pour un montant de MGA 196 400. Vu la non significativité du montant, l'administration concernée n'a pas fait l'objet de collecte d'information. De fait, un ajustement en plus de MGA 196 400 a été constaté au niveau de l'Etat pour ne pas générer d'écart.

##### **Note 4 : Droit de visa et carte de résident**

Les données sur les droits de délivrance de visa et de carte de résident au niveau de l'EDBM et du Ministère de l'intérieur n'ont pas pu être obtenues. En effet, l'administration n'était pas en mesure de produire les données par société minière car la gestion des dossiers à leur niveau s'effectue par personne physique et non pas par société.

Toutefois, nous avons pu vérifier auprès de la société DYNATEC MADAGASCAR S.A. les pièces justificatives de paiement de ces droits de visa et de carte de résident au niveau de l'Administration.

De ce fait, nous avons ajusté respectivement les données de l'Etat de MGA 24 890 000 et de MGA 99 869 232,69 pour les droits de délivrance de visas et de carte de résident.

##### **Note 5 : « Rubrique 48 : Autres paiements »**

Les « autres paiements » d'un montant total de MGA 9 645 333 concernent essentiellement les droits de légalisation de dossier et des frais de certificats de résidence. Vu la multiplicité des bénéficiaires et la non significativité du montant, les administrations concernées n'ont pas fait l'objet de collecte de données.

A cet effet, les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 9 645 333.

#### **Note 6 : AMIT**

Les organismes sanitaires dont l'AMIT n'intègrent pas encore le périmètre de réconciliation. Compte tenu de ce contexte, l'AMIT n'a pas fait l'objet de collecte de données. Toutefois, les pièces justificatives de paiement fournies par la société DYNATEC MADAGASCAR S.A. sont cohérentes avec le montant déclaré dans le canevas. Un ajustement en plus de MGA 80 532 012,63 a été constaté en conséquence au niveau des données de l'Etat.

#### **Note 7 : SMIMO**

Nous n'avons pas procédé à une collecte de données auprès du SMIMO car l'entité n'a pas encore inclus dans le périmètre de réconciliation. Cependant, nous avons pu vérifier l'effectivité du paiement au niveau de SMIMO à partir des pièces justificatives de paiement mises à notre disposition par la société minière. Un ajustement de MGA 6 504 883,42 a été constaté au niveau de l'Etat pour ne pas générer d'écart.

#### **Note 8 : OMSI**

Les organismes sanitaires dont l'OMSI n'intègrent pas encore le périmètre de réconciliation. Pour cette raison, l'OMSI n'a pas fait l'objet de collecte de données. Le montant renseigné dans le canevas a été justifié par des pièces de paiements. Les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 429 999 056,57 pour neutraliser l'écart.

#### **Note 9 : Dons**

Compte tenu de la multitude des bénéficiaires des dons, la confirmation des dons auprès de chaque bénéficiaire n'est pas réalisable au regard des délais impartis. Ainsi, nous avons limité nos travaux à la vérification des pièces justificatives de demande de dons, des pièces justificatives de réception des dons et/ou les pièces justificatives de paiements. Les dons justifiés par des pièces justificatives en bonne et due forme ont été considérés comme reçus par l'entité bénéficiaire. De ce fait, les données au niveau de l'Etat ont été ajustées de MGA 310 250 300.

Le total des dons octroyés par la société DYNATEC MADAGASCAR S.A. s'élève à MGA 317 390 300.

Les dons ont fait l'objet de vérification des pièces justificatives et/ou de confirmation auprès des entités bénéficiaires. Les dons concernent essentiellement les actions suivantes :

- ▶ contribution financière du Projet AMBATOVOY au projet combiné construction / réhabilitation de la route RN2 Ter et le point de contrôle des surcharges routières incluant une aire de parking pour une valeur de MGA 242 062 800,
- ▶ financement des activités menées par les communes pour un montant total de MGA 30 410 000,
- ▶ donations d'essence au Ministère de la fonction publique pour une valeur de MGA 10 000 000,
- ▶ contribution au financement des activités de la région (la distribution des prix aux lauréats du CEPE, Projet de Renforcement de capacité des chefs Fokontany, ...) pour une valeur de MGA 7 450 000,
- ▶ dons pour la célébration de la Journée mondiale de l'environnement et des projets liés à l'environnement pour un total de MGA 5 100 000 au bénéfice du Ministère de l'environnement et des forêts et de la Direction régionale de l'environnement et des forêts Atsinanana,
- ▶ don pour l'Enseignement technique et Formation Professionnelle Atsinanana pour MGA 5 000 000.

#### 4.2.1.2.2. Analyse des écarts

##### Note 1 : Droit d'enregistrement des actes

Les droits d'enregistrement des actes de MGA 28 000 ont été enregistrés au niveau de la DGE mais non renseignés dans le canevas de DMSA. L'écart n'est pas significatif.

##### Note 2 : Droit d'enregistrement de bail

Un écart de MGA 35 601 900 en faveur de l'Etat est constaté entre le canevas de la société DYNATEC MADAGASCAR S.A et les données de l'Etat.

L'écart s'explique par les paiements de droits d'enregistrement de baux ci-dessous ne figurant pas dans le canevas DMSA mais qui ont été renseignés dans la liste des paiements de droits d'enregistrements de bail de DMSA reçus par la Direction des Grandes Entreprises et du Service Régionale de Toamasina.

Objet	Date	Récépissé	Montant	Lieu de paiement
Droit d'enregistrement	12/08/2010	145963	34 614 000,00	DGE
Locaux aménagés de SUNNY Golf Hotel Ambalamanasy	16/06/2010	1154	216 000,00	SRE Tamatave
36, Rue de Lattre de Tassigny Anjoma Toamasina	06/07/2010	1222	771 900,00	SRE Tamatave

Suivant explication reçue de la société, ces montants ne figurent pas dans leur comptabilité.

##### Note 3 : Droits et taxes d'importation (droits de douane, Tva à l'importation et redevances pour usage de la route)

Les droits à l'importation (droits de douanes, TVA à l'importation et redevances pour usage de la route) présentés dans le canevas présentent une différence de MGA 1 362 774 562,00 par rapport aux données de douane. Ce montant est détaillé comme suit :

- ▶ Droit de douanes : MGA 597 456 196,00
- ▶ TVA : MGA 759 700 148,00
- ▶ Redevance pour usage de la route : MGA 124 847,00
- ▶ Taxe sur les produits pétroliers : MGA 2 496 987,00
- ▶ Taxe sur valeur de produits pétroliers : MGA 2 996 384,00

Ces droits à l'importation sont retrouvés dans les données reçues auprès de la douane mais ne figurent pas dans les détails reçus auprès de la société DYNATEC MADAGASCAR SA. Notons que les déclarations de douanes correspondantes à ce montant ont été obtenues de douane et sont libellées au nom de DMSA.

La société DMSA est en attente de confirmation de l'existence ou de l'effectivité ces paiements en son nom auprès de son transitaire.

##### Note 4 : Redevances télécommunication

Les redevances de télécommunication de MGA 20 000 ont été enregistrées au niveau de l'OMERT mais non renseignée dans le canevas de DMSA. L'écart n'est pas significatif.

#### Note 5 : Pénalités sur droit d'enregistrement de bail

L'écart sur les pénalités concerne :

- ▶ les pénalités de retard et de recouvrement sur enregistrement des actes de cession de part pour un montant total de MGA 229 840, vues au niveau de la DGE mais non intégrées dans le canevas de la société DYNATEC MADAGASCAR S.A d'une part,

Nomenclature	Date AC	Récépissé	Montant	Lieu de paiement
Amendes et transaction avant jugement Centre Fiscal	12/08/2010	145963	129 840,00	DGE
Amendes et transaction avant jugement Centre Fiscal	12/08/2010	145963	100 000,00	DGE

- ▶ les pénalités de MGA 100 533,40 sur impôts figurant dans les données de la société mais non retracées au niveau de la DGE d'autre part. Notons que la pièce justificative de ce paiement n'a pas été fournie par la société.

#### Note 6 : Dons

Après confirmation de la réception des dons au niveau des communes et région, les dons suivants ont été déclarés comme non reçus par les administrations approchées.

(En MGA)

Date	Référence de la demande	Description	Date de paiement	Référence pièce de banque	Montant
17/06/2010	128/10		17/06/2010	N° chèque 00002748	3 000 000,00
14/04/2010	Lettre de demande N°44/10/CU/MNGA	Nettoyage de la ville	14/04/2010	N° chèque 00002526	2 140 000,00
TOTAL					5 140 000,00

#### Note 7 : CNaPS

Un écart de MGA 1 758 506,86 a été constaté entre les montants déclarés par les sociétés suivant le canevas et ceux obtenus de la CNaPS.

L'écart est constitué par des compléments de paiement relatifs aux cotisations 1<sup>er</sup> trimestre et 2<sup>ème</sup> trimestre, pour les montants respectifs de MGA 856 542,76 en date du 28/07/2011 et de MGA 901 964,1 en date du 28/07/2011 qui sont déclarés comme reçu par la CNaPS mais non intégrés dans le canevas de DMSA.

## 4.2.2. QMM S.A.

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR QMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					QMM	ETAT		QMM	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	2 658,89	2 655,35	3,54	0,13%	0,00	3,54		2 658,89	2 658,89	0,00	0,00%	0,00	-	
	Communs	1 824,45	1 820,91	3,54	0,19%	0,00	3,54		1 824,45	1 824,45	0,00	0,00%	0,00	-	
	Impôts d'Etat	730,49	726,95	3,54	0,48%	0,00	3,54		730,49	730,49	0,00	0,00%	0,00	-	
1	Impôts sur les revenus (IR)	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-	
2	Impôts sur les plus values immobilières (IPVI)	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-	
3	Droits d'enregistrement des actes	3,54	0,00	3,54	100,00%	0,00	3,54	(1)	3,54	3,54	0,00	0,00%	0,00	-	
14 a	IBS/TFT-ENR	725,78	725,78	0,00	0,00%	0,00	0,00	(2)	725,78	725,78	0,00	0,00%	0,00	-	<b>Note 1</b>
14 b	IRCM	1,17	1,17	0,00	0,00%	0,00	0,00		1,17	1,17	0,00	0,00%	0,00	-	
	Impôts locaux	1 093,97	1 093,97	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 093,97	1 093,97	0,00	0,00%	0,00	-	
27	Ristourne minière	1 093,97	1 093,97	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 093,97	1 093,97	0,00	0,00%	0,00	-	
28	Redevances carrière	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-	
29	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR QMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					QMM	ETAT		QMM	ETAT						
	Sectoriels	834,43	834,43	0,00	0,00%	0,00	0,00		834,43	834,43	0,00	0,00%	0,00	-	
30	Redevance minière	468,84	468,84	0,00	0,00%	0,00	0,00		468,84	468,84	0,00	0,00%	0,00	-	
31	Frais d'administration minière	187,20	187,20	0,00	0,00%	0,00	0,00		187,20	187,20	0,00	0,00%	0,00	-	
38	Redevances de pompage d'eau	172,39	172,39	0,00	0,00%	0,00	0,00		172,39	172,39	0,00	0,00%	0,00	-	
43	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	6,00	6,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		6,00	6,00	0,00	0,00%	0,00	-	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>38,37</b>	<b>0,48</b>	<b>37,89</b>	<b>98,74%</b>	<b>0,00</b>	<b>37,89</b>		<b>38,37</b>	<b>38,37</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>	
	Communs	38,37	0,48	37,89	98,74%	0,00	37,89		38,37	38,37	0,00	0,00%	0,00	-	
46	Pénalités	0,48	0,48	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,48	0,48	0,00	0,00%	0,00	-	
(b)	Droit de visa	8,93		8,93	100,00%	0,00	8,93	(3)	8,93	8,93	0,00	0,00%	0,00	-	
(c)	Carte d'identité d'étranger	28,96		28,96	100,00%	0,00	28,96	(3)	28,96	28,96	0,00	0,00%	0,00	-	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	<b>4 346,21</b>	<b>4 346,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>4 346,21</b>	<b>4 346,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>	
	Communes	4 346,21	4 346,21	0,00	0,00%	0,00	0,00		4 346,21	4 346,21	0,00	0,00%	0,00	-	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR QMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					QMM	ETAT		QMM	ETAT						
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	3 824,26	3 824,26	0,00	0,00%	0,00	0,00		3 824,26	3 824,26	0,00	0,00%	0,00	-	
51	CNaPS	521,94	521,94	0,00	0,00%	0,00	0,00		521,94	521,94	0,00	0,00%	0,00	-	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	348,50	0,00	348,50	100,00%	0,00	348,50		348,50	348,50	0,00	0,00%	0,00	-	
	Numéraires	348,50	0,00	348,50	100,00%	0,00	348,50	(4)	348,50	348,50	0,00	0,00%	0,00	-	
	<b>TOTAL</b>	7 391,96	7 002,04	389,93	5,28%	0,00	389,93		7 391,96	7 391,96	0,00	0,00%	0,00	-	

#### 4.2.2.1. Explications des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société QMM avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### **Note 1 : Droits d'enregistrement des actes**

Les droits d'enregistrement des actes concernent principalement des droits de conservation des bornages. Ce montant dû à sa faible valeur n'a pas fait l'objet de réconciliation. Les données de QMM ont été ajustées de MGA 3 540 886,00.

##### **Note 2 : IBS/TFT-ENR**

Aucun écart n'a été constaté entre le montant, payé et reporté, au canevas de MGA 725 776 422,52 suivant les ordres de virement de QMM et le montant reçu par la DGE. Toutefois, le montant total des pièces justificatives de déclarations de la TFT vérifié au près de QMM est de MGA 741 173 400,09, est de qui correspond bien au montant reporté sur le canevas. Ainsi, un écart en plus de MGA 15 396 977,59 a été constaté entre les pièces justificatives de déclarations et de paiement. Suivant l'explication et les récépissés de paiement remis par QMM, cet écart correspond au montant de la TFT payé par erreur en 2009 par un contractant (les prestations ont été réalisées à l'étranger). QMM a déduit la somme payée sur un paiement en 2010.

##### **Note 3 : Droits de visa et Carte d'Identité d'étranger**

Les données sur les droits de délivrance de visa et de carte de résident au niveau de l'EDBM et du Ministère de l'Intérieur n'ont pas pu être obtenues. En effet, l'administration n'était pas en mesure de produire les données par société minière car la gestion des dossiers à leur niveau est par personne physique mais non pas par société.

Toutefois, nous avons pu vérifier auprès de la société QMM les pièces justificatives de paiement de ces droits de visa et de carte de résident au niveau administratif.

De ce fait, nous avons ajusté respectivement les données de l'Etat de MGA 8 930 000,00 et de MGA 28 962 068,68 pour les droits de délivrance de visas et de carte de résident.

##### **Note 4 : Dons**

La confirmation des sommes octroyées avec l'entité bénéficiaire s'avère difficile. Ainsi, nous avons limité nos travaux à la vérification des pièces justificatives en bonne et due forme (demande de dons, procès verbal de réception, justificatif de paiement...) auprès de QMM ainsi que par des constats physiques des réalisations les plus significatives auprès des entités bénéficiaires. Nous n'avons identifié aucun écart sur les pièces justificatives et le montant du canevas. Aucune anomalie n'a été observée sur les réalisations physiques. De ce fait, nous avons considéré identique les sommes des dons octroyés par QMM et reçus par les entités bénéficiaires. Les données au niveau de l'Etat ont été ajustées de MGA 348 495 401,54.

Les dons octroyés par QMM sont essentiellement constitués par :

- les montants alloués au PDI ou Programme de Développement Intégré d'un montant total de MGA 254 332 947,50 pour 2010. Le PDI constitue la majeure partie des dons octroyés par QMM à la population de la Région ANOSY. Ce programme est constitué par deux volets : agriculture et élevage. La partie élevage est constitué par de l'apiculture, de l'aviciculture et de l'élevage de porcs. Sur le volet, agriculture, les paysans bénéficiaires cultivent des légumes et

des brèdes. Un projet pilote de culture sous serre a été initié dans la commune d'Ampasy Nampohana afin d'optimiser les rendements à la récolte. QMM finance, dans le cadre de ce PDI, toutes les dépenses relatives aux achats des matériels techniques et de construction des habitats des bêtes élevés, aux achats des engrais et matériels nécessaires à la culture ainsi qu'aux coûts de formation technique des éleveurs et cultivateurs. La réalisation ce programme se fait en collaboration avec des associations paysannes et des organisations non gouvernementale telles que ASOS, CIELOTERRA spécialistes en la matière afin que ces activités soient réalisées dans les normes. Les réalisations de dans le cadre du PDI ont été constatées de visu lors de notre descente sur terrain.

- ▶ la construction d'un marché pour la Commune Rurale de Mandromodromotra qui a couté MGA 38 055 582,80 à QMM. Le marché a été constaté de visu. La totalité des travaux a été financé par QMM.
- ▶ l'engazonnement du stade d'Ampasimasay, s'élevant à MGA 19 182 800,00, a été aussi constaté de visu.
- ▶ le financement de la main d'œuvre HIMO des travaux d'entretien et de réhabilitation des rues et ruelles de la Commune Urbaine de Tolagnaro (Fort-Dauphin) et dont le montant total s'élève à MGA 13 649 750,00.
- ▶ divers dons octroyés par QMM à la Commune Urbaine de Tolagnaro (Fort-Dauphin) d'un montant total de MGA 11 862 027,11.

### 4.2.3. KRAOMA

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR KRAOMA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					KRAOMA	ETAT		KRAOMA	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	6 596,48	6 611,32	-14,84	-0,23%	1,27	-12,39		6 597,75	6 598,93	-1,19	-0,02%	1,23	0,04	
	Communs	5 017,70	4 989,39	28,31	0,56%	1,27	30,81		5 018,97	5 020,20	-1,23	-0,02%	1,23	0,00	
	Impôts d'Etat	3 116,43	3 088,51	27,92	0,90%	0,00	29,15		3 116,43	3 117,65	-1,23	-0,04%	1,23	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR) -	2 453,17	2 453,17	0,00	0,00%	0,00	0,00		2 453,17	2 453,17	0,00	0,00%	0,00	0,00	
2	Impôts sur les plus values immobilières (IPVI)	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	1,18	0,00	1,18	100,00%	0,00	1,18	(1)	1,18	1,18	0,00	0,00%	0,00	0,00	
6	Taxes sur les véhicules de tourisme des entreprises (TVST)	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
7	TVA à l'importation	1,36		1,36	100,00%	0,00	1,36	(2)	1,36	1,36	0,00	0,00%	0,00	0,00	
9	Droits de douanes	374,60	374,63	-0,03	-0,01%	0,00	0,00		374,60	374,63	-0,03	-0,01%	0,03	0,00	Note 1
10	Droit d'importation	157,48	157,51	-0,03	-0,02%	0,00	0,00		157,48	157,51	-0,03	-0,02%	0,03	0,00	Note 1
11	Droits à l'export	102,03	103,20	-1,16	-1,14%	0,00	0,00		102,03	103,20	-1,16	-1,14%	1,16	0,00	Note 2

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR KRAOMA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					KRAOMA	ETAT		KRAOMA	ETAT						
14b	IRCM	26,61		26,61	100,00%	0,00	26,61	(3)	26,61	26,61	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts locaux	1 901,28	1 900,88	0,39	0,02%	1,27	1,66		1 902,54	1 902,54	0,00	0,00%	0,00	0,00	
16	Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)	10,27	8,61	1,66	16,19%	0,00	1,66	(4)	10,27	10,27	0,00	0,00%	0,00	0,00	
29	Autres (TVA: Montants rejetés)	1 891,01	1 892,27	-1,27	-0,07%	1,27	0,00	(5)	1 892,27	1 892,27	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	1 578,78	1 621,94	-43,16	-2,73%	0,00	-43,20	(6)	1 578,78	1 578,74	0,04	0,00%	0,00	0,04	
30	Redevance minière	294,45	294,45	0,00	0,00%	0,00	0,00		294,45	294,45	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	392,70	435,90	-43,20	-11,00%	0,00	-43,20		392,70	392,70	0,00	0,00%	0,00	0,00	
36	Location de terrains	295,43	295,39	0,04	0,01%	0,00	0,00		295,43	295,39	0,04	0,01%	0,00	0,04	Note 3
(e)	Autres (AERP)	3,86	3,86	0,00	0,00%	0,00	0,00		3,86	3,86	0,00	0,00%	0,00	0,00	
38	Redevances télécommunication	0,02	0,02	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,02	0,02	0,00	0,00%	0,00	0,00	
43	Autres (droit de port perçu par SMMC)	592,32	592,32	0,00	0,00%	0,00	0,00		592,32	592,32	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	Communs	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR KRAOMA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
					KRAOMA	ETAT		KRAOMA	ETAT					
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	947,42	896,23	51,18	5,40%	0,00	51,18		947,42	947,42	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	947,42	896,23	51,18	5,40%	0,00	51,18		947,42	947,42	0,00%	0,00	0,00	
45	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	584,14	584,14	0,00	0,00%	0,00	0,00		584,14	584,14	0,00%	0,00	0,00	
46	CNAPS	312,09	312,09	0,00	0,00%	0,00	0,00		312,09	312,09	0,00%	0,00	0,00	
47	OSIE	51,18	0,00	51,18	100,00%	0,00	51,18	(7)	51,18	51,18	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	2,56	0,00	2,56	100,00%	0,00	2,56		2,56	2,56	0,00%	0,00	0,00	
	Numéraires	2,56		2,56	100,00%	0,00	2,56	(8)	2,56	2,56	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	7 546,46	7 507,56	38,90	0,52%	1,27	41,35		7 547,72	7 548,91	-0,02%	1,23	0,04	

#### **4.2.3.1. Explications des ajustements**

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société KRAOMA avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été effectués pour ajuster les écarts identifiés.

##### **Note 1 : Droits d'enregistrement des actes**

Il s'agit des divers droits payés à l'Administration. Ils n'ont pas fait l'objet de collecte de données auprès de l'administration compte tenu de leur faible valeur. Les données de l'Etat ont été donc ajustées de MGA 1 179 675.

##### **Note 2 : Taxes sur les Véhicules de Tourisme des entreprises (TVST)**

Les écarts ne peuvent être maintenus car les données sur TVST n'ont pas fait l'objet de collecte de données auprès de l'administration. Des ajustements d'un montant de MGA 1 360 893,00 ont été effectués sur les données de l'Etat.

##### **Note 3 : IRCM**

Les IRCM de KRAOMA sont prélevés sur les intérêts du dépôt à terme. Ils sont retenus par la banque et versés directement par celle-ci à la DGE.

Suivant notre entretien auprès de la DGE, la reconstitution des montants de l'IRCM par KRAOMA nécessitent des travaux fastidieux étant donné que l'entité déclarante est la banque.

De ce qui précède et compte tenu de la faible valeur du montant ainsi que du délai imparti pour la collecte, nous avons effectuée notre vérification sur la base des pièces justificatives de KRAOMA. Les données de l'Etat sont ajustées pour un montant de MGA 26 608 025,76

##### **Note 4 : Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)**

Les IFPB des locaux de KRAOMA à Ivandry et Ampefiloha, d'un montant respectif de MGA 81 900,00 et de MGA 1 580 512,00 n'ont pas fait l'objet de collecte de données auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo, du fait de la faible valeur des montants. Des ajustements ont été donc effectués.

##### **Note 5 : TVA : montants rejetés**

L'ajustement de MGA 1 269 208,47 des données de l'Etat concerne la régularisation de proportion de TVA remboursée pour l'année 2009. Ce montant a été déduit des remboursements du mois de juillet 2010.

##### **Note 6 : Frais d'Administration minière**

Le frais d'Administration minière d'un montant de MGA 43 200 000 de la société SOMINOR a été payé par KRAOMA en 2010. Les données de l'Etat ont été ajustées de ce montant.

##### **Note 7 : OSIE**

L'OSIE n'a pas fait l'objet de collecte de données pour cet exercice de réconciliation. Les données de l'Etat ont été ajustées pour neutraliser l'écart.

##### **Note 8 : Dons**

Une vérification sur pièces justificatives a été effectuée sur les dons octroyés par KRAOMA. Les dons n'ont pas fait l'objet de collecte de données auprès de l'Administration vu leur faible valeur. Les données de l'Etat ont été ajustées d'un montant de MGA 2 560 000.

#### 4.2.3.2. Analyse des écarts

##### Note 1 : TVA à l'importation et droits de douanes

Les écarts constatés entre les données de KRAOMA et de l'administration douanière sur la TVA à l'importation et les droits de douanes, d'un montant respectif de MGA 34 128 et MGA 28 440, correspondent à la Déclaration Administratif Unique (DAU) et quittance n°R6389 :

Ces montants ont été effectivement payés par KRAOMA suivant les pièces justificatives fournies par la douane. Néanmoins, les données auprès de l'entreprise minière ne sont pas disponibles.

##### Note 2 : Droits à l'export

Un écart de MGA 1 164 800 a été constaté entre les données de KRAOMA et les données de la Direction Interrégionale des mines (DIR) de Toamasina. Le montant concerne des paiements en espèces de frais de poinçonnage de bijoux et de certificats de conformité.

Les paiements ne sont pas retracés dans la comptabilité de KRAOMA selon les explications reçues. Toutefois, ils ont été payés bien par la société selon les quittances de paiement disponibles auprès de la DIR. Les montants ont été ensuite confirmés par la Trésorerie Générale de Toamasina.

Les détails des paiements sont présentés comme suit :

Mois Concerné en 2010	N° et date quittance au niveau de la DIR	N° et date quittance au niveau du Trésor	Nature des cessions	Montant en MGA	Observations
Janvier	0600475 A du 07/01/10	2010/602 du 19/01/2010	CC N°001/MMH/SG/DIR.TO. Du 07/01/10	25 000,00	(1)
Février	0600477 C du 18/01/10	2010/1697 du 07/02/2010	CC N°013/MMH/SG/DIR.TO. Du 18/01/10	50 000,00	(1)
Août	0600492 E du 27/05/10	2010/7194 du 25/08/2010	CC N°087/088/MMH/SG/DIR.TO Du 27/05/10	939 800,00	(1)
Octobre	0654002 D du 26/08/10	2010/8559 du 05/10/2010	CC N°136/MMH/SG/DIR. Ats-ALMan-Anal. Du 26/08/10	50 000,00	(1)
Décembre	0654012 B du 05/11/10	2010/11659 du 29/12/2010	CC N°171/MMH/SG/DIR. Ats-ALMan-Anal. Du 05/11/10	50 000,00	(2)
Décembre	0654016 C du 01/12/10	2010/11666 du 29/12/2010	CC N°200/MMH/SG/DIR. Ats-ALMan-Anal. Du 01/12/10	50 000,00	(2).
<b>TOTAL</b>				<b>1 164 800,00</b>	

(1)- Versement en espèces effectué régisseur de recettes auprès de DIR de Toamasina, Ministère des mines et des hydrocarbures.

(2) - Versement en espèces des "Frais de poinçonnages des bijoux et de certificat de conformité" effectué par le régisseur de recettes auprès de la direction interrégionale Atsinanana - Aloatra Mangoro - Analanjirofo, Ministère des mines et des hydrocarbures.

##### Note 3 : Locations de terrains SPAT

Un écart de MGA 41 666,67 HTVA a été constaté entre le montant enregistré au niveau de la SPAT et celui de KRAOMA pour la facture N°1100709A008 du 01 juillet 2010. Notons que nous avons pu vérifier sur la facture le montant inscrit par KRAOMA dans son canevas. Le montant de la SPAT a été obtenu par l'état de confirmation de paiement qu'elle nous a fourni.

## 4.2.4. Madagascar Wisco

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR WISCO	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					WISCO	ETAT		WISCO	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	25,16	25,16	0,00	0,00%	0,00	0,00		25,16	25,16	0,00	0,00%	-	-	
	Communs	0,32	0,32	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,32	0,32	0,00	0,00%	-	-	
	Impôts d'Etat	0,32	0,32	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,32	0,32	0,00	0,00%	-	-	
1	Impôts sur les revenus (IR)	0,32	0,32	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,32	0,32	0,00	0,00%	-	-	
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	-	-	
	Sectoriels	24,84	24,84	0,00	0,00%	0,00	0,00		24,84	24,84	0,00	0,00%	-	-	
31	Frais d'administration minière	24,84	24,84	0,00	0,00%	0,00	0,00		24,84	24,84	0,00	0,00%	-	-	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	224 822,00	224 822,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		224 822,00	224 822,00	0,00	0,00%	-	-	
	Communs	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	-	-	
	Sectoriels	224 822,00	224 822,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	(1)	224 822,00	224 822,00	0,00	0,00%	-	-	-
49	Autres (Frais de mise a disposition périmètre)	224 822,00	224 822,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	(1)	224 822,00	224 822,00	0,00	0,00%	-	-	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR WISCO	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					WISCO	ETAT		WISCO	ETAT						
R	Retenues à la source	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	-	-	
	Communes	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	-	-	
D	Dons	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	-	-	
	<b>TOTAL</b>	224 847,16	224 847,16	0,00	0,00%	0,00	0,00		224 847,16	224 847,16	0,00	0,00%	-	-	

**Note 1 : Frais de mise à disposition du périmètre**

Il s'agit des Frais de mise à disposition du périmètre d'un montant de 100 000 000 USD, converti au taux de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) au jour de paiement de WISCO au comptable du Trésor public, le 29 juin 2010 : 1 dollar = MGA 2 248,22.

## 4.2.5. Groupe PAM

### 4.2.5.1. Société Pan African Mining Madagascar

(En millions MGA)

I	TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
						PAMM	ETAT		PAMM	ETAT					
	<b>Impôt et taxes</b>	2 735,19	2 664,62	70,57	2,58%	0,00	0,00		2 735,19	2 664,62	70,57	2,58%	0,00	70,57	
	Communs	82,84	12,28	70,57	85,18%	0,00	0,00		82,84	12,28	70,57	85,18%	0,00	70,57	
	Impôts d'Etat	82,84	12,28	70,57	85,18%	0,00	0,00		82,84	12,28	70,57	85,18%	0,00	70,57	
1	Impôts sur les revenus (IR) -	1,10	0,32	0,78	70,96%				1,10	0,32	0,78	70,96%	0,00	0,78	Note 1
3	Droits d'enregistrement des actes	0,13	0,13	0,00	0,00%				0,13	0,13	0,00	0,00%	0,00	0,00	
4	Droits d'enregistrement bail	5,98	1,45	4,54	75,82%				5,98	1,45	4,54	75,82%	0,00	4,54	Note 2
7	TVA à l'importation	58,35	7,14	51,21	87,77%				58,35	7,14	51,21	87,77%	0,00	51,21	Note 3
9	Droits de douanes	17,28	3,24	14,04	81,23%				17,28	3,24	14,04	81,23%	0,00	14,04	Note 4
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	2 652,34	2 652,34	0,00	0,00%	0,00	0,00		2 652,34	2 652,34	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	2 651,79	2 651,79	0,00	0,00%				2 651,79	2 651,79	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAMM	ETAT		PAMM	ETAT						
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	0,55	0,55	0,00	0,00%				0,55	0,55	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	7,11	1,24	5,87	82,52%	0,00	5,87		7,11	7,11	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	7,11	1,24	5,87	82,52%	0,00	5,87		7,11	7,11	0,00	0,00%	0,00	0,00	
46	Pénalités	7,11	1,24	5,87	82,52%		5,87	(1)	7,11	7,11	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00		0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	251,49	253,95	-2,46	-0,98%	0,00	-2,20		251,49	251,75	-0,26	-0,10%	0,26	0,00	
	Communes	251,49	253,95	-2,46	-0,98%	0,00	-2,20		251,49	251,75	-0,26	-0,10%	0,26	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	147,80	147,80	0,00	0,00%				147,80	147,80	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	53,29	55,75	-2,46	-4,62%		-2,20	(2)	53,29	53,55	-0,26	-0,49%	0,26	0,00	Note 5
52	OSIE	50,41	50,41	0,00	0,00%				50,41	50,41	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>2 993,79</b>	<b>2 919,81</b>	<b>73,97</b>	<b>2,47%</b>	<b>0,00</b>	<b>3,67</b>		<b>2 993,79</b>	<b>2 923,49</b>	<b>70,30</b>	<b>2,35%</b>	<b>0,26</b>	<b>70,57</b>	

#### **4.2.5.1.1. Explications des ajustements**

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société PAM Madagascar avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### **Note 1 : Pénalités**

L'ajustement effectué sur les données de l'Administration, d'un montant de MGA 5 869 234,10, dans la rubrique Pénalités se détaille comme suit :

- ▶ les pénalités sur CNaPS pour un montant de MGA 2 198 853,00. Le montant a été déduit du montant enregistré par la CNaPS et reclassé ensuite dans cette rubrique ;
- ▶ les pénalités sur OSIE d'un montant total de MGA 3 670 471,10. L'OSIE n'ont pas fait l'objet de collecte de données sur cet exercice de réconciliation.
- ▶ l'arrondi effectué par la société PAM Madagascar sur le montant de la pénalité IRSA d'un montant de MGA 89,90.

##### **Note 2 : CNaPS**

Il s'agit des pénalités sur CNaPS reclassées dans la rubrique Pénalités pour un montant de MGA 2 198 853,00.

#### **4.2.5.1.2. Analyse des écarts**

##### **Note 1 : Impôts sur les revenus**

L'écart de MGA 781 946,00 est constitué par le montant issu du redressement fiscal suivant la lettre de notification n° 46/MFB/SG/DGI/DCO/DRI/SRE C CSP. Le paiement est effectué en 2011 et ne figure pas dans les données fournies par le Service Régional des Entreprises - SRE C.

##### **Note 2 : Droits d'enregistrement bail**

Le droit d'enregistrement de bail, sur les loyers du siège allant du 01/09/08 au 31/08/10, payé le 16/02/2011, pour un montant de MGA 4 536 000,00 apparaît non rapproché dans les données de l'Administration fiscale. Ce paiement n'a pas été retrouvé dans les données fournies par la SRE C mais figure par contre dans la partie 2011 de l'Etat 211 bis de PAM Madagascar.

##### **Note 3: TVA à l'importation**

L'écart relatif à la TVA à l'importation, d'un montant total de MGA 51 211 515,00, a été vérifié sur les pièces justificatives (DAU, Quittances...) fournies par la société mais nous n'avons pas pu retracer ce montant dans les données de la douane. Les détails y afférents sont présentés ci-dessous :

Date DAU	N° DAU	Référence quittance	Montant TVA d'importation
19/04/2010	G1		28 820 227,00
19/04/2010	G2		2 808 377,00
15/12/2010	G31	R28083	1 218 210,00
15/12/2010	G30	R28207	17 821 544,00
14/09/2010	S 418	R28084	543 157,00
TOTAL			51 211 515,00

#### Note 4: Droits de douanes

L'écart relatif aux droits de douanes, d'un montant total de MGA 14 036 026,00, a été vérifié sur les pièces justificatives (DAU, Quittances...) fournies par la société mais nous n'avons pas pu retracer ce montant dans les données de la douane. Les détails y afférents sont présentés ci-dessous :

Date DAU	N° DAU	Référence de la quittance	Montant droit de douane
19/04/2010	G1	R83	6 861 958,00
19/04/2010	G2	R84	1 748 568,00
15/12/2010	G30	R28207	5 425 500,00
TOTAL			14 036 026,00

#### Note 5 : CNAPS

Un écart inexpliqué de MGA 262 228,00 a été enregistré sur le montant de la CNaPS du 2ème trimestre 2010.

#### 4.2.5.2. Société PAM Sakoa

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM SAKOA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAM SAKOA	ETAT		PAM SAKOA	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	676,15	290,98	385,18	56,97%	0,00	390,38		676,15	681,36	-5,20	-0,77%	5,20	0,00	
	Communs	552,99	167,81	385,18	69,65%	0,00	390,38		552,99	558,19	-5,20	-0,94%	5,20	0,00	
	Impôts d'Etat	552,99	167,81	385,18	69,65%	0,00	390,38		552,99	558,19	-5,20	-0,94%	5,20	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	390,38		390,38	100,00%		390,38	(1)	390,38	390,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
7	TVA à l'importation	119,69	123,70	-4,01	-3,35%				119,69	123,70	-4,01	-3,35%	4,01	0,00	Note 1
9	Droits de douanes	42,92	44,11	-1,19	-2,77%	0,00		(2)	42,92	44,11	-1,19	-2,77%	1,19	0,00	Note 1
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00		
	Sectoriels	123,16	123,16	0,00	0,00%	0,00	0,00		123,16	123,16	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	123,16	123,16	0,00	0,00%				123,16	123,16	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	5,71	0,47	5,24	91,78%	0,00	5,06		5,71	5,53	0,18	3,13%	0,00	0,18	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM SAKOA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
					PAM SAKOA	ETAT		PAM SAKOA	ETAT					
Communs	5,71	0,47	5,24	91,78%	0,00	5,06		5,71	5,53	0,18	3,13%	0,00	0,18	
46 Pénalités	5,71	0,47	5,24	91,78%	0,00	5,06	(3)	5,71	5,53	0,18	3,13%	0,00	0,18	Note 2
Sectoriels	0,00		0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00		
<b>R Retenues à la source</b>	<b>136,80</b>	<b>111,04</b>	<b>25,76</b>	<b>18,83%</b>	<b>0,00</b>	<b>25,76</b>		<b>136,80</b>	<b>136,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Communs	136,80	111,04	25,76	18,83%	0,00	25,76		136,80	136,80	0,00	0,00%	0,00	0,00	
50 Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	76,38	76,38	0,00	0,00%				76,38	76,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51 CNAPS	33,07	34,66	-1,59	-4,81%		-1,59	(4)	33,07	33,07	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52 OSIE	27,35	0,00	27,35	100,00%		27,35	(5)	27,35	27,35	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D Dons</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>818,66</b>	<b>402,49</b>	<b>416,17</b>	<b>50,84%</b>	<b>0,00</b>	<b>421,20</b>		<b>818,66</b>	<b>823,69</b>	<b>-5,02</b>	<b>-0,61%</b>	<b>5,20</b>	<b>0,18</b>	

#### 4.2.5.2.1. Explications des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société PAM Sakoa avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### **Note 1 : Droits d'enregistrement des actes**

Il s'agit notamment du droit d'enregistrement des actes de nantissement des actions de PAM Sakoa, payé auprès du greffier du tribunal de 1<sup>ère</sup> instance par le biais d'un notaire. Le paiement a été justifié par un certificat d'enregistrement et n'a pas fait l'objet de collecte auprès du Tribunal. Les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 390 381 097,92.

##### **Note 2 : Droits de douanes**

L'écart de faible valeur de MGA 180,00 correspond à une Taxe sur le Produit Pétrolier suivant la quittance de douane N°R4581. Le montant n'a pas été enregistré par omission dans le canevas de la société. Un ajustement a été donc effectué.

##### **Note 3 : Pénalités**

Les données de l'Etat ont été ajustées du montant des pénalités suivantes:

- ▶ des pénalités sur l'OSTIE d'un montant de MGA 1 971 509,00;
- ▶ des pénalités sur le CNaPS d'un montant de MGA 1 590 377,00. Le montant a été déduit du montant enregistré par la CNAPS et ensuite reclassé dans cette rubrique ;
- ▶ des pénalités sur la non déclaration des transactions financières pour un montant de MGA 1 500 000,00. Le montant n'a pas fait l'objet de collecte auprès du Finance Extérieur (FINEX).

##### **Note 4 : CNaPS**

Il s'agit des pénalités sur CNaPS reclassées dans la rubrique Pénalité d'un montant de MGA 1 590 377,00.

##### **Note 5 : OSIE**

L'OSIE n'a pas été incluse dans le périmètre de vérification et de réconciliation. Les données de l'Administration sont ajustées d'un montant de MGA

27 346 129,00 pour ne pas générer d'écart.

#### 4.2.5.2.2. Analyse des écarts

##### Note 1 : TVA à l'importation et droits de douanes

Les droits de douanes et les TVA à l'importation pour des montants respectifs de MGA 1 190 341,00 et de MGA 4 013 368,00 ont été identifiés dans les données de la douane mais n'ont pu être rapprochés auprès de PAM Sakoa. Toutefois, les DAU y afférentes, mises à notre disposition par la Douane sont bien au nom de la société et concernent la période de réconciliation.

Date DAU	N° DAU	Date Quittance	Référence Quittance	Droit de douanes	TVA à l'importation
08/01/2010	371	27/01/2010	R 844	788 802,00	3 312 970,00
08/01/2010	372	18/01/2010	R 460	309 126,00	497 089,00
20/09/2010	15504	01/10/2010	R 11190	92 413,00	203 309,00
<b>TOTAL</b>				<b>1 190 341,00</b>	<b>4 013 368,00</b>

##### Note 2: Pénalités

Un écart non expliqué de MGA 178 945,60 subsiste entre le montant de l'IRSA enregistré auprès de la société et celui du Centre fiscal V.

### 4.2.5.3. PAM Atomique

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM ATOMIQUE	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAM ATOMIQUE	ETAT		PAM ATOMIQUE	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	748,80	749,13	-0,33	-0,04%	0,00	0,00		748,80	749,13	-0,33	-0,04%	0,33	0,00	
	Communs	0,00	0,33	-0,33	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,33	-0,33	0,00%	0,33	0,00	Note 1
	Impôts d'Etat	0,00	0,33	-0,33	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,33	-0,33	0,00%	0,33	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR)		0,32	-0,32	0,00%				0,00	0,32	-0,32	0,00%	0,32	0,00	Note 1
3	Droits d'enregistrement des actes	0,00	0,01	-0,01	0,00%				0,00	0,01	-0,01	0,00%	0,01	0,00	Note 2
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	748,80	748,80	0,00	0,00%				748,80	748,80	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	748,80	748,80	0,00	0,00%				748,80	748,80	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	4,15	1,22	2,94	70,70%	0,00	3,34		4,15	4,55	-0,40	-9,63%	0,40	0,00	
	Communs	4,15	1,22	2,94	70,70%	0,00	3,34		4,15	4,55	-0,40	-9,63%	0,40	0,00	
46	Pénalités	4,15	1,22	2,94	70,70%		3,34	(1)	4,15	4,55	-0,40	-9,63%	0,40	0,00	Note 3

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM ATOMIQUE	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAM ATOMIQUE	ETAT		PAM ATOMIQUE	ETAT						
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	60,14	41,97	18,16	30,21%	0,00	14,54		60,14	56,51	3,63	6,03%	0,00	3,63	
	Communes	60,14	41,97	18,16	30,21%	0,00	14,54		60,14	56,51	3,63	6,03%	0,00	3,63	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	32,58	28,96	3,63	11,13%		0,00		32,58	28,96	3,63	11,13%	0,00	3,63	Note 4
51	CNAPS	12,46	13,01	-0,55	-4,41%		-0,55	(2)	12,46	12,46	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52	OSIE	15,09		15,09	100,00%		15,09	(3)	15,09	15,09	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>813,09</b>	<b>792,32</b>	<b>20,77</b>	<b>2,55%</b>	<b>0,00</b>	<b>17,87</b>		<b>813,09</b>	<b>810,19</b>	<b>2,89</b>	<b>0,36%</b>	<b>0,73</b>	<b>3,63</b>	

#### 4.2.5.3.1. Explications des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société PAM Atomique avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### Note 1 : Pénalités

L'ajustement effectué d'un montant de 3 335 481,00 MGA sur la rubrique Pénalité se détaille comme suit :

- ▶ les pénalités sur CNAPS pour un montant de MGA 549 509,00. Le montant a été déduit du montant enregistré par la CNaPS et ensuite reclassé dans cette rubrique ;
- ▶ les pénalités sur la régularisation des conventions de compte courant entre PAM ATOMIQUE et une personne physique pour un montant de MGA 2 000 000. Le montant n'a pas fait l'objet de collecte auprès du Finance Extérieur (FINEX).
- ▶ les pénalités sur OSIE d'un montant total de MGA 785 972,00. L'OSIE n'a pas fait l'objet de vérification et de réconciliation.

##### Note 2 : CNaPS

Il s'agit des pénalités sur CNaPS d'un montant de 549 509,00 reclassées dans la rubrique Pénalité.

##### Note 3 : OSIE

L'OSIE n'a pas été incluse dans le périmètre de vérification et de réconciliation. Les données de l'Administration sont ajustées d'un montant de MGA 15 087 347,00 pour ne pas générer d'écart.

#### 4.2.5.3.2. Analyse des écarts

##### Note 1 : Impôt sur les Revenus

Les acomptes payés pour l'exercice 2010, d'un montant de MGA 320 000,00 ne sont pas retracés dans les données de PAM Atomique.

##### Note 2 : Droits d'enregistrement des actes

L'écart de MGA 12 000,00 sur les droits d'enregistrement des actes ne sont pas enregistrés dans le canevas du PAM Atomique. Les pièces justificatives y afférentes ne sont pas disponibles auprès de la société.

##### Note 3 : Pénalités

Les amendes sur droit et d'enregistrement d'un montant de MGA 400 000,00 est constaté entre les amendes et pénalités enregistrées auprès de PAM Atomique et celles du SRE C.

##### Note 4 : IRSA

Un écart de MGA 3 626 410 a été constaté entre le montant total de l'IRSA payé par PAM Atomique et celui du SRE C. L'écart a le même montant que l'IRSA du mois d'Avril 2010 d'après l'état 211 bis et le récépissé de paiement fournis par PAM Atomique.

## 4.2.6. Mainland Mining

### 4.2.6.1. Tableau

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MAINLAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MAINLAND	ETAT		MAINLAND	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	945,92	942,64	3,28	0,35%	-0,62	0,00		945,30	942,64	2,66	0,28%	0,00	2,67	
	Communs	123,05	120,38	2,67	2,17%	0,00	0,00		123,05	120,38	2,67	2,17%	0,00	2,67	
	Impôts d'Etat	75,60	72,94	2,67	3,53%	0,00	0,00		75,60	72,94	2,67	3,53%	0,00	2,67	
1	Impôts sur les revenus (IR)	9,42	9,42	0,00	0,00%	0,00	0,00		9,42	9,42	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	38,83	38,83	0,00	0,00%	0,00	0,00		38,83	38,83	0,00	0,00%	0,00	0,00	
4	Droits d'enregistrement bail	0,24	0,24	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,24	0,24	0,00	0,00%	0,00	0,00	
7	TVA à l'importation	12,25	12,25	0,00	0,00%	0,00	0,00		12,25	12,25	0,00	0,00%	0,00	0,00	
9	Droits de douanes	6,37	6,37	0,00	0,00%	0,00	0,00		6,37	6,37	0,00	0,00%	0,00	0,00	
10	Droit d'importation	0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
11	Droits à l'export	8,44	5,77	2,67	31,60%	0,00	0,00		8,44	5,77	2,67	31,60%	0,00	2,67	Note 1

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MAINLAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MAINLAND	ETAT		MAINLAND	ETAT						
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,05	0,05	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,05	0,05	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts locaux	47,45	47,45	0,00	0,00%	0,00	0,00		47,45	47,45	0,00	0,00%	0,00	0,00	
24	Redevances sur les eaux usées (REU)	7,33	7,33	0,00	0,00%	0,00	0,00		7,33	7,33	0,00	0,00%	0,00	0,00	
26	Ristourne minière	40,12	40,12	0,00	0,00%	0,00	0,00		40,12	40,12	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	822,87	822,25	0,62	0,07%	-0,62	0,00		822,25	822,25	0,00	0,00%	0,00	0,00	
30	Redevance minière	17,20	17,20	0,00	0,00%	0,00	0,00		17,20	17,20	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	631,93	631,93	0,00	0,00%	0,00	0,00		631,93	631,93	0,00	0,00%	0,00	0,00	
43	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	173,75	173,13	0,62	0,35%	-0,62	0,00	<b>Note 1</b>	173,13	173,13	0,00	0,00%	0,00	0,00	<b>Note 2</b>
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>6,57</b>	<b>0,20</b>	<b>6,37</b>	<b>96,96%</b>	<b>0,00</b>	<b>6,37</b>		<b>434,32</b>	<b>434,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	Communs	6,57	0,20	6,37	96,96%	0,00	6,37		6,57	6,57	0,00	0,00%	0,00	0,00	
46	Pénalités	0,20	0,20	0,00	0,00%	0,00			0,20	0,20	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(b)	Droit de visa	1,40		1,40	100,00%	0,00	1,40	<b>Note 2</b>	1,40	1,40	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(c)	Carte d'identité étranger	4,97		4,97	100,00%	0,00	4,97	<b>Note 2</b>	4,97	4,97	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MAINLAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MAINLAND	ETAT		MAINLAND	ETAT						
Sectoriels	427,75	427,75	0,00	0,00%	0,00	0,00		427,75	427,75	0,00	0,00%	0,00	0,00		
49	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	427,75	427,75	0,00	0,00%	0,00	0,00		427,75	427,75	0,00	0,00%	0,00	0,00	<b>Note 3</b>
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	5,84	5,84	0,00	0,00%	0,00	0,00		5,84	5,84	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	5,84	5,84	0,00	0,00%	0,00	0,00		5,84	5,84	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	5,84	5,84	0,00	0,00%	0,00		<b>Note 3</b>	5,84	5,84	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	11,61	0,00	11,61	100,00%	0,00	11,61		11,61	11,61	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Numéraires	10,52		10,52	100,00%	0,00	10,52	<b>Note 4</b>	10,52	10,52	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)	1,09		1,09	100,00%	0,00	1,09	<b>Note 4</b>	1,09	1,09	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	969,94	948,68	21,26	2,19%	-0,62	17,98		1 397,08	1 394,41	2,66	0,19%	0,00	2,67	

#### 4.2.6.2. Explications des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société Mainland Mining avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### **Note 1 : Rubrique 43 « Autres »**

Les ajustements d'un montant total de MGA (-) 617 9000 au niveau des données de la société MAINLAND se rapportent d'une part, à l'inclusion d'autres paiements effectués au niveau du BCMM pour un montant de MGA 35 000 et à la déduction des droits de renonciation de MGA 650 400 dont le permis minier n'est pas au nom de la société MAINLAND d'autre part.

##### **Note 2 : Droit de visa et carte de résident**

Les données sur les droits de délivrance de visa et de carte de résident au niveau de l'EDBM n'ont pas pu être obtenues. En effet, l'administration n'était pas en mesure de produire les données par société minière car la gestion des dossiers à leur niveau est par personne physique et non pas par société.

De ce fait, nous avons ajusté respectivement les données de l'Etat de MGA 1 400 000 et de MGA 4 970 679,58 pour les droits de délivrance de visas et de carte de résident.

##### **Note 3 : CNAPS**

L'ajustement de MGA 200 sur la CNAPS dans le canevas de la société MAINLAND concerne une erreur de saisie.

##### **Note 4 : Dons**

Compte tenu de la multitude des bénéficiaires des dons, la confirmation des dons en numéraires auprès de chaque bénéficiaire n'est pas réalisable. Toutefois, nous avons pu constater physiquement les principaux dons en nature.

Les dons en numéraires supportés par des pièces justificatives de paiement et de réception en bonne et due forme ainsi que les dons en nature constatés de visu ont été considérés comme reçus par l'entité bénéficiaire. De ce fait, les données au niveau de l'Etat ont été ajustées de MGA 11 608 000.

Les dons octroyés par la société MAINLAND MINING pour la période 2010 s'élevant à 11 608 000 sont constitués par:

- ▶ la prise en charge du salaire du prestataire de MGA 6 580 000 ayant réalisé la construction d'école au bénéfice du Fokontany Analampotsy,
- ▶ la prise en charge du salaire du prestataire de MGA 3 078 000 ayant réalisé la salle de fête pour le Fokontany Menatany,
- ▶ divers dons pour MGA 1 170 000 tels que bœufs, riz, ...

Nous avons pu constater de visu la réalisation des constructions d'école à Analampotsy ainsi que la salle de fête à Menatany.

### **4.2.6.3. Analyse des écarts**

#### **Note 1 : Droit à l'export**

La direction inter régionale des mines à Toamasina enregistre des droits à l'export, notamment des droits de délivrance de certificat de conformité de MGA 5 771 962,00 alors que l'entreprise minière a renseigné MGA 8 438 216,00. L'écart de MGA 2 666 254 que le ministère n'a pas indiqué est constitué par un paiement selon quittance n° 654052-D du 02/12/2010.

#### **Note 2 : Rubrique 43 « Autres : droit forfaitaire payé au niveau du BCMM »**

Un écart de MGA 2 500 existe entre les données de BCMM et celles renseignées par la société MAINLAND MINING. Cet écart d'une part correspond précisément à un paiement d'un montant de MGA 2 500 qui n'a pas été pris en compte par MAINLAND dans son canevas.

#### **Note 3 : Frais de mise à disposition du périmètre**

Il s'agit des Frais de mise à disposition du périmètre d'un montant de 200 000 USD, converti au taux de la Banque centrale de Madagascar au jour de paiement de MAINLAND au BCMM, le 22 décembre 2010 : 1 dollar = MGA 2 138,77.

## 4.2.7. Gold Sand

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR GOLD SAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					GOLD SAND	ETAT		GOLD SAND	ETAT						
I	<b>Impôt et taxes</b>	1 130,90	1 136,69	-5,78	-0,51%	-0,02	0,79		1 130,88	1 137,48	-6,60	-0,58%	6,60	0,00	
	Communs	1,11	0,37	0,74	66,37%	0,00	0,79		1,11	1,17	-0,05	-4,89%	0,05	0,00	
	Impôts d'Etat	1,11	0,37	0,74	66,37%	0,00	0,79		1,11	1,17	-0,05	-4,89%	0,05	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR)	0,32	0,32	0,00	0,00%				0,32	0,32	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	0,65	0,05	0,59	91,56%		0,65	Note 1	0,65	0,70	-0,05	-8,44%	0,05	0,00	Note 1
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,15		0,15	100,00%		0,15	Note 2	0,15	0,15	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	1 129,79	1 136,31	-6,52	-0,58%	-0,02	0,00		1 129,77	1 136,31	-6,55	-0,58%	6,55	0,00	
31	Frais d'administration minière	1 129,22	1 129,20	0,02	0,00%	-0,02	0,00		1 129,20	1 129,20	0,00	0,00%	0,00	0,00	
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact	0,00	6,49	-6,49	0,00%		0,00		0,00	6,49	-6,49	0,00%	6,49	0,00	Note 2
43	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,57	0,62	-0,06	-10,42%		0,00		0,57	0,62	-0,06	-10,42%	0,06	0,00	Note 3

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR GOLD SAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					GOLD SAND	ETAT		GOLD SAND	ETAT						
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	5,07	0,00	5,07	100,00%	0,00	5,07		5,07	5,07	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	5,07	0,00	5,07	100,00%	0,00	5,07		5,07	5,07	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(b)	Droit de visa	0,57		0,57	100,00%		0,57	<b>Note 3</b>	0,57	0,57	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(c)	Carte d'identité d'étranger	4,51		4,51	100,00%		4,51	<b>Note 3</b>	4,51	4,51	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	0,37	0,00	0,37	100,00%	0,00	0,37		0,37	0,37	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	0,37	0,00	0,37	100,00%	0,00	0,37		0,37	0,37	0,00	0,00%	0,00	0,00	
53	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,37		0,37	100,00%		0,37	Note 4	0,37	0,37	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	1 136,35	1 136,69	-0,34	-0,03%	-0,02	6,24		1 136,32	1 142,92	-6,60	-0,58%	6,60	0,00	

#### 4.2.7.1. Explications des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société Gold Sand avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### Note 1 : Droits d'enregistrement des actes

Le montant renseigné par la société Gold Sand dans cette rubrique concerne les droits d'enregistrement des actes payés au niveau de l'EDBM. Cependant, compte tenu de la non significativité du montant, l'entité concernée n'a pas fait l'objet de collecte d'information. Ainsi, les données de l'état ont été ajustées de MGA 645 500 pour ne pas générer d'écart.

##### Note 2 : « Rubrique 14 : Autres » (paiement fait au niveau du service de l'administration générale et RH douane)

Cette rubrique renseigne des frais de MGA 148 000 payés au niveau du service de l'administration générale et RH douane à Ivato. Compte tenu de la non significativité du montant, aucune collecte de données n'a été effectuée auprès de l'Administration, d'où l'ajustement de MGA 148 000 constaté sur les données de l'Etat.

##### Note 3 : Droit de visa et carte de résident

Les données sur les droits de délivrance de visa et de carte de résident au niveau de l'EDBM n'ont pas pu être obtenues. En effet, l'administration n'était pas en mesure de produire les données par société minière car la gestion des dossiers à leur niveau s'effectue par personne physique mais non pas par société.

De ce fait, nous avons ajusté respectivement les données de l'Etat de MGA 565 000 et de MGA 4 507 179,44 pour les droits de délivrance de visas et de carte de résident.

##### Note 4 : « Rubrique 53 : Autres » (droit de délivrance de certificat de résidence et légalisation)

Les communes réceptrices des droits de délivrance de certificat de résidence et légalisation n'ont pas fait l'objet de collecte d'informations.

A cet effet, les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 371 300.

#### 4.2.7.2. Analyse des écarts

##### Note 1 : Droit d'enregistrement des actes

Une différence de MGA 54 500 est constatée entre les données renseignées par la société GOLDSAND et celles fournies par le SRE A. L'écart s'explique par des droits d'enregistrement enregistrés au niveau du SRE A mais non inclus dans le canevas de la société.

Ces droits se détaillent comme suit :

Date	N° récépissé	Montant
25/08/2010	32911	30 000,00
25/08/2010	32913	2 000,00
25/08/2010	32912	22 500,00
TOTAL		54 500,00

### Note 2 : Frais d'évaluation et de suivi de l'impact

L'ONE a renseigné dans ses données le paiement de frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental de MGA 6 487 470 par la société Gold Sand. Cependant, la société n'a pas intégré ce montant dans son canevas. Les détails de ce paiement sont les suivants:

Date de paiement	Montant
10/04/2010	3 496 810,00
10/04/2010	2 990 660,00
<b>TOTAL</b>	<b>6 487 470,00</b>

### Note 3 : « Rubrique 43 : Autres » (Autres paiements au niveau de BCMM)

L'écart de MGA 58 900 au niveau de cette rubrique concerne des paiements effectués au niveau de BCMM mais non renseignés dans le canevas de Gold Sand.

Ci-dessous les détails de ces paiements :

Société	Date	OV	Quittance	Montant
GOLD SAND	25/03/2010	CVD268	429364E	1 400,00
GOLD SAND	25/08/2010	CVD847	429944C	57 500,00
<b>TOTAL</b>				<b>58 900,00</b>

## 4.2.8. Madagascar Oil

(En millions MGA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MADA OIL	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MADA OIL	ETAT		MADA OIL	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	2 075,26	2 117,06	-41,80	-2,01%	41,80	0,00		2 117,06	2 117,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	3,70	3,70	0,00	0,00%	-	0,00		3,70	3,70	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts d'Etat	3,70	3,70	0,00	0,00%	-	0,00		3,70	3,70	0,00	0,00%	0,00	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR)	0,13	0,13	0,00	0,00%	-	0,00		0,13	0,13	0,00	0,00%	0,00	0,00	
4	Droits d'enregistrement bail	2,92	2,92	0,00	0,00%	-	0,00		2,92	2,92	0,00	0,00%	0,00	0,00	
7	TVA à l'importation	0,45	0,45	0,00	0,00%	-	0,00		0,45	0,45	0,00	0,00%	0,00	0,00	
9	Droits de douanes	0,20	0,20	0,00	0,00%	-	0,00		0,20	0,20	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts locaux	2 071,56	2 113,35	-41,80	-2,02%	41,80	0,00		2 113,35	2 113,35	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	1 550,73	1 596,52	-45,79	-2,95%	45,79	0,00	<b>Note 1</b>	1 596,52	1 596,52	0,00	0,00%	0,00	0,00	
34	Frais d'administration OMNIS	520,37	516,38	3,99	0,77%	-3,99	0,00	<b>Note 2</b>	516,38	516,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
35	Frais de formation OMNIS	2 075,26	2 117,06	-41,80	-2,01%	41,80	0,00		2 117,06	2 117,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MADA OIL	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MADA OIL	ETAT		MADA OIL	ETAT						
38	Redevances de pompage d'eau	0,03	0,03	0,00	0,00%	-	0,00		0,03	0,03	0,00	0,00%	0,00	0,00	
40	Redevances de fréquence	0,43	0,43	0,00	0,00%	-	0,00		0,43	0,43	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	2,59	0,00	2,59	100,00%	-	2,59		2,59	2,59	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	2,59	0,00	2,59	100,00%	-	2,59		2,59	2,59	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(b)	Droit de visa	1,50	0,00	1,50	100,00%	-	1,50	<b>Note 3</b>	1,50	1,50	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(c)	Carte d'identité d'étranger	1,09	0,00	1,09	100,00%	-	1,09	<b>Note 3</b>	1,09	1,09	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	-	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	387,28	315,31	71,97	18,58%	-	71,97		387,28	387,28	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	387,28	315,31	71,97	18,58%	-	71,97		387,28	387,28	0,00	0,00%	0,00	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	272,09	272,09	0,00	0,00%	-	0,00		272,09	272,09	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNaPS	43,22	43,22	0,00	0,00%	-	0,00		43,22	43,22	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52	OSIE	71,97	0,00	71,97	100,00%	-	71,97	Note 2	71,97	71,97	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MADA OIL	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MADA OIL	ETAT		MADA OIL	ETAT						
<b>D</b>	<b>Dons</b>	29,15	0,00	29,15	100,00%	-	29,15		29,15	29,15	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Numéraires	26,96		26,96	100,00%		26,96	<b>Note 3</b>	26,96	26,96	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)	2,19		2,19	100,00%		2,19	Note 3	2,19	2,19	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	2 494,27	2 432,36	61,90	2,48%	41,80	103,70		2 536,07	2 536,07	0,00	0,00%	0,00	0,00	

#### 4.2.8.1. Explications des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société Madagascar Oil avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour ajuster les écarts identifiés.

##### Note 1: Frais d'administration OMNIS

Les frais d'administration convertis en Ariary renseigné par MADAGASCAR OIL présentent un écart en moins de MGA (-) 45 790 125,00 par rapport aux montants déclarés reçus par l'OMNIS. L'écart est dû aux différences de change. Cet écart a fait l'objet d'un ajustement au niveau des données de MADA OIL.

La réconciliation des frais d'administration payés par Madagascar Oil et reçus par l'OMNIS se présente comme suit :

MADAGASCAR OIL S.A.				OMNIS				Ecart (USD)	Ecart (MGA)
Montant USD (1)	Taux	Montant MGA (1)	Date de paiement	Montant USD (2)	Taux	Montant MGA (2)	Date de paiement	(1)-(2)	(1)-(2)
250 000,00	2093,92	523 480 000,00	12-avr-10	250 000,00	2 035,69	508 922 500,00	15-avr-10	0,00	14 557 500,00
162 500,00	2107,17	342 415 125,00	11-juin-10	162 500,00	2 230,96	362 531 000,00	08-juil-10	0,00	-20 115 875,00
162 500,00	2107,17	342 415 125,00	11-juin-10	162 500,00	2 230,96	362 531 000,00	08-juil-10	0,00	-20 115 875,00
162 500,00	2107,17	342 415 125,00	11-juin-10	162 500,00	2 230,96	362 531 000,00	08-juil-10	0,00	-20 115 875,00
<b>737 500,00</b>		<b>1 550 725 375,00</b>		<b>737 500,00</b>		<b>1 596 515 500,00</b>		<b>0,00</b>	<b>-45 790 125,00</b>

##### Note 2 : Frais de formation OMNIS

Les frais de formation convertis en Ariary selon le canevas de MADAGASCAR OIL présentent un écart en plus de MGA par rapport aux montants déclarés reçus par l'OMNIS. L'écart est dû aux différences de change. Cet écart a fait l'objet d'un ajustement au niveau des données de MADA OIL.

La réconciliation des frais d'administration payés par Madagascar Oil et reçus par l'OMNIS se présente comme suit :

MADAGASCAR OIL S.A.				OMNIS				Ecart (USD)	Ecart (MGA)	
Montant USD (1)	Taux	Montant MGA (1)	Date de paiement	Période (2010)	Montant USD (2)	Taux	Montant MGA (2)	Date de paiement	(1)-(2)	(1)-(2)
62 500,00	1 962,42	122 651 250,00	12-janv-10	Trimestre 1	62 500,00	2 048,79	128 049 375,00	20-janv-10	0,00	-5 398 125,00
62 500,00	2 093,92	130 870 000,00	12-avr-10	Trimestre 2	62 500,00	2 035,69	127 230 625,00	15-avr-10	0,00	3 639 375,00
62 500,00	2 258,07	141 129 375,00	22-juil-10	Trimestre 3	62 500,00	2 181,82	136 363 750,00	26-juil-10	0,00	4 765 625,00
62 500,00	2 011,50	125 718 750,00	14-oct-10	Trimestre 4	62 500,00	1 995,75	124 734 375,00	21-oct-10	0,00	984 375,00
<b>250 000,00</b>		<b>520 369 375,00</b>			<b>250 000,00</b>		<b>516 378 125,00</b>		<b>0,00</b>	<b>3 991 250,00</b>

### **Note 3 : Droit de visa et carte de résident**

Les données sur les droits de délivrance de visa et de carte de résident au niveau de l'EDBM et du Ministère de l'intérieur n'ont pas pu être obtenues. En effet, l'administration n'était pas en mesure de produire les données par société minière car la gestion des dossiers à leur niveau est géré par personne physique mais non pas par société. Toutefois, nous avons pu vérifier auprès de la société MADAGASCAR OIL les justificatifs de paiement des droits de délivrance de visa et de certificat de carte résident effectué au niveau de l'Administration.

De ce fait, nous avons ajusté respectivement les données de l'Etat de MGA 1 499 360 et de MGA 1 087 262,95 pour les droits de délivrance de visas et de carte de résident.

### **Note 4 : OSIE**

Cette rubrique enregistre les cotisations payées auprès de FUNHECE. Cette entité n'a pas fait l'objet de collecte de données étant donné qu'elle n'est pas intégrée au périmètre de réconciliation. Toutefois, nous avons pu vérifier auprès de la société pétrolière suivant les pièces justificatives mises à notre disposition l'encaissement de ce montant par FUNHECE.

De ce fait, les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 71 967 535.

### **Note 5 : Dons**

Vu la multiplicité des entités bénéficiaires des dons, la confirmation des dons auprès de chaque entité bénéficiaire n'a pas pu être effectuée. Toutefois, les pièces justificatives de demandes et de réceptions des dons nous ont été remises par la société. Ainsi, les dons justifiés ont été considérés comme reçus par les bénéficiaires. Les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 29 149 151,67.

La contribution de la société MADAGASCAR OIL en termes de dons pour l'exercice 2010 est de MGA 29 149 151,67, qui sont constitués par :

- Contribution financière de MGA 2 939 980 pour les travaux de réhabilitation du dispensaire d'Ankisatra au niveau de la Commune rurale Ankondromena ;
- Contribution à la réhabilitation de l'école Folakara Sud au niveau de la Commune rurale Ankondromena pour une valeur de MGA 12 972 505 ;
- Sponsoring de la foire régionale de Malaky pour un montant de MGA 10 000 000.
- Dotation d'équipement pour le Lycée Technique de Maintirano pour un montant total de MGA 2 186 666,67

## 4.2.9. Holcim

(En millions MGA)

I	TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR HOLCIM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note
						HOLCIM	ETAT		HOLCIM	ETAT					
	<b>Impôt et taxes</b>	19 060,72	18 916,14	144,58	0,76%	0,00	144,17		19 060,72	19 060,31	0,41	0,00%	0,26	0,67	
	Communs	17 417,28	17 278,57	138,71	0,80%	0,00	138,09		17 417,28	17 416,66	0,61	0,00%	0,06	0,67	
	Impôts d'Etat	17 198,02	17 197,40	0,61	0,00%	0,00	0,00		17 198,02	17 197,40	0,61	0,00%	0,06	0,67	
1	Impôts sur les revenus (IR) -	1 092,94	1 092,94	0,00	0,00%	0,00			1 092,94	1 092,94	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	302,36	302,18	0,18	0,06%				302,36	302,18	0,18	0,06%	0,00	0,18	Note 1
7	TVA à l'importation	7 568,79	7 568,83	-0,04	0,00%				7 568,79	7 568,83	-0,04	0,00%	0,04	0,00	Note 2
8	TVA nette	4 268,37	4 268,37	0,00	0,00%	0,00			4 268,37	4 268,37	0,00	0,00%	0,00	0,00	
9	Droits de douanes	2 889,81	2 889,83	-0,02	0,00%				2 889,81	2 889,83	-0,02	0,00%	0,02	0,00	Note 2
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	1 075,74	1 075,25	0,49	0,05%				1 075,74	1 075,25	0,49	0,05%	0,00	0,49	Note 3
	Impôts locaux	219,26	81,16	138,09	62,98%	0,00	138,09		219,26	219,26	0,00	0,00%	0,00	0,00	
16	Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)	14,71	8,88	5,83	39,64%	0,00	5,83	Note 1	14,71	14,71	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR HOLCIM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					HOLCIM	ETAT		HOLCIM	ETAT						
25	Taxe de roulage	131,46	0,00	131,46	100,00%	0,00	131,46	Note 2	131,46	131,46	0,00	0,00%	0,00	0,00	
26	Taxe sur la publicité	0,80	0,00	0,80	100,00%	0,00	0,80	Note 3	0,80	0,80	0,00	0,00%	0,00	0,00	
26	Ristourne minière	72,28	72,28	0,00	0,00%				72,28	72,28	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	1 643,44	1 637,57	5,87	0,36%	0,00	6,08		1 643,44	1 643,65	-0,21	-0,01%	0,21	0,00	
30	Redevance minière	30,98	30,98	0,00	0,00%				30,98	30,98	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	23,68	23,89	-0,21	-0,87%				23,68	23,89	-0,21	-0,87%	0,21	0,00	Note 4
33	Redevances domaniales	98,00	98,00	0,00	0,00%				98,00	98,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
36	Location de terrains	539,07	534,27	4,80	0,89%	0,00	4,80	Note 5	539,07	539,07	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(a)	Port	950,84	950,44	0,40	0,04%	0,00	0,40	Note 6	950,84	950,84	0,00	0,00%	0,00	0,00	
40	Redevances de fréquence	0,88	0,00	0,88	100,00%	0,00	0,88	Note 7	0,88	0,88	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>58,10</b>	<b>0,00</b>	<b>58,10</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>58,10</b>		<b>58,10</b>	<b>58,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	Communs	58,10	0,00	58,10	100,00%	0,00	58,10		58,10	58,10	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR HOLCIM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					HOLCIM	ETAT		HOLCIM	ETAT						
48	Autres (Redevance commune sur marchandise)	58,10	0,00	58,10	100,00%	0,00	58,10		58,10	58,10	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	818,39	776,39	42,00	5,13%	0,00	42,00		818,39	818,39	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	818,39	776,39	42,00	5,13%	0,00	42,00		818,39	818,39	0,00	0,00%	0,00	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	577,76	577,76	0,00	0,00%				577,76	577,76	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	198,63	198,63	0,00	0,00%				198,63	198,63	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52	OSITE	42,00	0,00	42,00	100,00%	0,00	42,00	Note 8	42,00	42,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	61,62	0,00	61,62	100,00%	0,00	61,62		61,62	61,62	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)	61,62		61,62	100,00%		61,62	Note 9	61,62	61,62	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>19 998,82</b>	<b>19 692,53</b>	<b>306,29</b>	<b>1,53%</b>	<b>0,00</b>	<b>305,88</b>		<b>19 998,82</b>	<b>19 998,41</b>	<b>0,41</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,26</b>	<b>0,67</b>	

#### 4.2.9.1. Explications des ajustements

Suite aux travaux de rapprochement des montants renseignés dans le canevas de la société HOLCIM S.A. avec les données obtenues auprès de l'Etat et ses démembrements, les ajustements ci-dessous ont été portés pour neutraliser les écarts identifiés.

**Note 1 : L'Impôt foncier sur la propriété bâtie (IFPB)**

L'Impôt foncier sur la propriété bâtie de MGA 5 831 597 n'a pas fait l'objet de collecte de données auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo, du fait de la faible valeur des montants. Nous avons proposé ce montant en ajustement des données de l'Etat.

**Note 2 : Taxe de roulage**

Les données, provenant de l'Etat, relatives à la taxe de roulage d'un montant de MGA 131 460 894,97 n'étaient pas disponibles. Nous proposons un ajustement de ce montant dans les données de l'Etat.

**Note 3 : Taxe sur la publicité**

Les taxes sur la publicité d'un montant total de MGA 800 000 n'ont pas fait l'objet de collecte de données auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo en raison de leur faible valeur au regard de l'ensemble des paiements. A cet effet, les données de l'Etat ont été ajustées de ce montant pour ne pas générer d'écart.

**Note 4 : Location de terrain**

Il s'agit du loyer sur le bail emphytéotique de 2010 des terrains sis à Ibity Antsirabe pour un montant de MGA 4 800 000. Les données n'ayant pas pu être recueillies dans les délais impartis auprès de l'Administration, nous avons ajusté du même montant les données de l'administration.

**Note 5 : Port**

Les données auprès de SMMC et SPAT constituent les différences d'un montant respectif de MGA 368 122,87 et de MGA 32 711,06. Nous n'avons pas fait de collecte au niveau de la SMMC et les données de l'Etat ont été ajustées du même montant.

**Note 6 : Redevance de fréquence**

Nous n'avons pas obtenu les données auprès de l'OMERT. Nous avons porté le montant correspondant s'élevant à MGA 877 500,00 en ajustement dans les données de l'administration.

**Note 7 : OSIE**

Les organismes sanitaires dont OSIE n'intègrent pas encore le périmètre de réconciliation. Compte tenu de ce contexte, l'OSIE n'a pas fait l'objet de collecte de données. Toutefois, nous avons pu vérifier au niveau de la société HOLCIM S.A. les justificatifs de paiements effectués au niveau de l'OSIE. Un ajustement d'un montant de a été effectué au niveau des données de l'Etat pour neutraliser l'écart.

#### **Note 8 : Dons**

Les dons n'ont pas fait l'objet de réconciliation. Toutefois, les pièces de paiement et de réception justifiant l'octroi et la réception des dons nous ont été remises par la société Holcim. De ce fait, les données de l'Etat ont été ajustées de MGA 61 616 896.

Les dons octroyés par Holcim concernent essentiellement :

- Construction d'un Centre d'Enseignement Général (CEG) à la Commune de Tritriva pour un montant total de MGA 41 440 524,
- Apport en nature et en ressources pour l'école « Masons school Taatave » pour un montant de MGA 14 351 262,
- Donation de sacs de ciment pour le mur de soutènement du Rova de Manjakamiadana s'élevant à MGA 2 930 362,

#### **4.2.9.2. Analyse des écarts**

##### **Note 1 : Droit d'enregistrement d'actes**

Les données collectées auprès de la société HOLCIM montrent un total de MGA 302 359 843,26 en termes de paiement de Droit d'enregistrement d'actes.

Après réconciliation avec les données recueillies auprès de l'Administration, nous avons constaté un écart non significatif de MGA 178 000,00. Cet écart est constitué de MGA 200 000 non présenté dans les données de l'administration et de MGA 22 000 relatif aux paiements reçus par l'administration mais non retracés auprès de la société HOLCIM.

##### **Note 2 : Droit de douane et TVA à l'importation**

Les données, pour le Droit de Douane et la TVA à l'importation y afférente, recueillies chez HOLCIM ne fait pas mention d'une transaction, pour des montants respectifs de MGA 17 757,00 et MGA 39 067,00, comparée aux données collectées auprès des Douanes. La pièce justificative n'a pas été disponible auprès de HOLCIM.

**Note 3 : TVA Intermittente**

Les informations recueillies auprès de HOLCIM ont fait apparaître une TVA intermittente au mois de septembre 2010 pour un montant de MGA 493 043,00 alors que ce montant n'est pas inscrit dans les informations fournies par la DGE.

**Note 4 : Autres paiements**

Nous avons noté un écart non significatif de MGA 205 350,00 sur rc eposte. Il s'agit de paiements de divers frais enregistrés auprès du BCMM mais non identifiés auprès de HOLCIM.

Date	Ref. quittance	Montant
18/01/2010	429111A	32 850,00
18/01/2010	429111B	12 500,00
04/06/2010	429441C	40 000,00
14/06/2010	429447E	120 000,00
Total		205 350,00

### 4.3. Etat des déclarations des sociétés volontaires

#### 4.3.1.1. Mada-Aust

(En millions MGA)

N°	FLUX DE PAIEMENTS	MONTANTS PAYES
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	
	<b>Communs</b>	
	<b>Impôts d'Etat</b>	
1	Impôts sur les revenus (IR)	2,95
3	Droits d'enregistrement des actes	0,07
8	TVA nette	49,93
9	Droits de douanes	1,66
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	11,29
	<b>Sectoriels</b>	
31	Frais d'administration minière	427,23
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	
	<b>Communs</b>	
41	Pénalités	13,18
(b)	Droit de visa	0,96
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	
	<b>Communes</b>	
45	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	87,30
46	CNaPS	18,84
47	OSIE	20,43
<b>D</b>	<b>Dons</b>	33,81
	<b>TOTAL</b>	<b>641,30</b>

### 4.3.1.2. Madagascar Consolidated Mining

(En millions MGA)

N°	FLUX DE PAIEMENTS	MONTANTS PAYES
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	
	<b>Communs</b>	
	<b>Impôts d'Etat</b>	
1	Impôts sur les revenus (IR)	9,39
9	Droits de douanes	24,72
	<b>Sectoriels</b>	
31	Frais d'administration minière	186,24
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	3,20
(d)	Electricité	5,39
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	
	<b>Communs</b>	
41	Pénalités	2,76
42	Taxes administratives	0,06
43	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,52
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	
	<b>Communes</b>	
45	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	30,36
46	CNaPS	39,94
47	OSIE	6,45
	<b>TOTAL</b>	<b>309,04</b>

### 4.3.1.3. Toliara Sands

(En millions MGA)

N°	FLUX DE PAIEMENTS	MONTANTS PAYES
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	
	<b>Communs</b>	
	<b>Impôts d'Etat</b>	
1	Impôts sur les revenus (IR)	1,37
3	Droits d'enregistrement des actes	0,00
4	Droits d'enregistrement bail	0,14
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	3,51
	<b>Sectoriels</b>	
31	Frais d'administration minière	56,96
38	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,28
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	
	<b>Communs</b>	
41	Pénalités	2,56
42	Taxes administratives	0,01
	<b>Sectoriels</b>	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	
	<b>Communes</b>	
45	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	7,94
46	CNaPS	4,37
47	OSIE	2,33
<b>D</b>	<b>Dons</b>	15,83
	<b>TOTAL</b>	<b>95,30</b>

## 4.4. Résultat de la réconciliation au niveau des collectivités locales

Les principaux flux de paiement reçus par les collectivités locales (Communes et région) au titre de l'exercice 2010 concernent essentiellement les ristournes minières et les frais d'Administration minière.

### 4.4.1. Ristournes minières.

L'état de répartition des ristournes par société minière concerne 3 sociétés : QMM S.A., KRAOMA et MAINLAND MINING.

Le taux de répartition des ristournes sont les suivants :

- ▶ 60% pour les communes
- ▶ 30% pour la région
- ▶ 10% pour la province autonome (en compte d'attente auprès du Trésor public)

Il convient de noter que les redevances et ristournes minières sont payées par les sociétés dans la phase d'exploitation comme QMM, KRAOMA et Mainland par rapport aux quantités exportées.

Pour HOLLICIM, les ristournes sont dues proportionnellement à la quantité des matières premières consommées.

#### 4.4.1.1. Etat de répartition des ristournes de QMM S.A.

(En MGA)

Communes/Région	Nature des paiements	Montants reçus par les communes (1)	Entreprise minière (2)	Ecart (2)-(1)
Commune Ampasy Nampoana	Ristournes minières	328 245 933,78	328 189 765,98	-56 167,80
Commune Mandromondromotra	Ristournes minières	164 094 881,95	164 094 882,99	1,04
Commune Fort Dauphin	Ristournes minières	164 137 006,70	164 094 882,99	-42 123,71
Région Anosy	Ristournes minières	329 157 017,30	328 189 765,98	-967 251,32
<b>TOTAL</b>		<b>985 634 839,73</b>	<b>984 569 297,94</b>	<b>-1 065 541,79</b>

Un trop-perçu non identifié de MGA 1 065 541,79 encaissé par les communes et Région d'Anosy. L'écart peut être expliqué par l'encaissement d'autres ristournes minières provenant d'autres exploitants dans le périmètre de la commune ou région.

#### 4.4.1.2. Etat de répartition des ristournes de KRAOMA

(En MGA)

Communes/Région	Nature des paiements	Montants reçus par les communes (1)	Entreprise minière (2)	Ecart (2)-(1)
Commune Brieville	Ristournes minières	123 669 878,00	123 669 878,00	0,00
Région Betsiboka	Ristournes minières	61 834 939,00	61 834 939,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>185 504 817,00</b>	<b>185 504 817,00</b>	<b>0,00</b>

Aucun écart n'a été constaté sur les ristournes reçus par les collectivités locales et ceux payés par la société KRAOMITA MALAGASY.

#### 4.4.1.3. Etat de répartition des ristournes de Mainland Mining

(En MGA)

Communes/Région	Nature des paiements	Montants reçus par les communes (1)	Entreprise minière (2)	Ecart (2)-(1)
Commune Ampasimbe Manatsatrana	Ristournes minières	2 764 393,20	2 885 332,60	120 939,40
Commune Ampasina Maningory	Ristournes minières	13 145 993,60	13 145 993,60	0,00
Commune Soanierana Ivongo	Ristournes minières	8 042 325,00	8 042 325,00	0,00
Région Analanjirofo	Ristournes minières	12 036 825,60	12 036 825,60	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>35 989 537,40</b>	<b>36 110 476,80</b>	<b>120 939,40</b>

L'encaissement du montant de MGA 120 939,40 n'a pas pu être confirmé par la Commune.

#### 4.4.1.4. Etat de répartition des ristournes de Holcim

(En MGA)

Communes/Région	Société concernée	Montants versés par les industries extractives	Montants reçus par les communes	Ecart
Commune Andranomanelatra	HOLCIM	5 217 994,00	5 217 994,00	0,00
Commune Tritriva	HOLCIM	8 440 920,00	8 440 920,00	0,00
Commune Ibity	HOLCIM	29 710 878,00	29 710 878,00	0,00
Région Vakinankaratra	HOLCIM	21 684 895,00	21 684 895,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>65 054 687,00</b>	<b>65 054 687,00</b>	<b>0,00</b>

Il convient de noter que la Région Vakinankaratra n'a pas communiqué les données demandées. Celles-ci ont quand même été obtenues auprès de Trésor Vakinankaratra.

#### **4.4.2. Frais d'administration minière.**

Les frais d'administration minières reçus et présentés ci-après concernent les recettes confondues de tous les exploitants existants dans le périmètre de la commune et la région. En effet, le système actuel du BCMM n'était pas conçu pour produire les recettes des communes et régions par société minière. Ainsi, la part des FAM relatives aux sociétés sélectionnées pour l'EITI ne peut être distinguée de la totalité des FAM reçues des communes et régions.

Le taux de répartition des FAM sont les suivants :

- ▶ 60% pour BCMM
- ▶ 8% pour la Police des Mines et Environnementales
- ▶ **12 % pour les communes**
- ▶ **7% pour la région**
- ▶ 5% pour la province autonome (en compte d'attente auprès du Trésor public)
- ▶ 5% pour la Comité Nationale des Mines
- ▶ 2% pour l'Agence de l'or
- ▶ 1% pour le budget général

#### 4.4.2.1. L'état des frais d'administration reversés par le BCMM aux collectivités décentralisées au titre de l'année 2010 :

Libellés	Communes (*)	Régions	Montant (en MGA)	Montant (en USD)
ALAOIRA MANGORO	15 348 670,20	41 724 666,20	57 073 336,40	27 301,81
AMORON'NI MANIA	16 672 581,52	31 668 604,63	48 341 186,15	23 124,66
ANALAMANGA	3 870 859,20	15 291 213,18	19 162 072,38	9 166,44
ANALANJIROFO	36 504 194,74	27 275 697,60	63 779 892,34	30 509,98
ANDROY	29 916 562,80	22 093 518,30	52 010 081,10	24 879,73
ANOSY	50 191 642,00	83 108 531,77	133 300 173,77	63 765,95
ATSIMO ANDREFANA	206 424 332,54	143 097 154,70	349 521 487,24	167 198,36
ATSIMO ATSIANANA	13 232 790,00	19 107 718,00	32 340 508,00	15 470,52
ATSIANANA	16 097 031,60	32 311 542,67	48 408 574,27	23 156,90
BETSIBOKA	126 864 678,00	129 439 696,05	256 304 374,05	122 606,69
BOENY		8 674 504,65	8 674 504,65	4 149,57
BONGOLAVA	4 396 345,88	11 335 607,20	15 731 953,08	7 525,59
DIANA	32 092 197,60	28 584 325,70	60 676 523,30	29 025,44
HAUTE_MATSIATRA	11 530 963,20	37 265 358,41	48 796 321,61	23 342,38
IHOROMBE	20 442 333,60	25 376 559,16	45 818 892,76	21 918,09
MELAKY	3 213 060,00	15 342 726,69	18 555 786,69	8 876,41
MENABE	87 275 851,48	75 562 653,31	162 838 504,79	77 896,02
SAVA	8 187 818,40	47 797 092,00	55 984 910,40	26 781,14
SOFIA	46 571 415,60	133 245 816,20	179 817 231,80	86 018,02
VAKINANKARATRA	23 402 585,44	39 988 985,07	63 391 570,51	30 324,22
VATOVAVY FITOVINANY	49 945 154,09	76 283 984,26	126 229 138,35	60 383,43
<b>TOTAL</b>	<b>802 181 067,89</b>	<b>1 044 575 955,75</b>	<b>1 846 757 023,64</b>	<b>883 421,36</b>

(\*) La liste nominative des communes bénéficiaires sont présentée en Annexe 2

#### 4.4.2.2. L'état des FAM en attente de reversement aux communes et régions par le BCMM

Libellés	Communes (*)	Montant restant impayé (en MGA)	Montant restant impayé (en USD)
ALAOIRA MANGORO	43 494 721,20	43 494 721,20	20 806,29
AMORON'NI MANIA	25 558 866,38	25 558 866,38	12 226,43
ANALANJIROFO	9 311 520,00	9 311 520,00	4 454,29
ANDROY	6 138 336,00	6 138 336,00	2 936,36
ANOSY	65 448 276,00	65 448 276,00	31 308,07
ATSIMO ANDREFANA	1 080,00	1 080,00	0,52
ATSIMO ATSIANANA	13 874 712,00	13 874 712,00	6 637,16
ATSIANANA	27 238 891,20	27 238 891,20	13 030,09
BETSIBOKA	83 388 110,40	83 388 110,40	39 889,84
BOENY	9 868 271,40	9 868 271,40	4 720,62
BONGOLAVA	681 271,20	681 271,20	325,90
DIANA	10 379 503,20	10 379 503,20	4 965,18
HAUTE_MATSIATRA	44 416 852,58	44 416 852,58	21 247,41
IHOROMBE	4 191 641,25	4 191 641,25	2 005,13
ITASY	3 666 894,95	3 666 894,95	1 754,11
MELAKY	22 597 169,38	22 597 169,38	10 809,66
MENABE	35 963 955,57	35 963 955,57	17 203,85
SAVA	61 030 419,89	61 030 419,89	29 194,73
SOFIA	16 668 531,00	16 668 531,00	7 973,62
VAKINANKARATRA	22 536 897,60	22 536 897,60	10 780,83
VATOVAVY FITOVINANY	60 087 843,78	60 087 843,78	28 743,84
<b>TOTAL</b>	<b>566 543 764,98</b>	<b>566 543 764,98</b>	<b>271 013,92</b>

(\*) La liste nominative des communes bénéficiaires sont présentée en Annexe 3

#### 4.4.2.3. L'état des FAM détenus en compte d'attente de BCMM pour les autres bénéficiaires

Les parts destinés aux bénéficiaires suivants sont détenues en attente dans le compte bancaire de BCMM :

- Province Autonome,
- Agence de l'or,
- Police des Mines et Environnementales,
- Comité National des Mines.

#### 4.4.3. Impôt foncier sur les propriétés bâties.

Les impôts sur les propriétés bâties payés par les sociétés KRAOMA et HOLCIM sont détaillés comme suit :

(en MGA)

Communes	Société concernée	Montants versés par les industries extractives	Montants reçus par les communes	Ecart
Commune Brieville	KRAOMA	8 607 499,00	8 607 499,00	0,00
Commune Ibity	HOLCIM	8 881 308,00	8 881 308,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>17 488 807,00</b>	<b>17 488 807,00</b>	<b>0,00</b>

## 5. Observations et recommandations

### 5.1. Etat de suivi des recommandations antérieures

Un certain nombre de recommandations ont été émises dans le rapport de réconciliation EITI relatif aux flux financiers des exercices 2007, 2008, 2009 et premier semestre 2010 préparé par Ernst & Young en 2011. L'état de suivi de ces recommandations est présenté ci-dessous.

#### 5.1.1. Amélioration dans l'organisation et le déroulement de la réconciliation

Rubrique	Observations	Recommandations	Commentaires
Approche adoptée dans le cadre de l'utilisation du canevas de reporting comme base de réconciliation,	Le canevas de reporting a été complété par les sociétés minières. Néanmoins nous avons relevé que les données complétées ne sont parfois pas exhaustives et ont été modifiées à plusieurs reprises lorsque le réconciliateur constate des erreurs ou des omissions.	► Nous recommandons de mettre en place des procédures et une méthodologie spécifiques et claires pour le remplissage des données des entreprises qui serviront de référence pour les sociétés minières lors de l'établissement du canevas de reporting. Ces clarifications permettront d'améliorer la fiabilisation des données renseignées, d'alléger le processus de réconciliation.	<b>Recommandation partiellement suivie</b>  Une note préparatoire a été établie et distribuée par le réconciliateur pour servir de guide de remplissage du canevas et pour donner les informations quant au déroulement chronologique de la collecte des données. Elle fournit également la liste des pièces justificatives nécessaires pour assurer la fiabilité du canevas renseigné. Néanmoins, le canevas initial a subi des modifications à plusieurs reprises. Cela pourrait venir de la non exploitation adéquate de la note préparatoire.
		► En tout état de cause, un rapprochement effectué par un auditeur indépendant sur les montants déclarés et/ou payés par l'entité et/ou l'administration avec ceux comptabilisés, devrait constituer un préalable à toute réconciliation ; et dans le cas échéant, le réconciliateur pourrait directement collecter et établir exhaustivement le montant des droits, redevances, taxes déclarés et versés.	<b>Recommandation maintenue</b>  La fiabilisation préalable du canevas par un auditeur indépendant n'est pas encore effective.
Non utilisation par certaines parties du modèle de canevas de reporting approuvé par le Comité National de l'EITI	Le modèle de canevas approuvé par le Comité National et envoyé aux différentes parties prenantes respectives n'a pas été systématiquement rempli et/ou respecté dans la forme par ces dernières. Ceci a eu pour conséquence de réaliser des retraitements et des aménagements pour être conforme avec le canevas de référence. Corrélativement à ce point, les entreprises mais aussi l'administration ont observé un délai long dans la compilation du canevas de reporting mais aussi dans la production des pièces justificatives.	Les sociétés devraient dédier une procédure relative à la préparation de l'audit de réconciliation de l'EITI.	<b>Recommandation suivie</b>  Les entités ont tous utilisé le modèle du canevas préconisé. Des améliorations ont été observées dans la production des données complètes.
La sensibilisation au processus d'adhésion à l'EITI n'est pas acquise ou bien assimilée au niveau de l'Etat et de ses	Nous avons constaté que les administrations n'ont pas été correctement sensibilisées par l'importance de la démarche ni de leur niveau d'implication dans le processus EITI. A défaut de temps de préparation, le délai imparti pour la collecte des données ne leur ont pas permis de produire les données, les	Nous recommandons de mettre en place un dispositif pour : ► identifier les acteurs du processus notamment dans les communes et régions ; ► mettre tous les intervenants au même niveau d'information ;	<b>Recommandation suivie</b>  Des efforts dans la sensibilisation des entités ont été constatés. Les principaux acteurs sont identifiés et des séances

Rubrique	Observations	Recommandations	Commentaires
démembrements	informations et les documents requis par le réconciliateur. En outre, ni les interlocuteurs auprès des Communes et des Régions ni les entités concernées ne sont pas bien identifiés. Ce qui amène à retarder la collecte des données et documents nécessaires pour mener à bien le travail de réconciliation.	▶ permettre d'anticiper les problèmes d'organisation ou d'intendance notamment sur le système de gestion informatisée des administrations (SIGTAS, SYDONIA+++, etc.). A cet effet une personne ou deux peuvent être désignées comme relais ou interlocuteurs dans le cadre de l'EITI au niveau de chaque administration.	d'informations ont été organisées à l'encontre de tous les intervenants.

## 5.1.2. Amélioration de la traçabilité des revenus

Rubrique	Observations	Recommandations	Commentaires
<b>Les procédures qui permettent d'assurer la gestion efficiente et effective des flux d'encaissements des revenus miniers telle que prévue par les réglementations en vigueur.</b>	La disparité des méthodes de répartition des encaissements des redevances minières, ristournes et frais d'administration minière aux diverses entités concernées par rapport à celle prévue par le Code Minier et ses textes d'application n'assure pas la traçabilité et la cohésion dans la gestion des revenus miniers perçus par les administrations minières et décentralisées (communes, région), surtout avec la multiplicité des bénéficiaires des recettes.	Nous recommandons de mettre en place un système qui permet d'améliorer la traçabilité des encaissements repartis aux bénéficiaires des recettes prévus par les réglementations en vigueur. Des sous-comptes au niveau de chaque bénéficiaire final dédiés spécialement à chaque type de revenu avec une définition des procédures de transmission des pièces justificatives de répartition correspondantes pourraient être mis en place par exemple.	<b>Recommandation maintenue</b>  Nous avons rencontré des difficultés dans la traçabilité des revenus miniers dus à l'existence de différentes entités intervenant dans le circuit de répartition des paiements rendant difficile le suivi.
<b>L'Etat et les sociétés minières n'ont pas mis en place un moyen de suivi des régimes douaniers et fiscaux spécifiques à l'industrie minière</b>	Des sociétés minières volontaires au processus EITI bénéficient d'un régime douanier et fiscal spécifique. Toutefois, des paiements de droits de douanes et de TVA à l'importation non conformes à leur régime spécial ont été tout de même constatés. Ces erreurs sont peut être dues à une méconnaissance des régimes spécifiques applicables à ces projets.	Nous recommandons de mettre en place une procédure qui permettra d'assurer la bonne application des régimes applicables aux sociétés minières.	<b>Recommandation maintenue</b>
<b>Le volontariat à l'adhésion des entités minières connaît des limites</b>	Les sociétés minières éprouvent souvent des difficultés à rendre accessible toute ou partie des informations et données se rapportant aux taxes payées. Leur comportement bien que volontaire au processus EITI peut être qualifié de contradictoire. En effet une méfiance persistante, justifiée ou non envers d'une part l'administration fiscale ou les tiers est généralement constatée. Les entités minières craignent que ses informations génèrent des problèmes ou polémiques préjudiciables pouvant affectés leur marque ou réputation ou intérêts ou seront utilisés à d'autres fins que de transparence.	Nous considérons que le dialogue, le respect et la confiance réciproques entre l'administration fiscale et les sociétés minières sont l'essence même de la transparence, ainsi nous recommandons que ces principes soient observés dans le temps par les industries minières et l'administration publique et dès à présent afin de garantir une intégration du processus de l'EITI.	<b>Recommandation partiellement suivie</b>  Nous avons constaté des efforts dans la production des données et documents au niveau de la majorité des sociétés minières et de l'administration.  Néanmoins, l'adhésion au processus EITI devrait être intégrée dans l'organisation interne de chaque société et administration pour faciliter les travaux de réconciliation.

## 5.2. Nouvelles recommandations

### 5.2.1. Améliorations dans la définition du périmètre de réconciliation

#### 5.2.1.1. Extension de réconciliation et de sensibilisation à l'EITI à certains organismes étatiques

Au cours de nos travaux, nous avons constaté que d'autres entités, qui ne sont pas liées directement aux Administrations fiscales, douanières, minières ou pétrolières telles que la SMMC, l'ANDEA, l'EDBM, le Ministère de l'Intérieur n'ont pas fait l'objet d'une approche préalable de sensibilisation dans le cadre de la réconciliation, alors qu'elles perçoivent des recettes de l'Etat de la part des sociétés du droit commun y compris celles des sociétés minières et pétrolières.

En vertu du mandat du Ministère des Mines et de la Note de service du Ministère des Finances et du Budget, nous donnons accès aux informations nécessaires à la réconciliation, nous avons pu approcher ces entités pour effectuer une collecte de leurs données. Ces entités nous ont remis les données disponibles à leur niveau pour réconciliation.

Cependant, nous avons constaté que les montants payés par les sociétés réconciliées auprès de ces entités ne sont pas significatifs par rapport aux montants totaux payés par chacune de ces sociétés.

Rubrique	Redevances sur les eaux usées ou pompage d'eau	Droit de port	Droit de visa	Carte de résident	Total	Totaux des paiements effectués par la Société	Taux
Entités	ANDEA	SMMC	EDBM et Ministère de l'Intérieur	EDBM et Ministère de l'Intérieur			
AMSA	0,00		3 691 964,00	11 996 819,28	15 688 783,28	12 131 851 678,83	0,13%
DMSA	46 740 164,00		24 890 000,00	99 869 232,69	171 499 396,69	12 131 851 678,83	1,41%
QMM	172 391 730,00		8 930 000,00	28 962 068,68	210 283 798,68	7 391 964 902,03	2,84%
KRAOMA		592 319 122,35	0,00	0,00	592 319 122,35	7 547 724 672,90	7,85%
MAINLAND	7 325 090,00		1 400 000,00	4 970 679,58	13 695 769,58	1 397 075 739,82	0,98%
GOLDSAND			565 000,00	4 507 179,44	5 072 179,44	1 136 322 379,44	0,45%
MADAGASCAR OIL	28 408,00		1 499 360,00	1 087 262,95	2 615 030,95	2 536 066 385,80	0,10%
HOLCIM		368 122,87			368 122,87	19 998 820 141,61	0,00%
<b>Total</b>	<b>226 485 392,00</b>	<b>592 687 245,22</b>	<b>40 976 324,00</b>	<b>151 393 242,62</b>	<b>1 011 542 203,84</b>	<b>64 271 677 579,27</b>	<b>1,57%</b>

Toutefois, l'absence de ces entités dans le champ de sensibilisation au programme de réconciliation a engendré du retard pour la collecte des données à leur niveau.

Nous recommandons à l'EITI de faire mener, avant toute réconciliation future, des travaux de recherche préliminaire permettant l'identification et la sensibilisation des entités perceptrices des recettes prévues dans le canevas.

### **5.2.1.2. Planification de la mission**

Pour l'exercice sous revu, l'étude de matérialité a été effectuée pratiquement en parallèle avec l'audit de réconciliation, compte tenu du délai imparti pour la réalisation des deux travaux. Cette situation n'a pas permis de considérer d'autres sociétés ayant effectué des paiements significatifs.

Nous recommandons à l'EITI de procéder à l'étude de matérialité dans un délai raisonnable, bien avant l'audit, pour pouvoir servir de base à la détermination du périmètre de réconciliation et permettre ainsi d'atteindre le taux de couverture considéré.

## **5.2.2. Amélioration dans la production des données et informations**

### **5.2.2.1. Bon déroulement des travaux de réconciliation**

La note préparatoire a été établie par le réconciliateur ; elle a été diffusée par l'EITI auprès des différentes entités concernées pour servir de guide de remplissage du canevas et pour renseigner sur le calendrier d'intervention. Toutefois, nous avons remarqué que certains canevas et annexes ne sont pas remplis suivant les instructions de la note préparatoire ou n'étaient pas disponibles à la date prévue pour la collecte.

Par ailleurs, nous avons eu à faire face à la non disponibilité de plusieurs interlocuteurs ainsi qu'à des reports, à maintes reprises, de la date d'intervention sur site du réconciliateur pour certaines entités.

Cette situation a engendré, d'une part, une perte de temps pour l'attente de la disponibilité des données et d'autre part, une diminution du temps pour la réconciliation et l'investigation en cas d'écart.

Nous recommandons à chaque entité concernée, de se référer préalablement à la note préparatoire lors de l'établissement du canevas et de mieux s'organiser en interne pour la mise à disposition à temps des données et des pièces justificatives.

### **5.2.2.2. Facilitation de l'accès aux informations**

Au cours des travaux de réconciliation, des réunions d'information et de sensibilisation de chaque Direction représentant l'Administration ont été organisées. Elles avaient pour objectif de mettre tous les intervenants au même niveau d'information et d'assurer un bon déroulement de la collecte.

Toutefois, nous avons constaté que la sensibilisation de l'Administration à l'adhésion au processus EITI n'est pas parvenue aux personnels exécutifs de certaines directions de l'Administration, malgré la nomination d'interlocuteurs dédiés pour faciliter la collecte.

De ce fait, certains membres des personnels exécutifs ont exigé l'envoi d'une lettre officielle à leurs Directeurs respectifs, afin que ceux-ci puissent leur donner leur accord dans la divulgation des informations, malgré l'existence de la note de service du Ministère des Finances et une lettre d'introduction de l'EITI. Cette situation a créé un blocage dans la collecte des données à temps.

Nous recommandons l'implication des Directions de l'Administration dans la sensibilisation de leur personnel à tous les niveaux.

### **5.2.2.3. Fiabilisation des données**

Les données reçues de l'Administration ont fait l'objet de plusieurs modifications. Cela pourrait être dû en partie à la non maîtrise du logiciel d'enregistrement des recettes utilisé et à la non existence d'un système adéquat d'enregistrement et d'archivage des pièces justificatives.

En effet, nous avons constaté que certain personnel administratif et financier des communes et régions ne maîtrise pas la notion de situation de trésorerie et la lecture d'un relevé bancaire. Ainsi, elles tiennent rarement un suivi de l'encaissement des recettes dont elles bénéficient, ce qui les empêche de connaître l'origine et la nature de leurs recettes.

Ces situations ont retardé la collecte des données et informations.

Nous recommandons :

- ▶ d'informer les agents de recettes de la commune et région des différents types de recettes à recevoir des industries extractives avec leur périodicité et circuit de paiement;
- ▶ d'organiser une formation sur la comptabilité de trésorerie pour les agents de recettes de l'Etat pour un meilleur suivi de la trésorerie (confère le Plan Comptable des Opérations Publics ou PCOP);
- ▶ de mettre en place un système d'enregistrement de données et d'archivage des pièces justificatives fiable, suivi d'une séance de formation au PCOP.

### **5.2.2.4. Mise à jour de la base de données sur les sociétés**

Le numéro d'immatriculation (NIF) des industries extractives enregistré dans la base de données de la Douane n'est pas cohérent avec celui du Service de Renseignement des Immatriculations (SRI) rendant difficile la collecte des données. Ceci pourrait être lié aux différentes modifications des NIF des sociétés ces dernières années ou une erreur d'imputation. En effet une même société peut se retrouver dans la base SIGTAS avec un nom semblable mais un NIF différent.

De ce fait, nous avons procédé à l'identification des sociétés par le biais de la liste des importations

Nous recommandons à la Douane de :

- ▶ sensibiliser les importateurs à renseigner le NIF à jour dans leur déclaration;
- ▶ mettre à jour et nettoyer sa base de données.

### **5.2.2.5. Traçabilité de répartition des FAM par société au niveau des communes et régions**

Les frais d'administration minière payés par les sociétés sont enregistrés dans le système du BCMM. La répartition aux différents bénéficiaires dont les communes et régions, suivant la délimitation du périmètre d'exploitation, est calculée automatiquement par un logiciel interne à une date donnée. Cet état de répartition des FAM ne renseigne pas l'identité des entités ou personnes dont les paiements sont issus, mais présente les FAM d'une manière globale.

Cette présentation ne permet pas de connaître le détail des sommes dues, reçues et à recevoir par les communes/régions par exploitant ou sociétés minières redevables.

Les parts des communes/régions bénéficiaires sont envoyés directement dans leur compte respectif sans avis préalable de la part du BCMM.

Par ailleurs, les parts des communes/région qui n'ont pas de compte bancaire déposé auprès du BCMM, sont gardés d'office en compte d'attente sans que la commune ou la région ne soit alertée de la situation.

Ces situations engendrent au niveau des démembrements de l'Etat un défaut dans le suivi, la gestion et la traçabilité de leurs fonds au cas où ils n'effectuent pas de suivi de l'encaissement bancaire.

Nous recommandons :

- ▶ Au BCMM :
  - de concevoir un nouveau paramétrage analytique du logiciel de répartition des FAM permettant de détailler les parts des communes/régions par permissionnaire pour fin de suivi,
  - d'aviser préalablement par lettre les entités bénéficiaires de l'envoi de fonds à leur faveur avec les détails pertinents tels que période concernée par la FAM, date d'envoi, montant transféré, société ou personne concerné ayant payé la FAM...,
  - d'approcher les communes/région bénéficiaires dont les parts sont détenues en compte d'attente faute d'information de compte bancaire.
- ▶ Aux communes/région :
  - de déposer auprès du BCMM le numéro de compte de la commune /région dûment validé par le Ministère de la Décentralisation,
  - de s'assurer auprès du BCMM du paiement effectif des exploitants dans son périmètre des FAM afin qu'elles puissent réclamer la part qui leur revient.

### **5.2.2.6. Mise en place d'un outil de suivi des droits de délivrance de visas et carte de résident**

Les données concernant les droits de délivrance de visas et carte de résident n'ont pas pu être identifiées par société au niveau de l'EDBM et du Ministère de l'intérieur. En effet, La base de données du service de visa à l'EDBM et au Ministère de l'intérieur ne permet pas de faire un tri selon les sociétés. Les données y sont enregistrées par catégorie de visa et par

numéro d'enregistrement. Toutefois, des registres manuels où les noms des sociétés y sont figurés sont disponibles mais il faudra relever l'une après l'autre les données qui sont nécessaires permettant la recherche des paiements effectués par les sociétés dans la base de données. Néanmoins, nous avons pu vérifier les pièces justificatives de paiement des droits de délivrance de visas et carte de résident auprès des sociétés réconciliées.

Nous recommandons :

- ▶ La centralisation des données sur les droits de délivrance de visa et de carte de résident soit à l'EDBM soit au Ministère de l'intérieur,
- ▶ L'enregistrement de toutes les informations (identité, adresse, date de paiement, montant payé, durée, société employeur...) concernant l'expatrié et la société employeur dans la base de données,
- ▶ Le paramétrage du logiciel pour permettre d'analyser l'octroi de visas et de carte de résident par société.



## 6. Annexes

### 6.1. Annexe 1 : Tableau de réconciliation globale en Millions USD

Taux de conversion : 2 090,46 MGA (taux moyen annuel de la BCM)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART				
			MONTANT	%	EN MOINS	EN PLUS	
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	28,61	29,27	-0,66	-2,31%	0,70	0,04
	Communs	21,63	22,29	(0,66)	-3,04%	0,69	0,04
	Impôts d'Etat	20,07	20,73	(0,66)	-3,28%	0,69	0,04
1	Impôts sur les revenus (IR) -	1,82	1,82	0,00	0,01%	0,00	0,00
3	Droits d'enregistrement des actes	0,35	0,35	0,00	0,01%	0,00	0,00
4	Droits d'enregistrement bail	0,01	0,03	(0,02)	-284,35%	0,02	0,00
6	Taxes sur les véhicules de tourisme des entreprises (TVST)	4,89	5,25	(0,35)	-7,17%	0,38	0,02
7	TVA à l'importation	2,04	2,04	-	0,00%	-	-
8a	TVA Non déductible	5,02	5,02	-	0,00%	-	-
8b	TVA non remboursée	2,47	2,47	(0,00)	0,00%	0,00	0,00
9	Droits de douanes	2,32	2,61	(0,29)	-12,38%	0,29	0,01
10	Droit d'importation	0,05	0,05	0,00	1,36%	0,00	0,00
11	Droits à l'export	0,72	0,72	0,00	0,02%	0,00	0,00
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,35	0,35	-	0,00%	-	-
14a	IBS/ TFT -ENR	0,01	0,01	-	0,00%	-	-
14b	IRCM	1,56	1,56	-	0,00%	-	-
	Impôts locaux	0,01	0,01	-	0,00%	-	-
26	Ristourne minière	0,06	0,06	-	0,00%	-	-
29	Autres (TVA: Montants rejetés)	0,00	0,00	-	0,00%	-	-
	Sectoriels	0,58	0,58	-	0,00%	-	-
30	Redevance minière	0,91	0,91	-	0,00%	-	-

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART				
			MONTANT	%	EN MOINS	EN PLUS	
31	Frais d'administration minière	6,98	6,98	(0,00)	-0,05%	0,00	0,00
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	0,05	0,05	(0,00)	-6,77%	0,00	-
34	Frais d'administration	0,74	0,74	-	0,00%	-	-
35	Frais de formation	0,25	0,25	-	0,00%	-	-
36	Location de terrains	1,43	1,43	0,00	0,00%	-	0,00
37	Redevances de pompage d'eau	0,10	0,10	-	0,00%	-	-
38	Redevances télécommunication	0,03	0,03	(0,00)	-0,03%	0,00	-
43	Autres (droit de port perçu par SMMC)	0,37	0,37	(0,00)	-0,01%	0,00	0,00
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>100,33</b>	<b>100,33</b>	<b>(0,00)</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Communs	0,13	0,13	(0,00)	-0,41%	0,00	0,00
46	Pénalités	0,01	0,01	(0,00)	-6,32%	0,00	0,00
lb}	Droit de visa	0,02	0,02	-	0,00%	-	-
{0	.Carte d'identité étranger	0,07	0,07	-	0,00%	-	-
48	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,03	0,03	-	0,00%	-	-
	Sectoriels	100,20	100,20	-	0,00%	-	-
49	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	100,20	100,20	-	0,00%	-	-
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	<b>14,70</b>	<b>14,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,01%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Communes	14,70	14,70	0,00	0,01%	0,00	0,00
45	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	13,18	13,18	0,00	0,01%	-	0,00
46	CNAPS	1,04	1,04	(0,00)	-0,09%	0,00	-
47	OSIE	0,12	0,12	-	0,00%	-	-
52a	AMIT	0,04	0,04	-	0,00%	-	-
52b	SMIMO	0,11	0,11	-	0,00%	-	-
52c	OMSI	0,21	0,21	-	0,00%	-	-
53	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	0,00	0,00	-	0,00%	-	-
<b>D</b>	<b>Dons</b>	<b>0,37</b>	<b>0,37</b>	<b>0,00</b>	<b>0,74%</b>	<b>-</b>	<b>0,00</b>

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART			
			MONTANT	%	EN MOINS	EN PLUS
Numéraires	0,34	0,34	0,00	0,81%	-	0,00
<b>TOTAL</b>	144,02	144,68	(0,66)	-0,46%	0,70	0,04
ECART GLOBAL			(0,66)			
Ecart de change			0,02%			
<b>POURCENTAGE DE L'ECART GLOBAL</b>			<b>-0,43%</b>			

## 6.2. Annexe 2 : Tableau de réconciliation globale détaillé par société en USD

Taux de conversion : 2 090,46 MGA (taux moyen annuel de la BCM)

### 6.2.1. Société Ambatovy Minerals SA (AMSA)

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR AMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					AMSA	ETAT		AMSA	ETAT					
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	4 318 385,64	1 929 515,37	2 388 870,27	55,32%	0,00	2 410 039,70		4 318 385,64	4 339 555,07	-21 169,44	-0,49%	21 169,48	0,04
	Communs	3 074 088,28	685 218,02	2 388 870,27	77,71%	0,00	2 410 039,70		3 074 088,28	3 095 257,72	-21 169,44	-0,69%	21 169,48	0,04
	Impôts d'Etat	3 074 058,43	685 188,17	2 388 870,27	77,71%	0,00	2 410 039,70		3 074 058,43	3 095 227,87	-21 169,44	-0,69%	21 169,48	0,04
1	Impôts sur les revenus (IR)	34 581,26	34 581,26	0,00	0,00%	0,00	0,00		34 581,26	34 581,26	0,00	0,00%	0,00	0,00
4	Droits d'enregistrement bail	0,00	5 803,51	-5 803,51	0,00%	0,00	0,00		0,00	5 803,51	-5 803,51	0,00%	5 803,51	0,00
7	TVA à l'importation	1 678,69	10 060,13	-8 381,44	-499,28%	0,00	0,00		1 678,69	10 060,13	-8 381,44	-499,28%	8 381,44	0,00
8a	TVA Non déductible	2 410 039,70	0,00	2 410 039,70	100,00%	0,00	2 410 039,70	Note 1	2 410 039,70	2 410 039,70	0,00	0,00%	0,00	0,00
8b	TVA non remboursée	597 742,79	597 742,79	0,00	0,00%	0,00	0,00		597 742,79	597 742,79	0,00	0,00%	0,00	0,00
9	Droits de douanes	1 332,46	8 316,99	-6 984,53	-524,18%	0,00	0,00		1 332,46	8 316,99	-6 984,53	-524,18%	6 984,53	0,00
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	28 683,53	28 683,49	0,04	0,00%	0,00	0,00		28 683,53	28 683,49	0,04	0,00%	0,00	0,04

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR AMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +
					AMSA	ETAT		AMSA	ETAT				
Impôts locaux	29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00		29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00
20 Taxe professionnelle (TP)	29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00		29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00
Sectoriels	1 244 297,35	1 244 297,35	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 244 297,35	1 244 297,35	0,00	0,00%	0,00	0,00
31 Frais d'administration minière	210 768,85	210 768,85	0,00	0,00%	0,00	0,00		210 768,85	210 768,85	0,00	0,00%	0,00	0,00
36 Location de terrains	1 033 509,37	1 033 509,37	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 033 509,37	1 033 509,37	0,00	0,00%	0,00	0,00
39 Redevances télécommunication	19,13	19,13	0,00	0,00%	0,00	0,00		19,13	19,13	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>A Autres paiements</b>	<b>8 404,41</b>	<b>382,69</b>	<b>8 021,72</b>	<b>95,45%</b>	<b>0,00</b>	<b>8 404,41</b>		<b>8 404,41</b>	<b>8 787,10</b>	<b>-382,69</b>	<b>-4,55%</b>	<b>382,69</b>	<b>0,00</b>
Communs	8 404,41	382,69	8 021,72	95,45%	0,00	8 404,41		8 404,41	8 787,10	-382,69	-4,55%	382,69	0,00
46 Pénalités	0,00	382,69	-382,69	0,00%	0,00	0,00		0,00	382,69	-382,69	0,00%	382,69	0,00
(b) Droit de visa	1 766,10	0,00	1 766,10	100,00%	0,00	1 766,10	Note 2	1 766,10	1 766,10	0,00	0,00%	0,00	0,00
(c) Carte d'identité étranger	5 738,84	0,00	5 738,84	100,00%	0,00	5 738,84	Note 2	5 738,84	5 738,84	0,00	0,00%	0,00	0,00
48 Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	899,47	0,00	899,47	100,00%	0,00	899,47	Note 3	899,47	899,47	0,00	0,00%	0,00	0,00
Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR AMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					AMSA	ETAT		AMSA	ETAT					
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	1 476 027,17	1 363 706,74	112 320,43	7,61%	0,00	112 320,43		1 476 027,17	1 476 027,17	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Communes	1 476 027,17	1 363 706,74	112 320,43	7,61%	0,00	112 320,43		1 476 027,17	1 476 027,17	0,00	0,00%	0,00	0,00
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	1 172 194,87	1 172 194,87	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 172 194,87	1 172 194,87	0,00	0,00%	0,00	0,00
51	CNAPS	191 511,87	191 511,87	0,00	0,00%	0,00	0,00		191 511,87	191 511,87	0,00	0,00%	0,00	0,00
52a	AMIT	2 303,08	0,00	2 303,08	100,00%	0,00	2 303,08	Note 4	2 303,08	2 303,08	0,00	0,00%	0,00	0,00
52b	SMIMO	103 690,39	0,00	103 690,39	100,00%	0,00	103 690,39	Note 5	103 690,39	103 690,39	0,00	0,00%	0,00	0,00
52c	OMSI	6 326,97	0,00	6 326,97	100,00%	0,00	6 326,97	Note 6	6 326,97	6 326,97	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>D</b>	<b>Dons</b>	619,19	0,00	619,19	100,00%	0,00	332,18		619,19	332,18	287,02	46,35%	0,00	287,02
	Numéraires	619,19	0,00	619,19	100,00%	0,00	332,18	Note 7	619,19	332,18	287,02	46,35%	0,00	287,02
	<b>TOTAL</b>	5 803 436,41	3 293 604,79	2 509 831,62	<b>43,25%</b>	0,00	2 531 096,72		5 803 436,41	5 824 701,52	-21 265,11	<b>-0,37%</b>	21 552,17	287,06

## 6.2.2. Société DMSA

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					DMSA	ETAT		DMSA	ETAT					
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	6 760 142,56	4 814 984,00	1 945 158,56	28,77%	0,00	2 614 113,71		6 760 142,56	7 429 097,71	-668 955,15	-9,90%	668 955,47	0,32
	Communs	6 583 380,97	4 640 233,77	1 943 147,20	29,52%	0,00	2 612 093,10		6 583 380,97	7 252 326,87	-668 945,90	-10,16%	668 945,90	0,00
	Impôts d'Etat	6 583 351,12	4 640 203,92	1 943 147,20	29,52%	0,00	2 612 093,10		6 583 351,12	7 252 297,02	-668 945,90	-10,16%	668 945,90	0,00
1	Impôts sur les revenus (IR)	84 230,07	84 230,07	0,00	0,00%	0,00	0,00		84 230,07	84 230,07	0,00	0,00%	0,00	0,00
3	Droits d'enregistrement des actes	0,00	13,39	-13,39	0,00%	0,00	0,00		0,00	13,39	-13,39	0,00%	13,39	0,00
4	Droits d'enregistrement bail	2 894,44	19 925,09	-17 030,65	-588,39%	0,00	0,00		2 894,44	19 925,09	-17 030,65	-588,39%	17 030,65	0,00
7	TVA à l'importation	1 001 596,51	1 366 442,78	-364 846,27	-36,43%	0,00	0,00		1 001 596,51	1 366 442,78	-364 846,27	-36,43%	364 846,27	0,00
8a	TVA Non déductible	2 612 093,10	0,00	2 612 093,10	100,00%	0,00	2 612 093,10	Note 1	2 612 093,10	2 612 093,10	0,00	0,00%	0,00	0,00
8b	TVA non remboursée	1 873 085,92	1 873 085,92	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 873 085,92	1 873 085,92	0,00	0,00%	0,00	0,00
9	Droits de douanes	833 472,54	1 120 468,40	-286 995,86	-34,43%	0,00	0,00		833 472,54	1 120 468,40	-286 995,86	-34,43%	286 995,86	0,00

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					DMSA	ETAT		DMSA	ETAT					
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	175 978,54	176 038,26	-59,72	-0,03%	0,00	0,00		175 978,54	176 038,26	-59,72	-0,03%	59,72	0,00
	Impôts locaux	29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00		29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00
20	Taxe professionnelle (TP)	29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00		29,85	29,85	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Sectoriels	176 761,59	174 750,23	2 011,36	1,14%	0,00	2 020,61		176 761,59	176 770,84	-9,25	-0,01%	9,57	0,32
31	Frais d'administration minière	75 599,23	73 578,31	2 020,92	2,67%	-2 020,92	0,00	<b>Note 2</b>	73 578,31	73 578,31	0,00	0,00%	0,00	0,00
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	45 604,32	45 604,32	0,00	0,00%	0,00	0,00		45 604,32	45 604,32	0,00	0,00%	0,00	0,00
38	Redevances de pompage d'eau	22 358,79	22 358,79	0,00	0,00%	0,00	0,00		22 358,79	22 358,79	0,00	0,00%	0,00	0,00
39	Redevances télécommunication	31 798,74	31 808,31	-9,57	-0,03%	0,00	0,00		31 798,74	31 808,31	-9,57	-0,03%	9,57	0,00
43	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	1 400,51	1 400,51	0,00	0,00%	2 020,92	2 020,61	<b>Note 2</b>	3 421,43	3 421,11	0,32	0,01%	0,00	0,32
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>64 548,19</b>	<b>221,84</b>	<b>64 326,35</b>	<b>99,66%</b>	<b>0,00</b>	<b>64 388,20</b>		<b>64 548,19</b>	<b>64 610,05</b>	<b>-61,86</b>	<b>-0,10%</b>	<b>61,86</b>	<b>0,00</b>
	Communs	64 548,19	221,84	64 326,35	99,66%	0,00	64 388,20		64 548,19	64 610,05	-61,86	-0,10%	61,86	0,00

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					DMSA	ETAT		DMSA	ETAT					
46	Pénalités	253,94	221,84	32,10	12,64%	0,00	93,95	Note 3	253,94	315,79	-61,86	-24,36%	61,86	0,00
(b)	Droit de visa	11 906,47	0,00	11 906,47	100,00%	0,00	11 906,47	Note 4	11 906,47	11 906,47	0,00	0,00%	0,00	0,00
(c)	Carte d'identité étranger	47 773,81	0,00	47 773,81	100,00%	0,00	47 773,81	Note 4	47 773,81	47 773,81	0,00	0,00%	0,00	0,00
48	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	4 613,98	0,00	4 613,98	100,00%	0,00	4 613,98	Note 5	4 613,98	4 613,98	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
49	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	0,00		0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	9 901 810,18	9 655 320,20	246 489,98	2,49%	0,00	247 331,19		9 901 810,18	9 902 651,38	-841,21	-0,01%	841,21	0,00
	Communes	9 901 810,18	9 655 320,20	246 489,98	2,49%	0,00	247 331,19		9 901 810,18	9 902 651,38	-841,21	-0,01%	841,21	0,00
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	9 373 689,19	9 373 689,19	0,00	0,00%	0,00	0,00		9 373 689,19	9 373 689,19	0,00	0,00%	0,00	0,00
51	CNAPS	280 789,80	281 631,00	-841,21	-0,30%	0,00	0,00		280 789,80	281 631,00	-841,21	-0,30%	841,21	0,00
52	OSIE	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR DMSA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					DMSA	ETAT		DMSA	ETAT					
52a	AMIT	38 523,58	0,00	38 523,58	100,00%	0,00	38 523,58	Note 6	38 523,58	38 523,58	0,00	0,00%	0,00	0,00
52b	SMIMO	3 111,70	0,00	3 111,70	100,00%	0,00	3 111,70	Note 7	3 111,70	3 111,70	0,00	0,00%	0,00	0,00
52c	OMSI	205 695,90	0,00	205 695,90	100,00%	0,00	205 695,90	Note 8	205 695,90	205 695,90	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>D</b>	<b>Dons</b>	151 827,97	0,00	151 827,97	100,00%	0,00	149 369,18		151 827,97	149 369,18	2 458,79	1,62%	0,00	2 458,79
	Numéraires	151 827,97	0,00	151 827,97	100,00%	0,00	149 369,18	Note 9	151 827,97	149 369,18	2 458,79	1,62%	0,00	2 458,79
	<b>TOTAL</b>	16 878 328,90	14 470 526,04	2 407 802,86	14,27%	0,00	3 075 202,28		16 878 328,90	17 545 728,33	-667 399,42	-3,95%	669 858,53	2 459,10

### 6.2.3. QMM S.A.

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR QMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					QMM	ETAT		QMM	ETAT						
I	<b>Impôt et taxes</b>	1 271 915,70	1 270 221,87	1 693,83	0,13%	0,00	1 693,83		1 271 915,70	1 271 915,70	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	872 752,72	871 058,89	1 693,83	0,19%	0,00	1 693,83		872 752,72	872 752,72	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts d'Etat	349 439,24	347 745,41	1 693,83	0,48%	0,00	1 693,83		349 439,24	349 439,24	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	1 693,83	0,00	1 693,83	100,00%	0,00	1 693,83	(1)	1 693,83	1 693,83	0,00	0,00%	0,00	0,00	
14 a	IBS/TFT-ENR	347 185,03	347 185,03	0,00	0,00%	0,00	0,00		347 185,03	347 185,03	0,00	0,00%	0,00	0,00	<b>Note 1</b>
14 b	IRCM	560,38	560,38	0,00	0,00%	0,00	0,00		560,38	560,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts locaux	523 313,47	523 313,47	0,00	0,00%	0,00	0,00		523 313,47	523 313,47	0,00	0,00%	0,00	0,00	
27	Ristourne miniere	523 313,47	523 313,47	0,00	0,00%	0,00	0,00		523 313,47	523 313,47	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	399 162,98	399 162,98	0,00	0,00%	0,00	0,00		399 162,98	399 162,98	0,00	0,00%	0,00	0,00	
30	Redevance miniere	224 277,20	224 277,20	0,00	0,00%	0,00	0,00		224 277,20	224 277,20	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration miniere	89 549,67	89 549,67	0,00	0,00%	0,00	0,00		89 549,67	89 549,67	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR QMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					QMM	ETAT		QMM	ETAT						
38	Redevances de pompage d'eau	82 465,93	82 465,93	0,00	0,00%	0,00	0,00		82 465,93	82 465,93	0,00	0,00%	0,00	0,00	
43	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	2 870,18	2 870,18	0,00	0,00%	0,00	0,00		2 870,18	2 870,18	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	18 356,76	230,57	18 126,19	98,74%	0,00	18 126,19		18 356,76	18 356,76	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	18 356,76	230,57	18 126,19	98,74%	0,00	18 126,19		18 356,76	18 356,76	0,00	0,00%	0,00	0,00	
46	Pénalités	230,57	230,57	0,00	0,00%	0,00	0,00		230,57	230,57	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(b)	Droit de visa	4 271,79	0,00	4 271,79	100,00%	0,00	4 271,79	(2)	4 271,79	4 271,79	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(c)	Carte d'identité étranger	13 854,40	0,00	13 854,40	100,00%	0,00	13 854,40	(2)	13 854,40	13 854,40	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	2 079 067,06	2 079 067,06	0,00	0,00%	0,00	0,00		2 079 067,06	2 079 067,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	2 079 067,06	2 079 067,06	0,00	0,00%	0,00	0,00		2 079 067,06	2 079 067,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	1 829 388,16	1 829 388,16	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 829 388,16	1 829 388,16	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	249 678,90	249 678,90	0,00	0,00%	0,00	0,00		249 678,90	249 678,90	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR QMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					QMM	ETAT		QMM	ETAT						
<b>D</b>	<b>Dons</b>	166 707,52	0,00	166 707,52	100,00%	0,00	166 707,52		166 707,52	166 707,52	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Numéraires	166 707,52	0,00	166 707,52	100,00%	0,00	166 707,52	<b>(3)</b>	166 707,52	166 707,52	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	3 536 047,04	3 349 519,51	186 527,54	5,28%	0,00	186 527,54		3 536 047,04	3 536 047,04	0,00	0,00%	0,00	0,00	

## 6.2.4. KRAOMA

I	TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR KRAOMA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +
						KRAOMA	ETAT		KRAOMA	ETAT				
	<b>Impôt et taxes</b>	3 155 515,63	3 162 616,41	-7 100,78	-0,23%	607,14	-5 926,44		3 156 122,77	3 156 689,97	-567,20	-0,02%	587,13	19,93
	Communs	2 400 286,18	2 386 741,59	13 544,59	0,56%	607,14	14 738,86		2 400 893,33	2 401 480,45	-587,13	-0,02%	587,13	0,00
	Impôts d'Etat	1 490 785,31	1 477 428,81	13 356,50	0,90%	0,00	13 943,63		1 490 785,31	1 491 372,44	-587,13	-0,04%	587,13	0,00
1	Impôts sur les revenus (IR) -	1 173 505,22	1 173 505,22	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 173 505,22	1 173 505,22	0,00	0,00%	0,00	0,00
3	Droits d'enregistrement des actes	564,31	0,00	564,31	100,00%	0,00	564,31	(1)	564,31	564,31	0,00	0,00%	0,00	0,00
6	Taxes sur les véhicules de tourisme des entreprises (TVST)	651,00	0,00	651,00	100,00%	0,00	651,00	(2)	651,00	651,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
7	TVA à l'importation	179 195,04	179 211,36	-16,33	-0,01%	0,00	0,00		179 195,04	179 211,36	-16,33	-0,01%	16,33	0,00
9	Droits de douanes	75 331,97	75 345,57	-13,60	-0,02%	0,00	0,00		75 331,97	75 345,57	-13,60	-0,02%	13,60	0,00
11	Droits à l'export	48 809,46	49 366,66	-557,20	-1,14%	0,00	0,00		48 809,46	49 366,66	-557,20	-1,14%	557,20	0,00
14b	IRCM	12 728,31	0,00	12 728,31	100,00%	0,00	12 728,31	(3)	12 728,31	12 728,31	0,00	0,00%	0,00	0,00

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR KRAOMA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +
					KRAOMA	ETAT		KRAOMA	ETAT				
Impôts locaux	909 500,87	909 312,78	188,09	0,02%	607,14	795,24		910 108,01	910 108,01	0,00	0,00%	0,00	0,00
16 Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)	4 912,75	4 117,51	795,24	16,19%	0,00	795,24	(4)	4 912,75	4 912,75	0,00	0,00%	0,00	0,00
29 Autres (TVA: Montants rejetés)	904 588,12	905 195,26	-607,14	-0,07%	607,14	0,00	(5)	905 195,26	905 195,26	0,00	0,00%	0,00	0,00
Sectoriels	755 229,45	775 874,82	-20 645,38	-2,73%	0,00	-20 665,31	(6)	755 229,45	755 209,51	19,93	0,00%	0,00	19,93
30 Redevance minière	140 855,17	140 855,17	0,00	0,00%	0,00	0,00		140 855,17	140 855,17	0,00	0,00%	0,00	0,00
31 Frais d'administration minière	187 852,31	208 517,62	-20 665,31	-11,00%	0,00	-20 665,31		187 852,31	187 852,31	0,00	0,00%	0,00	0,00
36 Location de terrains	141 322,30	141 302,37	19,93	0,01%	0,00	0,00		141 322,30	141 302,37	19,93	0,01%	0,00	19,93
(e) Autres (AERP)	1 845,89	1 845,89	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 845,89	1 845,89	0,00	0,00%	0,00	0,00
38 Redevances télécommunication	9,87	9,87	0,00	0,00%	0,00	0,00		9,87	9,87	0,00	0,00%	0,00	0,00
43 Autres (droit de port perçu par SMMC)	283 343,92	283 343,92	0,00	0,00%	0,00	0,00		283 343,92	283 343,92	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>A Autres paiements</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR KRAOMA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					KRAOMA	ETAT		KRAOMA	ETAT					
Communs	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	453 209,47	428 725,62	24 483,85	5,40%	0,00	24 483,85		453 209,47	453 209,47	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Communes	453 209,47	428 725,62	24 483,85	5,40%	0,00	24 483,85		453 209,47	453 209,47	0,00	0,00%	0,00	0,00
45	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	279 432,45	279 432,45	0,00	0,00%	0,00	0,00		279 432,45	279 432,45	0,00	0,00%	0,00	0,00
46	CNAPS	149 293,17	149 293,17	0,00	0,00%	0,00	0,00		149 293,17	149 293,17	0,00	0,00%	0,00	0,00
47	OSIE	24 483,85	0,00	24 483,85	100,00%	0,00	24 483,85	(7)	24 483,85	24 483,85	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>D</b>	<b>Dons</b>	1 224,61	0,00	1 224,61	100,00%	0,00	1 224,61		1 224,61	1 224,61	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Numéraires	1 224,61	0,00	1 224,61	100,00%	0,00	1 224,61	(8)	1 224,61	1 224,61	0,00	0,00%	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	3 609 949,71	3 591 342,03	18 607,68	0,52%	607,14	19 782,02		3 610 556,85	3 611 124,05	-567,20	-0,02%	587,13	19,93

## 6.2.5. Madagascar Wisco

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR WISCO	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					WISCO	ETAT		WISCO	ETAT					
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	12 035,63	12 035,63	0,00	0,00%	0,00	0,00		12 035,63	12 035,63	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Communs	153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00		153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Impôts d'Etat	153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00		153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00
1	Impôts sur les revenus (IR)	153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00		153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Sectoriels	11 882,55	11 882,55	0,00	0,00%	0,00	0,00		11 882,55	11 882,55	0,00	0,00%	0,00	0,00
31	Frais d'administration minière	11 882,55	11 882,55	0,00	0,00%	0,00	0,00		11 882,55	11 882,55	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Communs	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Sectoriels	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	(1)	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
49	Autres ((Frais de mise a disposition perimetre))	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	(1)	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00

TYPE DE PAIEMENT		MONTANTS VERSES PAR WISCO	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +
						WISCO	ETAT		WISCO	ETAT				
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Communes	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	100 012 035,63	100 012 035,63	0,00	0,00%	0,00	0,00		100 012 035,63	100 012 035,63	0,00	0,00%	0,00	0,00

## 6.2.6. Société Pan African Mining Madagascar

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAMM	ETAT		PAMM	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	1 308 413,48	1 274 657,52	33 755,96	2,58%	0,00	0,00		1 308 413,48	1 274 657,52	33 755,96	2,58%	0,00	33 755,96	
	Communs	39 628,82	5 872,86	33 755,96	85,18%	0,00	0,00		39 628,82	5 872,86	33 755,96	85,18%	0,00	33 755,96	
	Impôts d'Etat	39 628,82	5 872,86	33 755,96	85,18%	0,00	0,00		39 628,82	5 872,86	33 755,96	85,18%	0,00	33 755,96	
1	Impôts sur les revenus (IR) -	527,13	153,08	374,05	70,96%	0,00	0,00		527,13	153,08	374,05	70,96%	0,00	374,05	Note 1
3	Droits d'enregistrement des actes	62,19	62,19	0,00	0,00%	0,00	0,00		62,19	62,19	0,00	0,00%	0,00	0,00	
4	Droits d'enregistrement bail	2 861,80	691,94	2 169,86	75,82%	0,00	0,00		2 861,80	691,94	2 169,86	75,82%	0,00	2 169,86	Note 2
7	TVA à l'importation	27 911,61	3 413,88	24 497,73	87,77%	0,00	0,00		27 911,61	3 413,88	24 497,73	87,77%	0,00	24 497,73	Note 3
9	Droits de douanes	8 266,09	1 551,76	6 714,32	81,23%	0,00	0,00		8 266,09	1 551,76	6 714,32	81,23%	0,00	6 714,32	Note 4
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	1 268 784,66	1 268 784,66	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 268 784,66	1 268 784,66	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	1 268 519,93	1 268 519,93	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 268 519,93	1 268 519,93	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAMM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAMM	ETAT		PAMM	ETAT						
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	264,73	264,73	0,00	0,00%	0,00	0,00		264,73	264,73	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	3 402,38	594,75	2 807,63	82,52%	0,00	2 807,63		3 402,38	3 402,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	3 402,38	594,75	2 807,63	82,52%	0,00	2 807,63		3 402,38	3 402,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
46	Pénalités	3 402,38	594,75	2 807,63	82,52%	0,00	2 807,63	(1)	3 402,38	3 402,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00		0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	120 303,64	121 480,93	-1 177,29	-0,98%	0,00	-1 051,85		120 303,64	120 429,08	-125,44	-0,10%	125,44	0,00	
	Communes	120 303,64	121 480,93	-1 177,29	-0,98%	0,00	-1 051,85		120 303,64	120 429,08	-125,44	-0,10%	125,44	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	70 700,66	70 700,66	0,00	0,00%	0,00	0,00		70 700,66	70 700,66	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	25 489,76	26 667,05	-1 177,29	-4,62%	0,00	-1 051,85	(2)	25 489,76	25 615,20	-125,44	-0,49%	125,44	0,00	Note 5
52	OSIE	24 113,22	24 113,22	0,00	0,00%	0,00	0,00		24 113,22	24 113,22	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>1 432 119,50</b>	<b>1 396 733,20</b>	<b>35 386,30</b>	<b>2,47%</b>	<b>0,00</b>	<b>1 755,78</b>		<b>1 432 119,50</b>	<b>1 398 488,98</b>	<b>33 630,52</b>	<b>2,35%</b>	<b>125,44</b>	<b>33 755,96</b>	

## 6.2.7. Société PAM Sakoa

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM SAKOA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAM SAKOA	ETAT		PAM SAKOA	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	323 447,38	139 192,62	184 254,76	56,97%	0,09	186 744,11		323 447,47	325 936,74	-2 489,27	-0,77%	2 489,27	0,00	
	Communs	264 530,81	80 276,04	184 254,76	69,65%	0,09	186 744,11		264 530,89	267 020,16	-2 489,27	-0,94%	2 489,27	0,00	
	Impôts d'Etat	264 530,81	80 276,04	184 254,76	69,65%	0,09	186 744,11		264 530,89	267 020,16	-2 489,27	-0,94%	2 489,27	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	186 744,11	0,00	186 744,11	100,00%	0,00	186 744,11	(1)	186 744,11	186 744,11	0,00	0,00%	0,00	0,00	
7	TVA à l'importation	57 253,49	59 173,34	-1 919,85	-3,35%	0,00	0,00		57 253,49	59 173,34	-1 919,85	-3,35%	1 919,85	0,00	Note 1
9	Droits de douanes	20 533,21	21 102,71	-569,50	-2,77%	0,09	0,00	(2)	20 533,29	21 102,71	-569,42	-2,77%	569,42	0,00	Note 1
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00		
	Sectoriels	58 916,58	58 916,58	0,00	0,00%	0,00	0,00		58 916,58	58 916,58	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	58 916,58	58 916,58	0,00	0,00%	0,00	0,00		58 916,58	58 916,58	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	2 731,55	224,53	2 507,03	91,78%	0,00	2 421,42		2 731,55	2 645,95	178 954,60	3,13%	0,00	178 954,60	
	Communs	2 731,55	224,53	2 507,03	91,78%	0,00	2 421,42		2 731,55	2 645,95	178 954,60	3,13%	0,00	178 954,60	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM SAKOA	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAM SAKOA	ETAT		PAM SAKOA	ETAT						
46	Pénalités	2 731,55	224,53	2 507,03	91,78%	0,00	2 421,42	(3)	2 731,55	2 645,95	178 954,60	3,13%	0,00	178 954,60	Note 2
	Sectoriels	0,00		0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00		
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	65 439,21	53 118,59	12 320,61	18,83%	0,00	12 320,62		65 439,21	65 439,21	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communs	65 439,21	53 118,59	12 320,61	18,83%	0,00	12 320,62		65 439,21	65 439,21	0,00	0,00%	0,00	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	36 536,83	36 536,83	0,00	0,00%	0,00	0,00		36 536,83	36 536,83	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	15 820,98	16 581,76	-760,78	-4,81%	0,00	-760,78	(4)	15 820,98	15 820,98	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52	OSIE	13 081,39	0,00	13 081,39	100,00%	0,00	13 081,39	(5)	13 081,39	13 081,39	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	391 618,15	192 535,74	199 082,40	50,84%	0,09	201 486,15		391 618,23	394 021,89	176 465,33	-0,61%	2 489,27	178 954,60	

## 6.2.8. PAM Atomique

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM ATOMIQUE	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAM ATOMIQUE	ETAT		PAM ATOMIQUE	ETAT						
I	<b>Impôt et taxes</b>	358 198,67	358 357,49	-158,82	-0,04%	0,00	0,00		358 198,67	358 357,49	-158,82	-0,04%	158,82	0,00	
	Communs	0,00	158,82	-158,82	0,00%	0,00	0,00		0,00	158,82	-158,82	0,00%	158,82	0,00	Note 1
	Impôts d'Etat	0,00	158,82	-158,82	0,00%	0,00	0,00		0,00	158,82	-158,82	0,00%	158,82	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR) -	0,00	153,08	-153,08	0,00%	0,00	0,00		0,00	153,08	-153,08	0,00%	153,08	0,00	Note 1
3	Droits d'enregistrement des actes	0,00	5,74	-5,74	0,00%	0,00	0,00		0,00	5,74	-5,74	0,00%	5,74	0,00	Note 2
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%				0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	358 198,67	358 198,67	0,00	0,00%				358 198,67	358 198,67	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	358 198,67	358 198,67	0,00	0,00%	0,00	0,00		358 198,67	358 198,67	0,00	0,00%	0,00	0,00	
A	<b>Autres paiements</b>	1 986,24	582,02	1 404,23	70,70%	0,00	1 595,57		1 986,24	2 177,59	-191,35	-9,63%	191,35	0,00	
	Communs	1 986,24	582,02	1 404,23	70,70%	0,00	1 595,57		1 986,24	2 177,59	-191,35	-9,63%	191,35	0,00	
46	Pénalités	1 986,24	582,02	1 404,23	70,70%	0,00	1 595,57	(1)	1 986,24	2 177,59	-191,35	-9,63%	191,35	0,00	Note 3

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR PAM ATOMIQUE	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					PAM ATOMIQUE	ETAT		PAM ATOMIQUE	ETAT						
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	28 766,55	20 077,43	8 689,12	30,21%	0,00	6 954,37		28 766,55	27 031,80	1 734,74	6,03%	0,00	1 734,74	
	Communes	28 766,55	20 077,43	8 689,12	30,21%	0,00	6 954,37		28 766,55	27 031,80	1 734,74	6,03%	0,00	1 734,74	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	15 586,85	13 852,11	1 734,74	11,13%	0,00	0,00		15 586,85	13 852,11	1 734,74	11,13%	0,00	1 734,74	Note 4
51	CNAPS	5 962,46	6 225,32	-262,87	-4,41%	0,00	-262,87	(2)	5 962,46	5 962,46	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52	OSIE	7 217,24	0,00	7 217,24	100,00%	0,00	7 217,24	(3)	7 217,24	7 217,24	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>388 951,46</b>	<b>379 016,94</b>	<b>9 934,52</b>	<b>2,55%</b>	<b>0,00</b>	<b>8 549,94</b>		<b>388 951,46</b>	<b>387 566,88</b>	<b>1 384,58</b>	<b>0,36%</b>	<b>350,16</b>	<b>1 734,74</b>	

## 6.2.9. Mainland Mining

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MAINLAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MAINLAND	ETAT		MAINLAND	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	452 493,39	450 923,57	1 569,82	0,35%	-295,58	0,00		452 197,81	450 923,57	1 274,24	0,28%	1,20	1 275,44	
	Communs	58 862,82	57 587,38	1 275,44	2,17%	0,00	0,00		58 862,82	57 587,38	1 275,44	2,17%	0,00	1 275,44	
	Impôts d'Etat	36 165,50	34 890,06	1 275,44	3,53%	0,00	0,00		36 165,50	34 890,06	1 275,44	3,53%	0,00	1 275,44	
1	Impôts sur les revenus (IR)	4 508,41	4 508,41	0,00	0,00%	0,00	0,00		4 508,41	4 508,41	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	18 573,31	18 573,31	0,00	0,00%	0,00	0,00		18 573,31	18 573,31	0,00	0,00%	0,00	0,00	
4	Droits d'enregistrement bail	114,81	114,81	0,00	0,00%	0,00	0,00		114,81	114,81	0,00	0,00%	0,00	0,00	
7	TVA à l'importation	5 861,83	5 861,83	0,00	0,00%	0,00	0,00		5 861,83	5 861,83	0,00	0,00%	0,00	0,00	
9	Droits de douanes	3 045,70	3 045,70	0,00	0,00%	0,00	0,00		3 045,70	3 045,70	0,00	0,00%	0,00	0,00	
11	Droits à l'export	4 036,54	2 761,10	1 275,44	31,60%	0,00	0,00		4 036,54	2 761,10	1 275,44	31,60%	0,00	1 275,44	Note 1
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	24,89	24,89	0,00	0,00%	0,00	0,00		24,89	24,89	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts locaux	22 697,32	22 697,32	0,00	0,00%	0,00	0,00		22 697,32	22 697,32	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MAINLAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MAINLAND	ETAT		MAINLAND	ETAT						
24	Redevances sur les eaux usées (REU)	3 504,06	3 504,06	0,00	0,00%	0,00	0,00		3 504,06	3 504,06	0,00	0,00%	0,00	0,00	
26	Ristourne minière	19 193,26	19 193,26	0,00	0,00%	0,00	0,00		19 193,26	19 193,26	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	393 630,57	393 336,19	294,38	0,07%	-295,58	0,00		393 334,99	393 336,19	-1,20	0,00%	1,20	0,00	
30	Redevance minière	8 225,68	8 225,68	0,00	0,00%	0,00	0,00		8 225,68	8 225,68	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	302 289,93	302 289,93	0,00	0,00%	0,00	0,00		302 289,93	302 289,93	0,00	0,00%	0,00	0,00	
43	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	83 114,96	82 820,58	294,38	0,35%	-295,58	0,00	<b>Note 1</b>	82 819,38	82 820,58	-1,20	0,00%	1,20	0,00	Note 2
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>203 143,17</b>	<b>200 095,67</b>	<b>5 425,29</b>	<b>1,50%</b>	<b>0,00</b>	<b>3 047,50</b>		<b>203 143,17</b>	<b>203 143,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	Communs	3 143,17	95,67	3 047,50	96,96%	0,00	3 047,50		3 143,17	3 143,17	0,00	0,00%	0,00	0,00	
46	Pénalités	95,67	95,67	0,00	0,00%	0,00	0,00		95,67	95,67	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(b)	Droit de visa	669,71	0,00	669,71	100,00%	0,00	669,71	<b>Note 2</b>	669,71	669,71	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(c)	Carte d'identité étranger	2 377,79	0,00	2 377,79	100,00%	0,00	2 377,79	<b>Note 2</b>	2 377,79	2 377,79	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	200 000,00	200 000,00	2 377,79	0,00%	0,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
49	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MAINLAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					MAINLAND	ETAT		MAINLAND	ETAT						
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	2 794,66	2 794,75	-0,10	0,00%	0,10	0,00		2 794,75	2 794,75	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	2 794,66	2 794,75	-0,10	0,00%	0,10	0,00		2 794,75	2 794,75	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	2 794,66	2 794,75	-0,10	0,00%	0,10	0,00	<b>Note 3</b>	2 794,75	2 794,75	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	5 552,84	0,00	5 552,84	100,00%	0,00	5 552,84		5 552,84	5 552,84	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Numéraires	5 031,43	0,00	5 031,43	100,00%	0,00	5 031,43	<b>Note 4</b>	5 031,43	5 031,43	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)	521,42	0,00	521,42	100,00%	0,00	521,42	<b>Note 4</b>	521,42	521,42	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	663 984,07	653 813,99	12 547,87	1,53%	-295,49	8 600,35		663 688,58	662 414,34	1 274,24	0,19%	1,20	1 275,44	

## 6.2.10. Gold Sand

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR GOLD SAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					GOLD SAND	ETAT		GOLD SAND	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	540 982,80	543 749,26	-2 766,46	-0,51%	-11,48	379,68		540 971,32	544 128,93	-3 157,62	-0,58%	3 157,62	0,00	
	Communs	532,75	179,15	353,61	66,37%	0,00	379,68		532,75	558,82	-26,07	-4,89%	26,07	0,00	
	Impôts d'Etat	532,75	179,15	353,61	66,37%	0,00	379,68		532,75	558,82	-26,07	-4,89%	26,07	0,00	
1	Impôts sur les revenus (IR)	153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00		153,08	153,08	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	308,78	26,07	282,71	91,56%	0,00	308,78	Note 1	308,78	334,85	-26,07	-8,44%	26,07	0,00	Note 1
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	70,89	0,00	70,89	100,00%	0,00	70,89	Note 2	70,89	70,89	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	540 450,04	543 570,11	-3 120,06	-0,58%	-11,48	0,00		540 438,56	543 570,11	-3 131,55	-0,58%	3 131,55	0,00	
31	Frais d'administration minière	540 179,67	540 168,19	11,48	0,00%	-11,48	0,00		540 168,19	540 168,19	0,00	0,00%	0,00	0,00	
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact	0,00	3 103,37	-3 103,37	0,00%	0,00	0,00		0,00	3 103,37	-3 103,37	0,00%	3 103,37	0,00	Note 2
43	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	270,37	298,55	-28,18	-10,42%	0,00	0,00		270,37	298,55	-28,18	-10,42%	28,18	0,00	Note 3
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	2 426,35	0,00	2 426,35	100,00%	0,00	2 426,35		2 426,35	2 426,35	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR GOLD SAND	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					GOLD SAND	ETAT		GOLD SAND	ETAT						
	Communs	2 426,35	0,00	2 426,35	100,00%	0,00	2 426,35		2 426,35	2 426,35	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(b)	Droit de visa	270,28	0,00	270,28	100,00%	0,00	270,28	Note 3	270,28	270,28	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(c)	Carte d'identité étranger	2 156,07	0,00	2 156,07	100,00%	0,00	2 156,07	Note 3	2 156,07	2 156,07	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	177,62	0,00	177,62	100,00%	0,00	177,62		177,62	177,62	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	177,62	0,00	177,62	100,00%	0,00	177,62		177,62	177,62	0,00	0,00%	0,00	0,00	
53	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	177,62	0,00	177,62	100,00%	0,00	177,62	Note 4	177,62	177,62	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	543 586,76	543 749,26	-162,50	-0,03%	-11,48	2 983,64		543 575,28	546 732,90	-3 157,62	-0,58%	3 157,62	0,00	

## 6.2.11. Madagascar Oil

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MADA OIL	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					MADA OIL	ETAT		MADA OIL	ETAT					
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	989 490,82	989 490,82	0,00	0,00%	19995,06	0,00		1 009 485,88	989 490,82	19 995,06	1,98%	1 909,27	21 904,33
	Communs	1 770,57	1 770,57	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 770,57	1 770,57	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Impôts d'Etat	1 770,57	1 770,57	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 770,57	1 770,57	0,00	0,00%	0,00	0,00
1	Impôts sur les revenus (IR)	63,78	63,78	0,00	0,00%	0,00	0,00		63,78	63,78	0,00	0,00%	0,00	0,00
4	Droits d'enregistrement bail	1 396,09	1 396,09	0,00	0,00%	0,00	0,00		1 396,09	1 396,09	0,00	0,00%	0,00	0,00
7	TVA à l'importation	213,61	213,61	0,00	0,00%	0,00	0,00		213,61	213,61	0,00	0,00%	0,00	0,00
9	Droits de douanes	97,10	97,10	0,00	0,00%	0,00	0,00		97,10	97,10	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Sectoriels	987 720,24	987 720,24	0,00	0,00%	19995,06	0,00		1 007 715,30	987 720,24	19 995,06	1,98%	1 909,27	21 904,33
34	Frais d'administration OMNIS	737 500,00	737 500,00	0,00	0,00%	21904,33	0,00	<b>Note 1</b>	759 404,33	737 500,00	21 904,33	2,88%	0,00	21 904,33
35	Frais de formation OMNIS	250 000,00	250 000,00	0,00	0,00%	-1909,27	0,00	<b>Note 2</b>	248 090,73	250 000,00	-1 909,27	-0,77%	1 909,27	0,00

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MADA OIL	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					MADA OIL	ETAT		MADA OIL	ETAT					
38	Redevances de pompage d'eau	13,59	13,59	0,00	0,00%	0,00	0,00		13,59	13,59	0,00	0,00%	0,00	0,00
40	Redevances de fréquence	206,65	206,65	0,00	0,00%	0,00	0,00		206,65	206,65	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	1 237,35	0,00	1 237,35	100,00%	0,00	1237,35		1 237,35	1 237,35	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Communs	1 237,35	0,00	1 237,35	100,00%	0,00	1237,35		1 237,35	1 237,35	0,00	0,00%	0,00	0,00
(b)	Droit de visa	717,24	0,00	717,24	100,00%	0,00	717,24	<b>Note 3</b>	717,24	717,24	0,00	0,00%	0,00	0,00
(c)	Carte d'identité étranger	520,11	0,00	520,11	100,00%	0,00	520,11	<b>Note 3</b>	520,11	520,11	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	185 258,39	150 831,74	34 426,65	18,58%	0,00	34426,65		185 258,39	185 258,39	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Communes	185 258,39	150 831,74	34 426,65	18,58%	0,00	34426,65		185 258,39	185 258,39	0,00	0,00%	0,00	0,00
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	130 158,38	130 158,38	0,00	0,00%	0,00	0,00		130 158,38	130 158,38	0,00	0,00%	0,00	0,00
51	CNAPS	20 673,36	20 673,36	0,00	0,00%	0,00	0,00		20 673,36	20 673,36	0,00	0,00%	0,00	0,00
52	OSIE	34 426,65	0,00	34 426,65	100,00%	0,00	34426,65	<b>Note 2</b>	34 426,65	34 426,65	0,00	0,00%	0,00	0,00

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR MADA OIL	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	
					MADA OIL	ETAT		MADA OIL	ETAT					
<b>D</b>	<b>Dons</b>	13 943,89	0,00	13 943,89	100,00%	0,00	13943,89		13 943,89	13 943,89	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Numéraires	12 897,87	0,00	12 897,87	100,00%	0,00	12897,87	<b>Note 3</b>	12 897,87	12 897,87	0,00	0,00%	0,00	0,00
	Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)	1 046,02	0,00	1 046,02	100,00%	0,00	1046,02	Note 3	1 046,02	1 046,02	0,00	0,00%	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	1 189 930,45	1 140 322,56	49 607,89	4,17%	19995,06	49607,89		1 209 925,51	1 189 930,45	19 995,06	1,65%	1 909,27	21 904,33

## 6.2.12. Holcim

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR HOLCIM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					HOLCIM	ETAT		HOLCIM	ETAT						
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>	9 117 954,70	9 048 793,03	69 161,67	0,76%	0,00	68 966,08		9 117 954,70	9 117 759,11	195,59	0,00%	125,41	321,00	
	Communs	8 331 790,68	8 265 438,44	66 352,24	0,80%	0,00	66 058,42		8 331 790,68	8 331 496,86	293,82	0,00%	27,18	321,00	
	Impôts d'Etat	8 226 906,22	8 226 612,40	293,82	0,00%	0,00	0,00		8 226 906,22	8 226 612,40	293,82	0,00%	27,18	321,00	
1	Impôts sur les revenus (IR) -	522 824,12	522 824,12	0,00	0,00%	0,00	0,00		522 824,12	522 824,12	0,00	0,00%	0,00	0,00	
3	Droits d'enregistrement des actes	144 637,95	144 552,80	85,15	0,06%	0,00	0,00		144 637,95	144 552,80	85,15	0,06%	0,00	85,15	Note 1
7	TVA à l'importation	3 620 635,57	3 620 654,26	-18,69	0,00%	0,00	0,00		3 620 635,57	3 620 654,26	-18,69	0,00%	18,69	0,00	Note 2
8	TVA nette	2 041 834,73	2 041 834,73	0,00	0,00%	0,00	0,00		2 041 834,73	2 041 834,73	0,00	0,00%	0,00	0,00	
9	Droits de douanes	1 382 378,93	1 382 387,43	-8,49	0,00%	0,00	0,00		1 382 378,93	1 382 387,43	-8,49	0,00%	8,49	0,00	Note 2
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)	514 594,92	514 359,06	235,85	0,05%	0,00	0,00		514 594,92	514 359,06	235,85	0,05%	0,00	235,85	Note 3
	Impôts locaux	104 884,47	38 826,04	66 058,42	62,98%	0,00	66 058,42		104 884,47	104 884,47	0,00	0,00%	0,00	0,00	
16	Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)	7 038,12	4 248,49	2 789,62	39,64%	0,00	2 789,62	Note 1	7 038,12	7 038,12	0,00	0,00%	0,00	0,00	
25	Taxe de roulage	62 886,11	0,00	62 886,11	100,00%	0,00	62 886,11	Note 2	62 886,11	62 886,11	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR HOLCIM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					HOLCIM	ETAT		HOLCIM	ETAT						
26	Taxe sur la publicité	382,69	0,00	382,69	100,00%	0,00	382,69	Note 3	382,69	382,69	0,00	0,00%	0,00	0,00	
26	Ristourne minière	34 577,55	34 577,55	0,00	0,00%	0,00	0,00		34 577,55	34 577,55	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	786 164,02	783 354,59	2 809,42	0,36%	0,00	2 907,65		786 164,02	786 262,25	-98,23	-0,01%	98,23	0,00	
30	Redevance minière	14 818,95	14 818,95	0,00	0,00%	0,00	0,00		14 818,95	14 818,95	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Frais d'administration minière	11 327,65	11 425,88	-98,23	-0,87%	0,00	0,00		11 327,65	11 425,88	-98,23	-0,87%	98,23	0,00	Note 4
33	Redevances domaniales	46 881,23	46 881,23	0,00	0,00%	0,00	0,00		46 881,23	46 881,23	0,00	0,00%	0,00	0,00	
36	Location de terrains	257 871,05	255 574,90	2 296,15	0,89%	0,00	2 296,15	Note 5	257 871,05	257 871,05	0,00	0,00%	0,00	0,00	
(a)	Port	454 845,38	454 653,63	191,74	0,04%	0,00	191,74	Note 6	454 845,38	454 845,38	0,00	0,00%	0,00	0,00	
40	Redevances de fréquence	419,76	0,00	419,76	100,00%	0,00	419,76	Note 7	419,76	419,76	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>	<b>27 790,90</b>	<b>0,00</b>	<b>27 790,90</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>27 790,90</b>		<b>27 790,90</b>	<b>27 790,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	Communs	27 790,90	0,00	27 790,90	100,00%	0,00	27 790,90		27 790,90	27 790,90	0,00	0,00%	0,00	0,00	
48	Autres (Redevance commune sur marchandise)	27 790,90	0,00	27 790,90	100,00%	0,00	27 790,90		27 790,90	27 790,90	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Sectoriels	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	

TYPE DE PAIEMENT	MONTANTS VERSES PAR HOLCIM	MONTANTS RECUS PAR L'ETAT	ECART	%	AJUSTEMENTS		Note	MONTANT APRES AJUSTEMENTS		ECART APRES AJUSTEMENTS	%	Ecart en -	Ecart en +	Note	
					HOLCIM	ETAT		HOLCIM	ETAT						
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>	391 487,00	371 397,11	20 089,89	5,13%	0,00	20 089,89		391 487,00	391 487,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Communes	391 487,00	371 397,11	20 089,89	5,13%	0,00	20 089,89		391 487,00	391 487,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	276 378,11	276 378,11	0,00	0,00%	0,00	0,00		276 378,11	276 378,11	0,00	0,00%	0,00	0,00	
51	CNAPS	95 019,00	95 019,00	0,00	0,00%	0,00	0,00		95 019,00	95 019,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
52	OSITE	20 089,89	0,00	20 089,89	100,00%	0,00	20 089,89	Note 8	20 089,89	20 089,89	0,00	0,00%	0,00	0,00	
<b>D</b>	<b>Dons</b>	29 475,28	0,00	29 475,28	100,00%	0,00	29 475,28		29 475,28	29 475,28	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)	29 475,28	0,00	29 475,28	100,00%	0,00	29 475,28		29 475,28	29 475,28	0,00	0,00%	0,00	0,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>9 566 707,87</b>	<b>9 420 190,14</b>	<b>146 517,73</b>	<b>1,53%</b>	<b>0,00</b>	<b>146 322,14</b>		<b>9 566 707,87</b>	<b>9 566 512,29</b>	<b>195,59</b>	<b>0,00%</b>	<b>125,41</b>	<b>321,00</b>	

### 6.3. Annexe 3 : Détail des Frais d'Administration Minière versés par le BCMM aux communes en 2010 (tous exploitants confondus)

Regions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
ALAO TRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Ambatondrazaka II	28 800,00	13,78
ALAO TRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Ambatosoratra	1 168 728,00	559,08
ALAO TRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Amboavory	161 748,00	77,37
ALAO TRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Ampitatsimo	133 920,00	64,06
ALAO TRA MANGORO	MORAMANGA	Andaingo	504 000,00	241,10
ALAO TRA MANGORO	ANDILAMENA	Andilamena	948 799,20	453,87
ALAO TRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Beanana	1 410 480,00	674,72
ALAO TRA MANGORO	ANDILAMENA	Bemaitso	1 876 395,00	897,60
ALAO TRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Didy	1 153 440,00	551,76
ALAO TRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Ilafy	94 815,00	45,36
ALAO TRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Manakambahiny_Est	6 961 320,00	3 330,04
ALAO TRA MANGORO	ANDILAMENA	Tanananifololahy	668 571,00	319,82
ALAO TRA MANGORO	ANOSIBE AN'ALA	Tratramarina	237 654,00	113,69
<b>ALAO TRA MANGORO Total</b>			<b>15 348 670,20</b>	<b>7 342,25</b>
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Ambatofinandrahana	8 455 080,00	4 044,60
AMORON'I MANIA	FANDRIANA	Fandriana	1 108 800,00	530,41
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Mangataboahangy	5 155 773,52	2 466,33
AMORON'I MANIA	FANDRIANA	Tsarazaza	1 952 928,00	934,21
<b>AMORON'I MANIA Total</b>			<b>16 672 581,52</b>	<b>7 975,56</b>
ANALAMANGA	ANKAZOBE	Tsaramasoandro	3 870 859,20	1 851,68
<b>ANALAMANGA Total</b>			<b>3 870 859,20</b>	<b>1 851,68</b>
ANALANJIROFO	SOANIERANA IVONGO	Ambahoabe	3 417 600,00	1 634,86
ANALANJIROFO	FENOARIVO ATSINANANA	Ambatoaranana Tsaratampona	979 200,00	468,41
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Ambatoharanana	1 929 600,00	923,05
ANALANJIROFO	MANANARA	Ambodivoanio	938 304,00	448,85
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Ambohibe	202 857,60	97,04
ANALANJIROFO	FENOARIVO ATSINANANA	Ampasimbe Manantsatrana	4 644 000,00	2 221,52
ANALANJIROFO	SOANIERANA IVONGO	Andapafito	1 113 600,00	532,71
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Andasibe	4 118 400,00	1 970,09
ANALANJIROFO	MAROANTSETRA	Androndrona_Anava	1 166 400,00	557,96
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Anjahambe	432 000,00	206,65
ANALANJIROFO	MANANARA	Antanambaobe	421 920,00	201,83
ANALANJIROFO	MANANARA	Antanambe	28 800,00	13,78
ANALANJIROFO	SOANIERANA IVONGO	Antanifotsy	2 006 400,00	959,79
ANALANJIROFO	FENOARIVO ATSINANANA	Antsiatsiaka	2 198 400,00	1 051,63

Regions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
ANALANJIROFO	FENOARIVO ATSINANANA	Mahanoro	28 800,00	13,78
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Maromitety	158 400,00	75,77
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Miarinarivo	352 800,00	168,77
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Sahatavy	57 600,00	27,55
ANALANJIROFO	MANANARA	Sandrakatsy	1 668 317,14	798,06
ANALANJIROFO	FENOARIVO ATSINANANA	Saranambana	2 367 996,00	1 132,76
ANALANJIROFO	SOANIERANA IVONGO	Soanierana-Ivongo	2 598 720,00	1 243,13
ANALANJIROFO	MANANARA	Tanibe	2 304 000,00	1 102,15
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Vavatenina	1 219 680,00	583,45
ANALANJIROFO	FENOARIVO ATSINANANA	Vohilengo	835 200,00	399,53
ANALANJIROFO	FENOARIVO ATSINANANA	Vohipeno	1 315 200,00	629,14
<b>ANALANJIROFO Total</b>			<b>36 504 194,74</b>	<b>17 462,28</b>
ANDROY	BEKILY	Ambahita	5 514 037,20	2 637,71
ANDROY	AMBOVOMBE	Ambovombe	5 932 800,00	2 838,04
ANDROY	AMBOVOMBE	Ampamata	589 680,00	282,08
ANDROY	AMBOVOMBE	Andalatanosy	919 332,00	439,77
ANDROY	BELOHA	Beabobo	186 840,00	89,38
ANDROY	BEKILY	Beraketa	807 000,00	386,04
ANDROY	BEKILY	Besaroa Maroviro	1 857 381,60	888,50
ANDROY	BEKILY	Bevitiky	859 572,00	411,19
ANDROY	AMBOVOMBE	Imanombo	1 427 280,00	682,76
ANDROY	AMBOVOMBE	Jafaro	7 796 400,00	3 729,51
ANDROY	TSIHOMBE	Tsihombe	2 893 440,00	1 384,12
ANDROY	AMBOVOMBE	Tsimananada	1 132 800,00	541,89
<b>ANDROY Total</b>			<b>29 916 562,80</b>	<b>14 311,00</b>
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Amboasary Atsimo	3 557 670,00	1 701,86
ANOSY	BETROKA	Analamary	144 000,00	68,88
ANOSY	BETROKA	Ianakafy	8 688 780,00	4 156,40
ANOSY	BETROKA	Isoanala	252 312,00	120,70
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Maromby	18 012 480,00	8 616,52
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Sampona	5 452 800,00	2 608,42
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Tranomaro	14 083 600,00	6 737,08
<b>ANOSY Total</b>			<b>50 191 642,00</b>	<b>24 009,86</b>
ATSIMO ANDREFANA	MOROMBE	Ambahikily	177 852,63	85,08
ATSIMO ANDREFANA	BENENITRA	Ambalavato	3 239 868,00	1 549,83
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Amboropotsy	2 705 700,00	1 294,31
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Ampanihy Ouest	1 396 044,00	667,82
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Anakao	2 894 220,00	1 384,49
ATSIMO ANDREFANA	SAKARAHAN	Andranolava	1 195 860,00	572,06
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Ankazombalala	3 007 200,00	1 438,54
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Ankiliabo	2 989 977,60	1 430,30
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Ankilimalinike	3 134 536,22	1 499,45

Regions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Ankilimivory	3 450 000,00	1 650,35
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Ankilivalo	1 127 202,00	539,21
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Ankilizato	2 663 760,00	1 274,25
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Ankiloaka I	781 829,79	374,00
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Antaly	8 007 360,00	3 830,43
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Antsavao	435 600,00	208,38
ATSIMO ANDREFANA	MOROMBE	Basibasy	4 945 589,73	2 365,79
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Beantake	6 204 240,00	2 967,88
ATSIMO ANDREFANA	MOROMBE	Befandriana Atsimo	100 042,11	47,86
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Beheloka	1 768 512,00	845,99
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Belafika Haut	1 389 120,00	664,50
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Belalanda	468 551,35	224,14
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Belamoty	3 984 000,00	1 905,80
ATSIMO ANDREFANA	BENENITRA	Benenitra	7 194 924,00	3 441,79
ATSIMO ANDREFANA	SAKARAHA	Bereketa	3 744 420,00	1 791,19
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Beroy Sud	3 925 680,00	1 877,90
ATSIMO ANDREFANA	BENENITRA	Ehara	11 227 977,60	5 371,06
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Ejeda	2 449 368,00	1 171,69
ATSIMO ANDREFANA	BEROROHA	Fanjakana	237 600,00	113,66
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Fenoandala	75 600,00	36,16
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Fotadrevo	27 334 320,00	13 075,74
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Gogogogo	1 442 400,00	689,99
ATSIMO ANDREFANA	BENENITRA	Ianapera	30 124 038,00	14 410,24
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Itampolo	2 754 000,00	1 317,41
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Lazarivo	9 103 200,00	4 354,64
ATSIMO ANDREFANA	SAKARAHA	Mahaboboka	2 538 480,00	1 214,32
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Manalobe	596 400,00	285,30
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Marofoty	28 800,00	13,78
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Maromiandra	166 054,05	79,43
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Marosavao	640 800,00	306,54
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Masiaboay	8 545 680,00	4 087,94
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Milenake	697 280,00	333,55
ATSIMO ANDREFANA	SAKARAHA	Mitsinjo Kiliarivo	87 840,00	42,02
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Montifeno	555 120,00	265,55
ATSIMO ANDREFANA	MOROMBE	Morombe	1 911 915,79	914,59
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Sakamasay	9 979 800,00	4 773,97
ATSIMO ANDREFANA	SAKARAHA	Sakaraha	1 136 358,00	543,59
ATSIMO ANDREFANA	BEROROHA	Sakena	2 135 757,30	1 021,67
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Salobe	1 360 224,00	650,68
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Soalara Sud	877 812,00	419,91
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Soamanonga	10 563 840,00	5 053,36
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Soaserana	2 215 200,00	1 059,67

Regions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Tanambao_Ambony	2 814 480,00	1 346,34
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Tsianisiha	3 331 978,38	1 593,90
ATSIMO ANDREFANA	BETIOKY	Vatolatsaka	165 600,00	79,22
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY	Vohitany	394 320,00	188,63
<b>ATSIMO ANDREFANA Total</b>			<b>206 424 332,54</b>	<b>98 745,89</b>
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Amporofo	1 029 600,00	492,52
ATSIMO ATSIANANA	VANGAINDRANO	Bema	72 000,00	34,44
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Evato	3 060,00	1,46
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Fenoarivo	475 200,00	227,32
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Iabohazo	2 016 000,00	964,38
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Ivandrika	676 800,00	323,76
ATSIMO ATSIANANA	VANGAINDRANO	Lopary	2 174 400,00	1 040,15
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Mahabo Mananivo	172 800,00	82,66
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Manambotra Atsimo	129 600,00	62,00
ATSIMO ATSIANANA	VANGAINDRANO	Sandravinany	5 083 200,00	2 431,62
ATSIMO ATSIANANA	VANGAINDRANO	Soamanova	576 000,00	275,54
ATSIMO ATSIANANA	VONDROZO	Vohiboreka	820 800,00	392,64
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	Vohilengo	3 330,00	1,59
<b>ATSIMO ATSIANANA Total</b>			<b>13 232 790,00</b>	<b>6 330,09</b>
ATSIANANA	VATOMANDRY	Ambalavolo	129 480,00	61,94
ATSIANANA	MAROLAMBO	Amboasary	86 400,00	41,33
ATSIANANA	TOAMASINA II	Ambodilazana	275 760,00	131,91
ATSIANANA	VATOMANDRY	Amboditavolo	4 765 920,00	2 279,84
ATSIANANA	MAHANORO	Ankazotsifantatra	2 289 840,00	1 095,38
ATSIANANA	ANTANAMBAO MANAMPOTSY	Antanambao Manampotsy	216 000,00	103,33
ATSIANANA	MAHANORO	Betsizaraina	2 259 855,60	1 081,03
ATSIANANA	VATOMANDRY	Ifasina II	338 736,00	162,04
ATSIANANA	MAHANORO	Mahanoro	172 800,00	82,66
ATSIANANA	MAHANORO	Masomeloka	858 480,00	410,67
ATSIANANA	VATOMANDRY	Sahamatevina	2 380 980,00	1 138,97
ATSIANANA	TOAMASINA II	Sahambala	2 322 780,00	1 111,13
<b>ATSIANANA Total</b>			<b>16 097 031,60</b>	<b>7 700,23</b>
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Ambalanjanakomby	6 009 144,00	2 874,56
BETSIBOKA	TSARATANANA	Ampandrana	13 664 160,00	6 536,44
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Antanimbary	7 672 069,20	3 670,04
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Antsiafabositra	18 845 592,00	9 015,05
BETSIBOKA	TSARATANANA	Bekapaika	5 965 278,00	2 853,57
BETSIBOKA	TSARATANANA	Keliloha	8 598 480,00	4 113,20
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Maevatanana II	11 861 250,00	5 673,99
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Mahatsinjo	1 304 016,00	623,79
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Mahazoma	15 442 228,80	7 387,00
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Marokoro	3 669 600,00	1 755,40

Regions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Morafeno	8 975 400,00	4 293,50
BETSIBOKA	TSARATANANA	Sakoamadinika	4 116 276,00	1 969,08
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Tsararano	794 880,00	380,24
BETSIBOKA	TSARATANANA	Tsaratana	19 946 304,00	9 541,59
<b>BETSIBOKA Total</b>			<b>126 864 678,00</b>	<b>60 687,45</b>
BONGOLAVA	TSIROANOMANDIDY	Belobaka	3 916 800,00	1 873,65
BONGOLAVA	TSIROANOMANDIDY	Bemahatazana	479 545,88	229,40
<b>BONGOLAVA Total</b>			<b>4 396 345,88</b>	<b>2 103,05</b>
DIANA	AMBILOBE	Ambakirano	4 355 952,00	2 083,73
DIANA	AMBILOBE	Ambarakaraka	720 000,00	344,42
DIANA	AMBILOBE	Ambatobenanjavy	128 145,60	61,30
DIANA	AMBILOBE	Anaborano Ifasy	972 000,00	464,97
DIANA	AMBILOBE	Betsiaka	18 334 116,00	8 770,37
DIANA	AMBILOBE	Manambato	7 581 984,00	3 626,95
<b>DIANA Total</b>			<b>32 092 197,60</b>	<b>15 351,74</b>
HAUTE_MATSIATRA	AMBALAVAO	Fenoarivo	5 175 283,20	2 475,67
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Ikalamavony	6 355 680,00	3 040,33
<b>HAUTE_MATSIATRA Total</b>			<b>11 530 963,20</b>	<b>5 515,99</b>
IHOROMBE	IHOSY	Antsoha	557 856,00	266,86
IHOROMBE	IHOSY	Ilakaka	9 489 387,60	4 539,38
IHOROMBE	IHOSY	Mahasoa	832 008,00	398,00
IHOROMBE	IHOSY	Ranohira	9 563 082,00	4 574,63
<b>IHOROMBE Total</b>			<b>20 442 333,60</b>	<b>9 778,87</b>
MELAKY	MORAFENOBE	Morafenobe	3 213 060,00	1 537,01
<b>MELAKY Total</b>			<b>3 213 060,00</b>	<b>1 537,01</b>
MENABE	MIANDRIVAZO	Ankondromena	22 974 234,18	10 990,04
MENABE	MIANDRIVAZO	Dabolava	17 071 138,03	8 166,21
MENABE	MAHABO	Malaimbandy	11 139 951,39	5 328,95
MENABE	MIANDRIVAZO	Manandaza	20 101 536,00	9 615,84
MENABE	MIANDRIVAZO	Miandrivazo	6 268 566,00	2 998,65
MENABE	MAHABO	Tsimazava	9 720 425,88	4 649,90
<b>MENABE Total</b>			<b>87 275 851,48</b>	<b>41 749,59</b>
SAVA	VOHIMARINA	Ambalatrana	3 845 332,80	1 839,47
SAVA	VOHIMARINA	Belambo	1 252 890,00	599,34
SAVA	VOHIMARINA	Vohimarina	3 089 595,60	1 477,95
<b>SAVA Total</b>			<b>8 187 818,40</b>	<b>3 916,75</b>
SOFIA	MANDRITSARA	Ambodiadabo	3 316 236,00	1 586,37
SOFIA	BEALANANA	Ambodisikidy	4 651 200,00	2 224,96
SOFIA	MANDRITSARA	Amborondolo	1 521 600,00	727,88
SOFIA	ANALALAVA	Antonibe	15 294 018,00	7 316,10
SOFIA	BEFANDRIANA_NORD	Antsakabary	388 800,00	185,99
SOFIA	BEFANDRIANA_NORD	Antsakanalabe	4 490 400,00	2 148,04

Regions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
SOFIA	MAMPIKONY	Malakialina	424 080,00	202,86
SOFIA	MAMPIKONY	Mampikonyll	116 640,00	55,80
SOFIA	BEFANDRIANA_NORD	Morafeno	9 902 841,60	4 737,16
SOFIA	BEFANDRIANA_NORD	Tsarahonenana	6 465 600,00	3 092,91
<b>SOFIA Total</b>			<b>46 571 415,60</b>	<b>22 278,07</b>
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE I	3eme Arrondissement	105 600,00	50,52
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE I	4eme Arrondissement	192 000,00	91,85
VAKINANKARATRA	BETAFO	Alakamisy Marososona	1 231 948,80	589,32
VAKINANKARATRA	BETAFO	Andrembesoa	3 783 288,00	1 809,79
VAKINANKARATRA	MANDOTO	Anjoma Ramartina	13 582 164,24	6 497,21
VAKINANKARATRA	MANDOTO	Fidirana	1 196 784,00	572,50
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Manandona	281 064,00	134,45
VAKINANKARATRA	MANDOTO	Vasiana	3 029 736,39	1 449,32
<b>VAKINANKARATRA Total</b>			<b>23 402 585,44</b>	<b>11 194,95</b>
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Ambahive	379 440,00	181,51
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Ambahy	259 200,00	123,99
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Ambalaroka	392 457,60	187,74
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Ambalavero	1 396 800,00	668,18
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Ambila	11 520,00	5,51
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Ambodiriana Sahafary	597 600,00	285,87
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Ambohitsara	481 728,00	230,44
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Ambohitsara Est	78,60	0,04
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Ampasimpotsy Sud	2 160 000,00	1 033,27
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Andara	886 700,40	424,17
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Andranomavo	129 312,00	61,86
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Angodongodona	624 528,00	298,75
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Befody	2 807 206,76	1 342,87
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Bekatra	2 548 800,00	1 219,25
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Fiadanana	540 000,00	258,32
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Ifanirea	9 273 600,00	4 436,15
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Ikongo (Fort-Carnot)	2 603 520,00	1 245,43
VATOVAVY FITOVINANY	VOHIPENO	Ilakatra	561 600,00	268,65
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Mahabako	1 254 480,00	600,10
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Mahamaibe	86 400,00	41,33
VATOVAVY FITOVINANY	VOHIPENO	Mahazoarivo	3 765 600,00	1 801,33
VATOVAVY FITOVINANY	IFANADIANA	Maroharatra	4 783 049,13	2 288,04
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Morafeno	3 252 960,00	1 556,10
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Nosy Varika	1 432 800,00	685,40
VATOVAVY FITOVINANY	VOHIPENO	Sahalava	2 264 457,60	1 083,23

Regions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Vinanitelo	115 200,00	55,11
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Vohilava	1 779 264,00	851,14
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Vohilava	1 951 200,00	933,38
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Vohitrandriana	3 605 652,00	1 724,81
<b>VATOVAVY FITOVINANY Total</b>			49 945 154,09	23 891,94
<b>TOTAL</b>			<b>802 181 067,89</b>	<b>383 734,23</b>

## 6.4. Annexe 4 : Détail des Frais d'Administration Minière non versés par le BCMM aux communes en 2010 (tous exploitants confondus)

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
ALAOTRA MANGORO	ANOSIBE AN'ALA	Ambalaomby	511 200,00	244,54
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Ambatovola	841 536,00	402,56
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Ambatovola	8 640,00	4,13
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Amboasary Gare	378 326,40	180,98
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Ambohibary	54 511,80	26,08
ALAOTRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Ambohijanahary	2 613 600,00	1 250,25
ALAOTRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Ambohitsilaozana	590 400,00	282,43
ALAOTRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Ambohitsilaozana	1 152,00	0,55
ALAOTRA MANGORO	ANOSIBE AN'ALA	Ampasimaneva	1 843 200,00	881,72
ALAOTRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Andilanatoby	182 016,00	87,07
ALAOTRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Andrebakely I	786 114,00	376,05
ALAOTRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Andrebakely I	32 400,00	15,50
ALAOTRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Andromba	19 252,80	9,21
ALAOTRA MANGORO	AMBATONDRAZAKA	Antanandava	6 326,40	3,03
ALAOTRA MANGORO	ANOSIBE AN'ALA	Antandrokomby	820 800,00	392,64
ALAOTRA MANGORO	ANOSIBE AN'ALA	Antandrokomby	756 000,00	361,64
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Antanimenabaka	6 463 611,00	3 091,96
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Antanimenabaka	5 683,20	2,72
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Antanimenabaka	4 410,00	2,11
ALAOTRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Bedidy	570 240,00	272,78
ALAOTRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Bedidy	14 400,00	6,89
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Beforona	2 688 384,00	1 286,03
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Beforona	273 600,00	130,88
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Beforona	12 240,00	5,86
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Beforona	32 640,00	15,61
ALAOTRA MANGORO	ANOSIBE AN'ALA	Longozabe	3 722 400,00	1 780,66
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Maitsokely	1 345 896,00	643,83
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Maitsokely	2 894 400,00	1 384,58
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Maroadabo	231 012,00	110,51
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Maroadabo	496 800,00	237,65
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Marovato	1 213 848,00	580,66
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Marovato	2 232 000,00	1 067,71
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Miarinarivo	3 666 960,00	1 754,14
ALAOTRA MANGORO	ANDILAMENA	Miarinarivo	4 464 000,00	2 135,42
ALAOTRA MANGORO	MORAMANGA	Morarano Gare	1 466 400,00	701,47
ALAOTRA MANGORO	ANOSIBE AN'ALA	Niarovana	655 200,00	313,42
ALAOTRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Vohimenakely	1 593 681,60	762,36

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
ALAO TRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA	Vohimenakely	1 440,00	0,69
<b>ALAO TRA MANGORO Total</b>			<b>43 494 721,20</b>	<b>20 806,29</b>
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Alakamisy	7 200,00	3,44
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Ambalamanakana	6 840,00	3,27
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Ambatofitorahana	20 880,00	9,99
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Ambatomifanongoa	437 760,00	209,41
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Ambatomifanongoa	921 600,00	440,86
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Ambinanindrano	58 320,00	27,90
AMORON'I MANIA	MANANDRIANA	Ambohimiranjanja	10 080,00	4,82
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Ambondromisotra	189 420,00	90,61
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Amborompotsy	2 254 267,20	1 078,36
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Amborompotsy	3 043 200,00	1 455,76
AMORON'I MANIA	MANANDRIANA	Ambovombe Centre	55 339,20	26,47
AMORON'I MANIA	MANANDRIANA	Ambovombe Centre	115 920,00	55,45
AMORON'I MANIA	MANANDRIANA	Andakatany	7 200,00	3,44
AMORON'I MANIA	MANANDRIANA	Anjoma	1 257,60	0,60
AMORON'I MANIA	MANANDRIANA	Anjoma Nakoana	39 519,60	18,90
AMORON'I MANIA	MANANDRIANA	Anjoma Nakoana	29 520,00	14,12
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Fahizay	302 400,00	144,66
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Fenoarivo	795 110,40	380,35
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Fenoarivo	227 510,40	108,83
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Fenoarivo	810,00	0,39
AMORON'I MANIA	FANDRIANA	Fiadanana	676 800,00	323,76
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Ilaka Centre	2 779 200,00	1 329,47
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Ilaka Centre	172 800,00	82,66
AMORON'I MANIA	FANDRIANA	Imito	1 371 600,00	656,12
AMORON'I MANIA	FANDRIANA	Imito	108 000,00	51,66
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Itremo	6 637 788,00	3 175,28
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Itremo	181 440,00	86,79
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Itremo	90,00	0,04
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Ivato	200 940,00	96,12
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Ivony	50 028,00	23,93
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Mandrosonoro	2 781 330,38	1 330,49
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Mandrosonoro	1 010 160,00	483,22
AMORON'I MANIA	AMBOSITRA	Sahatsiho Ambohimanjaka	435 399,60	208,28
AMORON'I MANIA	AMBATOFINANDRAHANA	Soavina	629 136,00	300,96
<b>AMORON'I MANIA Total</b>			<b>25 558 866,38</b>	<b>12 226,43</b>
ANALANJIROFO	SOANIERANA IVONGO	Ambodiampana	1 958 400,00	936,83
ANALANJIROFO	MAROANTSETRA	Ambodimanga	1 080,00	0,52
ANALANJIROFO	VAVATENINA	Ampasimazava	489 600,00	234,21
ANALANJIROFO	FENOARIVO AT SINANANA	Ampasina_Maningory	1 671 600,00	799,63
ANALANJIROFO	MAROANTSETRA	Anandrivola	76 860,00	36,77

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
ANALANJIROFO	MAROANTSETRA	Anandrivola	180,00	0,09
ANALANJIROFO	MAROANTSETRA	Anandrivola	720,00	0,34
ANALANJIROFO	SOANIERANA IVONGO	Fotsialanana	2 150 400,00	1 028,67
ANALANJIROFO	MAROANTSETRA	Ivoloina	1 080,00	0,52
ANALANJIROFO	SOANIERANA IVONGO	Manompana	2 457 600,00	1 175,63
ANALANJIROFO	MANANARA	Saromaona	504 000,00	241,10
<b>ANALANJIROFO Total</b>			<b>9 311 520,00</b>	<b>4 454,29</b>
ANDROY	BEKILY	Ambatosola	13 392,00	6,41
ANDROY	BEKILY	Ambatosola	1 080,00	0,52
ANDROY	AMBOVOMBE	Anjeke Ankilikira	2 400 000,00	1 148,07
ANDROY	AMBOVOMBE	Antanimora Atsimo	1 395 840,00	667,72
ANDROY	BEKILY	Belindo-Mahasoa	82 974,00	39,69
ANDROY	AMBOVOMBE	Maroalopoty	2 188 800,00	1 047,04
ANDROY	BELOHA	Marolinta	4 320,00	2,07
ANDROY	TSIHOMBE	Nikoly	28 800,00	13,78
ANDROY	BEKILY	Tanambao Tsirandrany	21 600,00	10,33
ANDROY	BEKILY	Tanambao Tsirandrany	1 530,00	0,73
<b>ANDROY Total</b>			<b>6 138 336,00</b>	<b>2 936,36</b>
ANOSY	TAOLAGNARO	Ambatoabo	604 800,00	289,31
ANOSY	BETROKA	Ambatomivary	178 320,00	85,30
ANOSY	TAOLAGNARO	Ampasy Nahampoana	1 965 600,00	940,27
ANOSY	BETROKA	Beapombo II	36 960,00	17,68
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Behara	48 000,00	22,96
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Behara	6 355 200,00	3 040,10
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Behara	90,00	0,04
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Behara	540,00	0,26
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Eloty	1 777 980,00	850,52
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Esira	7 490 832,00	3 583,34
ANOSY	BETROKA	laborotra	86 400,00	41,33
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Ifotaka	160 800,00	76,92
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Ifotaka	5 433 600,00	2 599,24
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Mahaly	16 228 704,00	7 763,22
ANOSY	TAOLAGNARO	Mahatalaky	6 836 400,00	3 270,29
ANOSY	TAOLAGNARO	Manantenina	5 553 600,00	2 656,64
ANOSY	TAOLAGNARO	Mandromodromotra	3 572 400,00	1 708,91
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Manevy	1 503 090,00	719,02
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Ranobe	2 745 600,00	1 313,40
ANOSY	TAOLAGNARO	Sarasambo	1 419 600,00	679,08
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Tanandava Atsimo	3 129 600,00	1 497,09
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Tranomaro	312 000,00	149,25
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Tsivory	6 720,00	3,21
ANOSY	AMBOASARY ATSIMO	Tsivory	1 440,00	0,69

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
<b>ANOSY Total</b>			65 448 276,00	31 308,07
ATSIMO ANDREFANA	TOLIARA II	Ambohimahavelona	1 080,00	0,52
ATSIMO ANDREFANA Total			1 080,00	0,52
ATSIMO ATSIANANANA	VANGAINDRANO	Ambatolava	47 520,00	22,73
ATSIMO ATSIANANANA	VANGAINDRANO	Anilobe	2 880,00	1,38
ATSIMO ATSIANANANA	BEFOTAKA	Antondabe	360,00	0,17
ATSIMO ATSIANANANA	FARAFANGANA	Antseranambe	921 600,00	440,86
ATSIMO ATSIANANANA	BEFOTAKA	Beharena	1 145 016,00	547,73
ATSIMO ATSIANANANA	BEFOTAKA	Bekofafa Atsimo	2 973 024,00	1 422,19
ATSIMO ATSIANANANA	VANGAINDRANO	Iara	240 720,00	115,15
ATSIMO ATSIANANANA	VONDROZO	Maroteza	100 800,00	48,22
ATSIMO ATSIANANANA	FARAFANGANA	Marovandrika	4 410,00	2,11
ATSIMO ATSIANANANA	BEFOTAKA	Marovitsika Sud	4 991 490,00	2 387,75
ATSIMO ATSIANANANA	BEFOTAKA	Ranotsara Sud	2 942 892,00	1 407,77
ATSIMO ATSIANANANA	VANGAINDRANO	Tsiately	504 000,00	241,10
<b>ATSIMO ATSIANANANA Total</b>			13 874 712,00	6 637,16
ATSINANANA	MAROLAMBO	Ambalapaisoll	177 444,00	84,88
ATSINANANA	MAROLAMBO	Ambatofisaka II	16 740,00	8,01
ATSINANANA	MAHANORO	Ambinanidilana	44 160,00	21,12
ATSINANANA	VOHIBINANY	Ambinaninony	6 049 440,00	2 893,83
ATSINANANA	MAHANORO	Ambodiharina	174 675,60	83,56
ATSINANANA	MAROLAMBO	Ambodivoahangy	26 784,00	12,81
ATSINANANA	VOHIBINANY	Ambohimanana	175 488,00	83,95
ATSINANANA	MAROLAMBO	Ambohimilanja	136 083,60	65,10
ATSINANANA	TOAMASINA II	Ampasimadinika Manambolo	6 545 280,00	3 131,02
ATSINANANA	VATOMANDRY	Ampasimazava	132 480,00	63,37
ATSINANANA	VOHIBINANY	Ampasimbe	3 340 080,00	1 597,77
ATSINANANA	MAROLAMBO	Andonabe_Atsimo	158 400,00	75,77
ATSINANANA	MAROLAMBO	Andonabe_Atsimo	1 152 000,00	551,07
ATSINANANA	TOAMASINA II	Andranobolaha	7 059 120,00	3 376,83
ATSINANANA	TOAMASINA II	Andranobolaha	1 080,00	0,52
ATSINANANA	TOAMASINA II	Andranobolaha	264,00	0,13
ATSINANANA	TOAMASINA II	Antenina I	460 980,00	220,52
ATSINANANA	TOAMASINA II	Antenina I	20 520,00	9,82
ATSINANANA	VOHIBINANY	Fanasana	217 632,00	104,11
ATSINANANA	MAROLAMBO	Lohavanana	446 400,00	213,54
ATSINANANA	ANTANAMBAO MANAMPOTSY	Mahela	720 000,00	344,42
ATSINANANA	VATOMANDRY	Nierenana	183 840,00	87,94
<b>ATSINANANA Total</b>			27 238 891,20	13 030,09
BETSIBOKA	TSARATANANA	Ambakireny	5 746 896,00	2 749,11
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Ambalajia	129 744,00	62,06
BETSIBOKA	KANDREHO	Ambaliha	97 968,00	46,86

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
BETSIBOKA	TSARATANANA	Andriamena	32 503 440,00	15 548,46
BETSIBOKA	TSARATANANA	Andriamena	630,00	0,30
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Andriba	11 174 400,00	5 345,43
BETSIBOKA	KANDREHO	Betaimboay	99 888,00	47,78
BETSIBOKA	KANDREHO	Betaimboay	22 886,40	10,95
BETSIBOKA	KANDREHO	Betaimboay	11 443,20	5,47
BETSIBOKA	KANDREHO	Betaimboay	6 079,20	2,91
BETSIBOKA	TSARATANANA	Betrandraka	12 052 800,00	5 765,62
BETSIBOKA	TSARATANANA	Brieville	8 976 000,00	4 293,79
BETSIBOKA	TSARATANANA	Manakana	8 020 908,00	3 836,91
BETSIBOKA	TSARATANANA	Manakana	376 320,00	180,02
BETSIBOKA	TSARATANANA	Manakana	1 080,00	0,52
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Maria	1 881 897,60	900,23
BETSIBOKA	MAEVATANANA	Maria	1 440,00	0,69
BETSIBOKA	TSARATANANA	Sarobaratra	990,00	0,47
BETSIBOKA	TSARATANANA	Tsararova	2 282 400,00	1 091,82
BETSIBOKA	TSARATANANA	Tsararova	900,00	0,43
<b>BETSIBOKA Total</b>			<b>83 388 110,40</b>	<b>39 889,84</b>
BOENI	SOALALA	Ambohipaky	1 816 500,00	868,95
BOENI	AMBATO BOENI	Ambondromamy	14 400,00	6,89
BOENI	AMBATO BOENI	Andranomamy	3 071 183,40	1 469,14
BOENI	MAROVOAY	Ankazomborona	69 120,00	33,06
BOENI	MITSINJO	Antseza	1 925 100,00	920,90
BOENI	MITSINJO	Katsepy	2 304 000,00	1 102,15
BOENI	MITSINJO	Matsakabanja	667 968,00	319,53
<b>BOENI Total</b>			<b>9 868 271,40</b>	<b>4 720,62</b>
BONGOLAVA	TSIROANOMANDIDY	Fierenana	539 334,00	258,00
BONGOLAVA	TSIROANOMANDIDY	Fierenana	93 600,00	44,77
BONGOLAVA	FENOARIVOBE	Kiranomena	44 046,00	21,07
BONGOLAVA	FENOARIVOBE	Kiranomena	4 291,20	2,05
<b>BONGOLAVA Total</b>			<b>681 271,20</b>	<b>325,90</b>
DIANA	AMBANJA	Ambaliha	4 636 800,00	2 218,08
DIANA	ANTSIRANANA II	Andranovondronina	1 900 800,00	909,27
DIANA	ANTSIRANANA II	Anivorano Nord	965 305,80	461,77
DIANA	ANTSIRANANA II	Anivorano Nord	2 250,00	1,08
DIANA	ANTSIRANANA II	Anivorano Nord	90,00	0,04
DIANA	ANTSIRANANA II	Ankarongana	1 814 400,00	867,94
DIANA	AMBANJA	Anorotsangana	504 000,00	241,10
DIANA	ANTSIRANANA II	Antsalaka Sud	7 200,00	3,44
DIANA	ANTSIRANANA II	Antsoha	115 200,00	55,11
DIANA	AMBANJA	Maherivaratra	433 457,40	207,35
<b>DIANA Total</b>			<b>10 379 503,20</b>	<b>4 965,18</b>

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
HAUTE_MATSIATRA	VOHIBATO	Alakamisy Itenina	1 301 904,00	622,78
HAUTE_MATSIATRA	LALANGINA	Ambalakely	235,80	0,11
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Ambatomainty	60 480,00	28,93
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Fitampito	18 037 754,40	8 628,61
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Fitampito	398 597,75	190,67
HAUTE_MATSIATRA	VOHIBATO	Ihazoara	378 000,00	180,82
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Mangidy	1 656 000,00	792,17
HAUTE_MATSIATRA	LALANGINA	Sahambavy	180 000,00	86,11
HAUTE_MATSIATRA	AMBOHIMAHASOA	Sahatona	74 604,00	35,69
HAUTE_MATSIATRA	AMBOHIMAHASOA	Sahatona	228 474,86	109,29
HAUTE_MATSIATRA	AMBOHIMAHASOA	Sahave	33 726,00	16,13
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Solila	1 411 200,00	675,07
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Solila	21 600,00	10,33
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Tanamarina Bekisopa	3 182 256,00	1 522,28
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Tanamarina Sakay	5 246 400,00	2 509,69
HAUTE_MATSIATRA	IKALAMAVONY	Tsitondroina	12 149 280,00	5 811,77
HAUTE_MATSIATRA	AMBOHIMAHASOA	Vohiposa	24 794,40	11,86
HAUTE_MATSIATRA	AMBOHIMAHASOA	Vohiposa	31 545,37	15,09
<b>HAUTE_MATSIATRA Total</b>			<b>44 416 852,58</b>	<b>21 247,41</b>
IHOROMBE	IHOSY	Analaliry	3 276 000,00	1 567,12
IHOROMBE	IAKORA	Begogo	820 260,00	392,38
IHOROMBE	IAKORA	Begogo	95 381,25	45,63
<b>IHOROMBE Total</b>			<b>4 191 641,25</b>	<b>2 005,13</b>
ITASY	SOAVINANDRIANA	Ambatoasana Afovoany	195 570,95	93,55
ITASY	SOAVINANDRIANA	Amberomanga Atsinanana	525 636,00	251,45
ITASY	ARIVONIMAMO	Ambohimandry-Est	12 960,00	6,20
ITASY	SOAVINANDRIANA	Amparibohitra	188 460,00	90,15
ITASY	MIARINARIVO	Analavory	140 400,00	67,16
ITASY	MIARINARIVO	Andolofotsy	115 200,00	55,11
ITASY	SOAVINANDRIANA	Ankisabe	1 852 164,00	886,01
ITASY	SOAVINANDRIANA	Mahavelona	249 480,00	119,34
ITASY	ARIVONIMAMO	Miantsoarivo	28 224,00	13,50
ITASY	MIARINARIVO	Miarinarivo Sub-urbaine	358 800,00	171,64
<b>ITASY Total</b>			<b>3 666 894,95</b>	<b>1 754,11</b>
MELAKY	BESALAMPY	Ampako Ambalarano	378,00	0,18
MELAKY	MAINTIRANO	Andabotoka	16 290,00	7,79
MELAKY	MORAFENOBE	Andramy	6 831 916,80	3 268,14
MELAKY	MORAFENOBE	Andramy	8 640,00	4,13
MELAKY	MORAFENOBE	Andramy	540,00	0,26
MELAKY	MAINTIRANO	Andrea	51 046,80	24,42
MELAKY	BESALAMPY	Ankasakasa_Tsibiray	4 266 138,00	2 040,77
MELAKY	BESALAMPY	Ankasakasa_Tsibiray	230 400,00	110,21

Régions	Distriets	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
MELAKY	MAINTIRANO	Ankisatra	8 784,00	4,20
MELAKY	MAINTIRANO	Ankisatra	5 760,00	2,76
MELAKY	MAINTIRANO	Ankisatra	1 440,00	0,69
MELAKY	MAINTIRANO	Ankisatra	1 620,00	0,77
MELAKY	MAINTIRANO	Ankisatra	4 320,00	2,07
MELAKY	MAINTIRANO	Antsondrondava	20 138,40	9,63
MELAKY	MAINTIRANO	Antsondrondava	2 880,00	1,38
MELAKY	MAINTIRANO	Antsondrondava	270,00	0,13
MELAKY	MAINTIRANO	Antsondrondava	5 400,00	2,58
MELAKY	BESALAMPY	Bekodoka	89 100,00	42,62
MELAKY	MAINTIRANO	Belitsaka	172 920,00	82,72
MELAKY	MAINTIRANO	Belitsaka	34 560,00	16,53
MELAKY	MAINTIRANO	Belitsaka	1 440,00	0,69
MELAKY	MAINTIRANO	Belitsaka	270,00	0,13
MELAKY	MAINTIRANO	Belitsaka	270,00	0,13
MELAKY	AMBATOMAINTY	Bemarivo	38 647,20	18,49
MELAKY	MORAFENOBE	Beravina	7 360 320,00	3 520,91
MELAKY	MORAFENOBE	Beravina	2 645 818,18	1 265,66
MELAKY	MORAFENOBE	Beravina	230 400,00	110,21
MELAKY	MAINTIRANO	Betanantanana	6 760,80	3,23
MELAKY	MAINTIRANO	Betanantanana	1 440,00	0,69
MELAKY	MAINTIRANO	Betanantanana	7 020,00	3,36
MELAKY	MAINTIRANO	Mafajijio	29 340,00	14,04
MELAKY	MAINTIRANO	Maromavo	38 880,00	18,60
MELAKY	AMBATOMAINTY	Sarodrano	2 430,00	1,16
MELAKY	AMBATOMAINTY	Sarodrano	172 800,00	82,66
MELAKY	ANTSALOVA	Soahanina	226 213,20	108,21
MELAKY	ANTSALOVA	Soahanina	29 160,00	13,95
MELAKY	ANTSALOVA	Soahanina	8 100,00	3,87
MELAKY	BESALAMPY	Soanenga	45 318,00	21,68
<b>MELAKY Total</b>			<b>22 597 169,38</b>	<b>10 809,66</b>
MENABE	MIANDRIVAZO	Ambatolahy	1 694 191,94	810,44
MENABE	MIANDRIVAZO	Ankavandra	12 967 680,00	6 203,27
MENABE	BELO-SUR-TSIRIBIHINA	Ankironoky	2 160,00	1,03
MENABE	MANJA	Beharona	1 996 800,00	955,20
MENABE	MIANDRIVAZO	Betsipolitra	7 168 128,00	3 428,97
MENABE	MIANDRIVAZO	Isalo	3 240,00	1,55
MENABE	MIANDRIVAZO	Itondy	1 468 800,00	702,62
MENABE	MIANDRIVAZO	Manambina	568 800,00	272,09
MENABE	MIANDRIVAZO	Soaloka	9 945 792,00	4 757,71
MENABE	MIANDRIVAZO	Soaloka	148 363,64	70,97
<b>MENABE Total</b>			<b>35 963 955,57</b>	<b>17 203,85</b>

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
SAVA	ANTALAHA	Ambalabe	34 560,00	16,53
SAVA	ANDAPA	Ambalamanasy II	5 721,60	2,74
SAVA	ANTALAHA	Ambinanifaho	676 800,00	323,76
SAVA	VOHIMARINA	Ambinanin'Andravory	2 741 760,00	1 311,56
SAVA	VOHIMARINA	Ambinanin'Andravory	10 800,00	5,17
SAVA	SAMBAVA	Amboahangibe	861,60	0,41
SAVA	SAMBAVA	Ambodiampana	8 997,60	4,30
SAVA	ANDAPA	Ambodiangezoka	90,00	0,04
SAVA	SAMBAVA	Ambohimalaza	30 127,20	14,41
SAVA	SAMBAVA	Ambohimalaza	53 550,00	25,62
SAVA	SAMBAVA	Ambohimitsinjo	47 032,80	22,50
SAVA	SAMBAVA	Ambohimitsinjo	3 690,00	1,77
SAVA	ANTALAHA	Ampahana	1 076 640,00	515,03
SAVA	VOHIMARINA	Ampañefena	86 400,00	41,33
SAVA	VOHIMARINA	Ampisikinana	7 420 320,00	3 549,61
SAVA	ANTALAHA	Ampohibe	2 027 040,00	969,66
SAVA	VOHIMARINA	Ampondra	469 200,00	224,45
SAVA	VOHIMARINA	Ampondra	41 040,00	19,63
SAVA	SAMBAVA	Analamaho	19 310,40	9,24
SAVA	VOHIMARINA	Andrafainkona	135 120,00	64,64
SAVA	VOHIMARINA	Andrafainkona	11 880,00	5,68
SAVA	ANDAPA	Andrakata	5 040,00	2,41
SAVA	VOHIMARINA	Andravory	3 524 400,00	1 685,94
SAVA	VOHIMARINA	Andravory	720,00	0,34
SAVA	ANTALAHA	Antananambo	255 360,00	122,15
SAVA	SAMBAVA	Antindra	12 924,00	6,18
SAVA	ANTALAHA	Antombana	727 920,00	348,21
SAVA	SAMBAVA	Antsahavaribe	619 200,00	296,20
SAVA	VOHIMARINA	Antsahavaribe	2 664 000,00	1 274,36
SAVA	ANTALAHA	Antsambalahy	2 841,60	1,36
SAVA	ANDAPA	Bealampona	450,00	0,22
SAVA	SAMBAVA	Bemanevika	856 800,00	409,86
SAVA	VOHIMARINA	Bobakindro	10 213 611,89	4 885,82
SAVA	VOHIMARINA	Bobakindro	76 320,00	36,51
SAVA	VOHIMARINA	Bobakindro	450,00	0,22
SAVA	VOHIMARINA	Bobakindro	450,00	0,22
SAVA	VOHIMARINA	Bobakindro	8 640,00	4,13
SAVA	VOHIMARINA	Daraina	10 491 456,00	5 018,73
SAVA	VOHIMARINA	Daraina	5 040,00	2,41
SAVA	VOHIMARINA	Daraina	360,00	0,17
SAVA	VOHIMARINA	Daraina	540,00	0,26
SAVA	ANDAPA	Doany	3 240,00	1,55

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
SAVA	VOHIMARINA	Fanambana	1 874 755,20	896,81
SAVA	VOHIMARINA	Fanambana	15 120,00	7,23
SAVA	ANTALAHA	Lanjarivo	10 080,00	4,82
SAVA	ANTALAHA	Marofinaritra	114 240,00	54,65
SAVA	VOHIMARINA	Maromokotra-Loky	14 528 880,00	6 950,09
SAVA	ANDAPA	Tanandava	115 200,00	55,11
SAVA	VOHIMARINA	Tsarabaria	1 440,00	0,69
<b>SAVA Total</b>			<b>61 030 419,89</b>	<b>29 194,73</b>
SOFIA	ANALALAVA	Ambarijeby	92 151,00	44,08
SOFIA	BEALANANA	Ambatoria Est	709 200,00	339,26
SOFIA	MAMPIKONY	Ambodihazoambo	48 960,00	23,42
SOFIA	MAMPIKONY	Ambodihazoambo	2 160,00	1,03
SOFIA	MAMPIKONY	Ambodihazoambo	2 880,00	1,38
SOFIA	BORIZINY	Ambodimahabibo	2 858 400,00	1 367,35
SOFIA	BORIZINY	Ambodivongo	1 317 600,00	630,29
SOFIA	MANDRITSARA	Andohajango	4 809 600,00	2 300,74
SOFIA	BORIZINY	Andranomeva	273 600,00	130,88
SOFIA	BORIZINY	Andranomeva	32 940,00	15,76
SOFIA	ANTSOHIHY	Andreba	31 680,00	15,15
SOFIA	MANDRITSARA	Antanambaon'Amberina	21 600,00	10,33
SOFIA	BEALANANA	Antsamaka	3 268 080,00	1 563,33
SOFIA	MANDRITSARA	Antsatramidola	2 829 600,00	1 353,58
SOFIA	MANDRITSARA	Antsiatsiaka	352 800,00	168,77
SOFIA	BEFANDRIANA_NORD	Matsoandakana	17 280,00	8,27
<b>SOFIA Total</b>			<b>16 668 531,00</b>	<b>7 973,62</b>
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Alakamisy	2 040,00	0,98
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Alarobia Bemaha	1 135 836,00	543,34
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ambano	357 600,00	171,06
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Ambatoasana Valabetokana	462 024,00	221,02
VAKINANKARATRA	ANTANIFOTSY	Ambatomiaady	1 126 440,00	538,85
VAKINANKARATRA	ANTANIFOTSY	Ambatotsipihina	253 440,00	121,24
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ambohibary	959 640,00	459,06
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ambohidranandriana	247 596,00	118,44
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ambohidranandriana	168 480,00	80,59
VAKINANKARATRA	BETAFO	Ambohimanambola	912 204,00	436,37
VAKINANKARATRA	BETAFO	Ambohimanambola	7 200,00	3,44
VAKINANKARATRA	ANTANIFOTSY	Ambohimandroso	34 560,00	16,53
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Ambohipihaonana	194 484,00	93,03
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Ambohipihaonana	38 400,00	18,37
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Ambohipihaonana	4 080,00	1,95
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ambohitsimanova	1 373 100,00	656,84
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ambohitsimanova	108 000,00	51,66

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
VAKINANKARATRA	ANTANIFOTSY	Ampitatafika	373 680,00	178,75
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Andranomanelatra	386 640,00	184,95
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Andranomiady	3 348,00	1,60
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Andranomiady	4 320,00	2,07
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Andranovelona	1 146 840,00	548,61
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Antakasina	1 641 384,00	785,18
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Antakasina	230 400,00	110,21
VAKINANKARATRA	BETAFO	Antohobe	103 788,00	49,65
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Antsampandrano	1 486 032,00	710,86
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Antsampandrano	10 200,00	4,88
VAKINANKARATRA	AMBATOLAMPY	Behenjy	662 904,00	317,11
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ibity	3 459 840,00	1 655,06
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Ibity	307 200,00	146,95
VAKINANKARATRA	BETAFO	Mahaiza	401 126,40	191,88
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Mandrosohasina	515 520,00	246,61
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Mangarano	310 320,00	148,45
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Mangarano	96 000,00	45,92
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	819 216,00	391,88
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	1 440,00	0,69
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	288,00	0,14
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	1 440,00	0,69
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	288,00	0,14
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	1 440,00	0,69
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	288,00	0,14
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	1 080,00	0,52
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	216,00	0,10
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	1 440,00	0,69
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	288,00	0,14
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	1 440,00	0,69
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	288,00	0,14
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	1 440,00	0,69
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Miandrivo	288,00	0,14
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Tsarahonenana	63 151,20	30,21
VAKINANKARATRA	ANTSIRABE II	Vinaninkarena	843 780,00	403,63
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Vinaninony Atsimo	1 388 280,00	664,10
VAKINANKARATRA	FARATSIHO	Vinaninony Avaratra	336 600,00	161,02
VAKINANKARATRA	MANDOTO	Vinany	549 540,00	262,88
<b>VAKINANKARATRA Total</b>			<b>22 536 897,60</b>	<b>10 780,83</b>
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Ambakobe	1 137 732,00	544,25
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Ambalahosy	1 093 610,77	523,14
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Amboanjy_lfaho	34 560,00	16,53
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Ambodiara	2 603 384,07	1 245,36

Régions	Districts	Communes	Montant en MGA	Montant en USD
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Ambodilafa	1 423 548,00	680,97
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Ambodinonoka	1 069 667,38	511,69
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Ambodinonoka	138 240,00	66,13
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Ambohimisafy	143 639,40	68,71
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Ambohimisafy	53 520,00	25,60
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Ambolomadinika	1 663 200,00	795,61
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Ampasinambo	444 250,55	212,51
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Antanakambana	3 686 400,00	1 763,44
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Antanambao	726 483,72	347,52
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Antaretra	17 280,00	8,27
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Antodinga	2 894 400,00	1 384,58
VATOVAVY FITOVINANY	IFANADIANA	Antsindra	1 145 350,76	547,89
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Belemoka	3 139 200,00	1 501,68
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Fenomby	921 840,00	440,97
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Ionilahy	110 160,00	52,70
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Kalafotsy	2 088 000,00	998,82
VATOVAVY FITOVINANY	IFANADIANA	Kelilalina	69 120,00	33,06
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Kianjavato	4 844 856,00	2 317,60
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Kianjavato	1 159 200,00	554,52
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Mahavoky Nord	57 678,60	27,59
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Manakana	1 247 563,38	596,79
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Manakana	1 536 000,00	734,77
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Manampatrana	246 720,00	118,02
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Marofototra	3 075 912,00	1 471,40
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Marokarima	315 101,54	150,73
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Maromiandra	179 280,00	85,76
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Sahalanona	8 294 400,00	3 967,74
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Sahanambohitra	676 800,00	323,76
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Sahasinaka	1 037 155,20	496,14
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Sahavato	4 176 000,00	1 997,65
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA	Sakoagna	914,40	0,44
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Soavina	3 225 600,00	1 543,01
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Tolongoina	904 128,00	432,50
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Tolongoina	1 537 170,00	735,33
VATOVAVY FITOVINANY	IKONGO	Tolongoina	1 440,00	0,69
VATOVAVY FITOVINANY	IFANADIANA	Tsaratana	322 830,00	154,43
VATOVAVY FITOVINANY	MANANJARY	Vatohandrina	451 020,00	215,75
VATOVAVY FITOVINANY	NOSY VARIKA	Vohidroa	2 194 488,00	1 049,76
<b>VATOVAVY FITOVINANY Total</b>			60 087 843,78	28 743,84
<b>TOTAL</b>			566 543 764,98	271 013,92

## 6.5. Annexe 5 : Liste exhaustive des entités du secteur minier et pétrolier

### ➤ Liste des permissionnaires dans le secteur minier hors personne physique

#### ○ Titulaire de Permis de recherche

N°	Sociétés	Type de permis
1	PAM Madagascar S.A	R
2	PAM Atomique S.A.R.L.	R
3	CALIBRA RESOURCES & ENGINEERS MADAGASCAR S.A.R.L.	R
4	MADAGASCAR INTERNATIONAL TAK MINING S.A.R.L.	R
5	MADAGASCAR MINING RESOURCES LTD S.A.R.L.	R
6	MADAGASCAR CHROMIUM COMPANY LTD S.A.R.L.	R
7	NOVA RESOURCES S.A.R.L.	R
8	MADAGASCAR MINERALS AND RESOURCES S.A.R.L.	R
9	ACCRINGTON MINERALS S.A.	R
10	ACCESS MADAGASCAR S.A.R.L.	R
11	MINVEST MADAGASCAR S.A.U.	R
12	URAMAD S.A	R
13	TOLIARA SANDS S.A.R.L.	R
14	MADAGASCAR CONSOLIDATED MINING S.A.	R
15	MINERAL PRODUCTS INTERNATIONAL GROUP S.A.R.L.	R
16	MUNDIAL AGENCY FOR MINING INVESTIGATION M.A.M.I S.A.R.L.	R
17	DYNATEC MADAGASCAR S.A	R
18	PAM SAKOA COAL S.A.	R
19	TANETY ZINA S.A.R.L.	R
20	INTERNATIONAL MINING CORPORATION LTD S.A.R.L.	R
21	TANTALUM RARE EARTH (MALAGASY) S.A.R.L.U	R
22	UNIVERSAL EXPLORATION MADAGASCAR S.A.R.L.	R
23	INDUSTRIE MINIERE SINO-AFRIQUE S.A.R.L.	R
24	DAVID MINING COORPORATION S.A.R.L.	R
25	TANETY LAVA S.A.R.L.	R
26	OSHO Ventures Madagascar S.A.R.L.	R
27	IRON ORE CORPORATION OF MADAGASCAR S.A.R.L.	R
28	MAZOTO MINERALS S.A.R.L.	R
29	VECO HOLDINGS S.A.R.L.U.	R
30	BLUE GOLD RESOURCES "MADAGASCAR" S.A	R
31	VARUN INTERNATIONAL S.A.R.L.	R

N°	Sociétés	Type de permis
39	HOLA FIRM S.A.R.L.	R
40	RED ISLAND RESOURCES S.A.R.L.U.	R
41	AVANA RESOURCES S.A.R.L.U.	R
42	DARAINA EXPLORATION SARLU	R
43	GAEA MINING Co LTD S.A.R.L.	R
44	GENYUS S.A.R.L.U.	R
45	FINEBRIDGE (AFRICA) MINING LTD S.A.R.L.	R
46	DIAMOND CEMENT MADAGASCAR (DCM) S.A.	R
47	JINDAL MADAGASCAR S.A.R.L.	R
48	BRIGHT STAR EXPLORATION S.A.R.L.	R
49	GEMS INDUSTRY CORPORATION -	R
50	ORIENTAL MINING S.A.R.L.	R
51	VS-GEMS S.A.R.L.	R
52	PENCARI ITEA S.A.R.L.	R
53	GONDWANA GOLD S.A.U.	R
54	4th ISLAND INVESTMENT LTD S.A.R.L.	R
55	TROPIC STONE S.A.R.L.	R
56	SOCIETE TIANA IMMOBILIER S.A.R.L.	R
57	MADAGASCAR GENERAAL RESORCE CORPORATION S.A.R.L.	R
58	MADAGASCAR MINING FUND S.A.U.	R
59	KANGEUN CORPORATION S.A.R.L.U.	R
60	MADAGASCAR NEW MINERALS DEVELOPMENT S.A.R.L.	R
61	MALAGASY RESSOURCES AND MINING COMPANY S.A.R.L.	R
62	SOCIETE WEISSE INTERNATIONAL MADAGASCAR S.A.R.L.	R
63	COMPAGNIE GENERALE DES MINES DE MADAGASCAR S.A.R.L.	R
64	LGZCB Madagascar Company S.A.R.L.	R
65	ENERGEX S.A.R.L.	R
66	SAKAMENA GOLD S.A.U.	R
67	MAEVATANANA GOLD S.A.U.	R
68	MADAGASCAR RESSOURCES S.A.R.L.	R
69	OSHO Ventures S.A.R.L.	R

N°	Sociétés	Type de permis
32	CAPRICORN ENTREPRISES MADAGASCAR (C.E.M) S.A.R.L.	R
33	COPAX RESOURCES S.A.R.L.	R
34	OSHO MADAGASCAR S.A.R.L.	R
35	ZOLOST MINERALS S.A.R.L.	R
36	MADAGASCAR WISCO GUANGXIN KAM WAH RESSOURCES S.A.U.	R
37	SINBAD RESOURCES S.A.R.L.	R
38	MINERAL RESOURCES of MADAGASCAR S.A.R.L.	R

N°	Sociétés	Type de permis
70	MADCORE S.A.R.L.	R
71	TASO S.A.R.L.	R
72	LYBO MINERALS S.A.U.	R
73	SANDY BANK S.A.R.L.	R
74	ETABLISSEMENT MINIER S.A.R.L.	R
75	AVANA PROPERTIES S.A.R.L.	R

○ **Titulaire de Permis d'exploitation**

N°	Sociétés	Type de permis
1	GOLD SAND S.A.R.L.	E
2	MAINLAND MINING LTD S.A.R.L.U	E
3	MADA-AUST S.A.R.L.	E
4	KRAOMA S.A.	E
5	AMBATOVY MINERALS S.A.	E
6	GALLOIS Etablissement	E
7	QIT MADAGASCAR MINERALS S.A.	E
8	CLASSIC REAL STONES S.A.R.L.	E
9	WYVERN GOLD S.A.	E
10	RECHERCHES MINIERES DE MADAGASCAR S.A.R.L.	E
11	OSN INTERNATIONAL S.A.R.L.	E
12	LE QUARTZ -	E
13	SOCIETE LATVIA MADAGASCAR S.A.R.L.	E
14	SIAM S.A.R.L.	E
15	CHRYSOCOLLE -	E
16	RED GRANITI MADAGASCAR S.A.R.L.	E
17	VATOSOA MINING S.A.	E
18	MADAGASCAR ENERGY CORPORATION S.A.R.L.	E
19	COMINAS-IANAPERA S.A.R.L.	E
20	EXORPIMA S.A.R.L.	E
21	SP GROUP S.A.R.L.	E

N°	Sociétés	Type de permis
46	LA TERRASSE S.A.R.L.	E
47	WORLD GEMS COMPANY S.A.R.L.	E
48	MADCORE MADAGASCAR S.A.R.L.U.	E
49	ARSENE LOUYS & Cie Sa	E
50	SMGI -	E
51	THIELORR S.A.R.L.	E
52	GRANITEX S.A.R.L.	E
53	SOMIDA S.A.	E
54	SOCIETE MALGACHE D'ENGRAIS BIOLOGIQUES "SMEB" S.A.	E
55	CHAUMAD S.A.R.L.	E
56	GONDWANA GEMS S.A.R.L.	E
57	UNIVERSAL GEMS S.A.R.L.	E
59	M.B GOLD COMPANY S.A.R.L.U.	E
60	ALPHA Madagascar S.A.R.L.	E
61	HOLCIM Madagascar S.A.	E
62	MADAGASCAR INVESTMENT COMPANY S.A.R.L.	E
64	TAFITA MINING S.A.R.L.	E
66	GRAPH-MADA S.A.R.L.	E
67	GROUPE KALETA -	E
68	SOCIETE MINIERE DELORME ET ASSOCIES S.A.R.L.	E
69	P&R MADA S.A.R.L.	E

N°	Sociétés	Type de permis	N°	Sociétés	Type de permis
22	MADAGASCAR HOLDINGS S.A.	E	70	SOCIETE CONSTANT TRADE S.A.R.L.U.	E
23	BLUE CRYSTAL S.A.R.L.	E	72	SOSUFI S.A.R.L.	E
24	NAN TIN POLYCHROME S.A.	E	73	DAHNEK S.A.R.L.	E
25	SOCIETE MALGACHE DU GRAPHITE S.A.R.L.	E	74	MADIMEX S.A.R.L.	E
26	SHANDI S.A.R.L.	E	75	NORCROSS EXPLORATION AND EXPLOITATION S.A.R.L.	E
28	LABRADOR MADAGASCAR -	E	76	SOCIETE D'EXPLOITATION de GRAPHITE D'AMBODIRINA (SEGA) S.A.R.L.	E
29	PINK VALLEY S.A.R.L.	E	77	TRI STAR S.A.R.L.	E
30	PROCHIMAD MINES & CARRIERES "P.M.C" SA	E	79	BATI-FORCE GROUPE S.A.R.L.	E
31	BLUE SUN MINING COMPANY S.A	E	80	SATURE-EXPORT S.A.R.L.	E
32	EXPLORER S.A.R.L.	E	81	MADAGASCAR MINING CONSORTIUM S.A.R.L.	E
33	SOEMINE S.A.R.L.	E	85	SOMEMA S.A.R.L.	E
34	COAL MINING MADAGASCAR S.A.R.L.	E	86	MADACOLOR S.A.R.L.	E
35	MILLENIUM STAR S.A.R.L.	E	87	MADAGASCAR JEWELS INTERNATIONAL MJI S.A.R.L.	E
36	SOCIETE D'INVESTISSEMENT MINIERE HAINAN S.A.R.L.U.	E	88	NV MADAVATO S.A.R.L.	E
37	IZOUARD -	E	90	MAGRAMA S.A.	E
38	SOCIETE VEMAD INTERNATIONAL MADAGASCAR S.A.R.L.	E	91	ROSTAING -	E
39	LEMURIA S.A.R.L.	E	92	HAZOVATO S.A.	E
41	Royal Blue S.A.R.L.	E	94	SOCIETE WAI TANG IMPORT-EXPORT S.A.R.L.	E
42	SOCIETE NEW ASTOR TRADING S.A.R.L.	E	95	START SMART CONSTRUCTION S.A.R.L.	E
44	HOLCIM Industrie S.A.	E	96	HUAMA S.A.R.L.	E
45	PROCHIMAD S.A.	E	97	PROGRANIT S.A.	E
			100	FIRDOSSALY -	E

○ Titulaire de Permis réservé aux petits exploitants

N°	Sociétés	Type de permis
1	KAOPERATIVA TARATRA COOPERATIVE	PRE

➤ **Liste des sociétés pétrolières amont**

N°	Sociétés	Type de permis
1	Madagascar Oil	R
2	TOTAL E&P	R
3	NIKO RESSOURCES (ENERMAD)	R
4	TULLOW MADAGASCAR	R
5	STERLING ENERGY	R
6	VARUN PETROLEUM	R
7	AMICOH RESSOURCES	R
8	Exxon Mobil Exploration and Production Madagascar (Northern Madagascar & Majunga Limited)	R
9	WILTON PETROLEUM	R
10	ROC OIL	R
11	CANDAX	R
12	ESSAR-ENERGY	R
13	OPHIR REFINERY	R
14	PETROMAD	R

## 6.6. Annexe 6: Modèle de canevas

EITI-Madagascar											
Déclaration des flux de paiement versés à l'Etat et ses démembrements (simplifiée)											
Période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (a)											
PAGE PRINCIPALE (b)											
Nom de la société minière déclarante :											
Numéro d'Identité Fiscale (NIF):											
Année de déclaration:											
TYPE DE PAIEMENT (c)	MONTANTS PAYES (D)						Confidentialité (e)			Notes (f) (g) (h)	Lieu de paiement (i)
	Déclarations spontanées			Redressement fiscal			1	2	3		
	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*)(**)	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*)(**)					
<b>I</b>	<b>Impôt et taxes</b>										
	<b>Impôts d'Etat</b>										
1	Impôts sur les revenus (IR)										
2	Impôts sur les plus values immobilières (IPVI)										
3	Droits d'enregistrement des actes										
4	Droits d'enregistrement de bail										
5	Taxe de publicité foncière (TPF)										
6	Taxes sur les véhicules de tourisme des entreprises (TVST)										
7	TVA à l'importation										
8	TVA nette										

EITI-Madagascar												
Déclaration des flux de paiement versés à l'Etat et ses démembrements (simplifiée)												
Période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (a)												
PAGE PRINCIPALE (b)												
Nom de la société minière déclarante :												
Numéro d'Identité Fiscale (NIF):												
Année de déclaration:												
TYPE DE PAIEMENT (c)	MONTANTS PAYES (D)						Confidentialité (e)			Notes (f) (g) (h)	Lieu de paiement (i)	
	Déclarations spontanées			Redressement fiscal								
	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)	1	2	3			
9	Droits de douanes											
10	Droit d'importation											
11	Droits à l'export											
(a)	Droit d'inspection											
12	Droit d'accises											
13	Droit de timbres douaniers											
14	Autres (nature et montant indiqués en annexe)											
	<b>Impôts locaux</b>											
15	Taxe conjoncturelle sur l'exportation											
16	Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)											
17	Impôts fonciers sur les terrains (IFT)											
18	Centime additionnelle à l'IFPB											
19	Taxe annexe à l'IFPB (TAFB)											
20	Taxe professionnelle (TP)											

EIT-Madagascar												
Déclaration des flux de paiement versés à l'Etat et ses démembrements (simplifiée)												
Période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (a)												
PAGE PRINCIPALE (b)												
Nom de la société minière déclarante :												
Numéro d'Identité Fiscale (NIF):												
Année de déclaration:												
TYPE DE PAIEMENT (c)	MONTANTS PAYES (D)						Confidentialité (e)			Notes (f) (g) (h)	Lieu de paiement (i)	
	Déclarations spontanées			Redressement fiscal			1	2	3			
	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)						
21	Centime additionnelle à la TP											
22	Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement											
23	Droits de voiries / permis de construire											
24	Redevances sur les eaux usées (REU)											
25	Taxe de roulage											
26	Taxe sur la publicité											
26	Ristourne minière											
28	Redevances carrière											
29	Autres (nature et montant indiqués en annexe)											
	<b>Sectoriels</b>											
30	Redevance minière											
31	Frais d'administration minière											
32	Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental											
33	Redevances domaniales											

EITI-Madagascar												
Déclaration des flux de paiement versés à l'Etat et ses démembrements (simplifiée)												
Période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (a)												
PAGE PRINCIPALE (b)												
Nom de la société minière déclarante :												
Numéro d'Identité Fiscale (NIF):												
Année de déclaration:												
TYPE DE PAIEMENT (c)	MONTANTS PAYES (D)						Confidentialité (e)			Notes (f) (g) (h)	Lieu de paiement (i)	
	Déclarations spontanées			Redressement fiscal								
	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*)(**)	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*)(**)	1	2	3			
34	Frais d'administration											
35	Frais de formation											
36	Location de terrains											
37	Droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures											
(a)	Port											
(b)	Route											
(c)	Chemin de fer											
(d)	Electricité											
(e)	Autres											
38	Redevances de pompage d'eau											
39	Redevances télécommunication											
40	Redevances de fréquence											
41	Taxe de régulation											
42	Frais de test											

EITI-Madagascar												
Déclaration des flux de paiement versés à l'Etat et ses démembrements (simplifiée)												
Période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (a)												
PAGE PRINCIPALE (b)												
Nom de la société minière déclarante :												
Numéro d'Identité Fiscale (NIF):												
Année de déclaration:												
TYPE DE PAIEMENT (c)	MONTANTS PAYES (D)						Confidentialité (e)			Notes (f) (g) (h)	Lieu de paiement (i)	
	Déclarations spontanées			Redressement fiscal								
	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)	1	2	3			
43	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)											
<b>A</b>	<b>Autres paiements</b>											
	<b>Communs</b>											
44	Dividendes											
45	Impôts sur les dividendes											
46	Pénalités											
47	Taxes administratives											
(a)	Permis de conduire											
(b)	Droit de visa											
(c)	Carte d'identité d'étranger											
(d)	Permis de travail											
(e)	Vignette automobile											
48	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)											
	<b>Sectoriels</b>											

EITI-Madagascar												
Déclaration des flux de paiement versés à l'Etat et ses démembrements (simplifiée)												
Période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre (a)												
PAGE PRINCIPALE (b)												
Nom de la société minière déclarante :												
Numéro d'Identité Fiscale (NIF):												
Année de déclaration:												
TYPE DE PAIEMENT (c)	MONTANTS PAYES (D)						Confidentialité (e)			Notes (f) (g) (h)	Lieu de paiement (i)	
	Déclarations spontanées			Redressement fiscal			1	2	3			
	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)	Ar (millions)	Devises (millions)	Taux de conversion utilisé (*) (**)						
49	Autres (nature et montant à indiquer en annexe)											
<b>R</b>	<b>Retenues à la source</b>											
	Communes											
50	Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)											
51	CNaPS											
52	OSIE											
53	Autres (nature et montant indiqués en annexe)											
<b>D</b>	<b>Dons</b>											
	Numéraires											
	Nature (Evaluation expert ou sur justificatifs)											
<b>TOTAL</b>												

## 6.7. Annexe 7: Note préparatoire

Antananarivo, le

A l'attention de

.....  
...

**Objet :** Note préparatoire à la mission d'audit de réconciliation EITI pour l'année 2010

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la mission d'audit et de réconciliation des paiements effectués par les industries extractives et les recettes reçues par l'Etat provenant de ces industries portant sur l'exercice 2010, nous, Ernst & Young Madagascar avons été mandaté par le bureau national de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (EITI Madagascar) pour effectuer cette réconciliation.

A cet effet, nous vous prions de trouver ci-joint à la présente (annexe A), le canevas à compléter à partir des données provenant des paiements effectués à l'administration au cours de l'année fiscale 2010. Le guide de remplissage inclus dans le canevas vous apportera les précisions nécessaires pour renseigner les différentes rubriques.

Par ailleurs, en vue de garantir le bon déroulement de la mission, notre relation avec vous et la bonne coordination de nos activités, nous vous prions de trouver ci joint (annexe B) une présentation de la méthodologie de la mission de réconciliation et les points et obligations vous concernant.

Enfin nous joignons à la présente (annexe C) une liste non exhaustive des pièces justificatives et documents à mettre à notre disposition lors de notre arrivée dans vos locaux pour procéder à la fiabilité du canevas renseigné.

En vous remerciant par avance, nous restons à votre entière disposition pour tout besoin de complément d'information et/ou d'assistance.

Nous vous prions de recevoir, l'assurance de notre considération distinguée.

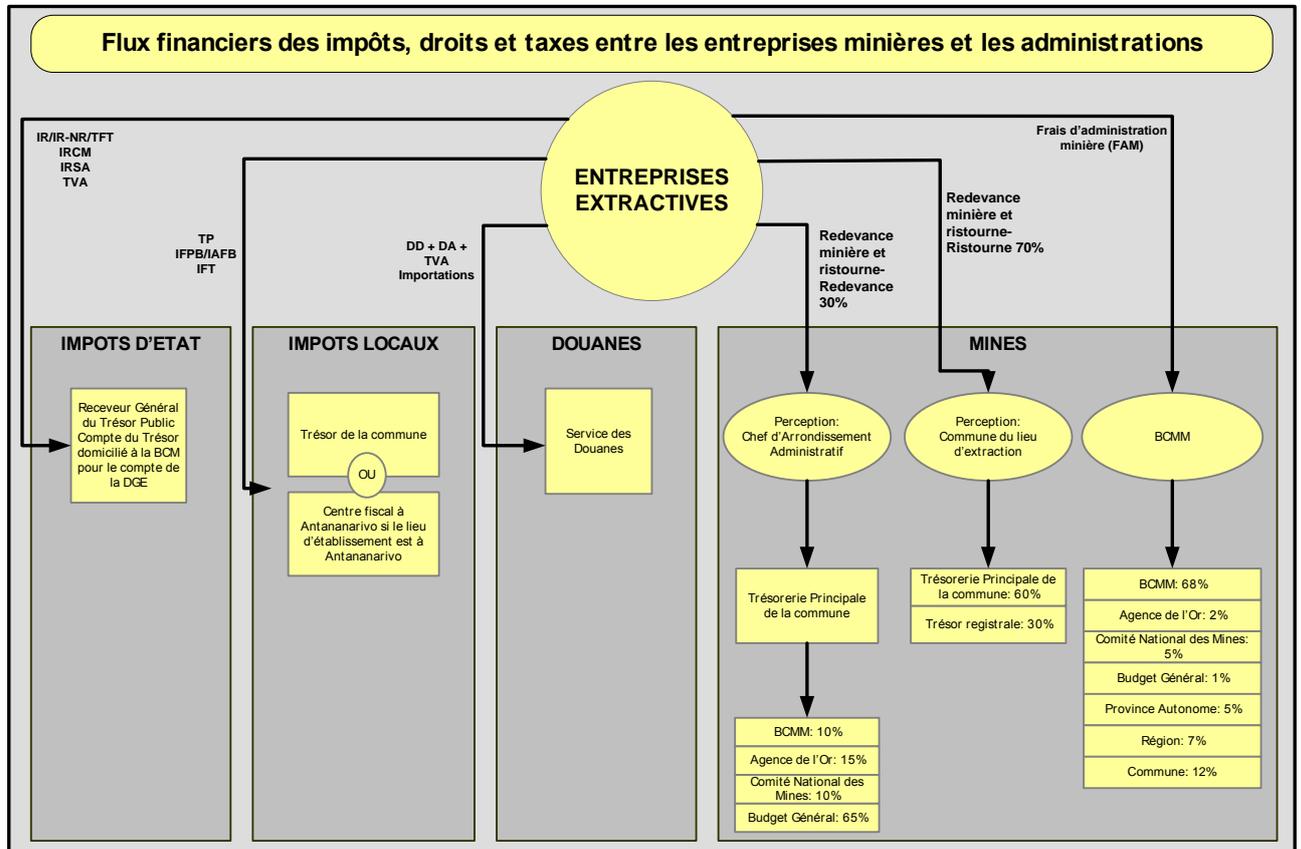
**Annexe B Présentation de la méthodologie de la mission de réconciliation et la répartition des obligations des entités et d'Ernst & Young**

Les principales étapes de l'exercice de réconciliation des recettes 2010 sont :	Responsabilité		dates prévisionnelles	
	entités à réconcilier	Ernst & Young	Début	Fin
1. Envoi du canevas à remplir aux entités concernées par la réconciliation et de la présente note préparatoire		<input checked="" type="checkbox"/>	18-juin	03-juil
2. Remplissage du canevas (page principale et page détaillée) par l'entité concernée par la réconciliation suivant le guide de remplissage fourni ;	<input checked="" type="checkbox"/>		04-juil	23-juil
3. Préparation et mise à disposition de toutes les pièces justificatives des montants renseignés dans le canevas par l'entité concernée;	<input checked="" type="checkbox"/>		04-juil	23-juil
4. Envoi du Canevas rempli à Ernst and Young	<input checked="" type="checkbox"/>		16-juil	23-juil
5. Sélection à partir du canevas rempli des montants à vérifier pour valider la fiabilité des informations inscrite dans le canevas		<input checked="" type="checkbox"/>	16-juil	16-juil
6. Arrivée d'Ernst and Young chez l'entité concernée en vue de tester la fiabilité des informations inscrites dans le canevas		<input checked="" type="checkbox"/>	16-juil	09-août
7. Vérification par sondage sur la base des montants significatifs de la fiabilité des informations issues du canevas à partir des pièces justificatives (déclarations et récépissés);		<input checked="" type="checkbox"/>	16-juil	09-août
8. Rapprochement des flux de paiements effectués par la société minière/pétrolière et des recettes encaissées par l'entité publique;		<input checked="" type="checkbox"/>	16-juil	09-août
9. Recherche et demande d'explications auprès de l'administration et de la société minière ou pétrolière sur les éventuels écarts de réconciliation relevés par Ernst & Young ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	16-juil	09-août
10. Constatation par écrit par le biais d'un Procès-verbal du résultat du test de fiabilité et des écarts de réconciliation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	16-juil	09-août
11. Signature du Procès-verbal de revue du canevas par le représentant de l'entité concernée et Ernst & Young.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	16-juil	09-août

### **Annexe C : liste non exhaustive des pièces justificatives et documents à mettre à notre disposition**

1. Canevas rempli constitué par la page principale et la page détaillée
2. Annexes de déclarations : Fiche de ventilation, Ordre de virement, avis de débit, liste des fournisseurs et clients, liste nominative des employés et tout autre document annexée à la déclaration des impôts listés ci-dessous.
3. Récépissés de déclaration et de paiement et tout autre document de déclaration et de justification de paiement de tous les autres impôts, droits et taxes, redevances et frais payés dont la liste est ci-après :
  - Impôts sur les revenus (IR)
  - Impôts sur les revenus des non – résidents (TFT/IBS/IR-NR)
  - Impôts sur les plus values immobilières (IPVI)
  - Droits d'enregistrement des actes
  - Droits d'enregistrement de bail
  - Taxe de publicité foncière (TPF)
  - Taxes sur les véhicules de tourisme des entreprises (TVST)
  - TVA à l'importation
  - TVA
  - Droits de douanes
  - Droit d'importation
  - Droits à l'export
  - Droit d'inspection
  - Droit d'accises
  - Droit de timbres douaniers
  - Taxe conjoncturelle sur l'exportation
  - Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)
  - Impôts fonciers sur les terrains (IFT)
  - Centime additionnelle à l'IFPB
  - Taxe annexe à l'IFPB (TAFB)
  - Taxe professionnelle (TP)
  - Centime additionnelle à la TP
  - Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement
  - Droits de voiries / permis de construire
  - Redevances sur les eaux usées (REU)
  - Taxe de roulage
  - Taxe sur la publicité
  - Ristourne minière
  - Redevances carrière
  - Redevance minière
  - Frais d'administration minière
  - Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental
  - Redevances domanialesLocation de terrains
  - Droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures (port, route, chemin de fer, électricité, ...)
  - Redevances de pompage d'eau
  - Redevances télécommunication
  - Dividendes
  - Impôts sur les dividendes
  - Pénalités
  - Taxes administratives (permis de conduire, droit de visa, carte d'identité d'étranger, permis de travail, vignette automobile)
  - Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)
  - Retenues à la source CNAPS
    - Retenues à la source OSIE/AMIT/FUNHECE

## 6.8. Annexe 8 : Diagramme de flux de paiements dans le secteur minier



## 6.9. Annexe 9 : Personnes contactées

Entité	Personne contactées	Titre
<b>MINISTERE DES MINES</b>		
Ministère des mines	M. RAKOTOARIMANANA Pamphile Julien	Secrétaire Général
<b>DIRECTION GENERALE DES MINES</b>		
Direction Générale des Mines	M. Philémon	Directeur des Mines
Direction Générale des Mines	M. RAKOTONDRAVALY Désiré Alphonse	Directeur d'Appui à la filière or
<b>BUREAU DU CADASTRE MINIER DE MADAGASCAR (BCMM)</b>		
BCMM	Mme RASOARILALA Volahanta Lydie	Directeur
BCMM	M. RAZAFINDRAKOTO	Chef de service administratif et financier
BCMM	M. RAZAFINARIVO Andriamanjato G. Marcel	Chef de service informatique
BCMM	M. Dario	
<b>DIRECTION INTER REGIONALE DES MINES TOAMASINA</b>		
Direction Interrégionale des Mines	Mme GILBERT Sylvie	Directeur Inter Régional de Toamasina
Direction Interrégionale des Mines	M. Jean Paul	Chef de service des mines
Direction Interrégionale des Mines	M. RANAIVO Rasoarilalao	Régisseur
Direction Interrégionale des Mines	Mme RATIARISON Fanja	Agent
<b>DOUANES</b>		
Direction générale des douanes	M. RAZAFINDRAMIANDRA Ramiandrasoa Vola	Directeur Général
Direction générale des douanes	M. RABENJA Eric Narivony	Directeur des Statistiques et de la Comptabilité Douanières
Direction générale des douanes	M. RAZAFINDRAHAGA Mamitiana	
Direction générale des douanes	M. RANDRIAMIZAKA Fidiravaka	
Direction générale des douanes	Mme ANDRIAMBOLOLONA Voahangy	
Douanes Ivato	M. RAHARISON Jean Chrysostome	Service Caisse douane
Douanes Fort Dauphin	M. Frédéric RAKOTONINDRINA	Receveur des Douanes
<b>TRESOR</b>		
Direction générale du Trésor	M. ROBIMANANA Orlando	Directeur général
Direction générale du Trésor	Mme RANDRIANIRINA Hanitra Olivia	
Recette générale d'Antananarivo	Mme HERY MANANTENASOA Micheline	Receveur général d'Antananarivo
Recette générale d'Antananarivo	Mme Hanitra	
Recette générale d'Antananarivo	Mme Vero	
Trésor Toamasina	M. RAZAFIMANDROSO Benjamin	Trésorier Général de Toamasina
Trésor Fenerive Est	M. RANARISON Jean Ben Ybe	Trésorier Général
Trésor Fenerive Est	Mme ILAMIZARA Baotsiry Gilbertine	Fondé de pouvoir
Trésor Fort Dauphin	M. RAZAFINDRALAHY Georges Nestor	Trésorier Général
<b>DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES (DGE)</b>		
Direction des Grandes Entreprises	Mme ANDRIANJAKA Marie Claude	Chef de service accueil et information
Direction des Grandes Entreprises	M. RAOBELINA Fenohasina	Inspecteur des impôts
<b>DIRECTION REGIONAL DES IMPOTS (DRI)</b>		
Direction Régionale des Impôts Analamanga	M. RAKOTOARISOA Aurélien	Directeur Régional des Impôts à Analamanga

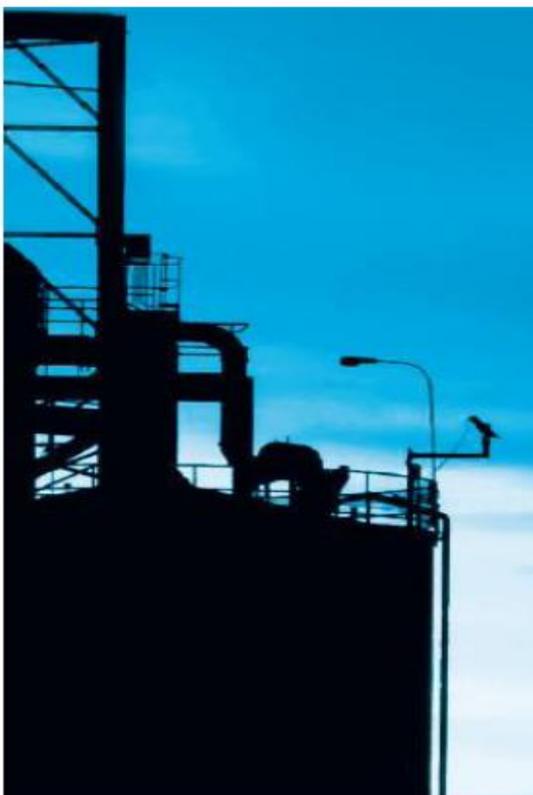
Entité	Personne contactées	Titre
Direction Régionale des Impôts Analamanga	M. Léonide	Inspecteur des impôts
Direction Régionale des Impôts Analamanga	M. RAKOTO Haritiana	Inspecteur des impôts
Service Régional des Entreprises A	Mme RAJAONA Voahangy	Chef du service
Service Régional des Entreprises A	M. ANDRIAMPARANAIVO Nasolo François	Inspecteur des impôts
Service Régional des Entreprises A	M. RAHELISON Didier Rivo	Inspecteur des impôts
Service Régional des Entreprises A	Mme Stéphanie	Service informatique
Service Régional des Entreprises B	M. RANDRIANARISON Hery Zo	Receveur/Contrôleur des impôts
Service Régional des Entreprises C	M. ANDRIAMANIRAKA Marson Hugues	Chef du service
Service Régional des Entreprises C	Mme RAHARIZAFY Vololona	Inspecteur des impôts
Service Régional des Entreprises D	M. RAMAKARARO Romarie Jean Luc	Chef du service
Service Régional des Entreprises Toamasina	M. RIVOARISON Mamy	Inspecteur des impôts
<b>CENTRE FISCAL</b>		
Centre fiscal Ivato	M. BRESSON	Chef de centre
Centre fiscal Ivato	M. PARAINA	Inspecteur - Division Gestion
Centre fiscal Ivato	Mme NOELA	Division Gestion
Centre fiscal II	Mme NIRINASOA Viviane	Chef de centre
Centre fiscal IV	Mme RAKOTOARIMANANA H. Landy Volahanta	Chef de centre
Centre fiscal moramanga	M. RAZAFIMANAMPY Naly Tahiana	Chef de centre
<b>MINISTERE DE LA DECENTRALISATION</b>		
Ministère de la Décentralisation	M. DJAOSERA Irenée	Secrétaire général
Ministère de la Décentralisation	M. Maharavo RATOLOJANAHARY	Directeur d'appui à la Décentralisation & Gouvernance locale
<b>REGIONS</b>		
Région Atsinanana	M. RANDRIAMAHARITRA Philibert	Secrétaire Général
Région Atsinanana	M. SAMPY Max Célestin	Chef de service des affaires économiques et projets
Région Atsinanana	M. ZAVA Charles	Directeur administratif et financier
Région Alaotra Mangoro	M. ANDRIAMAINTY Fils Jean Marius	DDR
Région Betsiboka	M. Ratsimbazafy Jean Louis	Chef de région
Région Analanjirofo	M. TANA Michel	Chef de région
Région Analanjirofo	M. BIENVENU Lalao	Directeur Administratif et Financier
Région Anosy	M. Guy Venance	Chef de Région
Région Anosy	M. Nirina Eddy RAKOTOARISON	Responsable Administratif et Financier
Région Betsiboka	M. RATSIMBAZAFY Jean Louis	Chef de région
Région Betsiboka	M. RAKOTONDRA SOA Daniel	Directeur de l'Administration Générale et Territoriale [DAGT]
Région Vakinankaratra	M. ANDRIAMANANTSOA Philibert Hervé	Secrétaire Général
Région Vakinankaratra	M. RAKOTOMAHANDRY Timothé	Directeur de l'Administration Générale et Territoriale [DAGT]
<b>DISTRICTS</b>		
District moramanga	M. ANDRIANTSITOHAINA Narison	Adjoint Au chef District
District Tsaratanana	M. RAKOTONDRA SERA Daniel	Chef de district
<b>COMMUNES</b>		
Commune urbaine Tamatave 1	M. Toalina ZAFINDRABARY	PDS
Commune urbaine Tamatave 1	M. RAHARITODY Méléce	Directeur administratif et financier

Entité	Personne contactées	Titre
Commune Amboditandrroho	M. MANSOOR Salleman Ibrahim	Maire
Commune Amboditandrroho	M. VOLOLONIRINA Christin Pierre	STC
Commune suburbaine tamatave 2	M. ROILAHY	Maire
Commune suburbaine tamatave 2	Mme MARINERA Marie Josée	Secrétaire Trésorier Comptable
Commune Ambohibary	M. RANDRIAMAHADERA Noelson	Maire
Commune Morarano gare	Mme RAZANAPARANY Lala Harimahefa	Maire
Commune Urbaine Moramanga	M. RASOLONJATOVO Ezechiel	Maire
Commune Urbaine Moramanga	M. RAHOBISOLO Harisoa Sylvestre	Premier adjoint au maire
Commune Brieville	M. Ratsimanosika Léandre Andrianirina	Maire
Commune Ampasimbe Manantsantrana	M. RAHARINIRINA Jacob Honoré	Maire
Commune Ampasimbe Manantsantrana	Mme RAZAFINDRAMANANA Zoliarisoa	STC
Commune Ampasina Maningory	M. RAZAFIBATOTO José	Maire
Commune Ampasina Maningory	M. VELOSONINA Antoine	STC
Commune Soanierana Ivongo	M. INDIANA Alain	Maire
Commune Soanierana Ivongo	M. Tinasoa Ernest	Comptable
Commune Soanierana Ivongo	Mme ZAFISOA Savy Aline	Secrétaire comptable
Commune Fenerive Ville	M. IMBOALAHY Bernard	Maire
Commune urbaineFort Dauphin	M. Armand ZAFINANDRO	PDS
Commune urbaine Fort Dauphin	M. Hanitra ANDREAS	Responsable cellule de Projet
Commune rurale Ampasy Nahampoina	M. Cresscent BOTOVAHINY	Secrétaire Général
Commune rurale Ampasy Nahampoina	M. Rondro ANDRIAMAHASORO	Maire
Commune rurale Mandromodromotra	M. Constant RANDRIAMAZAVATSOA	Secrétaire Trésorier Comptable
Commune rurale Mandromodromotra	M. Mauril MOSA	Maire
Commune Andranomanelatra	M. RAKOTOMANIMANANA Lantomandimby	Maire
Commune Ibity	M. RAKOTOVAO Jean Paul	Secrétaire Trésorier Comptable
Commune Ibity	Mme ANDRIANOROVELO Ravomalala	Secrétaire Générale
Commune Tritriva	M. RANDRIAMAHENINA Alexandre	Maire
Commune Tritriva	Mme RASOANANDRASANA Meltine	Secrétaire Trésorier Comptable
<b>Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS)</b>		
OMNIS	M. RASOANAIVO Bonaventure	Directeur Général
OMNIS	M. RAKOTOARIMANANA Jean Aimé	Directeur administratif et financier
OMNIS	M. RAZAFINDRAZAKA Christian	Adjoint au Directeur administratif et financier
<b>Office Nationale de l'Environnement (ONE)</b>		
ONE	M. RANDRIAMIARINA Heritiana	Directeur de l'Evaluation Environnemental
<b>Office Malalagasy d'Etudes et de Régulation des Télécommunications (OMERT)</b>		
OMERT	M. RAMAMONJISOA Maherizaka	Directeur Administratif et Financier
OMERT	M. RANDRIAMAHEFARISOA Herilanto Tsimandrava	
<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>		

Entité	Personne contactées	Titre
MINISTERE DE L'INTERIEUR	M.RAKOTOZANANY RASOLOMAHOLY Célestin	Secrétaire général
MINISTERE DE L'INTERIEUR	M.BEZOKINY Jacky	Directeur de l'Immigration Emigration
<b>ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD OF MADAGASCAR (EDBM)</b>		
EDBM	M.ANDRIAMIHAJA Robson Eric	Directeur Général Adjoint
EDBM	Mme ANDRIAMANGA Lalao	
EDBM	M.RAVELOSON Jean de Dieu	Chef de département visa
<b>DOMAINES</b>		
Domaines Moramanga	Mme Laurence	Receveur
<b>Société de Manutention de Marchandises Conventionnelles (SMMC)</b>		
SMMC	M. RANDRIANIRINA Laurent	Directeur Administratif et Financier
<b>Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA)</b>		
ANDEA	M.Rakotondrazaka Andrianarisoa	Directeur Général
ANDEA	Mme. Raharinoro Victoire	Directeur Administratif et Financier
<b>QIT MADAGASCAR MINERALS (QMM)</b>		
QMM Ivandry	M.RAKOTOSON Landy	Tax Manager
QMM Ivandry	Mme RAZEATRIMO Joanna	Tax Accountant
QMM Mandena Fort Dauphin	Mme RANAIVOZANANY Sandra	Chief Accountant
QMM Mandena Fort Dauphin	M.RAHERIMINO Zo	Property Accountant
<b>MADAGASCAR OIL</b>		
Madagascar Oil	Mme RALIJOHN Emma	Deputy manager
Madagascar Oil	M.ANDRIAMBININTSOA Hajavola	Executive Assistant
Madagascar Oil	Mme RASENDRASOA Lydia	Finance Assistant
Madagascar Oil	Mme RAZAKARISOA Bajee	Chef comptable
Madagascar Oil	M.RAHARIMANJATO Manitrarivo	Directeur Financier
Madagascar Oil	Mme RATRIMO Princia	Directeur Administratif
<b>KRAOMITA MALAGASY (KRAOMA)</b>		
KRAOMA	M.RANDRIAMANANIVO John	Directeur Administratif et Financier
KRAOMA	M.RAKOTOMANANA Charles Martin	Fiscaliste/Comptable
KRAOMA	Mme RAMANANTSIAROVANA Néria	Comptable
KRAOMA	M.Tendry	Comptable
<b>GROUPE PAM</b>		
PAM	M.PORNSAWATCHAI Supoj	Directeur administratif et financier
PAM	M.RANARIVELO Tojo	Accounting Manager
PAM	M.RAKOTOMANGA Hery	Procurement manager
<b>GOLDSAND</b>		
GOLDSAND	Mme Catherine	Interprète
GOLDSAND	M. Edmé	Comptable Intérim
GOLDSAND	Mme Tiana	Responsable administratif
<b>PROJET AMBATOVOY</b>		
AMBATOVOY - DYNATEC	Mme LALAINA Tina	Directeur des relations gouvernementales

Entité	Personne contactées	Titre
AMBATOVOY - DYNATEC	M. RAZAFIMAHAZO Jean Fredo	Tax & Compliance Superitendent
<b>MADAGASCAR WISCO</b>		
MADAGASCAR WISCO	M.Liu Guoqiao	Deputy Manager Director
<b>HOLCIM</b>		
HOLCIM	M. Rajaofera Fenosoa	Directeur Administratif et Financier
HOLCIM	M. Soudjai Toky	Chef de Service Achat
<b>HOLCIM</b>		
HOLCIM	M. Andrianaivo Ambinarivo Zava	Comptable
HOLCIM	Mme. Rabenandrasana Hanitra	Gestionnaire de Paie et Administration

## 6.10. Annexe 10 : Procès-verbal d'approbation des termes de références du Réconciliateur du 26 janvier 2012



PROCES VERBAL  
APPROBATION DES TERMES DE  
REFERENCE DU RECONCILIATEUR  
26 JANVIER 2012

2

### Sommaire

1. Généralités .....	3
a- Date et lieu .....	3
b- Ordre du jour : .....	3
c- Présents : .....	3
2. Déroulement : .....	4
a. Rappel des défaillances du premier rapport EITI .....	4
b. Participation des compagnies au rapport EITI : .....	4
c. Redéfinition du seuil de matérialité pour le rapport EITI de 2012 .....	5
d. Désagrégation du rapport : .....	6
e. Canevas de déclaration .....	6
3. Approbation des termes de référence .....	6

## 1. Généralités

### a- Date et lieu

- Date : 26 janvier 2012.
- Lieu : Hôtel Colbert.
- Début : 9 heures
- Fin : 14 heures

### b- Ordre du jour :

- Approbation des termes de référence du réconciliateur

### c- Présents :

Etaient présents à cette réunion :

- RANDRIANARISOA Jaona, Le Champion, Secrétaire Général du Ministère des Mines
- RAMANDEHAMANANA Richard, Chef de région Alaotra Mangoro
- RAZAFINDRAIBE Ernest, Président National KMF-CNOE
- RAKOTOMALALA Dominique, Président de Transparency International, Initiative Madagascar
- RATSIMBAZAFY Jean-Pierre, SAF FJKM Melaky
- TSIORIMBOLANIAINA Johnny, ACOR Betsiboka
- RAZAFIMANDIMBY Célestin, SAF FJKM Betsiboka
- RANDRIANALISON Gervais, PLACAZ
- Rév. SINARY Origène, OSC-Anosy
- DAVIDSON Jeanne, Directeur Général KRAOMA
- RANDRIAMANARIVO John, Directeur Financier KRAOMA
- TINA Lalaina, Government Relations Manager of Ambatovy Project
- RANAIVOSON Voahanginirina, représentante de la Vice-primature Chargée de l'Economie et de l'Industrie
- RAKOTONDRAMANANA Maminirina, représentant du ministère de l'Environnement et des Forêts
- TOVOARINOSY Manoelina, Représentant de la Région Alaotra Mangoro
- TAHINY Judicael, Secrétaire Exécutif EITI-Madagascar
- RAKOTOMALALA Tanteliarimiza, Responsable de la Communication EITI-Madagascar
- RAKOTOVAO Sendra, Administrative Assistant EITI-Madagascar

Ont été excusés:

- Madame DANE Marcelle, Country Manager de TULLOW OIL Madagascar,
- Messieurs ANDRIAMANJAKA Daniel et RAKOTOSON Landy de QMM RIO TINTO.

## 2. Déroulement :

### a. Rappel des défaillances du premier rapport EITI

Le Secrétaire Exécutif a fait un petit rappel concernant les défaillances du premier rapport de réconciliation.

Tout d'abord, trois compagnies minières ont participé au rapport 2011 sur la base d'une participation volontaire. Puis, le seuil de matérialité n'a pas été établi au préalable, avant le rapport. Enfin, les informations provenant de l'Etat ne provenaient pas de compte audité.

Le comité de validation international a souligné ces remarques et a proposé des mesures correctives pour le prochain rapport. Il s'agit de la participation obligatoire des compagnies, de la désagrégation des informations et de la certification d'audit des comptes de l'Etat.

### b. Participation des compagnies au rapport EITI :

- Les compagnies définies par un seuil de matérialité :

Pour répondre aux règles de l'EITI, des dispositions devraient être prises par le gouvernement pour la participation effective des compagnies concernées par le seuil de matérialité.

Les règles stipule en indicateur 8 :

« Lorsqu'il y a des obstacles juridiques, réglementaires ou autres à la mise en œuvre de l'ITIE, le gouvernement devra les supprimer.

Il n'existe pas de manière unique de traiter ce problème. »

Le Champion a demandé de supprimer la phrase transcrite dans le draft des termes de référence qui stipule :

« Contexte : alinéa 12 : la participation des compagnies à l'ITIE n'est pas volontaire mais obligatoire suivant une disposition légale à prendre par le gouvernement. »

Toutefois, il a été convenu que le gouvernement établira une communication officielle qui s'adressera aux compagnies pour répondre au critère numéro 8.

Enfin, le réconciliateur publiera une liste des compagnies qui participeront à ce rapport et les compagnies qui refusent de participer.

- Les compagnies qui participeront volontairement :

Avec le prochain rapport, des compagnies vont participer à titre volontaire sans être concernées par le seuil de matérialité défini par le comité national.

Ces compagnies seront soumises au même traitement que les compagnies concernées par le seuil de matérialité. Toutefois, la réconciliation de l'ensemble des compagnies volontaires sera présentée séparément par rapport à celle des compagnies qui remplissent les critères de seuil de matérialité.

### c. Redéfinition du seuil de matérialité pour le rapport EITI de 2012

Les propositions de la dernière séance ont été rappelées. Transparency et KMF/CNOE ont proposé d'inclure dans le seuil de matérialité les compagnies minières ayant un Permis d'Exploitation et s'acquittant d'au moins 100.000,00 USD/an d'impôts, ainsi que les compagnies qui sont en phase de recherche et qui paient 500.000,00 USD/an d'impôts au minimum.

Ce seuil concerne 12 compagnies pour un seuil de matérialité de 96% des paiements d'impôts et de parafiscalité pour l'année 2010.

Quant à l'ensemble du secteur extractif et de l'administration publique, ils ont proposé de prendre en compte dans le seuil de matérialité les compagnies minières et pétrolières qui s'acquittent d'au moins 600 000 USD/an d'impôts. Selon les estimations, 8 compagnies seront concernées ; et le seuil de matérialité sera de 95%.

Ceux qui avancent un seuil de matérialité de 95% soutiennent leur proposition par le fait que les 4 compagnies font la différence entre les 2 seuils de matérialité proposés mais que ces 4 compagnies ne représentent que 1% des paiements en 2010. Pour faciliter la réalisation de la réconciliation, il est mieux de se concentrer sur les 8 compagnies qui représentent 95% de seuil de matérialité. La réalisation de la réconciliation EITI sur ces 8 compagnies coûtera également moins onéreuse que celle réalisée sur 12 compagnies. Enfin, comme le trust fund EITI sera clôturé en septembre 2012, une réconciliation EITI sur 8 compagnies se ferait dans un délai plus court.

Le comité national a procédé à un vote pour trancher. Le seuil de matérialité à 95% a été voté à 13 voix contre une voix. Transparency International a voté contre cette proposition.

	Nom compagnie	Montant en USD	Type impôt
1	Madagascar oil	800 000	FA et FF Omnis
2	Exxon mobil	600 000	FA et FF Omnis
3	Groupe PAM	1 595 831	cadastre
4	AMBATOVY MINERALS S.A.	1 494 867	impôt d'Etat et cadastre
5	KRAOMITA MALAGASY S.A.	1 651 203	impôt d'Etat et cadastre
6	QIT MADAGASCAR MINERALS	2 037 839	impôt d'Etat
7	DYNATEC MADAGASCAR S.A.	9 572 451	impôt d'Etat
8	WISCO	100 000 000	Parafiscalité
	Total	117 752 191	
	% par rapport à l'ensemble des paiements du secteur extractif	94,96%	

Enfin, en ce qui concerne la vérification de l'étude de matérialité, Le Champion a souligné que, par souci de cohérence et de traitement d'égalité des compagnies, le réconciliateur procédera une autre approche d'identification des compagnies que par le biais des acteurs classiques (chambres des mines, APPAM, etc...) .

#### d. Désagrégation du rapport :

Après un long débat d'idées, le rapport de réconciliation devra contenir les publications régionales, comme il a été mentionné dans la mesure corrective du rapport de validation.

Par ailleurs, il a été décidé que la désagrégation des informations se fera

- par Région
- par Communes
- Et par Compagnies

#### e. Canevas de déclaration

Le comité doit valider une méthodologie à appliquer pour certifier les comptes (recettes) de l'Etat. Se proposant de remplir l'exigence 13, la déclaration de recettes de l'Etat devra être certifiée par le réconciliateur. Pour faciliter l'adoption de cette méthodologie de certifications des recettes de l'Etat, une participation de la Direction des Grandes Entreprises (Ministère des Finances et du Budget) dans le comité national est souhaitée.

Les dons en nature devront également figurer dans le canevas. Aucune définition de matérialité ne se fera pour déterminer la notion de dons significatifs. L'ensemble des dons en nature sans exception seront inclus dans le rapport EITI.

Le canevas n'a pas été validé, Ambatovy demande du temps pour l'étudier.

Par contre, il est décidé que chaque compagnie travaillera sur un canevas uniforme, avec les données fiscales de 2010.

Enfin, la certification des canevas des compagnies par un commissaire au compte n'est pas nécessaire. Néanmoins, la liste des références des pièces justificatives de paiement sera annexée au canevas de déclaration. Et en sus, la compagnie devra produire une attestation de son commissaire au compte qui stipule que leur compte a été audité selon les normes d'audit ISA pour l'année fiscale 2010.

### 3. Approbation des termes de référence

Les termes de référence sont approuvés par le comité national sous réserve de remarques précitées précédemment.

ANNEXE : FICHE DE PRESENCE



FICHE DE PRESENCE

MISSION REUNION DU COMITE NATIONAL POUR LA VALIDATION DU TERME DE REFERENCE DU RECONCILIATEUR ET DU SEUIL DE MATERIALITE  
DATE: 26-janv-12 HOTEL COLBERT

NUM	NOM	ENTITE	MAIL	TEL	SIGNATURE
1	RARAVOSON Voahangy	Vice-Président chargé de l'économie et de l'industrie	spage-dadira@mail.gov. mg	0340551157	<i>[Signature]</i>
2	RANONDRAHARANA Kil Alaminiana	Ministre de l' Environnement et Forêt	many-ahy@tel.mg dce.dmf.gov.mg	0820563364	<i>[Signature]</i>
3	TOPIRINTSY Razafimanantsoa	DEBEN ATAFA	Tou.ez-reg@yandem.com	038707704	<i>[Signature]</i>
4	RANDRIANAZISON Gloria	OSC NORMANDE	plac@ymail.com	0331248484	<i>[Signature]</i>
5	ORIGENE SINARy	OSC-ANOSY	neusinary.osc@ anosp@gmail.com	0340440908	<i>[Signature]</i>
6	Ratimelagasy Jean Philif	OSC - Maintien - Muelaky	afmelaky@orange.mg	0944089847	<i>[Signature]</i>

COMITE NATIONAL 26 JANVIER 2012



**Extractive Industries Transparency Initiative**  
**Madagascar**

NUM	NOM	ENTITE	MAIL	TEL	SIGNATURE
7	ADZAFIMIRIMISY Cebit	Socié. Civile		0330278407	
8	RANDRIAMANANTSO Solu	KILOMA	keno@univ.mg	0340914870	
9	RATANDRAIBE ZINA	Société Civile KIF/CNOE	michoukeli@yahoo.fr	0340989670	
10	Jean. Ramanantsoa	SG. NdN	jeanrntn@gmail.com	0320516002	
11	DAVIDSON R. JEAN	DE KRABORA	jeanrntn@gmail.com moot.mg	0342981619	
12	Tina Lalaina	Ambatovy	tina.lalaina@ambatovy.mg	033050023	
13	Bonimpe Rakotonirahy	TI-IA (Société civile)	bonimpe@univ.mg @univ.mg	2165357	

COMITE NATIONAL 26 JANVIER 2012



## 6.11. Annexe 11 : Compte-rendu de la réunion en date du 16 avril 2012 entre le Secrétaire Exécutif de l'EITI et Ernst & Young

### Memorandum

Page: 1 / 2

Client: EITI Madagascar

Date: 20/04/2012

#### COMPTE RENDU DE LA REUNION EN DATE DU 16 AVRIL 2012

#### POINTS DISCUTES ET RESOLUTIONS PRISES

##### 1) A propos de la réconciliation des dons

- Il n'existe pas de seuil pour ce travail de réconciliation.
- La méthodologie de réconciliation des dons sera proposée par EY. Aucune méthodologie EITI n'est encore disponible sur ce point.
- A titre préliminaire, la proposition de EY est la suivante : vérification des montants des dons s'ils sont justifiés au niveau des sociétés participantes, vérification de l'existence d'un PV de réception au niveau de l'Administration. A défaut de PV, il sera procédé à une constatation physique et ceci dans la mesure du possible.

##### 2) Affinement de l'étude du seuil de matérialité

- L'EITI souhaite à ce que EY effectue l'étude sans passer par l'Administration. Il a été expliqué par EY que l'intervention de l'administration est nécessaire vu que les sources de données en ce qui concerne les impôts et les autres paiements ne sont pas publiés ou disponibles.
- Des rencontres avec le DG du Trésor, le DGI seront organisées par EY et EITI avant le début de la mission pour une mise au point avec ces Autorités. Ceci afin de pallier au blocage de non divulgation de données et non existence d'interlocuteurs dédiés pour l'EITI au sein de leur service respectif.
- Les données auprès de l'OMNIS ne seront pas purement disponibles. L'entité refuse sa divulgation.

##### 3) Certification des comptes des sociétés et du canevas

- Ce sont les sociétés participantes qui assurent la production de l'attestation d'audit de leurs comptes. C'est le rapport de leur Commissaire aux Comptes (CAC). Le CAC certifie uniquement les comptes et non le canevas. Il faudra ainsi s'assurer de la fiabilité des informations contenues dans le canevas.

##### 4) Certification des comptes des entités de l'Etat

EITI demande : (i) une analyse légale des procédures de certification des déclarations des entités de l'Etat, et (ii) une certification des déclarations de recettes selon les normes ISA.

EY ne peut pas le faire car il y a un conflit d'intérêt étant donné que EY assurera le travail de réconciliation et ne peut pas être à la fois juge et partie. Surtout, il n'appartient pas à une entité privée telle que EY de faire une certification des comptes de l'Etat. Ce rôle est assuré par des entités spécifiques, la Cour des Comptes selon la réglementation.

 **ERNST & YOUNG**

## Memorandum

Page: 2 / 2

### 5) Remarques sur le TDR

Une liste finale des compagnies participantes pour lesquelles une descente sur terrain est nécessaire. Une notification officielle pour EY sera envoyée par EITI pour sa sélection en tant qu'auditeur qui va effectuer le travail de réconciliation. Le TDR définitif prévoyant la liste des sociétés participantes sera envoyé avec celle-ci.

Mr Judicael va envoyer également la liste des communes et des régions concernées pour chaque compagnie.

### 6) Questions:

- Date de disponibilité des TdR définitifs  
Le TDR sera envoyé avec la notification
- Date de livraison des offres financière et technique  
10 jours suivant réception du TDR définitif
- Date de début de la mission  
Normalement, la mission devrait commencer le 02 Mai
- Date-butoir pour livraison du rapport final  
30 juillet.

## 6.12. Annexe 12 : Procès-verbal d'approbation du Rapport final d'audit et réconciliation réalisé par le Réconciliateur du 04 septembre 2012



### PROCES VERBAL RÉUNION D'APPROBATION DU RAPPORT FINAL D'AUDIT DE RECONCILIATION 2012

#### Ordre du jour :

- Approbation du rapport final de réconciliation EITI 2012
- Intégration de HOLCIM dans le rapport
- Levée de suspension

Date : 04 septembre 2012	Début de la séance : 09h30
Lieu : Hôtel Colbert	Fin de la séance : 14h00

#### Etaient présents à la réunion :

Cf fiche de présence

#### Les points importants, les recommandations de l'Auditeur et la résolution retenue à l'issue de la réunion

Les résultats de la réconciliation ont été présentés par le cabinet Ernst & Young.

#### 1. Les paiements et les écarts :

Total déclaré par les sociétés extractives (MGA)	Montant perçu par l'Etat (MGA)	Ecart constaté (MGA)	%
296 376 223 991,10	298 321 892 821,43	(1 945 668 830,33)	-0,66%

Les paiements des compagnies ayant participé à la réconciliation sont de plus de 298 milliards MGA.

La somme des écarts globaux des flux de paiement s'élève à MGA **1,9 milliards**. Cet écart correspond à des paiements déclarés avoir été effectués en moins par les industries extractives par rapport aux sommes déclarées avoir été reçues par l'Etat.

Les écarts globaux les plus significatifs par type d'impôts s'analysent comme suit :

#### **DROITS D'ENREGISTREMENT DE BAIL:**

Un écart global de MGA 43,2 Millions a été constaté en faveur de l'Etat. L'écart est constitué essentiellement des droits d'enregistrement de bail non renseignés dans le canevas de la société de DMSA et AMSA.

#### **DROITS DE DOUANE ET TVA A L'IMPORTATION :**

Une incohérence a été constatée entre les données recueillies auprès des entreprises minières par rapport à l'administration douanière. L'écart s'élevant à MGA 1 334,92 Millions comprend principalement des droits et taxes non retrouvées auprès des sociétés DMSA et AMSA pour un montant total de 1 394,90 Millions et des droits et taxes de la société PAM Madagascar non retracées auprès de la douane d'un montant de MGA 65,25 Millions.

La réconciliation au niveau de la douane a été difficile. Les contribuables ont plusieurs numéros d'identification fiscale. Il a fallu vérifier l'ensemble des noms de compagnies identiques.

#### **FRAIS D'ADMINISTRATION OMNIS**

Un écart de MGA 571,14 Millions a été identifié entre la déclaration effectuée par MADAGASCAR OIL et l'OMNIS. L'écart est lié à une différence de calcul du prorata relatif à la période 2010 étant donné que les paiements se rapportent sur une période à cheval.

Il convient de noter que le montant du contrat pris comme base de calcul est identique.

#### **Les Recettes des collectivités locales sont à priori irréconciliables au niveau des Frais d'Administration Minière:**

Les FAM payés par les sociétés sont enregistrés dans le système du BCMM. L'état de répartition des FAM ne renseigne pas l'identité des entités ou personnes dont les paiements sont issus. Ceci ne permet pas d'avoir un détail de la somme reçue des communes/régions par société minière.

Les parts des communes/régions bénéficiaires sont envoyés directement dans leurs comptes respectifs sans avis préalable de la part du BCMM.

Par ailleurs, les parts des communes/régions qui n'ont pas de compte bancaire déposé auprès du BCMM, sont gardés en compte d'attente.

Ces situations engendrent au niveau des démembrements de l'Etat la non traçabilité de leurs fonds au cas où ils ne font pas de suivi des encaissements bancaires.

Néanmoins, le reversement des FAM à l'ensemble des régions et communes sur l'ensemble du territoire a été présenté en tant que recommandation durant la réunion du comité national.

Pour la réconciliation des FAM, une équipe du cabinet est en train de vérifier les reversements des frais d'administration aux communes et les régions pour les compagnies qui participent au rapport.

## 2. Les travaux en cours :

- Des canevas signés par l'Administration et par certaines sociétés restent à recevoir.
- Des ajustements ont été opérés sur les impôts n'ayant pas fait l'objet de réconciliation en raison de la faible valeur ou de la non disponibilité des données réconciliables à ce jour.
- Des écarts résiduels non significatifs restent en attente de justification.
- L'état des FAM 2010 non encore reversés par le BCMM et les pièces justificatives correspondantes restent à recevoir (communes, régions, agence de l'or, provinces autonomes, etc)

## 3. Les recommandations du réconciliateur

- Mettre en place une procédure interne et des formations adéquates qui permettront d'assurer la bonne application des régimes applicables aux sociétés minières.
- Se référer préalablement à la note préparatoire lors de l'établissement du canevas et de mise à disposition des données et des pièces justificatives pour pallier aux pertes de temps des deux parties.
- Procéder à l'étude de matérialité dans un délai raisonnable, bien avant l'audit, pour pouvoir servir de base à tout élargissement du périmètre de réconciliation et permettre ainsi d'augmenter le taux de couverture.
- Impliquer les Directions des Ministères dans la sensibilisation de leur personnel à tous les niveaux.
- Former sur la comptabilité de trésorerie les agents des recettes de l'Etat et ses démembrements par rapport à l'utilisation de logiciel d'enregistrement de recettes
- Mettre en place un système d'enregistrement et d'archivage fiable cohérent avec le volume des recettes traitées aux niveaux du Trésor et des collectivités locales
- Mettre à jour et nettoyer la base des données de la Douane
- Au niveau du Ministère de l'intérieur et de l'EDBM : Paramétrer le logiciel pour permettre d'analyser l'octroi de visas et de cartes de résident par société
- **Au BCMM :**
  - concevoir un nouveau paramétrage du logiciel permettant de détailler les parts des communes/régions par permissionnaire pour fin de suivi,
  - aviser préalablement par lettre les entités bénéficiaires de l'envoi de fonds
  - approcher les communes/région bénéficiaires dont les parts sont détenues en compte d'attente faute d'information de compte bancaire
- **Aux communes/région :**
  - déposer auprès du BCMM le numéro de compte de la commune /région dûment validé par le Ministère de la Décentralisation,
  - s'assurer auprès du BCMM du paiement effectif des exploitants dans son périmètre des FAM afin qu'elles puissent réclamer la part qui leur revient.

Au terme de la présentation du cabinet Ernst & Young, le Secrétariat Exécutif de l'EITI a fait un rappel des résultats de l'étude de matérialité. L'objectif de ce rappel étant de présenter au comité national, la qualité intrinsèque du rapport en ce qui concerne les indicateurs EITI 9 et 11.

#### 4. Rappel des résultats de l'étude en seuil de matérialité :

Sociétés	Recettes (Ar)	Recettes (USD)
MADAGASCAR WISCO GUANGXIN KAM WAH RESSOURCES S.A.U.	209 072 160 000,00	100 012 513,99
Projet Ambatovy (DYNATEC MADAGASCAR S.A & AMBATOVY MINERALS S.A.)	28 565 071 020,84	13 664 490,60
HOLCIM Industrie S.A.	17 861 820 525,46	8 544 445,01
QIT MADAGASCAR MINERALS S.A.	5 691 129 280,16	2 722 429,17
KRAOMA S.A.	4 300 415 007,20	2 057 162,06
Groupe PAM (PAM Atomique S.A.R.L. & PAM SAKOA COAL S.A. & PAM Madagascar S.A)	3 069 435 295,44	1 468 306,16
Madagascar Oil	2 814 588 570,32	1 346 396,76
<b>Total recettes couvertes</b>	<b>271 374 619 699,42</b>	<b>129 815 743,76</b>
<b>Total recettes globales</b>	<b>290 945 350 027,51</b>	<b>139 177 669,04</b>
<b>Taux de couverture</b>	<b>93%</b>	<b>93%</b>

#### Hypothèse EITI: Taux de couverture 95% et seuil de matérialité 600 000 USD

Sociétés	Recettes (Ar)	Recettes (USD)
Projet Ambatovy (DYNATEC MADAGASCAR S.A & AMBATOVY MINERALS S.A.)	28 565 071 020,84	13 664 490,60
QIT MADAGASCAR MINERALS S.A.	5 691 129 280,16	2 722 429,17
KRAOMA S.A.	4 300 415 007,20	2 057 162,06
Madagascar Oil	2 814 588 570,32	1 346 396,76
GOLD SAND S.A.R.L.	1 144 934 500,00	547 695,00
Groupe PAM (PAM Atomique S.A.R.L. & PAM SAKOA COAL S.A. & PAM Madagascar S.A)	3 069 435 295,44	1 468 306,16
MAINLAND MINING LTD S.A.R.L.U	750 217 115,40	358 876,57
MADAGASCAR WISCO GUANGXIN KAM WAH RESSOURCES S.A.U.	209 072 160 000,00	100 012 513,99
<b>Total recettes couvertes</b>	<b>255 407 950 789,36</b>	<b>122 177 870,32</b>
<b>Total recettes globales</b>	<b>290 945 350 027,51</b>	<b>139 177 669,04</b>
<b>Taux de couverture</b>	<b>88%</b>	<b>88%</b>

Un rappel des résultats en étude de matérialité a été réalisé. Il a été rappelé que le seuil de matérialité fixé à 600 000 USD rend la participation de Holcim obligatoire au rapport EITI.

D'après les informations collectées, son paiement a été de 8 500 000 USD pour 2010. Cette compagnie produit du ciment et le revend à Madagascar. Elle n'est pas membre de la chambre des mines et elle a été assimilée à une industrie de transformation. Ces paiements les plus conséquents sont en termes de droit de douane du fait de ses importations. La compagnie est régie par le code général des impôts et ne bénéficie pas de facilité comme les compagnies minières. Néanmoins après réflexion, elle pourrait être considérée comme une industrie extractive de part l'extraction de certaines matières premières.

Le Secrétaire exécutif a soulevé que la participation de Holcim présente 3 types de contraintes.

La première contrainte est en termes de délai. Le MDTF est clôturé le 30 septembre et les activités de diffusion sont déjà prévues pour ce mois. Les dépenses au-delà du 30 septembre 2012 ne sont pas éligibles ; y compris le fonctionnement du secrétariat.

La deuxième contrainte est financière. Cette réconciliation supplémentaire engendrera un coût supplémentaire non prévu.

Enfin, la troisième contrainte est l'acceptation de Holcim à participer au rapport EITI. En effet, il est trop tard de prendre un arrêté de participation obligatoire car le temps d'enregistrer l'arrêté la date de clôture du MDTF arrivera. La participation de Holcim au rapport EITI dépendra uniquement de son accord.

## 5. Séance de questions et réponses :

Q1 : Par Ernest Razafindraibe de KMF/CNOE, est ce que l'écart constaté est désagrégé par compagnie ?

R1 : Oui, le chiffre est détaillé dans le rapport final.

Q2 : Par le Chef de Région d'Alaotra Mangoro :  
Quels sont les motifs des écarts ?

Concernant le montant 41 millions d'Ariary de FAM déclaré comme payé par DMSA et reçu par la région Alaotra Mangoro, nous réclamons la pièce justificative de paiement.

R2 : Par le régime exceptionnel dans LGIM, le Projet Ambatovy est exonéré de certaines taxes mais a quand même payé à travers ses sous-traitants. Ce qui a provoqué un écart en faveur de l'Etat.

Concernant le montant de 41 millions d'Ariary, nous sommes actuellement entrain de demander au BCMM la liste des FAM non reversées aux Régions et Communes. Les informations que vous recherchez seront dans le rapport final.

Q3 : Par Landy Rakoroson de QMM

A chaque écart, y-a-t-il une explication dans le rapport ?

R3 : Chaque écart est expliqué dans le rapport.

Q4 : Par Madame Voahanginirina Ranaivoson de la Vice-Primature chargée de l'Economie et de l'Industrie

Comment se fait-il qu'une compagnie possède plusieurs NIF (identité fiscale) au niveau de la douane ?

R4 : Une possibilité d'erreur de saisie ou de déclaration

Par ailleurs, un changement de système d'identification fiscale a eu lieu en 2010. Cela aurait pu provoquer cette situation.

Q5 : Par le Secrétaire Exécutif

Que décide le comité sur la participation de HOLCIM ?

R5 par l'assistance : La société HOLCIM a effectué un paiement conséquent au cours de l'année fiscale 2010. Elle est concernée par le seuil de matérialité. Dans la mesure du possible, elle devrait être intégrée dans le rapport de réconciliation.

## 6. Divers : Levée de suspension de Madagascar à l'EITI

A propos de la suspension de l'EITI, Madagascar risque la radiation à l'EITI au 24 octobre 2012. Le comité national souhaite la levée de suspension. Toutefois, il est important de souligner que les Etats-Unis, la Norvège et l'Angleterre sont très influents au sein du Board de l'EITI. Ces pays ne reconnaissent pas encore la Transition malgré la feuille de route et la création du gouvernement d'union nationale. Madagascar a été suspendu pour cette raison de non reconnaissance. En tenant compte de ce fait, le secrétariat propose au comité national de demander une extension de suspension à l'EITI. Cette extension de suspension permettra la continuité du processus au niveau national. Il s'agit surtout de maintenir l'engagement des acteurs à l'EITI et à l'accès aux informations confidentielles au niveau de l'Etat.

Par ailleurs, une demande de facilitation à l'accès au MTDf sera également réalisée.

Néanmoins, il est à remarquer qu'une extension de suspension n'existe pas dans les règles de l'EITI.

## 7. Résolutions :

### Sur l'étude de matérialité :

- Goldsand a réalisé un paiement de 570 000 USD donc proche du seuil de matérialité. Sa participation est requise.
- Les paiements de Mainland recensés jusqu'ici sont de 378 000 USD, inférieur à 600 000 USD. Toutefois, Mainland a payé en sus 200 000 USD à l'Etat pour accéder à ses permis de recherche. Par ailleurs, les Frais d'administration de Mainland pour 2010 ont été payés avec du retard. Il faudra vérifier ses paiements sur l'année fiscale 2011. Mainland devrait remplir le seuil après ces vérifications.
- La non participation de HOLCIM est due à un problème de classification de la compagnie: Industrie extractives ou Industrie de transformation. En effet, le comité national et le secrétariat n'ont pas classifié au préalable cette compagnie comme une compagnie minière. HOLCIM produit du ciment et le vend localement. Elle n'est pas membre de la chambre des mines et ne fait pas de communication institutionnelle en tant que compagnie minière. Toutefois après la connaissance des premiers résultats de l'étude de matérialité, le Secrétariat EITI a sensibilisé la compagnie à sa

participation au rapport depuis le 22 Août 2012. Le Ministre des Mines a sollicité la Direction Générale de la compagnie depuis le 03 septembre 2012.

A défaut de réponse positive de la compagnie HOLCIM, il serait demandé au Gouvernement de remplir son canevas pour les paiements de HOLCIM. Le comité national comprend que les faisabilités techniques et financières sont difficiles. Le financement de l'EITI expire le 30 septembre 2012. Le rapport doit être publié avant cette date.

Le Comité national exhorte le Ministère des Mines a persuadé la compagnie à participer au rapport EITI malgré le calendrier serré. De plus, le temps ne permet plus de prendre un arrêté ministériel pour une participation obligatoire.

Le seuil de matérialité serait proche des 95% préétablies en cas de succès

**Sur le rapport :**

Le comité national est satisfait du niveau de désagrégation du rapport. Toutefois, le comité demande au cabinet d'inclure les informations sur les FAM impayées au niveau des Régions et Communes. Puis, Il a été demandé à Ernst & Young de livrer le rapport final provisoire avant le 10 septembre même sans Holcim afin d'y apporter des commentaires.

Le rapport final devra être bouclé le 21 septembre 2012. L'approbation du rapport se fera par circulaire.

**Sur la levée de suspension :**

Le comité national est favorable à une demande d'extension de suspension. Avant de signer une telle demande, le comité préconise une consultation plus large des parties prenantes à l'EITI avant de se décider.

COLBERT CNAT 04 SEPTEMBRE 2012



FICHE DE PRESENCE

MISSION REUNION POUR APPROBATION DE RAPPORT FINAL DE RECONCILIATION  
DATE: 04-sept-12 HOTEL COLBERT

NUM	NOM	ENTITE	MAIL	TEL	SIGNATURE
1	ORIGENE SINARAY	OSC	horei.navy.osc.madag@gmail.com	03404 40908 0391199532 0328579300	
2	RAFIK RABAZAFY Jean Pierre	OSC	sof.malaky@orange.mg	034089849	
3	Damon au	MEF	dee@meef.gov.mg	0340562172	
4	Landy MANDON	DIOTINDO QNH	landy.mandon@diotindomg	034 650511	
5	Jocanna RABEVATSIHO	DIOTINDO QNH	Tojo.rabevatimo@diotindomg	034 65 048 88	
6	RAMA NDEHAMANANTSA Richard	Miiv Secentaika	regional@miiv.mg @gub.mg	03402 46944 0331590207	

COLBERT CNAT 04 SEPTEMBRE 2012



NUM	NOM	ENTITE	MAIL	TEL	SIGNATURE
7	RANAVOSON Voa lohaqirina	UPEI	spage-dadica mei.gov.mg	034 055 1137	
8	RAKOTOSEHENO Solofo	TI-IM /PCVP	solofo.nale@gmail.com	034 23 22790	
9	Ravahindratse Ernst	KPI CROE	michon.kelilyshofa	0800986963	
10	RANDIANIRINA Hariva Olivia	DGT DCP	harivaolivia@moa.mg hariva.olivia@yahoo.fr	22 215 10 034 04 621 88	
11	RAZAFIMAHANIMBY Celestin	OSC		0330279407	
12	RATSIMARANTSOA Kino	Ernst & Young	mino.rafaelimanantsoa dnu.ey.com	033 37 00 375	
13	ANDRIAMANONA Davy	Ernst & Young	andriamanonadavy.ey.com	033 37 00 393	
14	PASANOELO Yann	Ernst & Young			

COLBERT CNAT 04 SEPTEMBRE 2012



NUM	NOM	ENTITE	MAIL	TEL	SIGNATURE
15	Andriamiarisakana Andrey	Ernst & Young	andrey.andriamiarisakana@eiu.ey.com	02022 21796	[Signature]
16	Harcello DANE	Comul National TULLOW OIL	harcello@comulnational.com	0324 000456	Harcello
17	RANURIANALISON Ervanus	OSC ALPHAN	ervanus@yemail.com	0331243414	[Signature]
18	BANDRIAMA NANINA Johy	URAPINA S.A.	bandriama@urapina.com	0340914870	[Signature]
19	TSIBRIANIBOLANINA Johany	ACOT-OR Region SAVA Pekit-Be pitant.		0330305091	[Signature]
20	RAKOTOSRIVONY Victor	MFB/Douanes	victor.rakotosrivony@dnanes.mg	0343701980	[Signature]
21	RANJONAHALUA Tontely	EITI		034 05 13114	Ranjonahua
22	RAKOTONIMO Senvire	EITI		0343513115	Senvire
23					
24					

## 6.13. Annexe 13 : Lettre du Premier Ministre aux compagnies minières et pétrolières (exemple de Madagascar oil)

  
**REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
Fivavane - Tanindrazana - Fandrosoana

**Le Premier Ministre**  
**Chef du Gouvernement**

Antananarivo, le **06 Avril 2012**

N° **138** - PM / SP

Monsieur le Directeur Général  
MADAGASCAR OIL

**Objet** : Adhésion à l'Initiative pour la Transparence de l'Industrie Minière ou EITI Madagascar

Monsieur le Directeur Général,

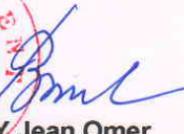
Le Gouvernement de Consensus suit de près la gestion des ressources minières malgaches. Le principal objectif consiste à optimiser les impacts de l'exploitation de ces ressources sur le développement économique du pays et le quotidien de la population à travers notamment l'utilisation efficace et transparente des revenus financiers issus de ce secteur.

Pour une bonne gouvernance du secteur minier et pétrolier, l'EITI constitue un outil d'appui et de transparence pour le Gouvernement. L'Initiative renforce son implication en mettant en place les dispositifs indispensables à la conformité du pays par rapport à ce standard international.

Les efforts déployés par l'EITI Madagascar ont été fortement appréciés à travers la réalisation du rapport de réconciliation 2011. Ainsi, vous êtes sollicités à rejoindre les compagnies extractives qui ont déjà intégré la norme mondiale de transparence et de participer au rapport de réconciliation 2012 qui couvrira 95% des impôts issus de l'industrie extractive malgache. Ce nouveau rapport prendra en charge l'exercice fiscale 2010. Le processus sera lancé avec plus de rigueur au mois d'avril 2012 pour garantir un résultat de qualité. Publié et diffusé au mois d'août de cette année, il constituera également un appui à la démarche de levée de suspension de Madagascar au niveau du Conseil d'Administration International de l'EITI.

Votre adhésion à cette norme de transparence est par conséquent fortement attendue. En partie, elle permettra au Gouvernement de Consensus de réintégrer à part entière à cette norme mondiale. Elle représentera également pour vous une meilleure crédibilité envers l'opinion publique. Elle affirme que votre compagnie se dégage de ses obligations fiscales à Madagascar. Enfin, votre participation au rapport EITI comptera en termes de raffermissement de votre responsabilité sociale et industrielle.

Veillez agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.

  
  
**BERIZIKY Jean Omer**

**Copie à** : Madame Le Ministre des Mines

## 6.14. Annexe 14 : Pression Médiatique



Vendredi 21 septembre 2012  
N° 5330

Economie

Actualité Madagascar » Economie » Transparence minière

### Transparence minière

#### Des compagnies refusent l'EITI



Judicaël Tahiny Tsarabory regrette le manque de collaboration de certaines compagnies minières. (Photo : Hery Rakotondrazaka)

#### Trois compagnies chinoises et une thaïlandaise refusent l'initiative pour la transparence des industries extractives. Processus interrompu en 2009.

Les compagnies minières asiatiques refuseraient-elles de jouer le jeu de la transparence ? Quatre d'entre elles, dont trois chinoises, et une thaïlandaise refusent pour l'instant d'adhérer à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (EITI). L'intégration de ces sociétés dans le processus est pourtant capitale pour que Madagascar puisse négocier la levée de la suspension de sa candidature pour devenir un pays conforme à l'initiative l'EITI.

Le gouvernement avec plusieurs ministères dont ceux des Mines et des Affaires étrangères, le comité national ainsi que le secrétariat exécutif de l'EITI Madagascar se sont déjà relayés pour sensibiliser ces compagnies mais sans résultat. Vu l'urgence de la situation, l'idée de l'adoption d'un décret ou d'un arrêté qui obligerait ces compagnies commence aujourd'hui à faire son chemin.

« La rédaction du rapport de réconciliation financière devra débuter au mois de mai pour qu'il puisse être prêt au mois d'octobre. L'absence de l'une de ces compagnies dans ce rapport portera atteinte, d'une manière significative, à sa qualité et sa crédibilité, et mettra certainement en péril la levée de la suspension de la candidature de Madagascar », averti Tahiny Tsarabory Judicaël, secrétaire exécutif d'EITI Madagascar lors d'une conférence de presse, hier.

#### Interruption

L'initiative EITI vise à établir la transparence et la concordance entre l'impôt payé par les compagnies minières et la recette encaissée par l'État dans le secteur. Les deux parties devront donc établir et publier chacun de leur côté les chiffres qui seront ensuite soumis à un cabinet indépendant pour des rapprochements ou l'établissement des écarts éventuels. Le rapport appelé de réconciliation est ensuite soumis à l'EITI internationale pour être validé. S'il est accepté, Madagascar sera alors déclaré pays conforme à l'initiative EITI.

Le pays a engagé pour la première fois sa candidature à la mise en conformité à l'initiative l'EITI en 2008. Le processus a été interrompu en 2009, suite aux événements politiques et la suspension des financements des bailleurs de fonds. Le régime de Transition a décidé de le relancer vers la fin de l'année 2010 avec l'adhésion de quatre compagnies minières. Un premier rapport de réconciliation a été déposé en novembre 2011 mais l'EITI international a finalement décidé de ne pas l'examiner et de suspendre la candidature de Madagascar à cause de la non-reconnaissance internationale.

Avec l'évolution politique actuelle, la partie malgache veut négocier la levée de cette suspension. Elle a jusqu'au mois d'octobre pour le faire. D'où l'importance de la qualité du rapport de réconciliation qui devra également conduire à la conformité du pays. Les fiscalités concernées sont celles payées durant l'année 2010, d'un montant total estimé à 124 millions de dollars. Une dizaine de compagnies ayant payé plus de 500 000 dollars d'impôt chacune sont concernées. Les Chinois dont, entre autres, Wisco avec les 100 millions de dollars qu'elle a déboursés pour l'obtention de son permis à Soalala accapare la majeure partie de ce montant.

#### Mahefa Rakotomalala

## 6.15. Annexe 15 : Plaidoyer de la société civile

26 **ANNONCES**

L'EXPRESS DE MADAGASCAR

MERCREDI 30 MAI 2012



Publiez Ce   
Que Vous Payez

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Transparence des compagnies minières et pétrolières:**

**La Coalition Publiez Ce Que Vous Payez suit de près l'adhésion des compagnies minières et pétrolières à la norme EITI**



La Coalition PCQVP est membre intégrant du Groupe multipartite EITI. Nous oeuvrons essentiellement pour la transparence et la bonne gouvernance du secteur minier et pétrolier dans le monde. A ce titre, étant un réseau international d'organisations de la société civile, nous appuyons rigoureusement la mise en oeuvre de la norme EITI ou Initiative pour la Transparence des Industries Extractives à Madagascar.

Pour rappel, l'établissement du rapport de réconciliation EITI 2012 démarrera ce mois de mai-ci. Les enjeux immédiats et à moyens termes sont de mesurer et faire ressortir les écarts quantitatifs éventuels entre les montants des versements d'impôts effectués par les compagnies minières et les montants des encaissements enregistrés par l'Etat. Le but dudit rapport est également d'avoir une meilleure visibilité de la contribution du secteur extractif malgache dans les caisses de l'Etat et par ricochet, améliorer l'impact de son utilisation auprès de la population malgache.

Pour 2012, l'objectif est que le rapport EITI puisse retracer les 95% des flux fiscaux enregistrés par le secteur minier durant l'année fiscale 2010. Ces 95% ont été effectués par approximativement neuf (09) compagnies minières et pétrolières. Hormis ces 9 compagnies obligatoires, d'autres compagnies se sont portés volontaires pour adhérer à la norme EITI et figurer dans le rapport de réconciliation 2012, à savoir: Toliara Sands, Mada-aust et MCM.

A ce jour, la situation de l'intégration de ces neuf (9) compagnies extractives se présente comme suit:

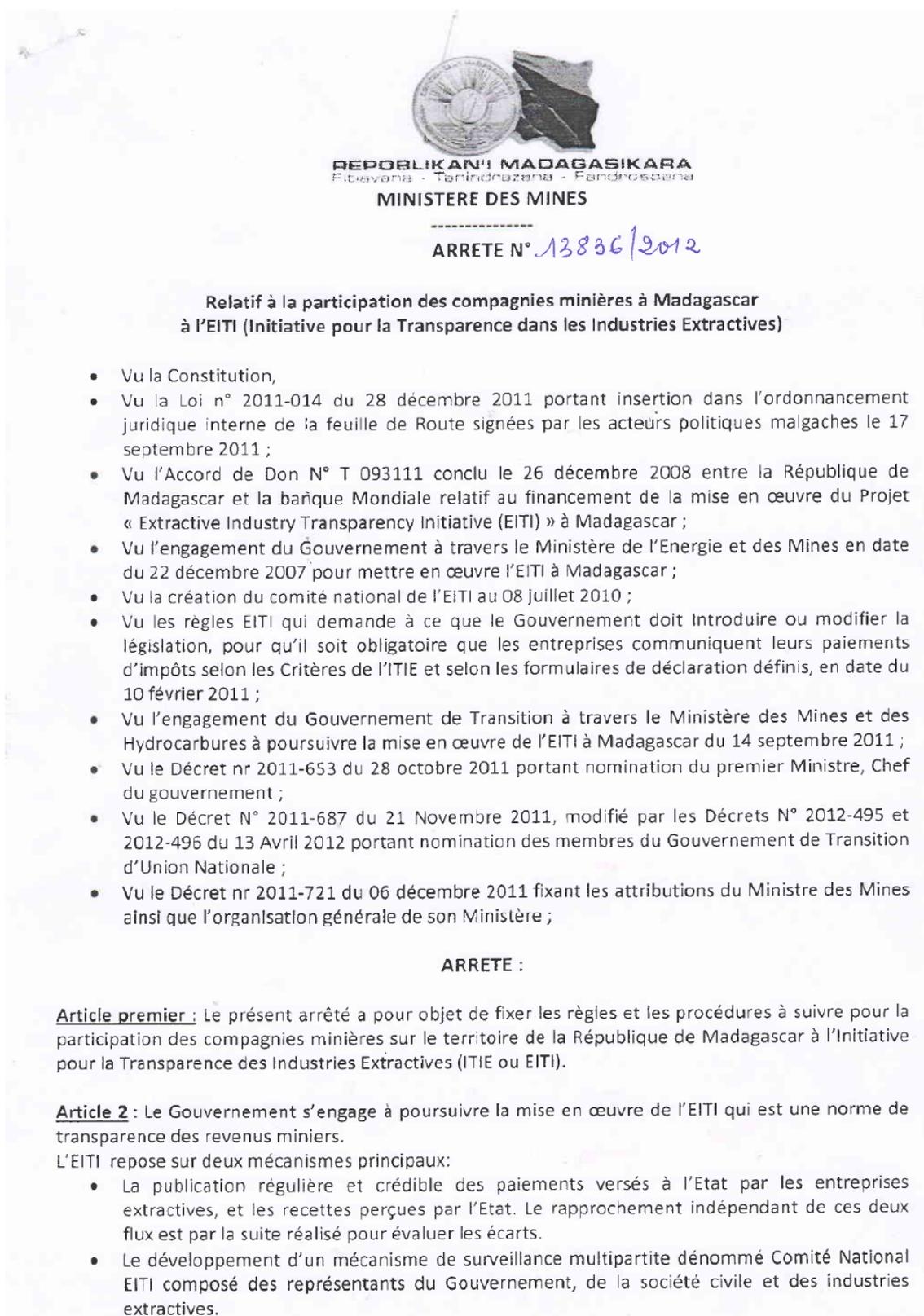
COMPAGNIES	PHASE D'ACTIVITES	REGIONS D'INTERVENTIONS	STATUT D'ADHESION DANS L'EITI
WISCO	Recherche	Boeny	EN ATTENTE DE REPONSE
RIO TINTO	Exploitation	Anosy	ADHESION EFFECTIVE
AMBATOVY	Construction	Alaotra Mangoro - Atsinanana	ADHESION EFFECTIVE
KRAOMA	Exploitation	Betsiboka	ADHESION EFFECTIVE
PAM	Recherche	Atsimo Andrefana - Anosy	ADHESION EFFECTIVE
MADAGASCAR OIL	Recherche	Menabe - Melaky	ADHESION EFFECTIVE
EXXON MOBIL	Recherche	Offshore	EN ATTENTE DE REPONSE
GOLD SANDS	Recherche	Atsimo Andrefana	EN ATTENTE DE REPONSE
MAINLAND	Recherche	Analanjirifo - Vatovavy fito vinany	EN ATTENTE DE REPONSE

La coalition PCQVP exhorte les compagnies extractives qui n'ont pas encore transmis de réponses positives à donner une position concluante dans les meilleurs délais pour ne pas accuser un retard pénalisant dans l'établissement et la publication du rapport EITI.

**La coordination de la Coalition PCQVP**

Pour toutes informations, contactez:  
Secrétariat Exécutif EITI  
034 05 131 14 / 15  
Ex-laboratoire des mines Ampandrianomby  
office@eti-madagascar.org  
www.eti-madagascar.org

## 6.16. Annexe 16 : Arrêté du Ministère des Mines



**Article 3 :** La participation au rapport de réconciliation EITI est obligatoire pour les compagnies minières déterminées par le seuil de matérialité définie par le Comité National de l'EITI et le Ministère des Mines.

Le seuil de matérialité définit les paiements significatifs en termes de fiscalité et de parafiscalité des compagnies minières opérant sur le territoire national.

**Article 4 :** Chaque année les compagnies minières ayant les caractéristiques définies par l'article 2, en phase de recherche et en phase de l'exploitation, devront faire une déclaration de paiement d'impôts à l'EITI selon un modèle de canevas établi par le Comité National de l'EITI.

**Article 5 :** Chaque année, le Ministère des Mines et le Comité National de l'EITI communiqueront la liste des compagnies minières et les années fiscales concernées par la réconciliation des flux financiers entre l'Etat et les industries extractives.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Antananarivo, le 10 JUL 2012

Le Ministre des Mines

  
RANDRIAFENO Indrindry Rajo Daniella



REPUBLIKAN' I MADAGASIKARA  
Fitiavana · Tamindrazana · Fandrosoana  
MINISTRE DES MINES

-----  
ARRETE N° 13825/2012

**Relatif à la Communication des années fiscales et la liste des Compagnies minières par la réconciliation des flux financiers de l'Etat et les Industries extractives pour l'année 2012**

- Vu la Constitution,
- Vu la Loi n° 2011-014 du 28 décembre 2011 portant insertion dans l'ordonnancement juridique interne de la feuille de Route signées par les acteurs politiques malgaches le 17 septembre 2011 ;
- Vu l'Accord de Don N° T 093111 conclu le 26 décembre 2008 entre la République de Madagascar et la banque Mondiale relatif au financement de la mise en œuvre du Projet « Extractive Industry Transparency Initiative (EITI) » à Madagascar ;
- Vu l'engagement du Gouvernement à travers le Ministère de l'Energie et des Mines en date du 22 décembre 2007 pour mettre en œuvre l'EITI à Madagascar ;
- Vu la création du comité national de l'EITI au 08 juillet 2010 ;
- Vu les règles EITI qui demande à ce que le Gouvernement doit Introduire ou modifier la législation, pour qu'il soit obligatoire que les entreprises communiquent leurs paiements d'impôts selon les Critères de l'ITIE et selon les formulaires de déclaration définis, en date du 10 février 2011 ;
- Vu l'engagement du Gouvernement de Transition à travers le Ministère des Mines et des Hydrocarbures à poursuivre la mise en œuvre de l'EITI à Madagascar du 14 septembre 2011 ;
- Vu le Décret nr 2011-653 du 28 octobre 2011 portant nomination du premier Ministre, Chef du gouvernement ;
- Vu le Décret N° 2011-687 du 21 Novembre 2011, modifié par les Décrets N° 2012-495 et 2012-496 du 13 Avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition d'Union Nationale ;
- Vu le Décret nr 2011-721 du 06 décembre 2011 fixant les attributions du Ministre des Mines ainsi que l'organisation générale de son Ministère ;

**ARRETE :**

**Article premier :** Le présent arrêté a pour objet d'identifier les compagnies minières qui participent au rapport de réconciliation des flux financiers EITI 2012.

**Article 2 :** Le rapport des flux financiers entre l'Etat et les compagnies minières pour 2012 concernera l'année fiscale 2010.

**Article 3 :** Les compagnies qui sont concernées par ce rapport sont :

- MADAGASCAR WISCO GUANXIN KAM RESOURCES
- AMBATOVOY (AMSA et DMSA)
- QIT MADAGASCAR MINERALS (Rio Tinto Madagascar)
- KRAOMITA MALAGASY
- PAM MADAGASCAR
- GOLD SANDS
- MAINLAND

**Article 4 :** Ces compagnies devront remplir le canevas de déclaration EITI qui retrace l'ensemble des paiements effectués à l'Etat malagasy pour l'année fiscale 2010.

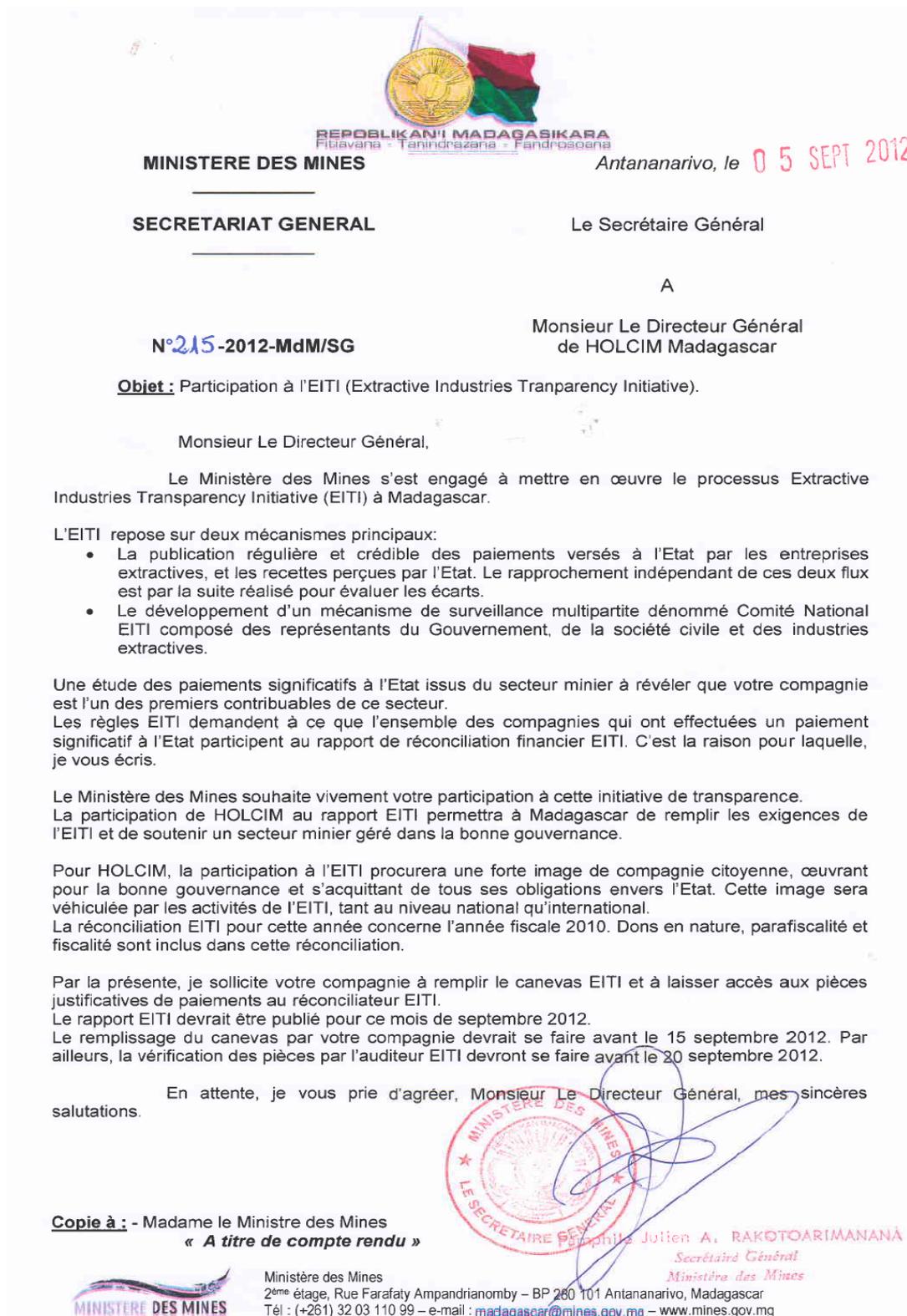
**Article 5 :** Les compagnies devront mettre à la disposition de l'auditeur sélectionné par le Comité National de l'EITI les preuves de paiements en faveur de l'Etat.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Antananarivo, le 10 JUL 2012

Le Ministre des Mines  
  
RANDRIAFENO Isidore Rado Daniella  
LE MINISTRE

## 6.17. Annexe 17 : Lettre du Secrétaire Général du Ministère des Mines pour HOLCIM



## 6.18. Annexe 18 : Mandat du Ministère des Mines



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



MINISTRE DES MINES



EITI  
Extractive Industries  
Transparency Initiative  
Madagascar

### MANDAT

Il a été convenu entre les soussignés,

**Le Secrétariat Général du Ministère des Mines**, dont l'établissement principal se trouve au Ministère des Mines, Ampandrianomby Antananarivo 101, représenté par Monsieur RAKOTOARIMANANA Pamphile Julien, agissant en sa qualité de **Secrétaire Général**,

**Et**

**L'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**, dont l'établissement principal se trouve au Bâtiment de l'ancien laboratoire des Mines, rue Rafaty Ampandrianomby, Antananarivo 101 représenté par Monsieur TAHINY Tsarabory Judaël, agissant en sa qualité de Secrétaire Exécutif,

Ci-après dénommés les « **mandants** »

D'une part,

**La société ERNST & YOUNG Madagascar SARL** au capital de 10 000 000 MGA, inscrite au RCS de Tana sous le n°2001B132, identifiée sous le stat n° 65222 11 2001 0 10165 et NIF 1000205218, dont le siège se trouve au Bâtiment C1, Explorer Business Park Ankorondrano Antananarivo 101, représentée par Monsieur Yann RASAMOELY, agissant en sa qualité de gérant,

Ci après dénommé le « **mandataire** »

D'autre part,

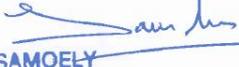
Il a été arrêté et convenu ce qui suit ;

Les mandants donnent pouvoir au mandataire aux fins de collecter les informations et documents nécessaires auprès du Secrétariat Général des Mines et toutes autres entités y dépendant dans le cadre de l'audit et la réconciliation des paiements effectués par les industries extractives et les recettes reçues par l'Etat Malagasy pour la période de 2010.

Les industries extractives concernées par cet audit sont : EXXON MOBIL, MADAGASCAR OIL, WISCO, QMM, AMBATOVY, KRAOMA, PAM, MAINLAND MINING et GOLDSAND.

Par ailleurs, le mandataire sera autorisé à récupérer toutes données agrégées relatives aux recettes perçues au cours de l'année fiscale 2010 par toute administration et organisme public ou parapublic collectant des recettes au profit de l'Etat auprès des sociétés minières et pétrolières aux fins d'établissement du seuil de matérialité des sociétés audités par rapport au secteur extractif.

Fait à Antananarivo, en six exemplaires, le **20 JUN 2012**, pour faire valoir ce que de droit.

<p style="text-align: center;">Les mandants</p> <p>Les mandants feront précéder sa signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour mandat »</p> <div style="text-align: center;">  <b>RAKOTOARIMANANA</b> Secrétaire Général Ministre des Mines</div>	<p style="text-align: center;">Le mandataire</p> <p>Le mandataire fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé, mandat accepté »</p> <div style="text-align: center;">  <b>Yann RASAMOELY</b> Partner, Country Manager</div>
---	---

## 6.19. Annexe 19 : Note de service du Secrétariat Général, Ministère des Finances et du Budget



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fittavana - Tanindrazana - Fandrosoana

Antananarivo, le 24 JUL 2012

N° 109 -2012/MFB/SG/DRG

### NOTE DE SERVICE

En raison de l'importance de la levée de suspension de Madagascar au suivi de l'Extractive Industries Transparency Initiative ((EITI), une mission d'« **Audit et réconciliation des paiements effectués par les industries extractives et les recettes reçues par l'Etat Malagasy par la période de 2010** » sera menée par l'EITI à travers le Cabinet d'Audit Ernest&Young représenté par son mandataire Monsieur Yann RASAMOELY. Ce dernier procédera à la collecte d'informations et à la consultation des documents auprès des Départements du Trésor, des Impôts et des Douanes ; la durée de sa mission est de deux mois pour compter de la présente Note par laquelle sera notifiée le mandataire de l'EITI.

Au terme de sa mission, Monsieur Yann RASAMOELY est tenu de rendre compte des informations recueillies et validées par les Directions Générales, au Secrétariat Général du Ministère des Finances et du Budget.

Aussi, les Directions Générales sus-citées sont invitées à prendre les dispositions relatives à cette mission.

Le Secrétaire Général  
  
ANDRIAMBOLOLONA  
Vonintsalama S.

Destinataires :

- Monsieur le Directeur Général des Douanes
- Monsieur le Directeur Général des Impôts
- Monsieur le Directeur Général du Trésor

Ampliation :

- Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'EITI ) « aux fins »
- Monsieur le Gérant de la Société ERNEST&YOUNG ) « aux fins »